



**MINISTÈRE
DU BUDGET**

LOI DE FINANCES

N°25/060 DU 29 DECEMBRE 2025

POUR L'EXERCICE 2026

Volume 1

RECETTES

- I. EXPOSE DES MOTIFS ET LOI
- II. ANNEXES A LA LOI DE FINANCES 2026/RECETTES
- III. CANEVAS DES RECETTES
- IV. ANNEXES DES RECETTES AU SECTEUR MINIER
- V. DEPENSES FISCALES

**Kinshasa
Decembre2025**



EXPOSE DES MOTIFS

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de Finances pour l'exercice 2026 est élaborée en vertu des dispositions de l'article 126 de la Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 et des articles 13, 76, 77 et 78 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011, telle que modifiée à ce jour.

Elle s'inscrit dans la droite ligne des orientations du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028 et vise, à l'horizon du quinquennat, le doublement des recettes courantes ainsi que l'accroissement des apports des partenaires au développement. Cet objectif doit permettre de constituer des épargnes pour financer des projets structurants d'infrastructures, d'assurer la sécurisation du pays, de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie de la population, en cohérence avec la place stratégique de la RDC au cœur du continent africain, conformément aux orientations de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.

La présente Loi est élaborée sur la base des mesures d'encadrement de la Lettre d'orientation budgétaire du 26 juillet 2025 de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, des priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), de la politique budgétaire déclinée dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2026-2028, des directives de la Circulaire budgétaire 2026 ainsi que des résultats des conférences budgétaires tenues par le Ministère du Budget du 28 juillet au 11 août 2025.

L'exercice 2026 constitue une phase déterminante : après les efforts soutenus portés par la Loi de Finances rectificative 2025 pour faire face aux impératifs sécuritaires et à leurs conséquences humanitaires et socioéconomiques, le pays aborde une étape de stabilisation, de reconstruction et de relance.

Le Budget 2026 s'inscrit donc dans cette perspective, tout en tenant compte de l'évolution de la situation économique et financière internationale et nationale, dans un contexte du programme formel en cours avec le Fonds Monétaire International dont la 2^{ème} revue a eu lieu en octobre de cette année.

Handwritten signature and date: 12/12/25

La présente Loi repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

▪ Taux de croissance du PIB	: 5,3% ;
▪ Déflateur du PIB	: 13,8% ;
▪ Taux d'inflation moyen	: 4,4% ;
▪ Taux d'inflation fin période	: 6,1% ;
▪ Taux de croissance mine	: 5,0% ;
▪ Taux de change moyen	: 2.467,0 FC/USD ;
▪ Taux de change fin période	: 2.634,1 FC/USD ;
▪ Pression fiscale	: 12,3% ;
▪ PIB réel	: 19.465,0 milliards de FC ;
▪ PIB nominal	: 269.291,9 milliards de FC.

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **54.335,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **7,2%** par rapport à son niveau de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 chiffré à **50.691,8 milliards de FC.**

1. RECETTES

Les recettes totales sont constituées des recettes du Budget général de **48.969,3 milliards de FC**, des recettes des Budgets annexes de **962,3 milliards de FC** et des recettes des Comptes spéciaux de **4.404,2 milliards de FC.**

Les **recettes du Budget général** comprennent les recettes internes de l'ordre de **34.578,9 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **14.390,3 milliards de FC**, représentant respectivement **70,6%** et **29,4%** du Budget général.

Les **recettes internes** accusent un accroissement de **12,8%** par rapport à leur niveau de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 arrêté à **30.647,9 milliards de FC.**

Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **33.025,0 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **1.553,9 milliards de FC.**

Les **recettes courantes** ont enregistré un accroissement de **10,5%** par rapport à celles de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 situées à **29.898,8 milliards de FC.**

Handwritten signature/initials

Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises : 7.522,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **12,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **6.693,1 milliards de FC**, justifié par l'impact des mesures fiscales et administratives, notamment la poursuite de l'application de la mesure relative à l'exclusion des miniers de la subvention accordée par l'Etat sur les produits pétroliers et la poursuite de l'implantation des STDA dans les provinces à forte potentialité en matière d'accises.

Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :

- Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **2.385,6 milliards de FC**, soit **31,7%** des recettes de douanes et accises ;
 - Droits d'accises : **2.345,1 milliards de FC**, soit **31,1%** des recettes de douanes et accises ;
 - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **2.468,1 milliards de FC**, soit **32,8%** des recettes de douanes et accises ;
 - Taxes à l'exportation : **95,5 milliards de FC**, soit **1,3%** des recettes de douanes et accises ;
 - Amendes et pénalités : **227,6 milliards de FC**, soit **3,0%** des recettes de douanes et accises.
- **Recettes des impôts : 19.033,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **16,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **16.407,6 milliards de FC**, justifié par les mesures fiscales et administratives envisagées en 2026. Il s'agit notamment de l'opérationnalisation, avec l'appui du Gouvernement, de la facture normalisée et des dispositifs électroniques fiscaux ; et l'attribution du Numéro Impôt en ligne ou d'office à l'initiative de l'Administration des Impôts sur base des informations en sa possession.

Ces recettes sont constituées de (s) :

- Impôts sur les rémunérations : **4.052,9 milliards de FC**, soit **21,6%** des recettes des impôts ;
- Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **8.594,4 milliards de FC**, soit **45,2%** des recettes des impôts ;
- Impôts sur les biens et services (TVA) : **5.822,1 milliards de FC**, soit **30,9%** des recettes des impôts ;
- Autres recettes : **564,2 milliards de FC**, soit **3,0%** des recettes des impôts.

12/11/16

- **Recettes non fiscales : 6.469,4 milliards de FC**, soit une baisse de **4,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **6.798,0 milliards de FC**. Elles comprennent les recettes encadrées par la DGRAD de **5.474,6 milliards de FC** et les autres recettes non fiscales constituées notamment des Royalties de **994,7 milliards de FC** issus du contrat sino-congolais révisé.

Les **recettes exceptionnelles** sont chiffrées à **1.553,9 milliards de FC**, se rapportant aux produits des emprunts intérieurs.

Les **recettes extérieures** se chiffrent à **14.390,3 milliards de FC** et enregistrent une régression de **4,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 évalué à **15.101,7 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de **2.900,6 milliards de FC** qui enregistrent un taux de régression de **2,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **2.965,4 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de l'emprunt programme de **2.828,5 milliards de FC** et des dons budgétaires de 72,0 milliards de FC ;
- au financement des investissements d'un montant de **11.489,8 milliards de FC**, dégageant une régression de **5,3%** par rapport à la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2025 d'un montant se chiffrant à **12.136,3 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **3.825,5 milliards de FC** de dons projets et **7.664,3 milliards de FC** d'emprunts projets.

Les **recettes des Budgets annexes**, évaluées à **962,3 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **6,6%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de **903 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en Budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques.

Les **recettes des Comptes spéciaux**, évaluées à **4.404,2 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **9,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **4.039,2 milliards de FC**. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

12/28/15

2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2026 se chiffrent à **54.335,8 milliards de FC** contre **50.691,8 milliards de FC** de la Loi de Finances rectificative pour l'exercice 2025, soit un taux d'accroissement de **7,2%**. Elles sont réparties en Budget général, Budgets annexes et Comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les **dépenses du Budget général** sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dettes publiques en capital : 2.060,0 milliards de FC** contre **1.509,6 milliards de FC** de son niveau de 2025, soit un taux d'accroissement de **36,5%**, et représentant **4,2%** des dépenses du Budget général. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure.
- **Frais financiers : 907,8 milliards de FC**, représentant **1,9%** des dépenses du Budget général, soit une régression de **22,8%** par rapport à leur niveau de 2025 chiffré à **1.175,4 milliards de FC**. Ils sont essentiellement destinés au paiement des intérêts sur la dette intérieure, des commissions bancaires, des intérêts moratoires et de la créance titrisée dans le cadre de la poursuite de la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo.
- **Dépenses de personnel : 14.033 milliards de FC**, elles représentent **28,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **16,0%** par rapport à leur niveau de 2025 de **12.097,4 milliards de FC**. Outre l'existant, cette enveloppe prend en charge quelques actions contraignantes, notamment la mécanisation des nouvelles unités et des non payés, la poursuite de la prise en compte des grilles barémiques, la prise en compte et/ou réajustement des primes permanentes, la poursuite de la concrétisation des engagements signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux/banc syndical.
- **Biens et matériels : 804,7 milliards de FC**, soit **1,6%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **1,3%** par rapport leur niveau de 2025 situé à **794,4 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire;

12/11/25

- **Dépenses de prestations : 6.617,4 milliards de FC**, soit **13,5%** des dépenses du Budget général et une augmentation de **6,6%** par rapport à leur niveau de 2025 situé à **6.206,3 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées aux prestations des tiers vis-à-vis de l'Etat ;
- **Transferts et interventions de l'Etat : 8.533,8 milliards de FC**, soit **17,4%** des dépenses du Budget général et une augmentation de **22,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 de l'ordre de **6.985,1 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat pour la relance de l'économie et prennent en compte le fonctionnement des Provinces ainsi que la rétrocession aux Administrations financières et à l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale des agents de l'Etat soumis au Code du travail pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, la bourse d'études, la mise à la retraite des agents et la TVA remboursable ;
- **Equipements : 10.804,2 milliards de FC**, soit **22,1%** des dépenses du Budget général et une régression de **6,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 évalué à 11.589,5 milliards de FC ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière : 5.208,3 milliards de FC**, soit **10,6%** des dépenses du Budget général et une régression de **3,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2025 chiffré à **5.391,9 milliards de FC**.

Les équipements et les constructions se rapportent aux investissements, principalement dans le cadre du PDL-145 Territoires et autres projets du Gouvernement central, des Provinces et Entités Territoriales Décentralisées ainsi que de la Caisse Nationale de Péréquation.

Telle est l'économie générale de la présente Loi de finances.

Handwritten signature and date: 29/11/15

LOI



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Directeur de Cabinet

LOI DE FINANCES N° 25/060 DU 29 DECEMBRE 2025 POUR L'EXERCICE 2026

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2026

Article 1^{er} :

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central pour l'exercice 2026.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

Article 2 :

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 ainsi que les opérations budgétaires et de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 3 :

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.



A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

Article 4 :

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Toute exonération de l'impôt, droit, taxe ou redevance, susceptible de grever le montant des recettes arrêté par la présente Loi, doit être autorisée par une Loi.

TITRE II : DE L'INFORMATION SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Article 5 :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Budget programme prôné par la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour, le Gouvernement est tenu d'accélérer l'identification des secteurs éligibles et la mise en place des référentiels, instruments et acteurs de la chaîne managériale des programmes, prévu dans la feuille de route de migration y afférentes et dans le décret portant gouvernance budgétaire.

Le Gouvernement est également chargé d'accélérer la déconcentration de l'ordonnancement prévue à l'article 103 de la Loi relative aux finances publiques, en commençant par les neuf ministères sectoriels sélectionnés à partir de 2026, à savoir : Finances, Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale, Education et Nouvelle Citoyenneté, Développement Rural, Infrastructures et Travaux Publics, Agriculture et Sécurité alimentaire, Défense Nationale et Anciens Combattants, Pêche et élevage, Enseignement supérieur et universitaire.

Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions édictera par voie réglementaire les dispositions spécifiques à la mise en œuvre de cette déconcentration de l'ordonnancement.



TITRE III : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

Article 6 :

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2026 est constitué du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **54.335.751.192.461 FC** (*Cinquante-quatre mille trois cent trente-cinq milliards sept cent cinquante et un millions cent quatre-vingt-douze mille quatre cent soixante-un Francs congolais*), tel que réparti à l'Annexe I.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Article 7 :

Les recettes du Budget général de l'exercice 2026 sont arrêtées à **48.969.279.573.100 FC** (*Quarante-huit mille neuf cent soixante-neuf milliards deux cent soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-treize mille cent Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'Annexe II.

Article 8 :

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **7.694.540.952.980 FC** (*Sept mille six cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent quarante millions neuf cent cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt Francs Congolais*), conformément à l'Annexe XI.

12/23/11



Article 9 :

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2026 sont estimées à **744.632.995.450 FC (Sept cent quarante-quatre milliards six cent trente-deux millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent cinquante Francs Congolais)**, conformément à l'Annexe XII.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les entités territoriales décentralisées.

TITRE II : DES MESURES FISCALES**CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES****Article 10 :**

Les mesures relatives aux recettes des douanes et accises reprises aux articles 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, ainsi qu'aux articles 6 et 7 de la Loi de Finances rectificative n°25/044 du 28 juin 2025, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 011/2012 du 21 septembre 2012 instituant le tarif des droits et taxes à l'importation et l'Ordonnance-Loi n° 012/2012 du 21 septembre 2012 instituant le nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation, telles que modifiées et complétées à ce jour.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes. Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises.



Article 11 :

Le paragraphe 4 des Dispositions Préliminaires du Tarif des droits et taxes à l'importation portées par l'Ordonnance – Loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 est supprimé, entraînant l'abrogation des mesures tarifaires temporaires édictées en application dudit paragraphe.

Article 12 :

L'article 96 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 96 :

- 1) *Les carburants terrestres et d'aviation importés sont pris en charge et déclarés conformément aux dispositions de l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes telle que modifiée et complétée à ce jour.*
- 2) *Sans préjudice des dispositions des articles 232 et 259 de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée à ce jour, les carburants terrestres et d'aviation destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants, sont exclus de la subvention accordée par l'Etat.*
- 3) *Sans préjudice des dispositions prévues au point 1 ci-dessus, les facilités de paiements instituées par les législations douanière et des accises en vigueur ne sont pas applicables aux carburants terrestres et d'aviation visés au point 2 ci-dessus. »*
- 4) *Les carburants terrestres et d'aviation importés et acquis et/ou cédés par les sociétés brassicoles, de télécommunications et du secteur forestier ainsi que leurs sous-traitants sont exclus de la subvention accordée par l'Etat. »*

Article 13 :

L'article 55 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 55 :

Sont exonérés des droits d'accises et, le cas échéant, du droit d'accises spécial :

12/12



- a) *L'essence, le jet A 1, le pétrole lampant, le kérosène et les gasoils destinés à être utilisés comme solvant et importés par des industriels ;*
- b) *Les marchandises produites selon les méthodes coutumières ou artisanales et non conditionnées industriellement pour la vente au détail ;*
- c) *Les marchandises produites localement par toute personne pour sa propre consommation, et dont la valeur n'excède pas l'équivalent en Francs congolais de 200 dollars américains ;*
- d) *Les vins destinés à l'exercice des cultes et dont la destination est attestée par l'organisme qui les utilisera ;*
- e) *Les marchandises produites localement que les missions diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que les organisations internationales acquièrent pour leur usage officiel ;*
- f) *Les quantités des carburants d'aviation consommées par les aéronefs en trafic international, à l'exclusion de celles consommées entre deux ou plusieurs escales sur le territoire de la République, sauf cas d'atterrissage forcé ;*
- g) *Les marchandises destinées à l'avitaillement des aéronefs et navires en trafic international. »*

Article 14 :

Les carburants terrestres et d'aviation importés destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants sont soumis au paiement des droits d'accises conformément au droit commun.

Article 15 :

Les règles de prescription prévues par l'Ordonnance-Loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes telle que modifiée et complétée à ce jour, sont applicables mutatis mutandis aux infractions en matière d'accises.

Les articles 120, 121 et 122 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises telle que modifiée et complétée à ce jour, sont abrogés.

12/11



CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

Article 16 :

Les mesures fiscales reprises aux articles 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60 de la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 et à l'article 9 de la Loi de Finances rectificative n° 25/044 du 28 juin 2025 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits et la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits.

Article 17 :

L'article 1^{er} de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 1^{er} :

Toute personne physique ou morale, exonérée ou non, redevable d'impôts, droits, taxes ou acomptes perçus par l'Administration des Impôts est tenue de se faire connaître, dans les quinze jours qui suivent le début de ses activités, en formulant une demande de Numéro Impôt soit sur support papier, soit en ligne, conforme au formulaire dont le modèle est fixé par l'Administration, et de joindre à sa demande un plan de localisation.

L'Administration des Impôts peut attribuer d'office le Numéro Impôt à un contribuable sur base des informations dont elle dispose. »

Handwritten signature



Article 18 :

L'article 12 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 12 :

Le redevable de l'impôt sur les sociétés est tenue de souscrire chaque année, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, une déclaration de ses revenus.

L'Administration des Impôts peut, à titre de facilitation et sans préjudice de l'obligation déclarative du contribuable, communiquer à ce dernier les informations dont elle dispose sur les éléments utiles à la détermination du bénéfice imposable. À cet effet, des séances d'échanges peuvent être organisées, à l'initiative de l'Administration, en vue d'apporter des clarifications. Toutefois, la responsabilité de la déclaration et du calcul de l'impôt demeure entièrement à la charge du contribuable. »

Article 19 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 13 *bis* libellé comme suit :

« Article 13 bis :

Les sociétés et les autres personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de déposer auprès de l'Administration des impôts, dans les dix jours de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire approuvant les états financiers certifiés par les commissaires aux comptes, le procès-verbal de l'Assemblée générale. »

Article 20 :

L'article 17 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 17 :

Les personnes physiques soumises à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques sont tenues de souscrire chaque année, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, au Service de l'Administration des Impôts du lieu de leur résidence, une déclaration de leurs revenus.

12/11/15



La déclaration visée à l'alinéa 1^{er} ci-dessus doit être appuyée, pour les personnes physiques relevant du système normal de comptabilité et réalisant des revenus dans les catégories des bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales, des bénéfices des professions non commerciales et des bénéfices de l'exploitation agricole, des mêmes annexes que celles indiquées à l'article 13 de la présente Loi. A cet effet, la déclaration est contresignée par le conseil ou le comptable du redevable.

Il est également joint à la déclaration à souscrire par les personnes physiques visées à l'alinéa précédent, un relevé récapitulatif des ventes réelles effectuées au cours de l'année de réalisation des revenus à des personnes physiques ou morales réputées « commerçants » ou « fabricants ».

Article 21 :

L'intitulé du point K sous le chapitre II du Titre I de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« K. Déclaration annuelle sur les revenus salariaux et revenus assimilés. »

Article 22 :

L'article 22 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 22 *ter* :

Les sociétés et les autres personnes morales ainsi que les personnes physiques soumises au régime réel d'imposition et au régime d'imposition des petites entreprises sont tenues de déposer, au plus tard le 31 mars de chaque année, auprès des services compétents de l'Administration des Impôts dont elles relèvent, une déclaration annuelle sur les revenus salariaux et revenus assimilés versés à leurs employés, sur un formulaire dont le modèle est défini par l'Administration des Impôts.

La déclaration visée à l'alinéa précédent doit être accompagnée des fiches individuelles pour chacun des rémunérés. Celles-ci sont classées par province et par ordre alphabétique, et établies suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts. »

12/12



Article 23 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 *quater* libellé comme suit :

« Article 22 quater :

Sans préjudice du pouvoir de l'Administration d'exercer son contrôle, une déclaration souscrite à l'échéance peut être spontanément corrigée par un contribuable de bonne foi. Dans ce cas, seuls les intérêts de retard seront appliqués et réclamés par voie d'Avis de Mise en Recouvrement. »

Article 24 :

L'article 23 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 23 :

Sans préjudice de la législation en matière économique et sous réserve des dispositions particulières applicables aux Entreprises de petite taille, les redevables de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les catégories de bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales et de bénéfices de l'exploitation agricole ainsi que ceux de la taxe sur la valeur ajoutée doivent obligatoirement, pour chaque transaction effectuée, délivrer une facture normalisée ou un document en tenant lieu dont les mentions sont déterminées par voie réglementaire.

La facture peut être émise et transmise sous format électronique, avec la même valeur probante qu'une facture papier, sous réserve des conditions fixées par Décret délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. ».

Article 25 :

L'article 24 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

129/12



« Article 24 bis :

Les entreprises établies en République Démocratique du Congo, qui remplissent l'une des conditions fixées à l'alinéa 2 du présent article, doivent tenir à la disposition de l'Agent de l'Administration des Impôts, à la date de la première intervention de la vérification sur place, une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre des transactions de toutes natures réalisées avec des entreprises liées situées hors de la République Démocratique du Congo, au sens de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques.

L'obligation documentaire prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article s'applique à :

- toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel hors taxes ou un actif brut supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais ;*
- toute entreprise détenant à la clôture de l'exercice, directement ou par personne interposée, la majorité du capital social ou des droits de vote d'une entreprise établie en République Démocratique du Congo ou hors de la République Démocratique du Congo dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais ;*
- toute entreprise dont la majorité du capital social ou des droits de vote est détenue, à la clôture de l'exercice, directement ou par personne interposée, par une entreprise établie en République Démocratique du Congo ou hors de la République Démocratique du Congo dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 10 000 000 000,00 de Francs congolais.*

La documentation mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article comprend des informations générales sur le groupe d'entreprises liées (fichier principal) et des informations spécifiques sur l'entreprise vérifiée (fichier local), dont le contenu est fixé par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction.



Si la documentation requise n'est pas mise à sa disposition à la date de la première intervention de la vérification sur place, ou ne l'est que partiellement, l'Agent de l'Administration des Impôts adresse à l'entreprise visée à l'alinéa 1^{er} une mise en demeure de la produire ou de la compléter dans un délai de cinq jours, en précisant la nature des documents ou compléments attendus. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse ou de réponse partielle ».

Article 26 :

L'article 24 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 24 ter :

Les entreprises concernées par l'obligation documentaire prévue à l'article 24 bis de la présente Loi doivent souscrire, par voie électronique, selon un modèle établi par l'Administration des Impôts, une déclaration annuelle des prix de transfert dans le même délai que celui du dépôt de la déclaration de l'impôt sur les sociétés.

Cette déclaration annuelle des prix de transfert doit comprendre :

1. des informations générales sur le groupe d'entreprises liées auquel l'entreprise déclarante appartient :

- *la dénomination et l'adresse du siège social de l'entité mère ultime du groupe ;*
- *une description des principales activités du groupe ;*
- *une description générale de la politique de prix de transfert appliquée par le groupe et en relation avec l'entreprise déclarante ainsi que des changements intervenus au cours de l'exercice ;*
- *une liste des actifs incorporels détenus par le groupe, la dénomination sociale des entreprises propriétaires ou copropriétaires de ces actifs et leur Etat d'implantation ;*
- *une brève description des restructurations opérées au sein du groupe qui ont affecté l'entreprise déclarante au cours de l'exercice et leurs conséquences en matière de réallocation des fonctions, risques ou actifs.*



2. des informations spécifiques concernant l'entreprise déclarante :

- *une description de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice ;*
- *un état récapitulatif des opérations réalisées avec des entreprises liées ;*
- *des informations sur les prêts et emprunts avec des entreprises liées ;*
- *un état récapitulatif des opérations réalisées avec des entreprises liées, sans contrepartie, ou avec une contrepartie non monétaire ;*
- *des informations sur les transactions réalisées avec des entreprises liées qui font l'objet d'accords préalables de prix ou de rescrits fiscaux conclus avec un autre Etat ou territoire ».*

Article 27 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 24 quinquies libellé comme suit :

« Article 24 quinquies :

Toute entreprise établie en République Démocratique du Congo est tenue de déposer, dans les douze (12) mois suivant la clôture de l'exercice fiscal, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un format établi par l'Administration des Impôts, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises multinationales auquel elle appartient et des données fiscales et comptables ainsi que des renseignements sur le lieu d'exercice et la nature de l'activité des entreprises du groupe, lorsque :

- 1. elle détient directement ou indirectement, une participation dans une ou plusieurs entreprises de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés conformément à la législation comptable en vigueur ou serait tenue de le faire si ses participations étaient cotées à la Bourse des Valeurs Mobilières de la République Démocratique du Congo ;*
- 2. elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à l'équivalent en Francs congolais de 850.000.000 Dollars américains au titre de l'exercice précédent celui au titre duquel la déclaration se rapporte ;*



3. aucune autre entreprise ne détient, directement ou indirectement, dans l'entreprise susmentionnée une participation au sens du point 1 du présent alinéa.

Est également tenue de déposer la déclaration prévue par l'alinéa 1^{er} ci-dessus dans le délai et selon les moyens et format susvisés, toute entreprise établie en République démocratique du Congo qui remplit l'une des conditions ci-après :

1. elle est détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un Etat n'exigeant pas le dépôt de la déclaration pays par pays mais qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie en République Démocratique du Congo ; ou
2. elle est détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un Etat ne figurant pas sur la liste prévue à l'alinéa 8 ci-dessous du présent article mais avec lequel la République Démocratique du Congo a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale.

Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article, toute entreprise établie en République Démocratique du Congo détenue, directement ou indirectement, par une entreprise établie dans un Etat figurant sur la liste prévue à l'alinéa 8 ci-dessous du présent article, qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet Etat ou qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie en République Démocratique du Congo, lorsqu'elle est informée par l'Administration des Impôts d'une défaillance systémique de l'Etat de résidence fiscale de l'entreprise qui la détient directement ou indirectement.

Une entreprise établie en République Démocratique du Congo, autre que l'entité mère ultime d'un groupe d'entreprises multinationales, n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays au titre d'un exercice fiscal en cas de dépôt de substitution dans une autre juridiction par le groupe d'entreprises multinationales, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient remplies pour cet exercice fiscal :

Handwritten signature



1. la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante impose le dépôt d'une déclaration pays par pays similaire à celle prévue par le présent article ;
2. la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a conclu un accord autorisant l'échange automatique des déclarations pays par pays avec la République Démocratique du Congo, qui est en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la déclaration pays par pays ;
3. la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante n'a pas informé la République Démocratique du Congo d'une défaillance systémique ;
4. la déclaration pays par pays est échangée par la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante avec la République Démocratique du Congo ;
5. la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informée par l'entité constitutive résidente à des fins fiscales dans sa juridiction que cette dernière a été désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays pour son compte ;
6. une notification de l'entité constitutive résidente à des fins fiscales en République Démocratique du Congo a été reçue par l'Administration des Impôts, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante.

Lorsque deux ou plusieurs entreprises établies en République Démocratique du Congo appartenant au même groupe d'entreprises multinationales remplissent une ou plusieurs conditions visées aux alinéas 2 et 3 du présent article, l'une d'entre elles peut être désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays prévue par le présent article sous réserve d'informer l'Administration des Impôts que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les entreprises de ce groupe d'entreprises multinationales qui sont établies en République Démocratique du Congo.

Le contenu et le format de la déclaration pays par pays prévue par le présent article sont fixés par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

11/29/15



La déclaration pays par pays prévue par le présent article peut faire l'objet d'un échange automatique avec les Etats ou les territoires ayant conclu avec la République Démocratique du Congo un accord à cet effet.

La liste des Etats ayant conclu un accord avec la République Démocratique du Congo autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays, prévue par le présent article, est fixée par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 28 :

L'article 29 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 29 bis :

Lorsqu'au cours d'une vérification de comptabilité d'une entreprise non soumise à l'obligation documentaire prévue à l'article 24 bis de la présente Loi, l'Administration des Impôts a réuni des éléments faisant présumer un transfert indirect de bénéfices, au sens des dispositions de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, elle peut demander à cette entreprise des informations ou documents précisant :

- 1° l'identité des entreprises, sociétés ou groupements liés au sens de l'article 53 de la Loi n°23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, établis hors de la République Démocratique du Congo, avec lesquels cette entreprise réalise des transactions et la nature desdites transactions ;*
- 2° la nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors de la République Démocratique du Congo visés au point 1° ;*
- 3° la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1° et les éléments qui la justifient, notamment une analyse fonctionnelle et une analyse de comparabilité complètes ainsi que les contreparties consenties ;*

12/11/23



4° les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1°, liées aux opérations visées au point 3° et le contexte dans lequel elles se déroulent ;

5° la copie des contrats conclus avec des entreprises liées ;

6° le traitement fiscal réservé aux opérations visées au point 3° et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de la République Démocratique du Congo ou par les entreprises, sociétés ou groupements visés au point 1°.

Les demandes susvisées doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit :

- le pays ou le territoire concerné ;
- l'entreprise, la société ou le groupement visé ;
- les montants en cause.

Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée qu'elle dispose d'un délai de 15 jours pour y répondre ».

Article 29 :

L'article 41 *ter* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est supprimé.

Article 30 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 47 *ter* libellé comme suit :

« Article 47 *ter* :

Toute personne physique ou morale, soumise à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, exonérée ou non, doit adresser à l'Administration des Impôts au plus tard le 31 mars, sur support papier ou en support numérique, la liste de ses fournisseurs comportant pour chacun d'eux :

- l'identité et l'adresse physique ainsi que le numéro de la boîte postale du fournisseur ;
- le numéro impôt ;



- le montant facturé hors taxes ;
- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- le montant toutes taxes comprises payé à chacun d'eux. »

Article 31 :

L'article 57 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 57 bis :

Les acomptes provisionnels visés à l'article 57, alinéa 2, ci-dessus sont calculés sur base de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, ou, en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation.

Ils représentent, chacun, 30 % de cette base, pour les deux premiers, et 20% pour le troisième. Ils sont versés respectivement au plus tard le 25 juillet, le 25 septembre et le 25 novembre de l'année de réalisation des revenus imposables, à l'aide d'un bordereau de versement d'acomptes provisionnels, suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts.

Ces trois versements sont à déduire de l'impôt dû par le contribuable pour l'exercice fiscal considéré, le solde éventuel de cet impôt devant être versé au moment du dépôt de la déclaration y afférente. »

Article 32 :

L'article 82 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 82 bis :

La conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services, dont la liste sera déterminée par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal en cours de validité délivré par le Receveur des Impôts attestant que le requérant est en règle de paiement des impôts.



Est en règle de paiement de ses impôts, le contribuable qui n'a aucune dette d'impôt échue à la date de délivrance du quitus fiscal en sa faveur.

Sont également considérés comme étant en règle de paiement, les contribuables débiteurs, qui bénéficient de mesures d'échelonnement de la dette ou de sursis de recouvrement prévues aux articles 74 et 110 de la présente Loi.

Le modèle et les modalités de délivrance du quitus fiscal sont définis par l'arrêté susvisé. »

Article 33 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 92 *bis* libellé comme suit :

« Article 92 bis :

Le défaut de réponse à la demande des informations ou documents indiqués à l'article 29 bis de la présente Loi entraîne l'application d'une astreinte de 10 000 000,00 de Francs congolais par jour jusqu'à la communication desdites informations.

L'astreinte visée à l'alinéa ci-dessus est établie par l'Agent en contrôle et réclamée par voie d'Avis de Mise en Recouvrement ».

Article 34 :

L'article 93 *bis* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 93 bis:

Le défaut de souscription de déclaration dans le délai est sanctionné par une amende de:

- *400.000,00 Francs congolais pour les déclarations d'un contribuable exonéré ou réalisant les opérations exonérées et pour les déclarations avec mention « Néant »;*
- *3.000.000,00 de Francs congolais pour la déclaration créditrice de l'impôt sur les sociétés, en cas de régularisation après mise en demeure de déclarer.*



Le défaut de souscription ou la souscription de manière incomplète ou inexacte, dans le délai imparti, de la déclaration pays par pays prévue à l'article 24 quinquies de la présente Loi, entraîne l'application d'une amende de 150.000.000,00 de Francs congolais.

Le défaut de réponse ou la réponse incomplète à la mise en demeure prévue à l'article 24 bis de la présente Loi entraîne l'application, pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 2 % du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'Administration des Impôts après mise en demeure. Le montant de cette amende ne peut être inférieur à 100.000.000, 00 de Francs congolais par exercice.

Le défaut de souscription ou la souscription de manière incomplète ou inexacte, dans le délai imparti, de la déclaration annuelle des prix de transfert prévue à l'article 24 ter de la présente Loi entraîne l'application d'une amende de 100 000 000, 00 de Francs congolais. »

Article 35 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 96 *bis* libellé comme suit :

« Article 96 bis :

Toute personne tenue de retenir à la source un impôt qui n'a pas effectué cette retenue ou qui aurait opéré une retenue insuffisante est personnellement redevable du montant de la retenue non effectuée et des pénalités y afférentes. »

Article 36 :

L'article 97 *sexies* de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, tel que modifié et complété par la Loi de Finances rectificative n° 25/044 du 28 juin 2025 pour l'Exercice 2025, est supprimé.



Article 37 :

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 108 *ter* libellé comme suit :

« Article 108 ter :

La saisine de la Commission Nationale de Médiation Fiscale est suspensive des délais de recours devant les cours et tribunaux ».

Article 38 :

Il est créé un point L, sous le Chapitre II du Titre I de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, intitulé comme suit : « Déclaration du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes ».

Article 39 :

Il est inséré dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 *quarter* libellé comme suit :

« Article 22 quarter :

Les sociétés établies en République Démocratique du Congo qui paient des revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes sont tenues de souscrire une déclaration, au plus tard le quinze du mois qui suit celui du paiement de ces revenus aux bénéficiaires ou de leur mise à disposition.

Cette déclaration, accompagnée du paiement, est à souscrire auprès du Service de l'Administration des Impôts, gestionnaire de la société établie en République Démocratique du Congo ».

Article 40 :

Il est créé, dans la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous le Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus », un Chapitre 3 intitulé comme suit : « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes ». *129/12*



Article 41 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques un article 149 *bis* libellé comme suit :

« Article 149 bis :

Il est institué un prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes en République Démocratique du Congo ».

Article 42 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques un article 149 *ter* libellé comme suit :

« Article 149 ter :

Le prélèvement est assis sur le montant brut des sommes payées ou mises à la disposition de leurs bénéficiaires, au titre de revenus de capitaux mobiliers versés par des sociétés établies en République Démocratique du Congo à des personnes morales ou physiques situées à l'étranger. »

Article 43 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, un article 149 *quater* libellé comme suit :

« Article 149 quater :

Le taux du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes est fixé à 20 % du montant brut des revenus versés. »

129/116
TU



Article 44 :

Il est ajouté, sous le Chapitre 3 « Du prélèvement sur les revenus des capitaux mobiliers versés à des personnes non-résidentes » du Titre V « Des autres prélèvements en matière des revenus » de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, un article 149 *quinquies* libellé comme suit :

« Article 149 quinquies :

Le prélèvement est dû au moment du paiement ou de la mise à disposition des revenus à leurs bénéficiaires et retenu à la source par les sociétés établies en République Démocratique du Congo qui paie ces revenus. »

Article 45 :

Il est ajouté à l'article 10 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 10 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un alinéa 2 libellé comme suit :

« Article 10, alinéa 2 :

Par production d'immobilisations, il faut entendre l'opération par laquelle un assujetti fabrique ses propres actifs, incorporels ou corporels, en investissant ses ressources, son temps, son expertise et ses moyens, avec ou sans le concours de tiers ».

Article 46 :

L'article 35 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 35 :

Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont les suivants :

- *taux normal : 16% applicable à toutes les opérations imposables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit ou au taux zéro ;*
- *taux réduit : de 1% et 5% applicables:* $\frac{12,25}{12}$



• aux produits ci-après :

N°	POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION	TAUX
1	02.01 (Toute la position)	Viandes fraîches ou réfrigérées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	1%
2	02.02 (Toute la position)	Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	1%
3	02.03 (Toute la position)	Viandes fraîches réfrigérées ou congelées des animaux de l'espèce porcine (toute la position)	1%
4	02.06 (Toute la position)	Abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline	1%
5	02.07 (Toute la position)	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés des volailles du n° 01.05	1%
6	0303.23.00	Tilapias congelés	1%
7	0303.55.00	Chinchards congelés	1%
8	0305.51.00	Morues séchées et salées	1%
9	0305.52.00	Tilapias, siluridés, carpes, anguilles séchés et salés	1%
10	0305.53.00	Poissons des famille Bregmacerotidae, Euclitichthyidae, Gadidae, Macrouridae, Melanonidae, Merluccidae, Moridae et Muraenolepididae, séchés et salés	1%
11	0305.54.00	Harengs, anchois, sardines, sardinelles, sprats ou esprots, maquereaux, thazards, chinchards, carangues, mafous, castagnoles, comètes, séchés et salés	1%
12	0305.59.00	Autres poissons séchés et salés	1%
13	1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	1%
14	1006.30.00	Riz semi blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	1%
15	1006.40.00	Riz en brisures	1%
16	1701.91.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	1%
17	1701.99.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	1%
18	1901.10.00	Préparations à base de lait pour l'alimentation des nourrissons et enfants en bas âge	1%



N°	POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION	TAUX
19	1901.90.90	Autres préparations de lait (produits des n° 04.01 à 04.04) ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 5% en poids de cacao sur une base entièrement dégraissée	1%
20	04.02 (Toute la position)	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	1%
21	2201.90.10	Autres eaux conditionnées pour la table	1%
22	2501.00.00	Sel iodé	1%
23	3401.19.10	Savons de ménage (autres que de toilettes) présentés en barres, en pains, ou en morceaux ou en sujets frappés	1%
24	3605.00.00	Allumettes autres que les articles de pyrotechnie du n° 36.04	1%

- aux matières premières pour la valorisation de l'industrie locale (Cuivre, Etain, Plomb Aluminium et Zinc) :

N°	Produits	Position tarifaire	Désignation	Unité de Quantité	Taux
PRODUIT BRUT					
1	Cuivre	74.01 74.02	Cuivre Brut ou Cuivre non raffiné	Kg	1%
2	Etain	80.01 80.01.10.00	Etain Brut Etain non Allié	Kg	1%
3	Plomb	78.01	Plomb Brut ou Plomb non Allié	Kg	1%
4	Aluminium	76.01 76.01.10.00	Aluminium Brut ou Aluminium non Allié	Kg	1%
5	Zinc	79.01 79.03	Zinc Brut (lingot, plaques) Poussières, Poudres et paillettes de Zinc	Kg	1%



- à la vente des billets d'avion sur le trafic aérien national, soit 5% ;
 - à l'acquisition des produits agricoles bruts et intrants destinés à l'agro-industrie ; y compris engrais et équipements agricoles, soit 1% ;
 - à l'acquisition des intrants nécessaires à la fabrication locale du ciment, soit 1% ;
 - à l'acquisition des matériaux et services de construction relatifs aux projets publics d'infrastructures d'intérêt national, soit 1%.
- taux 0%, applicable aux exportations et opérations assimilées.

Article 47 :

Il est ajouté à l'article 42 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 10 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un point 4 libellé comme suit :

« Article 42, point 4 :

La taxe sur la valeur ajoutée sur une facture émise par une personne physique ou morale introuvable à l'adresse communiquée à l'Administration des Impôts ou sur une facture dont l'adresse renseignée est introuvable. »

Article 48 :

L'article 60 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la valeur ajoutée est modifié comme suit :

« Article 60 :

Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée est tenu de souscrire chaque mois, au plus tard le quinze du mois qui suit celui de la réalisation des opérations, une déclaration conforme au modèle prescrit par l'Administration des Impôts.

La déclaration doit être souscrite en double exemplaire et accompagnée du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

La déclaration doit être souscrite même si aucune opération imposable n'a été réalisée au cours du mois concerné. Elle doit, dans ce cas, être revêtue de la mention « Néant ».

12/11/17



Sont également soumises à déclaration les opérations de livraison de biens et de prestations de services à soi-même. »

Article 49 :

L'article 62 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 62 :

Le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée est assuré par l'Administration des Impôts.

A l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue par l'Administration des Douanes.

Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée due lors de l'importation des marchandises ou des acquisitions locales des produits manufacturés localement destinés à l'exploitation, par les entreprises minières pour les besoins de leur exploitation, à l'exception des produits pétroliers est constatée et liquidée par voie de déclaration des marchandises au cordon douanier pour l'importation des marchandises et à la Direction Générale des Impôts pour les acquisitions locales des produits manufacturés localement destinés à l'exploitation. Elle est déclarée auprès du Service gestionnaire compétent de l'Administration des Impôts dont relève chaque entreprise minière, à l'échéance qui suit l'importation ou l'achat local des marchandises.

Les modalités de mise en œuvre du mécanisme défini à l'alinéa 3 ci-dessus seront fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.»

Article 50 :

Il est ajouté à l'article 74 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, un alinéa 2 libellé comme suit :

12-29/11



« Article 74, alinéa 2 :

La même sanction prévue à alinéa précédent s'applique en cas d'utilisation d'une facture ou d'une déclaration de la mise à la consommation par un assujetti plus d'une fois pour la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée.»

CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES

Article 51 :

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises par les articles 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79 et 80 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 et les articles 11, 13, 14 et 15 de la Loi de Finances rectificative n°25/044 du 28 juin 2025, pour l'exercice 2025, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent *ipso facto* les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, et, celles de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 52 :

Conformément à l'article 60 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques, il est institué un Compte d'affectation spéciale dénommé :

« Fonds d'Investissement Stratégique de la République Démocratique du Congo, FIS-RDC en sigle. ».

Ce fonds a pour mission la mobilisation et la structuration des financements en vue d'accélérer notamment la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement.

Handwritten signature/initials



Le FIS-RDC est alimenté par une quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevances supplémentaires dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat. Il bénéficie également de 50% de la quotité de la redevance sur la commission perçue par les établissements émetteurs de la monnaie mobile revenant au Trésor public ainsi que d'un transfert de 30% de la quote-part des ressources mobilisées par le fonds minier pour les générations futures.

Article 53 :

La quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat, revenant au Compte d'affectation spéciale FIS-RDC est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque trimestre, au Compte bancaire renseigné par ce Fonds. Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions définit la procédure ainsi que les modalités de recouvrement.

Les quotités visées aux alinéas précédents sont non diluables.

La quotité de 25% des pas de porte et royalties ou prime de cession et redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat, revenant au Compte d'affectation spéciale FIS-RDC est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque trimestre, au Compte bancaire renseigné par ce Fonds et moyennant une note de perception émise par ledit Fonds sur la base de la note de calcul ou de taxation établie par le service d'assiette compétent.

La quotité de 50% des royalties, prime de cession, redevance supplémentaire et loyers (en cas d'amodiation), dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat du secteur minier, en vertu de contrat, est constatée et liquidée par l'Administration compétente.

Article 54 :

Subsidiairement au point 7 de l'article 125 de la Loi n°15/012 du 01 août 2015 portant Régime Général des Hydrocarbures, il est ajouté un point 5 *bis* intitulé : « *Bonus de droit d'exploitation* ».

/s/ 23/11



Article 55 :

Il est ajouté à l'Annexe XXII relative aux Hydrocarbures de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018, fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur, repris au n°45, libellé comme suit :

Acte générateur	Fait générateur
<i>Bonus de droit d'exploitation</i>	<i>Signature du permis d'exploitation</i>

Article 56 :

Le bénéfice indûment réalisé par les opérateurs économiques, et considéré comme trop perçu, constaté par les inspecteurs du Ministère de l'Économie Nationale, conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi n°18/020 du 07 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence, et de l'article 80 de la Loi de Finances n°24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, est pris en charge suivant les procédures et modalités prévues par l'article 28 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 57 :

Est modifié au point III De la Défense Nationale l'Annexe à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central, telle que modifié et complété à ce jour, l'acte générateur repris au n°1 comme suite : Taxe sur Autorisation ou renouvellement de l'Autorisation d'achat, de transport et d'emmagasiner des produits explosifs.

Article 58 :

Il est inséré à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 87 *bis* libellé comme suit :



« Article 87 bis :

L'Administration des recettes non fiscales peut être saisie par un redevable ou assujetti, d'une demande sur une question d'application des Lois et Règlements en matière des recettes non fiscales en lui présentant, de bonne foi, tous les éléments d'appréciation utiles ».

Cette demande est adressée au Directeur Général de l'Administration des recettes non fiscales pour décision.

L'Administration des recettes non fiscales dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande pour se prononcer.

La réponse de l'Administration des recettes non fiscales, appelée « rescrit fiscal », lui est opposable, sous réserve que :

1. le redevable ou l'assujetti se soit conformé à la solution retenue ;
2. la situation du redevable ou de l'assujetti soit strictement identique à celle sur laquelle l'Administration des recettes non fiscales a pris position dans sa réponse à la demande du redevable ou de l'assujetti.

Lorsque l'Administration des recettes non fiscales a pris position sur une situation de droit ou de fait d'un redevable ou assujetti au regard d'un texte légal ou réglementaire relatif aux recettes non fiscales, elle ne peut modifier sa position.

Article 59 :

L'article 122, point 4 de la Loi n°011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier institue la taxe de déboisement ayant pour fait générateur le déboisement d'un périmètre forestier.

On entend par périmètre forestier : tout espace susceptible de faire l'objet de défrichage, *coupe* ou *extirpage* des végétaux ligneux et non ligneux, labour, excavation, découverture, dynamitage pouvant entraîner le changement d'affectation du sol.

12/29/12



Article 60 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 81 *ter* libellé comme suit :

« Article 81 ter :

Lors de l'exercice de contrôle, les agents de l'Administration des recettes non fiscales peuvent faire recours à tout moyen technique et technologique en leur possession, notamment les outils numériques et logiciels informatiques dans la détermination des éléments d'assiette. »

Article 61 :

Il est ajouté à l'article 53 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le retard de paiement des dividendes consécutivement à une décision judiciaire prise, sur pied de l'article 146 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et groupement d'intérêt économique, donne lieu à l'application des intérêts moratoires dont le taux et les modalités de calcul sont prévus à l'alinéa 1^{er} du présent article. »

Article 62 :

Il est inséré dans l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 68 *ter* libellé comme suit :

« Article 68 ter :

Les décisions visées à l'article 68 de la présente Ordonnance-Loi et tous les actes de recouvrement entrepris par le Receveur des recettes non fiscales ou à la suite de la requête de ce dernier, ne font pas l'objet des procédures de référé prévues par la Loi organique n°16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre administratif, excepté la procédure de référé fiscal ».

12/11/15



Article 63 :

Le point e de l'article 1^{er} de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit :

« Le bon à payer est un titre de perception qui prend en charge la quotité de la prime de contentieux et celle des autres fonds définis par voie réglementaire. La forme et le nombre de feuilles ainsi que la catégorisation du bon à payer sont déterminés par la même voie ».

Article 64 :

Il est retenu, au profit du Trésor public, une quotité de 25% sur les dividendes dont bénéficient les sociétés commerciales dans lesquelles les entreprises publiques du secteur minier détiennent des parts sociales ou actions.

Cette quotité est payable, conformément aux procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, dans un délai de quinze (15) jours qui suivent la date de la mise en paiement des dividendes. Ce délai de paiement ne peut pas dépasser neuf mois, après la clôture de l'exercice concerné.

Le redevable légal est la société minière dans laquelle les sociétés commerciales visées à l'alinéa 1^{er} du présent article sont associés ou actionnaires. Le non-respect de cette obligation entraîne de pénalités d'assiette et de recouvrement prévues en matière de recettes non fiscales.

Article 65 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 88 *bis* libellé comme suit :

/ 29 112



« Article 88 bis :

Les modalités pratiques de procédures relatives aux contrôles sur pièces et sur place ainsi qu'à la contre-vérification sont fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 66 :

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 102 *bis* libellé comme suit :

« Article 102 bis :

Tout agent de l'Administration des Recettes non fiscales revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire peut, muni d'un ordre de mission, effectuer une mission d'enquête afin de constater la matérialité des faits infractionnels dénoncés. »

Article 67 :

La quotité de 50 % de produits de la redevance de 3% sur les chiffres d'affaires des opérateurs du secteur des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication revenant au Fonds de Développement du Service Universel est payable dans les quinze (15) jours qui suivent la fin de chaque deux mois (bimestriel) directement au compte bancaire renseigné par ce Fonds et moyennant une note de perception émise par ledit Fonds sur la base de la note de calcul ou de taxation établie par le service d'assiette compétent.

Article 68 :

L'article 25 de la Loi n°08/006-A du 07 juillet 2008 portant création d'un Fonds National d'Entretien Routier, « FONER » en sigle est modifié et complété comme suit :

*12²⁹
12*



« Article 25 :

Les régimes des poursuites en recouvrement et des garanties des droits, taxes et redevances FONER perçus à l'intérieur sont les mêmes que ceux prévus dans l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme relative à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour.

Ils sont applicables par les agents du FONER habilités à cet effet.

Les régimes des poursuites en recouvrement et des garanties des droits, taxes et redevances FONER perçus à l'importation sont les mêmes que ceux prévus dans le Code des douanes, conformément à l'article 353.

A ce titre, la DGDA est habilitée à poursuivre et à recouvrer les droits, taxes et redevances du FONER et à appliquer les pénalités et les amendes au même titre que ses droits, taxes et redevances. »

Article 69 :

Conformément aux dispositions des articles 106 et 107 de la loi n°25/045 du 1^{er} juillet 2025 relative à l'Aménagement du territoire, il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Annexe XXXV relative au Ministère de l'Aménagement du territoire, dont la teneur se présente comme suit :

Actes générateurs	Faits générateurs
1. Droits d'occupation précaire du domaine public de l'Etat relevant du pouvoir central pour : - Erection d'une station-service de plus de 3 pompes ; - Installation des pipelines ; - Erection de monument ou de stèle ; - Canalisation de la fibre optique, des infrastructures de transports d'électricité, des ressources en hydrocarbures et en eau.	Demande d'occupation du domaine public de l'Etat

28/11/25



2. <i>Redevance d'occupation précaire du domaine public de l'Etat relevant du pouvoir central pour :</i> - <i>Erection d'une station-service de plus de 3 pompes ;</i> - <i>Installation des pipelines ;</i> - <i>Erection de monument ou de stèle ;</i> - <i>Canalisation de la fibre optique, des infrastructures de transports d'électricité, des ressources en hydrocarbures et en eau.</i>	<i>Occupation du domaine public de l'Etat</i>
3. <i>Agrément et/ou enregistrement des ONG, Professionnels et Bureaux d'études en matière d'aménagement du territoire.</i>	<i>Demande d'agrément et/ou d'enregistrement</i>

Article 70 :

Conformément aux dispositions des articles 108 *quater*, 108 *octies*, 115, 116, 117, 220 *bis* de la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 et à celles de l'article 421 du Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018, il est ajouté à l'Annexe XXIV, relative aux Mines, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, les droits, taxes et redevances ci-après, libellés comme suit :

Actes générateurs	Faits générateurs
35. <i>Frais de dépôt pour agrément d'un bureau d'études environnementales</i>	<i>Demande d'agrément</i>
36. <i>Frais de dépôt pour agrément de l'Entité de traitement</i>	<i>Demande d'agrément d'une Entité de traitement</i>
37. <i>Frais de dépôt pour agrément de l'Acheteur de l'Entité de traitement</i>	<i>Demande d'agrément de l'Acheteur d'une Entité de traitement</i>
38. <i>Taxe d'agrément pour l'Acheteur de l'Entité de traitement</i>	

12/11/18



Actes générateurs	Faits générateurs
39. Redevance annuelle de l'Acheteur de l'Entité de traitement	
40. Frais de dépôt pour agrément de l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	Demande d'agrément de l'Acheteur supplémentaire d'une Entité de traitement
41. Taxe d'agrément pour l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	
42. Redevance annuelle de l'Acheteur supplémentaire de l'Entité de traitement	
43. Frais de dépôt pour agrément du laboratoire d'analyses des substances minérales	Demande d'agrément du laboratoire d'analyses des substances minérales
44. Frais de dépôt pour autorisation de l'extension du laboratoire d'analyses des substances minérales	Demande d'autorisation de l'extension du laboratoire d'analyses des substances minérales

Article 71 :

Le fait générateur libellé « Achat et Vente des substances minérales » correspondant à l'acte générateur « *frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés* », repris au n°24 de l'Annexe XXIV, relative aux Mines, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit : « *demande de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés.* »

Article 72 :

Il est ajouté, à l'article 112 *quater* de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'alinéa 3 libellé comme suit :

12/12



Alinéa 3 :

« Indépendamment de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de la collectivité des associés statuant sur l'affectation des résultats, le dividende prioritaire et intangible sur le bénéfice net comptable d'une entreprise minière du portefeuille de l'Etat est déclaré au plus tard le 15 mai de chaque année et son paiement intervient endéans huit (08) jours dès la réception des titres de perception ».

Article 73 :

L'acte générateur libellé « *Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents* », repris au point 11 de l'Annexe XXI relative à l'Energie et Ressources Hydrauliques de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, est modifié et complété comme suit : « *Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents, des bassins ou sous-bassins hydrauliques qui couvrent plus d'une province* ».

Article 74 :

Conformément aux dispositions de la Loi n°11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement, telle que modifiée et complétée à ce jour, il est ajouté à l'Annexe XXVIII relative à l'Environnement, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur des recettes non fiscales, libellé comme suit :

Acte générateur	Fait générateur
Taxe carbone	L'émission des gaz à effet de serre au-delà du seuil réglementaire.

Handwritten signature and date: 29/11/18



Article 75 :

La taxe d'implantation et la taxe rémunératoire annuelle des installations classées, à percevoir à l'initiative du ministère de l'environnement et développement durable, sont calculées respectivement sur la base de la capacité installée et de la capacité exploitée.

**TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX
DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

**TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET
GENERAL**

Article 76 :

Les dépenses du Budget général de l'exercice 2026 sont arrêtées à **48.969.279.573.100 FC** (*Quarante-huit mille neuf cent soixante-neuf milliards deux cent soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-treize mille cent Francs Congolais*).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **2.060.044.877.590 FC** (*Deux mille soixante milliards quarante-quatre millions huit cent soixante-dix-sept mille cinq cent quatre-vingt-dix Francs Congolais*).
- Frais financiers évalués à **907.805.020.891 FC** (*Neuf cent sept milliards huit cent cinq millions vingt mille huit cent quatre-vingt-onze Francs Congolais*).
- Dépenses de personnel chiffrées à **14.033.001.735.967 FC** (*Quatorze mille trente-trois milliards un million sept cent trente-cinq mille neuf cent soixante-sept Francs Congolais*).

*12 29 118
12*



- Biens et matériels évalués à **804.730.824.412 FC** (*huit cent quatre milliards sept cent-trente millions huit cent vingt-quatre mille quatre cent douze Francs Congolais*).
- Dépenses de prestation arrêtées à **6.617.420.202.948 FC** (*Six mille six cent-dix-sept milliards quatre cent vingt millions deux cent et deux mille neuf cent quarante-huit Francs Congolais*).
- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **8.533.757.915.245 FC** (*Huit mille cinq cent trente-trois milliards sept cent cinquante-sept millions neuf cent quinze mille deux cent quarante-cinq Francs Congolais*).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII, et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres 7 et 8 réparties de la manière suivante :

- Equipements évalués à **10.804.187.584.269 FC** (*Dix mille huit cent quatre milliards cent quatre-vingt-sept millions cinq cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-neuf Francs Congolais*).
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière chiffrées à **5.208.331.411.778 FC** (*Cinq mille deux cent huit milliards trois cent trente et un millions quatre cent onze mille sept cent soixante-dix-huit Francs Congolais*).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

29/12



TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES**Article 77 :**

En vue de préserver l'équilibre du Budget du Pouvoir central de l'exercice 2026, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons et obligations du Trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'Article 15 de la Loi relative aux finances publiques. Les bons du Trésor ne peuvent dépasser 0,5% du PIB fixé par la présente Loi.

Article 78 :

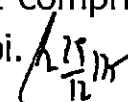
Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé, au nom et pour le compte du Pouvoir central, à recourir à des instruments financiers de garantie, y compris le crédit acheteur, l'assurance-crédit et autres mécanismes assimilés, en vue de faciliter le financement des projets d'investissement stratégiques. Ces opérations n'exigent pas une autorisation préalable du Parlement, dès lors qu'elles s'inscrivent dans les limites des plafonds d'endettement et des garanties fixés par la présente Loi.

Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions définira les modalités d'émission de ces instruments.

Article 79 :

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux Provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.



Article 80 :

Un montant de **824.718.610.629 FC** (*Huit cent vingt-quatre milliards sept cent dix-huit millions six cent dix mille six cent vingt-neuf Francs Congolais*) est inscrit Budget au titre d'investissements du PDL de 145 territoires, tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant à l'Annexe XIX de la présente Loi.

QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX**Article 81 :**

Les recettes des Budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **962.258.869.270 FC** (*Neuf cent soixante-deux milliards deux cent cinquante-huit millions huit cent soixante-neuf mille deux cent soixante-dix Francs congolais*).

Les recettes des Budgets annexes sont constituées des actes générateurs des universités et instituts supérieurs, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en Budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques, tels que repris dans l'état figurant à l'Annexe XIII de la présente Loi.

Article 82 :

Les recettes des Comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **4.404.212.750.090 FC** (*Quatre mille quatre cent-quatre milliards deux cent-douze millions sept cent cinquante mille quatre-vingt-dix Francs congolais*).

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'Annexe XIV de la présente Loi.

128/11



CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES**Article 83 :**

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

Article 84 :

En attendant la mise en place effective des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement Général sur la Comptabilité Publique relatives à la fonction d'ordonnateur, et sans préjudice des dispositions reprises dans la présente Loi, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ou son délégué assure l'ordonnancement.

Article 85 :

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le Budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du Compte général et des sous comptes du Trésor public.

12/12/18



Article 86 :

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI font partie intégrante de la présente Loi.

Article 87 :

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Article 88 :

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXES

29/12

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2026

N°	RECETTES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	46 799 683 356 267	45 749 605 315 914	48 969 279 573 100
1	RECETTES INTERNES	33 141 883 160 653	30 647 873 133 038	34 578 939 070 145
2	RECETTES EXTERIEURES	13 657 800 195 614	15 101 732 182 876	14 390 340 502 955
B	BUDGETS ANNEXES	903 004 745 024	903 004 745 024	962 258 869 270
C	COMPTES SPECIAUX	3 850 853 568 850	4 039 184 094 684	4 404 212 750 090
	RECETTES TOTALES	51 553 541 670 141	50 691 794 155 622	54 335 751 192 461
N°	DEPENSES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	46 799 683 356 267	45 749 605 315 914	48 969 279 573 100
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 379 996 611 125	1 509 559 890 000	2 060 044 877 590
2	FRAIS FINANCIERS	331 360 527 218	1 175 430 359 538	907 805 020 891
3	DEPENSES DE PERSONNEL	10 695 060 945 322	12 097 393 895 076	14 033 001 735 967
4	BIENS ET MATERIELS	767 629 836 683	794 399 075 784	804 730 824 412
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 333 084 307 752	6 206 332 066 313	6 617 420 202 948
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 623 492 652 389	6 985 125 749 004	8 533 757 915 245
7	EQUIPEMENTS	13 915 447 038 390	11 589 478 887 732	10 804 187 584 269
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	8 753 611 437 389	5 391 885 392 467	5 208 331 411 778
B	BUDGETS ANNEXES	903 004 745 024	903 004 745 024	962 258 869 270
C	COMPTES SPECIAUX	3 850 853 568 850	4 039 184 094 684	4 404 212 750 090
	DEPENSES TOTALES	51 553 541 670 141	50 691 794 155 622	54 335 751 192 461
	SOLDE	0	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET 2026

N°	RECETTES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
A	RECETTES INTERNES	33 141 883 160 653	30 647 873 133 038	34 578 939 070 145
I	RECETTES COURANTES	32 215 594 554 069	29 898 785 133 038	33 025 003 213 987
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	7 769 128 152 714	6 693 128 152 714	7 522 004 839 159
1.2.	Recettes des Impôts	16 548 010 240 080	16 407 637 079 203	19 033 626 811 886
1.3.	Recettes non Fiscales	7 898 456 161 275	6 798 019 901 120	6 469 371 562 942
1.3.1.	DGRAD	6 350 005 225 150	5 249 568 964 995	5 474 646 336 551
1.3.2.	Autres recettes non fiscales	1 548 450 936 125	1 548 450 936 125	994 725 226 391
a.	Royalties (contrat chinois)	957 215 257 205	957 215 257 205	799 319 349 208
b.	Autres	591 235 678 920	591 235 678 920	195 405 877 183
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	926 288 606 584	690 000 000 000	1 553 935 856 158
2.1.	Dons et legs intérieurs courants	0		
2.2.	Dons et legs intérieurs projets	0		
2.3.	Remboursements prêts et avances	0		
2.4.	Contrat chinois-SICOMIN			
2.5.	Produits des emprunts intérieurs	926 288 606 584	690 000 000 000	1 553 935 856 158
III	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE		59 088 000 000	
B	RECETTES EXTERIEURES	13 657 800 195 614	15 101 732 182 876	14 390 340 502 955
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	1 521 516 000 000	2 965 447 987 262	2 900 577 622 089
1.1	Emprunt Programme	1 477 200 000 000	2 756 769 149 121	2 828 547 916 234
1.2.	Dons Budgétaires	44 316 000 000	208 678 838 141	72 029 705 855
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	12 136 284 195 614	12 136 284 195 614	11 489 762 880 866
2.1.	Dons Projets	8 781 977 731 882	8 781 977 731 882	3 825 504 383 981
2.2.	Emprunts Projets	3 354 306 463 732	3 354 306 463 732	7 664 258 496 885
	RECETTES TOTALES	46 799 683 356 267	45 749 605 315 914	48 969 279 573 100

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 379 996 611 125	1 509 559 890 000	2 060 044 877 590
11	Dette intérieure	979 560 000 000	1 004 559 890 000	1 200 000 000 000
12	Dette extérieure	400 436 611 125	505 000 000 000	860 044 877 590

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	331 360 527 218	1 175 430 359 538	907 805 020 891
21	Intérêts sur la dette intérieure	222 050 824 560	1 012 430 359 537	654 380 357 669
22	Intérêts sur la dette extérieure	109 309 702 658	163 000 000 000	253 424 663 222

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	10 695 060 945 322	12 097 393 895 076	14 033 001 735 967
31	Traitement de base du personnel	5 437 974 203 510	6 612 693 650 735	7 855 947 129 572
32	Dépenses accessoires de personnel	5 257 086 741 812	5 484 700 244 341	6 177 054 606 395

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	767 629 836 683	794 399 075 784	804 730 824 412
41	Fournitures et petits matériels	669 316 414 288	694 174 269 061	751 357 074 314
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	22 658 388 499	22 644 947 144	9 338 742 793
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	33 896 724 510	35 811 550 192	21 465 294 364
45	Matériels textiles et héraldiques	41 758 309 387	41 768 309 387	22 569 712 941

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 333 084 307 752	6 206 332 066 313	6 617 420 202 948
51	Dépenses de Base	158 236 694 614	157 955 696 759	96 831 410 912
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	111 176 956 382	122 602 645 430	110 223 118 956
53	Dépenses de Transport	113 640 771 757	111 266 209 511	91 658 837 606
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	60 790 084 159	78 782 084 159	94 814 311 404
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	42 572 501 161	42 093 189 020	14 870 619 620
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	1 024 211 580	1 024 211 580	846 620 844
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	5 682 386 150	5 653 751 712	2 349 113 082
58	Autres Services	1 839 960 701 949	5 686 954 278 143	6 205 826 170 524

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 623 492 652 389	6 985 125 749 004	8 533 757 915 245
61	Subventions	381 051 003 541	131 051 003 541	223 433 256 237
62	Transferts	3 004 035 346 809	2 128 539 778 996	2 930 477 873 164
63	Interventions de l'Etat	4 649 132 838 721	4 446 435 893 149	5 039 487 313 251
64	Prestations sociales	589 273 463 319	279 099 073 318	340 359 472 593

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
7	EQUIPEMENTS	13 915 447 038 390	11 589 478 887 732	10 804 187 584 269
71	Equipements et Mobiliers	258 151 048 139	125 668 526 723	1 771 235 960 976
72	Equipement de Santé	315 011 063 023	146 480 558 322	2 920 123 823 479
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	239 237 558 849	55 727 049 903	627 736 283 870
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	1 618 062 144 684	739 090 716 590	1 819 260 198 593
75	Equipements de construction et de transport	332 737 001 066	69 270 419 198	149 408 810 459
76	Equipements de Communication	3 317 373 030	1 455 710 876	29 088 814 677
77	Equipements militaires	46 778 788 361	21 778 788 361	68 353 218 974
78	Equipements divers	11 102 152 061 238	10 430 007 117 759	3 418 980 473 242

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,
ACQUISITION IMMOBILIERE**

CODE	NATURE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	8 753 611 437 389	5 391 885 392 467	5 208 331 411 778
81	Acquisition de terrains	7 000 000 000	0	5 498 243 357
81	Acquisition de bâtiments	3 773 619 071	22 503 772 249	13 490 111 604
81	Acquisition des Immobilisations financières	0	0	0
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	6 238 590 331 560	4 011 817 927 883	3 593 715 042 281
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	2 504 247 486 757	1 357 563 692 335	1 595 628 014 536

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DU BUDGET 2026

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%					
		2025 (Initial)	TAUX (%)	2025 (Rectifié)	TAUX (%)	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	TAUX (%)
1	BAS UELE	199 621 953 558	2,10	137 813 787 215	2,10	161 585 360 018	2,10
2	EQUATEUR	194 869 049 905	2,05	134 532 506 569	2,05	157 738 089 544	2,05
3	HAUT KATANGA	965 790 022 938	10,16	666 756 227 674	10,16	781 765 360 858	10,16
4	HAUT LOMAMI	327 950 352 277	3,45	226 408 364 712	3,45	265 461 662 890	3,45
5	HAUT UELE	212 930 083 798	2,24	147 001 373 031	2,24	172 357 717 355	2,24
6	ITURI	241 447 505 736	2,54	166 689 056 919	2,54	195 441 340 215	2,54
7	KASAI	266 162 604 749	2,80	183 751 716 289	2,80	215 447 146 695	2,80
8	KASAI ORIENTAL	215 781 825 989	2,27	148 970 141 418	2,27	174 666 079 639	2,27
9	KONGO CENTRAL	780 426 780 345	8,21	538 786 282 400	8,21	631 721 812 266	8,21
10	KWANGO	304 185 833 997	3,20	210 001 961 473	3,20	246 225 310 507	3,20
11	KWILU	324 148 029 353	3,41	223 783 340 194	3,41	262 383 846 509	3,41
12	LOMAMI	210 078 341 603	2,21	145 032 604 641	2,21	170 049 355 068	2,21
13	LUALABA	394 491 003 463	4,15	272 346 293 784	4,15	319 323 449 562	4,15
14	KASAI CENTRAL	269 014 346 940	2,83	185 720 484 676	2,83	217 755 508 979	2,83
15	MAI NDOMBE	306 086 995 460	3,22	211 314 473 732	3,22	247 764 218 698	3,22
16	MANIEMA	306 086 995 460	3,22	211 314 473 732	3,22	247 764 218 698	3,22
17	MONGALA	199 621 953 558	2,10	137 813 787 215	2,10	161 585 360 018	2,10
18	NORD KIVU	487 647 915 125	5,13	336 659 394 484	5,13	394 729 950 905	5,13
19	NORD UBANGI	205 325 437 949	2,16	141 751 323 995	2,16	166 202 084 593	2,16
20	SANKURU	211 028 922 336	2,22	145 688 860 772	2,22	170 818 809 165	2,22
21	SUD KIVU	456 278 750 577	4,80	315 002 941 920	4,80	369 337 965 422	4,80
22	SUD UBANGI	200 572 534 292	2,11	138 470 043 346	2,11	162 354 814 115	2,11
23	TANGANYIKA	358 368 935 677	3,77	247 408 560 859	3,77	290 084 193 940	3,77
24	TSHOPO	274 717 831 327	2,89	189 658 021 454	2,89	222 372 233 550	2,89
25	TSHUAPA	189 165 565 516	1,99	130 594 969 790	1,99	153 121 364 971	1,99
26	KINSHASA	1 404 007 740 035	14,77	969 290 303 417	14,77	1 136 483 698 803	14,77
	TOTAL	9 505 807 311 963	100,00	6 562 561 295 710	100,00	7 694 540 952 980	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XII: REPARTITION DU FONDS DE PEREQUATION DU BUDGET 2026

N°	PROVINCE	LOI DE FINANCES 2025				LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026			
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)
1	BAS UELE	199 621 953 558	2,10	128 103 052 618	5,39	137 813 787 215	2,10	81 332 087 717	5,39	161 585 360 018	2,10	40 139 572 228	5,39
2	EQUATEUR	194 869 049 905	2,05	131 227 517 314	5,52	134 532 506 569	2,05	83 315 797 173	5,52	157 738 089 544	2,05	41 118 586 185	5,52
3	HAUT KATANGA	965 790 022 938	10,16	26 477 993 159	1,11	666 756 227 674	10,16	16 810 766 162	1,11	781 765 360 858	10,16	8 296 565 126	1,11
4	HAUT LOMAMI	327 950 352 277	3,45	77 975 771 158	3,28	226 408 364 712	3,45	49 506 488 175	3,28	265 461 662 890	3,45	24 432 783 095	3,28
5	HAUT UELE	212 930 083 798	2,24	120 096 611 828	5,05	147 001 373 031	2,24	76 248 832 234	5,05	172 357 717 355	2,24	37 630 848 964	5,05
6	ITURI	241 447 505 736	2,54	105 911 972 635	4,46	166 689 056 919	2,54	67 243 064 647	4,46	195 441 340 215	2,54	33 186 260 503	4,46
7	KASAI	266 162 604 749	2,80	96 077 289 462	4,04	183 751 716 289	2,80	60 999 065 787	4,04	215 447 146 695	2,80	30 104 679 171	4,04
8	KASAI ORIENTAL	215 781 825 989	2,27	118 509 431 937	4,99	148 970 141 418	2,27	75 241 138 417	4,99	174 666 079 639	2,27	37 133 524 969	4,99
9	KONGO CENTRAL	780 426 780 345	8,21	32 766 919 671	1,38	538 786 282 400	8,21	20 803 579 075	1,38	631 721 812 266	8,21	10 267 125 661	1,38
10	KWANGO	304 185 833 997	3,20	84 067 628 279	3,54	210 001 961 473	3,20	53 374 182 564	3,54	246 225 310 507	3,20	26 341 594 275	3,54
11	KWILU	324 148 029 353	3,41	78 890 442 960	3,32	223 783 340 194	3,41	50 087 209 444	3,32	262 383 846 509	3,41	24 719 384 657	3,32
12	LOMAMI	210 078 341 603	2,21	121 726 882 578	5,12	145 032 604 641	2,21	77 283 884 256	5,12	170 049 355 068	2,21	38 141 674 968	5,12
13	LUALABA	394 491 003 463	4,15	64 823 231 445	2,73	272 346 293 784	4,15	41 155 996 194	2,73	319 323 449 562	4,15	20 311 590 766	2,73
14	KASAI CENTRAL	269 014 346 940	2,83	95 058 802 295	4,00	185 720 484 676	2,83	60 352 432 581	4,00	217 755 508 979	2,83	29 785 548 297	4,00
15	MAI NDOMBE	306 086 995 460	3,22	83 545 469 098	3,52	211 314 473 732	3,22	53 042 665 902	3,52	247 764 218 698	3,22	26 177 981 888	3,52
16	MANIEMA	306 086 995 460	3,22	83 545 469 098	3,52	211 314 473 732	3,22	53 042 665 902	3,52	247 764 218 698	3,22	26 177 981 888	3,52
17	MONGALA	199 621 953 558	2,10	128 103 052 618	5,39	137 813 787 215	2,10	81 332 087 717	5,39	161 585 360 018	2,10	40 139 572 228	5,39
18	NORD KIVU	487 647 915 125	5,13	52 439 846 100	2,21	336 659 394 484	5,13	33 293 837 077	2,21	394 729 950 905	5,13	16 431 403 836	2,21
19	NORD UBANGI	205 325 437 949	2,16	124 544 634 487	5,24	141 751 323 995	2,16	79 072 863 057	5,24	166 202 084 593	2,16	39 024 584 110	5,24
20	SANKURU	211 028 922 336	2,22	121 178 563 285	5,10	145 688 860 772	2,22	76 935 758 650	5,10	170 818 809 165	2,22	37 969 865 621	5,10
21	SUD KIVU	456 278 750 577	4,80	56 045 085 571	2,36	315 002 941 920	4,80	35 582 788 408	2,36	369 337 965 422	4,80	17 561 062 866	2,36
22	SUD UBANGI	200 572 534 292	2,11	127 495 929 144	5,36	138 470 043 346	2,11	80 946 627 585	5,36	162 354 814 115	2,11	39 949 337 289	5,36
23	TANGANYIKA	358 368 935 677	3,77	71 357 138 062	3,00	247 408 560 859	3,77	45 304 345 943	3,00	290 084 193 940	3,77	22 358 912 912	3,00
24	TSHOPO	274 717 831 327	2,89	93 085 263 148	3,92	189 658 021 454	2,89	59 099 440 902	3,92	222 372 233 550	2,89	29 167 163 211	3,92
25	TSHUAPA	189 165 565 516	1,99	135 184 125 877	5,69	130 594 969 790	1,99	85 827 831 259	5,69	153 121 364 971	1,99	42 358 342 552	5,69
26	KINSHASA	1 404 007 740 035	14,77	18 213 704 164	0,77	969 290 303 417	14,77	11 563 803 941	0,77	1 136 483 698 803	14,77	5 707 048 184	0,77
TOTAL		9 505 887 311 963	100,00	2 376 451 827 991	100,00	6 562 561 295 710	100,00	1 508 799 240 768	100,00	7 694 540 952 980	100,00	744 632 995 450	100,00

Vu pour être annexé à la loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025



Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

ANNEXE XIII: SYNTHESE DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DU BUDGET 2026

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	903 004 745 024	903 004 745 024	962 258 869 270
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	425 758 861 844	425 758 861 844	448 324 081 521
2	SANTE PUBLIQUE	322 345 000 000	322 345 000 000	339 429 285 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	154 900 883 180	154 900 883 180	174 505 502 749
	DEPENSES ATTENDUES	903 004 745 024	903 004 745 024	962 258 869 270
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	425 758 861 844	425 758 861 844	448 324 081 521
2	SANTE PUBLIQUE	322 345 000 000	322 345 000 000	339 429 285 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	154 900 883 180	154 900 883 180	174 505 502 749
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XIV: SYNTHESE DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU BUDGET 2026

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
		(EN FC)	(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	3 850 853 568 850	4 039 184 094 684	4 404 212 750 090
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	466 724 129 784	433 875 816 495	483 240 681 704
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	1 767 703 820 460	1 767 703 820 460	1 833 826 771 099
3	REGIES DE VOIES AERIENNES (RVA)	108 115 873 919	108 115 873 919	112 997 910 697
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL (FPEN)	10 210 731 776	10 210 731 776	16 401 976 207
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL (FPC)	24 474 732 475	24 474 732 475	25 655 065 154
6	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	30 696 764 165	30 696 764 165	33 336 569 651
7	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	90 832 556 773	90 832 556 773	96 421 658 280
8	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	389 101 010 772	389 101 010 772	268 159 026 606
9	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	296 974 084 921	296 974 084 921	574 331 165 469
10	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	61 005 973 893	61 005 973 993	75 167 604 290
11	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	605 013 889 912	605 013 889 812	632 333 652 898
12	FONDS D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FIS)		221 178 839 123	217 809 941 680
13	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)			34 530 726 355
	DEPENSES ATTENDUES	3 850 853 568 850	4 039 184 094 684	4 404 212 750 090
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	466 724 129 784	433 875 816 495	483 240 681 704
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	1 767 703 820 460	1 767 703 820 460	1 833 826 771 099
3	REGIES DE VOIES AERIENNES (RVA)	108 115 873 919	108 115 873 919	112 997 910 697
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL (FPEN)	10 210 731 776	10 210 731 776	16 401 976 207
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL (FPC)	24 474 732 475	24 474 732 475	25 655 065 154
6	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	30 696 764 165	30 696 764 165	33 336 569 651
7	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	90 832 556 773	90 832 556 773	96 421 658 280
8	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	389 101 010 772	389 101 010 772	268 159 026 606
9	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	296 974 084 921	296 974 084 921	574 331 165 469
10	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	61 005 973 893	61 005 973 993	75 167 604 290
11	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	605 013 889 912	605 013 889 812	632 333 652 898
12	FONDS D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FIS)		221 178 839 123	217 809 941 680
13	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)			34 530 726 355
	SOLDE			

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION

A) Taux de 5% Position tarifaire	
1. Vanille en poudre	0905.20.00
2. Farine de fèves de soja	1208.10.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1702.30.10
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1805.00.00
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	2518.20.00
6. Chaux vive	2522.10.00
Nitrate d'ammonium, même en solution aqueuse destiné à être utilisé comme engrais pour l'agriculture	3102.30.10
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	3402.90.11
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3919.10.00
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisé pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 3 mm ou plus, mais inférieure à 4,75 mm	7208.26.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure à 3 mm	7208.27.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués, ni revêtus d'une épaisseur de 3 mm ou plus, mais inférieure à 4,75 mm	7208.38.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure à 3 mm	7208.39.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur inférieure de 3 mm ou plus	7209.15.00
Produit laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur excédant 1 mm, mais inférieure à 3 mm	7209.16.00
Produit laminés plats en fer ou en aciers non alliés, laminés froid, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur de 0.5 mm ou plus mais n'excédant pas 1mm.	7209.17.00
Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, plaqués ou revêtus, enroulés, destinés à la fabrication des tôles de toiture.	7210.90.10
Nickel non allié	7502.10.00
Plomb affiné	7801.10.00
Autre plomb non affiné, sous forme brute	7801.99.00
Débris de plomb	7802.00.10
Déchets de plomb	7802.00.20
Poussière de zinc	7903.10.00
Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
B) Taux de 10% Position tarifaire	
1. Huile de palme brute	1511.10.00
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1902.11.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.19.00

19
10/11

5. Dentifrices	3306.10.00
Préparations de dégraissage ou de nettoyage pour l'industrie à base de substances alcalines ou de solvants et d'émulsifiants.	3402.90.20
6. Ebauches de bouteilles	3923.30.10
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	4011.10.99
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.40.11
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.99.91
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.99
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4012.11.00
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.12.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.13.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.19.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.20.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.90.00
Planches, plaques, panneaux, carreaux et articles similaires, non ornementés, revêtus ou renforcés de papier ou de carton.	6809.11.00
Autres planches, plaques, panneaux et articles similaires.	6809.19.00
Pointes et clous	7317.00.10
Serviettes hygiéniques	9619.00.10
C). Taux de 20% Position tarifaire	
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
Nitrate d'ammonium, même en solution aqueuse, destiné à la fabrication des explosifs utilisés dans les carrières minières	3102.30.90
Nitrate d'ammonium en gel ou en granulés creux, destiné à l'industrie minière	3602.10.00
Explosifs préparés	3602.20.00
Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs	38.24
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles.	4803.00.90
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur excédant 1 mm, mais inférieure à 3 mm	7209.26.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à froid, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 0,5 mm ou plus, mais n'excédant pas 1 mm	7209.27.00
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, plaqués ou revêtus (à l'exception des produits du n° 7210.90.10)	72.10
Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
Profilés en L	7216.21.00
Autres tubes, tuyaux et profilés creux (soudés, rivés, agrafés ou à bords simplement rapprochés, par exemple), en fer ou en acier (toute la position, à l'exception des produits des n°s 7306.11.00 à 7306.29.00)	73.06

12/12/12

Boulets et articles similaires pour broyeur	7326 11.00
Autres	7326 19.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION

CODE	DESIGNATION	UNITE		
55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	---- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0
11.12	---- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0
11.13	---- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0
11.14	---- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0
11.15	---- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0
11.16	---- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0
11.17	---- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0
11.18	---- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	---- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0
11.32	---- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0
11.33	---- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0
11.34	---- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0
11.35	---- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0
11.36	---- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0
11.37	---- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazeifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazeifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	-- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce :			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%
00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%

25/11/12

CODE	DESIGNATION	UNITE		
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
59) 2604.00.00	Minerais de nickel et leurs concentrés.	kg	10%	0%
60) 26.05	Minerais de cobalt et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10% en cobalt	kg	0,1	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	0,1	0%
61) 2607.00.00	Minerais de plomb et leurs concentrés.	kg	10%	0%
62) 2608.00.00	Minerais de zinc et leurs concentrés.	kg	10%	0%
63) 26.09	Minerais d'étain et leurs concentrés.			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
64) 26.11	Minerais de tungstène et leurs concentrés.			
00.10	- provenant de gîtes primaires obtenus par broyage	kg	10%	0%
	- autres :			
00.91	-- d'une teneur de 55 à 65 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.92	-- d'une teneur de 66 à 70 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.99	-- autres	kg	10%	0%
65) 26.12	Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'uranium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Minerais de thorium et leurs concentrés :			
20.10	-- monazite (terres rares)	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
66) 2614.00.00	Minerais de titane et leurs concentrés.	kg	10%	0%
67) 26.15	Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- de niobium :			
90.11	--- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			
90.21	--- d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	--- d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	--- d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.90	--- autres	kg	10%	0%
68) 26.16	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
69) 26.17	Autres minerais et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Cassitérites :			
90.11	--- provenant de gîtes primaires obtenues par broyage	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	--- provenant de gîtes primaires et obtenu par broyage	kg	10%	0%

12/15
12

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90.29	--- autres	kg	10%	0%
90.30	-- de bismuth	kg	10%	0%
90.40	kg		10%	0%
90.50	kg		10%	0%
90.60	kg		10%	0%
90.70			10%	0%
90.80	-- struverite	kg	10%	0%
	-- autres :			
90.91	--- résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	--- autres minerais	kg	10%	0%
70) 2619.00.00	Scories, laitiers (autres que le laitier granulé),	kg		
	battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.		10%	
				0%
71) 26.20	Scories, cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	-- Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21.00	-- Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
30.00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
72) 26.21	Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.			
10.00	-Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
73) 2709.00.00	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.	kg	5%	0%
74) 2716.00.00	Énergie électrique.	1000 kwh	5%	0%
75) 2817. 00.00	Oxyde de zinc et peroxyde de zinc		5%	0%
75) 28.22	Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.			
	- hydroxydes de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
76) 28.30	Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	--- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%

129
12

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90.13	--- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
77) 28.36	Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40.00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%
50.00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60.00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	--- carbonate de cobalt :			
99.11	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.13	---- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	---- autres	kg	10%	0%
	---- Carbonate de cuivre			
99.21	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	---- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	--- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
78) 44.03	Bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris.			
	-- Autres :			
	--- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	---- benge/Mutenye (Guibourtiamadama)	m ³	10%	0%
99.12	---- bubinga (Guibourtiademeusei)	m ³	10%	0%
99.13	---- khaya (Khayaanthotheca)	m ³	10%	0%
99.14	---- kotibe (Nesogordoniadewevrei)	m ³	10%	0%
99.15	---- lati (AmphimasPterocarpoides)	m ³	10%	0%
99.16	---- longhi (Gambeya africana)	m ³	10%	0%
99.17	---- mukulungu (AuranellaCongolensis)	m ³	10%	0%
99.18	---- padouk (Pterocarpussoyaxii)	m ³	10%	0%
99.19	---- wenge (MiletiaLaurentii)	m ³	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m ³	10%	0%
	--- autres :			
99.91	---- bois écorcés	m ³	10%	0%
99.92	---- bois désaubiérés	m ³	10%	0%
99.93	---- bois équarris ou semi-équarris	m ³	10%	0%
99.94	---- rondins / grumes LM-B-BC	m ³	10%	0%
99.95	---- bois rabotés ou poncés	m ³	10%	0%
99.99	---- autres	m ³	10%	0%
79) 44.07	Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.			
	-- Autres :			
	--- sciés ou désossés longitudinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	---- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m ³	exempt	0%
29.12	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m ³	exempt	0%
29.13	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m ³	exempt	0%
29.19	---- autres	m ³	5%	0%
80) 71.02	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.			
	- Industriels :			

12/29
12/15

CODE	DESIGNATION	UNITE		
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	0,5%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
	- Non industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés:			
31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	0,5%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
81) 71.06	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Poudres :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
82) 71.08	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- A usages non monétaires :			
	- Poudres :			
	--- d'exploitation artisanale :			
11.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	0,5%	0%
11.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	0,5%	0%
11.19	---- autres	kg	0,5%	0%
	--- de production industrielle :			
11.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	---- autres	kg	3%	0%
	-- Sous autres formes brutes :			
	--- d'exploitation artisanale :			
12.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	0,5%	0%
12.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	0,5%	0%
12.19	---- autres	kg	0,5%	0%
	--- de production industrielle :			
12.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	---- autres	kg	3%	0%
83) 71.10	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Platine :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Palladium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
21.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
31.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			

12/11/15

CODE	DESIGNATION	UNITE		
41.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	--- autres	kg	10%	0%
84) 72.04	Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	-- D'aciers inoxydables	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	5%	0%
85) 72.24	Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
86) 74.01	Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre).			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
87) 74.02	Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5% 5%	0% 0%
00.90	- Cuivre blister kg		5%	0%
	- Cuivre noir kg			
	- Autres			
87) 74.03	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			
11.10	--- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	--- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	--- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	--- nodules et scraps :			
11.41	---- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11.42	---- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	--- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%
13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	-- lingots ou lingots- bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
88) 74.04	Déchets et débris de cuivre.			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
89) 74.05	Alliages mères de cuivre.			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%

12/19
12/11

CODE	DESIGNATION	UNITE		
90) 74.06	Poudres et paillettes de cuivre.			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
91) 75.02	Nickel sous forme brute.			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
92) 78.01	Plomb sous forme brute.			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%
93) 78.02	Déchets et débris de plomb.			
	- débris :			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets :			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
94) 78.04	Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.			
	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
95) 79.01	Zinc sous forme brute.			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
96) 79.03	Poussières, poudres et paillettes, de zinc.			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
97) 80.01	Etain sous forme brute.			
10.00	- Etain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
98) 8002.00.00	Déchets et débris d'étain.	kg	10%	0%
99) 81.05	Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	--- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	--- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40 % en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt séparateur magnétique :			

25/115
12

CODE	DESIGNATION	UNITE		
20.21	--- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	--- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	--- autres	kg	10%	0%
20.90	--- matras de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granulés d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	--- autres	kg	10%	0%
	-- alliages cobalt-nickel en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
100) 8106.00.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.	kg	5%	0%
101) 81.07	Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
102) 81.08	Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
103) 81.09	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
104) 81.12	Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.			
	- Béryllium :			
12.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
19.00	--Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			

12/29
12/18

CODE	DESIGNATION	UNITE		
	-- Autres:			
51.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
52.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	-- Autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
	--- sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	--- autres	kg	5%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	--- autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XVII : MODIFICATION DU TARIF DES DROITS ET TAXES A
L'IMPORTATION**

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
2930.10.00	Thiocomposés organiques. - 2-(N,N-Diméthylamino) éthanethiol	5%
2932.96.00	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'oxygène exclusivement. -- Carbofurane (ISO)	5%
2934.92.00	Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques. -- Autres fentanyl et leurs dérivés	5%
3911.20.00	Résines de pétrole, résines de coumarone-indène, polyterpènes, polysulfures, polysulfones et autres produits mentionnés dans la Note 3 du présent Chapitre, non dénommés ni compris ailleurs, sous formes primaires. - Poly (1,3-phénylène méthylphosphonate)	5%
8106 10.00 90.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris - Contenant plus de 99,99 % en poids de bismuth - Autres	5%
8109 21.00 29.00 31.00 39.00	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris. - Zirconium sous forme brute; poudres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres - Déchets et débris : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	5%
8112 31.00 41.00	Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris. - Hafnium (celtium) : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Rhénium : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Cadmium : -- Déchets et débris	5%

12/11/12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
61.00		
8428.70.00	Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention (ascenseurs, escaliers mécaniques, transporteurs, téléphériques, par exemple).	5%
8462	Machines (y compris les presses) à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets pour le travail des métaux (à l'exclusion des laminoirs); machines (y compris les presses, les lignes de refendage et les lignes de découpe à longueur) à rouler, cintrer, plier, dresser, planer, cisailer, poinçonner, gruger ou à grignoter les métaux (à l'exclusion des bancs à étirer); presses pour le travail des métaux ou des carbures métalliques, autres que celles visées ci-dessus. - Machines pour le travail à chaud (y compris les presses) à forger par matriçage ou à forgeage libre ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets : -- Machine pour le forgeage à matrice fermée - Machines (y compris les presses plieuses) à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour produits plats : -- Machines de formage des profilés -- Presses plieuses, à commande numérique -- Presses à panneaux, à commande numérique -- Machines à profiler à galets, à commande numérique -- Autres machines à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique. - Lignes de refendage, lignes de découpe à longueur et autres machines (à l'exclusion des presses) à cisailer, autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailer, pour produits plats : -- Lignes de refendage et lignes de découpe à longueur -- Machines à cisailer, à commande numérique - Machines (à l'exclusion des presses) à poinçonner, à gruger ou à grignoter, pour produits plats, y compris les machines combinées à poinçonner et à cisailer : -- A commande numérique - Machines pour travailler les tubes, tuyaux, profilés creux, profilés et barres (à l'exclusion des presses): -- A commande numérique -- Autres - Presses à froid à métaux : -- Presses hydrauliques -- Presses mécaniques -- Servopresses	5%

29/115

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
32.00 33.00 42.00 51.00 59.00 61.00 62.00 63.00 69.00 90.00	-- Autres - Autres	
8479.83.00	Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent Chapitre. -- Presses isostatiques à froid	5%
8485 10.00 20.00 30.00 80.00 90.00	Machines pour la fabrication additive. - Par dépôt métallique - Par dépôt de matières plastiques ou de caoutchouc - Par dépôt de plâtre, de ciment, de céramique ou de verre - Autres - Parties	5%
8514 11.00 19.00 31.00 32.00 39.00	Fours électriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques; autres appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques. - Fours à résistance (à chauffage indirect) : -- Presses isostatiques à chaud -- Autres - Autres fours : -- Fours à faisceau d'électrons -- Fours à plasma et fours à arc sous vide -- Autres	5%

129
115
12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
8525	Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils photographiques numériques et caméscopes. - Caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes : -- Ultrarapides, mentionnés dans la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres, résistants aux rayonnements, mentionnés dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres, à vision nocturne, mentionnés dans la Note 3 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres	5%
81.00		
82.00		
83.00		
89.00		
	5%	
8543.40.00		
8701	Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09). - Tracteurs routiers pour semi- remorques : -- Uniquement à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi- diesel) -- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique -- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique -- Uniquement à moteur électrique pour la propulsion -- Autres	5%
21.00		
22.00		
23.00		
24.00		
29.00		
8704	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises. - Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique : -- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes	
41.00		

19/12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
42.00	-- D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes	5%
43.00	- Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique :	
51.00	-- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes	
52.00	-- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes	
60.00	- Autres, uniquement à moteur électrique pour la propulsion	
90.00	- Autres	
8806	Véhicules aériens sans pilote.	5%
10.00	- Conçus pour le transport de passagers	
21.00	- Autres, conçus uniquement pour être téléguidés :	
22.00	-- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g	
23.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg	
24.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg	
29.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg	
91.00	-- Autres	
92.00	- Autres :	
93.00	-- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g	
94.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg	
99.00	-- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg	
8807	Parties des appareils des n°s 88.01, 88.02 ou 88.06.	5%
10.00	- Hélices et rotors, et leurs parties	
20.00	- Trains d'atterrissage et leurs parties	
30.00	- Autres parties d'avions, d'hélicoptères ou de véhicules aériens sans pilote	
90.00	- Autres	
9027	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, refractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes.	

12/11/15

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
81.00 89.00	- Autres instruments et appareils : -- Spectromètres de masse -- Autres	5%
309 10.00 90.00	Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, propres à l'alimentation humaine. - De poisson - Autres	10%
1515.60.00	Autres graisses et huiles végétales ou d'origine microbienne (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées. - Graisses et huiles d'origine microbienne et leurs fractions	10%
3006.93.00	Préparations et articles pharmaceutiques -- Placebos et trousse pour essais cliniques masqués (ou à double insu), destinés à un essai clinique reconnu, présentés sous forme de doses	10%
3204.18.00	Matières colorantes organiques synthétiques, même de constitution chimique définie; préparations visées à la Note 3 du présent Chapitre, à base de matières colorantes organiques synthétiques; produits organiques synthétiques des types utilisés comme agents d'avivage fluorescents ou comme luminophores, même de constitution chimique définie. -- Matières colorantes caroténoïdes et préparations à base de ces matières	10%
3816.00.00	Ciments, mortiers, bétons et compositions similaires réfractaires y compris les pisés de dolomie, autres que les produits du n° 38.01.	10%
3822.11.00	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même sur un support, même présentés sous forme de trousse, autres que ceux du n° 30.06; matériaux de référence certifiés. -- Pour le paludisme	10%

29/11/15

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
3824.89.00	Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs. -- Contenant des paraffines chlorées à chaîne courte	10%
4402.20.00	Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré. - De coques ou de noix	10%
81.03 91.00 99.00	Tantale et ouvrages en tantale, y compris les déchets et débris. - Autres : -- Creusets -- Autres	10%
8109 91.00 99.00	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris. - Autres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	10%
8112 39.00 49.00 69.00	Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris. - Hafnium (celtium) : -- Autres - Rhénium : -- Autres - Cadmium : -- Autres	10%
8419	Appareils, dispositifs ou équipements de laboratoire, même chauffés électriquement (à l'exclusion des fours et autres appareils du n° 85.14), pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température telles que le chauffage, la cuisson, la torréfaction, la distillation, la rectification, la stérilisation, la pasteurisation, l'étuvage, le séchage, l'évaporation, la vaporisation, la condensation ou le refroidissement, autres que les appareils domestiques; chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation. - Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation :	

12/11/11

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
12.00 33.00 34.00 35.00	-- Chauffe-eau solaires - Séchoirs : -- Appareils de lyophilisation, appareils de cryodessiccation et séchoirs à pulvérisation -- Autres, pour produits agricoles -- Autres, pour le bois, la pâte à papier, le papier ou le carton	10%
8421.32.00	Centrifugeuses, y compris les essoreusescentrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz. - Appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz : -- Convertisseurs catalytiques et filtres à particules, même combinés, pour l'épuration ou la filtration des gaz d'échappement des moteurs à allumage par étincelles ou par compression.	10%
8517	Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n°s 84.43, 85.25, 85.27 ou 85.28. - Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil : -- Téléphones intelligents -- Autres téléphones pour réseaux cellulaires ou autres réseaux sans fil - Parties : -- Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles -- Autres	10%

125/10
12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
13.00 14.00 71.00 79.00		
8539 51.00 52.00	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits « phares et projecteurs scellés » et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc; sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED). - Sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED); -- Modules à diodes émettrices de lumière (LED) -- Lampes et tubes à diodes émettrices de lumière (LED)	10%
8541 41.00 42.00 43.00 49.00 51.00	Dispositifs à semi-conducteur (par exemple, diodes, transistors, transducteurs à semi-conducteur); dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED), même assemblées avec d'autres diodes émettrices de lumière (LED); cristaux piézo-électriques montés. - Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED) : -- Diodes émettrices de lumière (LED) -- Cellules photovoltaïques non assemblées en modules ni constituées en panneaux -- Cellules photovoltaïques assemblées en modules ou constituées en panneaux -- Autres - Autres dispositifs à semi-conducteur : -- Transducteurs à semi-conducteur -- Autres	10%

12/19/15

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
59.00		
8708.22.00	Parties et accessoires des véhicules automobiles des n°s 87.01 à 87.05. - Autres parties et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) : -- Pare-brises, vitres arrières et autres glaces visés à la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	10%
24.04.	Produits contenant du tabac, du tabac reconstitué, de la nicotine ou des succédanés de tabac ou de nicotine, destinés à une inhalation sans combustion; autres produits contenant de la nicotine, destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain.	20%
36.03	Mèches de sûreté; cordeaux détonants; amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs électriques. - Mèches de sûreté - Cordeaux détonants - Amorces fulminantes - Capsules fulminantes - Allumeurs - Détonateurs électriques	20%
4401	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, granulés ou sous formes similaires. -- Briquettes de bois -- Sciures -- Autres	20%
4407	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm. -- De E-P-S (<i>épicéa (Picea spp.)</i> , <i>pin (Pinus spp.)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i>) -- De Hem-fir (<i>hemlock de l'Ouest (Tsuga heterophylla)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i>) -- Teak	20%
4412	Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires. - Bois de placage stratifié (lamibois (LVL)) : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	

12/11/14

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
42.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	20%
49.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères	
	- A âme panneautée, lattée ou lamellée :	
51.00	-- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	
52.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	
59.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères	
	- Autres :	
91.00	-- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux	
92.00	-- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères	20%
99.00	-- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois autres que de conifères	
4414	Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires.	20%
	- En bois tropicaux	
10.00 90.00	- Autres	
4418	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux assemblés pour revêtement de sol et les bardeaux («shingles» et «shakes»), en bois.	20%
	- Fenêtres, portes-fenêtres et leurs cadres et chambranles :	
	-- En bois tropicaux	
11.00	-- Autres	
19.00	- Portes et leurs cadres, chambranles et seuils :	
	-- En bois tropicaux	
21.00	-- Autres	
29.00	- Poteaux et poutres autres que les produits des n°s 4418.81 à 4418.89	
30.00	- Bois d'ingénierie structural :	
	-- Bois lamellé-collé (BLC)	
81.00	-- Bois lamellé croisé (CLT ou X-lam)	
82.00	-- Poutres en I	
83.00	-- Autres	
	- Autres :	
89.00 92.00	-- Panneaux cellulaires en bois	
4419.20.00	Articles en bois pour la table ou la cuisine. - En bois tropicaux	20%

128
115
12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
4420 11.00 19.00	Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du Chapitre 94. - Statuettes et autres objets d'ornement : -- En bois tropicaux -- Autres	20%
4421.20.00	Autres ouvrages en bois. - Cercueils	20%
5703 21.00 29.00 31.00 39.00	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles (y compris le gazon), touffetés, même confectionnés. - De nylon ou d'autres polyamides : -- Gazon -- Autres - D'autres matières textiles synthétiques ou de matières textiles artificielles : -- Gazon -- Autres	20%
5802.10.00	Tissus bouclés du genre éponge, autres que les articles du n° 58.06; surfaces textiles touffetées, autres que les produits du n° 57.03. - Tissus bouclés du genre éponge, en coton	20%
6815 11.00 12.00 13.00 19.00	Ouvrages en pierres ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs. - Fibres de carbone; ouvrages en fibres de carbone pour usages autres qu'électriques; autres ouvrages en graphite ou autre carbone pour usages autres qu'électriques : -- Fibres de carbone -- Textiles en fibres de carbone -- Autres ouvrages en fibres de carbone -- Autres	20%
7019	Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, stratifiés (rovings), tissus, par exemple).	

12918
12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
11.00 12.00 19.00 91.00 92.00 99.00	-- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) -- Autres - Autres : -- A cristaux liquides -- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) -- Autres	20%
8549	Déchets et débris électriques et électroniques. - Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques ; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage : -- Déchets et débris d'accumulateurs au plomb et à l'acide; accumulateurs au plomb et à l'acide hors d'usage -- Autres, contenant du plomb, du cadmium ou du mercure 11.00 -- Triés par type de composant chimique et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure -- En vrac et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure 12.00 -- Autres 13.00 - Des types utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) 14.00 -- Autres 19.00 - Autres assemblages électriques et électroniques et les cartes de circuits imprimés : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) 21.00 -- Autres - Autres : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs au mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) -- Autres	20%

12/12/12

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
29.00		20%
31.00		
39.00		
91.00		
99.00		
9004	Sommiers ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non. - Matelas : - Couvre-pieds, couvre-lits, édredons et couettes	20%
20.00		
40.00		

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XVIII : TAUX APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018
PORTANT CODE DES ACCISES**

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
		DA/AD VALOREM		DA/AD VALOREM	
		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025		LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026	
ACIDE SULFURIQUE, OLEUM	ACIDE SULFURIQUE, OLEUM	20%	28.07	20%	28.07
ALCOOLS ET BOISSONS					
ALCOOLS	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80° ou plus, à usage médical ;	5%	2207.20.11	5%	2207.20.11
	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80° ou plus à usage médical ;	10%	2207.20.12	10%	2207.20.12
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80° ou plus à tous usages industriels	10%	2207.20.10	10%	2207.20.10
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80° ou plus ;	10%	2208.90.10	10%	2208.90.10
	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%	29.05	10%	29.05
	eaux - de - vie dénaturées de tous titres ;	80%	2207.20.22 ; 2207.20.29	80%	2207.20.22 ; 2207.20.29
BOISSONS		DA/AD VALOREM		DA/AD VALOREM	
	BIERES				
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titant moins de 6°	30%	2203.00.10	30%	2203.00.10
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titant 6° et plus.	35%	2203.00.90	35%	2203.00.90
	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5 % vol, Bières sans alcools ;	15%	2202.99.93	15%	2202.99.93
	Bières sans alcool	15%	2202.91.00	15%	2202.91.00
	AUTRES BOISSONS FERMENTEES OU NON.				
	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol ;	45%	2206.00.10	45%	2206.00.10
	mélanges de boissons fermentées ;	45%	2206.00.20	45%	2206.00.20
	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques ;	45%	2206.00.30	45%	2206.00.30
	mouls de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool ;	45%	2204.21.20	45%	2204.21.20
	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques ;	45%	22.05	45%	22.05
	vins de raisins, y compris les vins enrichis en alcool.	45%	22.04	45%	22.04
	BOISSONS ALCOOLISEES ET DISTILLEES OU SPIRITUEUSES				
	eaux - de - vie, liqueurs, whisky et autres boissons spiritueuses ;	80%	22.08	80%	22.08
	BOISSONS ENERGISSANTES	15%		15%	
	Eaux minérales				
	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazeuses ou non.	5%	2201.10.10 ; 2201.10.20 ; 2201.10.30	5%	2201.10.10 ; 2201.10.20 ; 2201.10.30
	Eaux de table et autres eaux conditionnées pour la table	5%	2201.90.10	1%	2201.90.10
	LIMONADES, JUS ET AUTRES BOISSONS NON ALCOOLIQUES				
	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%	2202.99.10 ; 2202.99.21 ; 2202.99.22	10%	2202.99.10 ; 2202.99.21 ; 2202.99.22
	Autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes	10%	2202.99.94	10%	2202.99.94
	Jus de tout fruit naturel d'une valeur prix n'excédant pas 20	10%	20.09	10%	20.09
TABACS FABRIQUES, PRODUITS DU TABAC, LES SUCCEDANES DU TABAC AINSI QUE LES PRODUITS ET INSTRUMENTS OU AUTRES DISPOSITIFS SERVANT A FUMER, SUCER, CHIQUER OU PRISER.		TAUX D'IMPOSITION AD VALOREM		TAUX D'IMPOSITION AD VALOREM	
	Autres produits pour pipes à eau ;	100%	2403.99.40	100%	2403.99.40
	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués ;	100%	2403.11.00 ; 2403.19.00	80%	2403.11.00 ; 2403.19.00
	Cartouche pour cigarettes électroniques ;	100%	2404.19.10	100%	2404.19.10
	Cigarettes électroniques ;	100%	8543.40.10	100%	8543.40.10
	Extraits et sauces de tabac ;	100%	2403.99.20	100%	2403.99.20
	Pipe à eau ;	120%	9614.00.11	100%	9614.00.11

Handwritten signature:
N 29
12

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	Succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac ;	100%	2402.90.10 ; 2402.90.90	100%	2402.90.10 ; 2402.90.90
	Tabac pressé ou saucé, utilisé pour la fabrication du tabac à priser ;	100%	2403.99.10	100%	2403.99.10
	Tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués ».	100%	2403.91.00	100%	2403.91.00
COSMETIQUES, PRODUITS DE PARFUMERIE ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN	COSMETIQUES, SAVONS ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN	DA/ AD VALOREM		DA/ AD VALOREM	
	agents de surface organiques autres que les savons ;	10%	34.02	10%	34.02
	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau ;	10%	3402.90.10	10%	3402.90.10
	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon ;	10%	3401.11.61 ; 3401.11.63	10%	3401.11.61 ; 3401.11.63
	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon ;	10%	3401.30.00	10%	3401.30.00
	Savons.	10%	3401.11.20 ; 3401.11.30 ; 3401.11.40 ; 3401.11.50 ; 3401.11.20 ; 3401.19.10 ; 3401.19.20 ;	10%	3401.11.20 ; 3401.11.30 ; 3401.11.40 ; 3401.11.50 ; 3401.11.20 ; 3401.19.10 ; 3401.19.20 ;
	cires et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées ;	10%	34.05	10%	34.05
	laques pour cheveux ;	15%	3305.30.00	15%	3305.30.00
	préparations capillaires autres que les shampoings ;	15%	3305.20.00 ;	15%	3305.20.00 ;
	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzier ;	15%	33.04	15%	33.04
	préparations pour l'ondulation ou le défrisage permanent ;	15%	3305.20.00	15%	3305.20.00
	préparations pour le pré-rasage, le rasage ou l'après-rasage ;	15%	3307.10.00	15%	3307.10.00
	préparations pour manucures ou pédicures ;	15%	3304.30.00	15%	3304.30.00
	produits de beauté ;	15%	33.04	15%	33.04
	produits de maquillage ;	15%	3304.10.00 ; 3304.20.00	15%	3304.10.00 ; 3304.20.00
	shampoings.	15%	3305.10.00	15%	3305.10.00
	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00 ; 3307.90.10 ; 3307.90.90	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00 ; 3307.90.10 ; 3307.90.90
	désodorisants corporels et antisudoraux ;	20%	3307.20.10 ; 3307.20.90	20%	3307.20.10 ; 3307.20.90
	désodorisants corporels, préparations pour bain, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%	Les positions tarifaires sont reprises ci-dessus	20%	Les positions tarifaires sont reprises ci-dessus
	parfums et eaux de toilette ;	20%	33.03	20%	33.03
	préparations pour bain ;	20%	3307.30.00	20%	3307.30.00
	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux.	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00	20%	3307.41.00 ; 3307.49.00
ARTICLES ET OUVRAGES EN MATIERES PLASTIQUES					
	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques ;	10%	39.25	10%	39.25
	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques, sacs, sachets, bidons, bouteilles, préformes, pochettes et cornets ;	10%	3923.10.00 ; 3923.21.00 ; 3923.29.10 ; 3923.29.20 ; 3923.90.00 ; 3923.30.10 ; 3923.30.90	1%	3923.10.00 ; 3923.21.00 ; 3923.29.10 ; 3923.29.20 ; 3923.90.00 ; 3923.30.10 ; 3923.30.90
	autres ouvrages en matières plastiques : plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires ;	10%	39.26 ; 94.04	10%	39.26 ; 94.04

1229
12

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	baïnettes, douches, éviers, lavabos, bidees, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques ;	10%	39.22	1%	39.22
	sièges et autres meubles, en matières plastiques, à l'exclusion de ceux utilisés en médecine, en chirurgie, en art dentaire et en art vétérinaire ;	10%	94.01%	10%	94.01%
	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels ;	10%	39.17	1%	39.17
	articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques.	10%	3924.90.10 ; 3924.90.90	1%	3924.90.10 ; 3924.90.90
ARTICLES ET OUVRAGES EN CAOUTCHOUC					
	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc ;	10%	4012.90.00	10%	4012.90.00
	chambres à air, en caoutchouc	10%	40.13	10%	40.13
	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc ;	10%	40.11 ; 4012.11.00 ; 4012.12.00 ; 4012.13.00 ; 4012.19.00 ; 4012.20.00	10%	40.11 ; 4012.11.00 ; 4012.12.00 ; 4012.13.00 ; 4012.19.00 ; 4012.20.00
	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple).	10%	4017.00.91	10%	4017.00.91
HUILES MINERALES					
	LUBRIFIANTS ET HUILES DE DEGRAISSAGE				
	huiles de graissage et lubrifiants contenant ou non du biodiesel ;	10%	2710.19.50	10%	2710.19.50
	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions ;	10%	2710.19.91	10%	2710.19.91
	préparations des types utilisés pour l'ensilage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;	10%	34.03	10%	34.03
	préparations lubrifiantes, y compris à usage industriel et les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations anti-rouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux.	10%	34.03	10%	34.03
	Toutes huiles minérales autres que les produits pétroliers	10%		10%	
	PRODUITS PETROLIERS				
	avions, jet A1, kérosène, pétrole lampant contenant ou non du biodiesel ;	15%	2710.12.30 ; 2710.12.41 ; 2710.19.10 ; 2710.19.20 ; 2710.20.13 ; 2710.20.14 ; 2710.20.91 ; 2710.20.92	15%	2710.12.30 ; 2710.12.41 ; 2710.19.10 ; 2710.19.20 ; 2710.20.13 ; 2710.20.14 ; 2710.20.91 ; 2710.20.92
	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés ;	15%	2711.11.00 ; 2711.12.00 ; 2711.13.00	15%	2711.11.00 ; 2711.12.00 ; 2711.13.00
	essences et gazols et autres produits contenant ou non du biodiesel ;	25%	2710.12.20 ; 2710.12.20 ; 2710.19.40 ; 2710.20.12 ; 2710.20.13 ; 2710.20.19	25%	2710.12.20 ; 2710.12.20 ; 2710.19.40 ; 2710.20.12 ; 2710.20.13 ; 2710.20.19
VEHICULES					
	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés ;	10%	87.02	10%	87.02
	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés ;	10%	87.04	10%	87.04
	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés.	10%	87.03	10%	87.03
SERVICES DES TELECOMMUNICATIONS ET DE TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION					

28/11/16

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION		TAUX D'IMPOSITION	
	accès à internet ;	10 ⁰ ₀	9804.00.00	10 ⁰ ₀	9804.00.00
	data;	10 ⁰ ₀	98.03	10 ⁰ ₀	98.03
	Messagerie	10 ⁰ ₀	98.02	10 ⁰ ₀	98.02
	Voix.	10 ⁰ ₀	98.01	10 ⁰ ₀	98.01
	Allocation d'une liaison spécialisée (tous les services issus de cette allocation) utilisée ou non mais facturée.	10 ⁰ ₀	9805.10.00	10 ⁰ ₀	9805.10.00
	Services à valeur ajoutée, fournis à titre onéreux ou non.	10 ⁰ ₀	9805.21.00 ; 9805.22.00 ; 9805.23.00 ; 9805.24.00	10 ⁰ ₀	9805.21.00 ; 9805.22.00 ; 9805.23.00 ; 9805.24.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XIX: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE
DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE**

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
01	BAS-UELE	12 721 836 847	12 721 836 847	12 839 988 111
011100	TERRITOIRE D'AKETI	2 128 619 357	2 128 619 357	2 155 245 715
011200	TERRITOIRE D'ANGO	2 106 061 987	2 106 061 987	2 073 546 048
011300	TERRITOIRE DE BAMBESA	2 118 766 901	2 118 766 901	2 136 139 919
011400	TERRITOIRE DE BONDO	2 113 171 569	2 113 171 569	2 071 546 302
011500	TERRITOIRE DE BUTA	2 132 900 128	2 132 900 128	2 221 058 981
011600	TERRITOIRE DE POKO	2 122 316 905	2 122 316 905	2 182 451 146
02	EQUATEUR	39 719 197 443	39 719 197 443	39 161 791 811
021100	TERRITOIRE DE BASANKUSU	5 672 051 953	5 672 051 953	5 581 675 552
021200	TERRITOIRE DE BIKORO	5 617 799 898	5 617 799 898	5 368 086 378
021300	TERRITOIRE DE BOLOMBA	5 662 358 866	5 662 358 866	5 704 212 716
021400	TERRITOIRE DE BOMONGO	5 688 293 238	5 688 293 238	5 404 974 145
021500	TERRITOIRE DE INGENDE	5 704 625 803	5 704 625 803	5 916 668 348
021600	TERRITOIRE DE LUKOLELA	5 710 984 767	5 710 984 767	5 245 754 693
021700	TERRITOIRE DE MAKANZA	5 663 082 918	5 663 082 918	5 940 419 979
03	HAUT-KATANGA	36 852 258 300	36 852 258 300	36 453 303 297
031100	TERRITOIRE DE KAMBOVE	6 170 458 173	6 170 458 173	6 254 303 258
031200	TERRITOIRE DE KASENGA	6 102 166 257	6 102 166 257	5 819 166 102
031300	TERRITOIRE DE KIPUSHI	6 199 352 862	6 199 352 862	5 590 987 697
031400	TERRITOIRE DE MITWABA	6 140 749 499	6 140 749 499	6 678 377 255
031500	TERRITOIRE DE PWETO	6 166 981 072	6 166 981 072	5 996 903 334
031600	TERRITOIRE DE SAKANIA	6 072 550 437	6 072 550 437	6 113 565 651
04	HAUT-LOMAMI	30 538 050 154	30 538 050 154	31 096 777 107
041100	TERRITOIRE DE BUKAMA	5 948 168 698	5 948 168 698	6 076 144 754
041200	TERRITOIRE DE KABONGO	5 938 806 481	5 938 806 481	6 402 442 885
041300	TERRITOIRE DE KAMINA	5 937 712 001	5 937 712 001	5 889 931 496
041400	TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE	5 936 183 939	5 936 183 939	6 029 429 566
041500	TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU	6 777 179 035	6 777 179 035	6 698 828 406
05	HAUT-UELE	34 624 196 244	34 624 196 244	32 451 237 549
051100	TERRITOIRE DE DUNGU	5 773 920 924	5 773 920 924	5 661 501 696
051200	TERRITOIRE DE FARADJE	5 709 847 365	5 709 847 365	5 517 033 373
051300	TERRITOIRE DE NIANGARA	5 761 840 368	5 761 840 368	5 437 508 004
051400	TERRITOIRE DE RUNGU	5 807 012 067	5 807 012 067	5 524 582 257
051500	TERRITOIRE DE WAMBA	5 814 862 097	5 814 862 097	4 730 682 635
051600	TERRITOIRE DE WATSA	5 756 713 423	5 756 713 423	5 579 929 584
06	ITURI	29 333 785 858	29 333 785 858	29 664 102 930
061100	TERRITOIRE D'ARU	5 896 820 505	5 896 820 505	5 481 274 007
061200	TERRITOIRE DE DJUGU	5 858 192 319	5 858 192 319	5 935 126 348
061300	TERRITOIRE D'IRUMU	5 863 482 280	5 863 482 280	6 163 374 906
061400	TERRITOIRE DE MAHAGI	5 835 589 729	5 835 589 729	6 038 483 917
061500	TERRITOIRE DE MAMBASA	5 879 701 025	5 879 701 025	6 045 843 752
07	KASAI	28 377 374 270	28 377 374 270	29 103 834 849
071100	TERRITOIRE DE DEKESE	5 641 002 562	5 641 002 562	6 412 766 508
071200	TERRITOIRE D'ILEBO	5 674 581 841	5 674 581 841	5 487 329 456
071300	TERRITOIRE DE KAMONIA	5 738 481 959	5 738 481 959	5 090 399 372
071400	TERRITOIRE DE LUEBO	5 665 580 739	5 665 580 739	6 285 218 310
071500	TERRITOIRE DE MWEKA	5 657 727 169	5 657 727 169	5 828 121 203
08	KASAI-ORIENTAL	28 321 776 520	28 321 776 520	26 438 780 126
081100	TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA	5 667 966 787	5 667 966 787	4 790 781 506
081200	TERRITOIRE DE KATANDA	5 706 888 679	5 706 888 679	5 104 296 110
081300	TERRITOIRE DE LUPATAPATA	5 681 873 967	5 681 873 967	5 515 978 404
081400	TERRITOIRE DE MIABI	5 624 515 452	5 624 515 452	5 235 248 872
081500	TERRITOIRE DE TSHILENGE	5 640 531 635	5 640 531 635	5 792 475 234
09	KONGO CENTRAL	60 903 866 311	60 903 866 311	59 856 380 588
091100	TERRITOIRE DE KASANGULU	6 093 164 462	6 093 164 462	6 237 083 872
091200	TERRITOIRE DE KIMVULA	6 055 002 490	6 055 002 490	6 035 794 808
091300	TERRITOIRE DE LUKULA	5 961 581 947	5 961 581 947	6 058 978 934
091400	TERRITOIRE DE LUOZI	6 041 298 787	6 041 298 787	5 763 731 669
091500	TERRITOIRE DE MADIMBA	6 088 067 939	6 088 067 939	5 746 621 654

Handwritten signature and date:
12/11/20

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
091600	TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU	6 078 033 871	6 078 033 871	5 993 020 883
091700	TERRITOIRE DE MOANDA	6 104 490 292	6 104 490 292	5 845 641 622
091800	TERRITOIRE DE SEKE BANZA	6 087 523 077	6 087 523 077	6 236 685 363
091900	TERRITOIRE DE SONGOLOLO	6 251 539 534	6 251 539 534	5 801 886 826
092000	TERRITOIRE DE TSHELA	6 143 163 912	6 143 163 912	6 136 934 957
10	KWANGO	28 242 414 107	28 242 414 107	29 185 969 111
101100	TERRITOIRE DE FESHI	5 676 483 856	5 676 483 856	5 748 183 118
101200	TERRITOIRE DE KAHEMBA	5 636 704 959	5 636 704 959	6 111 817 409
101300	TERRITOIRE DE KASONGOLUNDA	5 610 342 011	5 610 342 011	5 923 136 432
101400	TERRITOIRE DE KENGE	5 872 659 933	5 872 659 933	5 472 430 186
101500	TERRITOIRE DE POPOKABAKA	5 646 223 348	5 646 223 348	5 930 401 966
11	KWILU	28 430 039 569	28 430 039 569	29 196 392 501
111100	TERRITOIRE DE BAGATA	5 680 509 007	5 680 509 007	6 180 909 765
111200	TERRITOIRE DE BULUNGU	5 725 839 229	5 725 839 229	5 781 617 431
111300	TERRITOIRE D'IDIOFA	5 708 871 629	5 708 871 629	5 907 321 153
111400	TERRITOIRE DE GUNGU	5 702 954 497	5 702 954 497	5 511 329 818
111500	TERRITOIRE DE MASIMANIMBA	5 611 865 207	5 611 865 207	5 815 214 334
12	LOMAMI	28 780 869 729	28 780 869 729	28 691 296 906
121100	TERRITOIRE DE KABINDA	5 746 538 722	5 746 538 722	5 771 436 165
121200	TERRITOIRE DE KAMIJI	5 762 671 363	5 762 671 363	5 579 286 973
121300	TERRITOIRE DE LUBAO	5 754 367 737	5 754 367 737	5 690 058 449
121400	TERRITOIRE DE LUILU	5 764 231 138	5 764 231 138	5 952 497 320
121500	TERRITOIRE DE NGANDAJIKA	5 753 060 769	5 753 060 769	5 698 017 999
13	LUALABA	29 936 470 075	29 936 470 075	30 804 369 208
131100	TERRITOIRE DE DILOLO	5 983 006 489	5 983 006 489	6 254 850 570
131200	TERRITOIRE DE KAPANGA	5 996 447 881	5 996 447 881	6 286 561 129
131300	TERRITOIRE DE LUBUDI	5 984 655 659	5 984 655 659	5 964 184 747
131400	TERRITOIRE DE MUTSHATSHA	5 958 343 870	5 958 343 870	5 778 944 144
131500	TERRITOIRE DE SANDOA	6 014 016 176	6 014 016 176	6 519 828 618
14	KASAI CENTRAL	29 076 246 844	29 076 246 844	27 925 992 975
141100	TERRITOIRE DE DEMBA	5 979 261 229	5 979 261 229	6 078 104 096
141200	TERRITOIRE DE DIBAYA	5 766 404 554	5 766 404 554	5 404 409 640
141300	TERRITOIRE DE DIMBELENGE	6 163 859 277	6 163 859 277	5 580 573 731
141400	TERRITOIRE DE KAZUMBA	5 506 080 275	5 506 080 275	5 657 735 667
141500	TERRITOIRE DE LUIZA	5 660 641 509	5 660 641 509	5 225 189 841
15	MAI-NDOMBE	49 723 898 198	49 723 898 198	51 331 954 352
151100	TERRITOIRE DE BOLOBO	6 486 932 628	6 486 932 628	6 656 922 101
151200	TERRITOIRE D'INONGO	5 801 491 968	5 801 491 968	5 881 897 518
151300	TERRITOIRE DE KIRI	6 397 432 742	6 397 432 742	7 175 796 359
151400	TERRITOIRE DE KUTU	6 432 465 079	6 432 465 079	6 498 065 286
151500	TERRITOIRE DE KWAMOUTH	6 450 698 175	6 450 698 175	6 529 079 078
151600	TERRITOIRE DE MUSHIE	6 488 114 553	6 488 114 553	6 455 232 636
151700	TERRITOIRE D'OSHWE	5 829 049 514	5 829 049 514	5 910 231 006
151800	TERRITOIRE DE YUMBI	5 837 713 539	5 837 713 539	6 224 730 368
16	MANIEMA	40 405 754 958	40 405 754 958	42 300 666 029
161100	TERRITOIRE DE KABAMBARE	5 726 298 184	5 726 298 184	5 743 430 351
161200	TERRITOIRE DE KAILO	5 760 461 052	5 760 461 052	5 818 777 664
161300	TERRITOIRE DE KASONGO	5 819 117 230	5 819 117 230	6 512 642 346
161400	TERRITOIRE DE KIBOMBO	5 768 666 906	5 768 666 906	6 138 676 502
161500	TERRITOIRE DE LUBUTU	5 884 192 363	5 884 192 363	5 990 258 537
161600	TERRITOIRE DE PANGI	5 782 366 553	5 782 366 553	5 981 555 782
161700	TERRITOIRE DE PUNIA	5 664 652 670	5 664 652 670	6 115 324 847
17	MONGALA	17 663 991 654	17 663 991 654	17 767 173 447
171100	TERRITOIRE DE BONGANDANGA	6 031 777 079	6 031 777 079	5 922 047 847
171200	TERRITOIRE DE BUMBA	5 797 030 688	5 797 030 688	6 228 951 768
171300	TERRITOIRE DE LISALA	5 835 183 887	5 835 183 887	5 616 173 832
18	NORD-KIVU	34 144 307 516	34 144 307 516	33 905 556 170
181100	TERRITOIRE DE BENI (OICHA)	5 727 217 970	5 727 217 970	5 260 673 258
181200	TERRITOIRE DE LUBERO	5 732 694 332	5 732 694 332	5 541 048 620
181300	TERRITOIRE DE MASISI	5 732 570 465	5 732 570 465	5 729 877 773
181400	TERRITOIRE DE NYIRAGONGO	5 722 238 665	5 722 238 665	5 799 740 372
181500	TERRITOIRE DE RUTSHURU	5 481 332 713	5 481 332 713	5 666 307 200
181600	TERRITOIRE DE WALIKALE	5 748 253 371	5 748 253 371	5 907 908 947
19	NORD-UBANGI	23 540 653 644	23 540 653 644	23 631 469 045
191100	TERRITOIRE DE BOSOBOLO	5 885 995 933	5 885 995 933	6 110 748 162
191200	TERRITOIRE DE BUSINGA	5 877 722 733	5 877 722 733	6 116 012 418

125/11
12

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2025	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
191300	TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO	5 875 735 156	5 875 735 156	5 653 990 823
191400	TERRITOIRE DE YAKOMA	5 901 199 822	5 901 199 822	5 750 717 642
20	SANKURU	34 422 938 367	34 422 938 367	34 680 473 508
201100	TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE	5 739 140 247	5 739 140 247	5 259 288 428
201200	TERRITOIRE DE KOLE	5 680 871 524	5 680 871 524	5 607 961 524
201300	TERRITOIRE DE LODJA	5 714 468 552	5 714 468 552	6 612 286 014
201400	TERRITOIRE DE LOMELA	5 725 716 485	5 725 716 485	5 469 901 652
201500	TERRITOIRE DE LUBEFU	5 761 487 426	5 761 487 426	5 962 753 001
201600	TERRITOIRE DE LUSAMBO	5 801 254 133	5 801 254 133	5 768 282 889
21	SUD-KIVU	47 362 088 767	47 362 088 767	46 908 336 609
211100	TERRITOIRE DE FIZI	5 820 231 617	5 820 231 617	5 549 343 059
211200	TERRITOIRE D'IDJWI	5 722 717 320	5 722 717 320	5 672 269 636
211300	TERRITOIRE DE KALEHE	5 687 951 384	5 687 951 384	6 423 107 314
211400	TERRITOIRE DE KABARE	5 739 734 647	5 739 734 647	5 589 105 029
211500	TERRITOIRE DE MWENGA	5 680 155 259	5 680 155 259	6 377 991 772
211600	TERRITOIRE DE SHABUNDA	7 160 684 806	7 160 684 806	6 183 347 153
211700	TERRITOIRE D'UVIRA	5 765 805 061	5 765 805 061	5 754 081 501
211800	TERRITOIRE DE WALUNGU	5 784 808 673	5 784 808 673	5 359 091 145
22	SUD-UBANGI	22 988 077 974	22 988 077 974	23 053 385 646
221100	TERRITOIRE DE BUDJALA	5 746 173 273	5 746 173 273	5 427 102 444
221200	TERRITOIRE DE GEMENA	5 750 162 389	5 750 162 389	5 499 291 565
221300	TERRITOIRE DE KUNGU	5 752 672 872	5 752 672 872	6 247 048 679
221400	TERRITOIRE DE LIBENGE	5 739 069 440	5 739 069 440	5 879 942 958
23	TANGANYIKA	35 295 759 975	35 295 759 975	35 102 793 160
231100	TERRITOIRE DE KABALO	5 863 826 321	5 863 826 321	5 768 830 328
231200	TERRITOIRE DE KALEMIE	5 894 356 349	5 894 356 349	6 018 359 486
231300	TERRITOIRE DE KONGOLO	5 884 613 478	5 884 613 478	5 938 504 678
231400	TERRITOIRE DE MANONO	5 872 165 400	5 872 165 400	6 013 594 307
231500	TERRITOIRE DE MOBA	5 870 436 881	5 870 436 881	5 764 381 055
231600	TERRITOIRE DE NYUNZU	5 910 361 546	5 910 361 546	5 599 123 306
24	TSHOPO	39 348 719 490	39 348 719 490	37 800 880 553
241100	TERRITOIRE DE BAFWASENDE	5 564 049 638	5 564 049 638	5 283 608 181
241200	TERRITOIRE DE BANALIA	5 634 729 835	5 634 729 835	5 067 378 322
241300	TERRITOIRE DE BASOKO	5 681 658 752	5 681 658 752	5 333 921 928
241400	TERRITOIRE D'ISANGI	5 635 045 977	5 635 045 977	5 232 345 974
241500	TERRITOIRE D'OPALA	5 601 622 209	5 601 622 209	5 489 148 761
241600	TERRITOIRE D'UBUNDU	5 603 225 815	5 603 225 815	6 160 790 139
241700	TERRITOIRE DE YAHUMA	5 628 387 264	5 628 387 264	5 233 687 248
25	TSHUAPA	33 963 937 817	33 963 937 817	35 365 705 041
251100	TERRITOIRE DE BEFALE	5 648 149 620	5 648 149 620	5 722 881 378
251200	TERRITOIRE DE BOENDE	5 666 770 204	5 666 770 204	5 886 029 066
251300	TERRITOIRE DE BOKUNGU	5 693 766 934	5 693 766 934	5 594 802 168
251400	TERRITOIRE DE DJOLU	5 655 492 791	5 655 492 791	5 841 678 501
251500	TERRITOIRE D'IKELA	5 632 919 368	5 632 919 368	6 115 597 080
251600	TERRITOIRE DE MONKOTO	5 666 838 900	5 666 838 900	6 204 716 848
	TOTAL	824 718 510 631	824 718 510 631	824 718 610 629

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XX : PLAFONDS D'AUTORISATIONS DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 10 PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	0	0	8 415	0	0	8 415
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 145	0	0	2 145
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	2 373	0	0	2 373
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	103	0	0	103
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	2 992	0	0	2 992
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	0	0	287	0	0	287
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	515	0	0	515
Section : 11 PRIMATURE	0	0	1 373	0	0	1 373
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	414	0	0	414
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	492	0	0	492
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	0	0	271	0	0	271
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	196	0	0	196
Section : 15 CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	0	0	453	0	0	453
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	412	0	0	412
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	41	0	0	41
Section : 16 ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	3 908	0	0	3 908
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	639	0	0	639
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	3 269	0	0	3 269
Section : 17 SÉNAT	0	0	1 392	0	0	1 392
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	402	0	0	402
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	990	0	0	990
Section : 20 POUVOIR JUDICIAIRE	0	0	10 217	0	0	10 217
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat	0	0	10 217	0	0	10 217
Section : 21 SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	2 933	0	0	2 933
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	2 933	0	0	2 933
Section : 22 AFFAIRES ÉTRANGÈRES	0	0	2 027	0	0	2 027

28/11/12

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 379	0	0	1 379
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	127	0	0	127
Spécificité : 2 Personnels Diplomatiques	0	0	521	0	0	521
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	447	0	0	447
Section : 24 DECENTRALISATION	0	0	820	0	0	820
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	820	0	0	820
Section : 25 INTÉRIEUR ET SECURITE	0	0	212 801	8000	0	220 801
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	20 978	0	0	20 978
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité		0	191 653	8 000	0	199 653
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	170	0	0	170
Section : 26 RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	0	0	228	0	0	228
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	228	0	0	228
Section : 27 DEFENSE NATIONALE	15 000	0	294 614	18 000	0	312 614
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	7 169	0	0	7 169
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 6 Militaire, Policier, Sécurité	15 000	0	287 445	18 000	0	305 445
Section : 28 ANCIENS COMBATTANTS	0	0	702	0	0	702
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	702	0	0	702
Section : 29 ÉCONOMIE NATIONALE	0	0	3 064	0	0	3 064
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 064	0	0	3 064
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 30 FINANCES	0	0	19 320	0	0	19 320
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	19 122	0	0	19 122
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	198	0	0	198
Section : 31 BUDGET	0	0	5 913	0	0	5 913
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 240	0	0	5 240
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	673	0	0	673

1229
12

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 32 PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	0	0	2 986	0	0	2 986
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 678	0	0	1 678
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 308	0	0	1 308
Section : 33 RECONSTRUCTION	0	0	983	0	0	983
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	983	0	0	983
Section : 34 JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	0	0	6 069	0	0	6 069
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 197	0	0	3 197
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat	0	0	2 872	0	0	2 872
Section : 35 REFORMES INSTITUTIONNELLES	0	0	120	0	0	120
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	120	0	0	120
Section : 36 RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	0	0	1 402	0	0	1 402
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 402	0	0	1 402
Section : 37 SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVENTION	0	0	49 455	0	0	49 455
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	8 045	0	0	8 045
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	41 410	0	0	41 410
Section : 38 EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE	0	0	701 495	0	0	701 495
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 276	0	0	3 276
Spécificité : 3 Personnel Enseignant	0	0	698 121	0	0	698 121
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	98	0	0	98
Section : 40 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	0	0	38 697	0	0	38 697
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	900	0	0	900
Spécificité : 4 Professionnels Santé	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	37 797	0	0	37 797
Section : 41 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	0	0	6 903	0	0	6 903
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	6 903	0	0	6 903

12/11/2024

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 42 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	0	0	12 512	0	0	12 512
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 979	0	0	5 979
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	6 533	0	0	6 533
Section : 43 URBANISME ET HABITAT	0	0	3 501	0	0	3 501
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 501	0	0	3 501
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 44 AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	12 419	0	0	12 419
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	566	0	0	566
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	11 853	0	0	11 853
Section : 45 DÉVELOPPEMENT RURAL	0	0	7 094	0	0	7 094
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 5 Professionnels Agri.	0	0	7 094	0	0	7 094
Section : 46 INDUSTRIE, PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	0	0	2 752	0	0	2 752
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 621	0	0	2 621
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	131	0	0	131
Section : 47 COMMERCE EXTÉRIEUR	0	0	3 549	0	0	3 549
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 177	0	0	3 177
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	372	0	0	372
Section : 48 MINES	0	0	2 602	0	0	2 602
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 602	0	0	2 602
Section : 49 HYDROCARBURES	0	0	818	0	0	818
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	818	0	0	818
Section : 50 RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	0	0	2 734	0	0	2 734
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 586	0	0	2 586
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	148	0	0	148
Section : 51 TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	0	0	4 449	0	0	4 449

12/11/15

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 023	0	0	3 023
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 426	0	0	1 426
Section : 52 POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	0	0	1 462	0	0	1 462
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 368	0	0	1 368
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	94	0	0	94
Section : 53 COMMUNICATION ET MEDIAS	0	0	6 601	0	0	6 601
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	657	0	0	657
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	5 944	0	0	5 944
Section : 54 DROITS HUMAINS	0	0	682	0	0	682
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	682	0	0	682
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 55 AFFAIRES FONCIERES	0	0	4 709	0	0	4 709
Spécificité : 0 Personnel Regime Général			4 709			4 709
Section : 56 ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	0	0	9 124	0	0	9 124
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	5 358	0	0	5 358
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	3 766	0	0	3 766
Section : 57 TOURISME	0	0	3 263	0	0	3 263
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 439	0	0	2 439
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	824	0	0	824
Section : 58 CULTURE ET ARTS	0	0	6 471	0	0	6 471
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 169	0	0	2 169
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	4 302	0	0	4 302
Section : 59 JEUNESSE ET EVEIL PATRIOTIQUE	0	0	3 827	0	0	3 827
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	3 827	0	0	3 827
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 60 SPORTS ET LOISIRS	0	0	1 155	0	0	1 155
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	832	0	0	832

129/118
12/12

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	323	0	0	323
Section : 61 FONCTION PUBLIQUE	0	0	9 724	0	0	9 724
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	9 663	0	0	9 663
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	61	0	0	61
Section : 62 EMPLOI ET TRAVAIL	0	0	3 630	0	0	3 630
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 705	0	0	1 705
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	1 925	0	0	1 925
Section : 63 PREVOYANCE SOCIALE	0	0	505	0	0	505
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	405	0	0	405
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	100	0	0	100
Section : 64 AFFAIRES SOCIALES	0	0	12 540	0	0	12 540
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6 821	0	0	6 821
Spécificité : 8 Personnel de l'ESU et de la RS	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	5 719	0	0	5 719
Section : 65 GENRE, FAMILLE ET ENFANT	0	0	1 554	0	0	1 554
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 357	0	0	1 357
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	197	0	0	197
Section : 68 PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP	0	0	400	0	0	400
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	400	0	0	400
Section : 69 INTEGRATION REGIONALE	0	0	836	0	0	836
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	806	0	0	806
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	30	0	0	30

12/11/25

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Section : 70 ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	0	0	1 472	0	0	1 472
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 082	0	0	1 082
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	390	0	0	390
Section : 71 NUMERIQUE	0	0	570	0	0	570
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	570	0	0	570
Section : 74 PORTEFEUILLE	0	0	476	0	0	476
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	178	0	0	178
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	298	0	0	298
Section : 76 COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	0	0	-	0	0	-
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	-	0	0	-
Section : 77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	0	0	3 186	0	0	3 186
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	63	0	0	63
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	3 123	0	0	3 123
Section : 78 FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	0	0	2 988	0	0	2 988
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 433	0	0	1 433
Spécificité : 3 Personnel Enseignant	0	0	1 555	0	0	1 555
Section : 79 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	0	0	262	0	0	262
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	171	0	0	171
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	91	0	0	91
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 80 CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	0	272	0	0	272
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	8	0	0	8
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	264	0	0	264
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 81 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	0	0	387	0	0	387

229
115
2

Section / Spécificité	Actions nouvelles LFR 2025		Autorisations d'Emplois LFR 2025	Actions nouvelles LF 2026		Autorisations d'Emplois LF 2026
	Entrée	Sortie		Entrée	Sortie	
A1	A3	A4	A5	A3	A4	A5
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6	0	0	6
Spécificité : 1 Personnels Politiques	0	0	381	0	0	381
Section : 82 PECHE ET ELEVAGE	0	0	2 051	0	0	2 051
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	2 051	0	0	2 051
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	-	0	0	-
Section : 83 AFFAIRES COUTUMIERES	0	0	6 971	0	0	6 971
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	6 971	0	0	6 971
Section : 84 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0	0	847	0	0	847
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	847	0	0	847
Section : 85 COUR DES COMPTES	0	0	470	0	0	470
Spécificité : 7 Personnel Justice et Magistrat			470			470
Section : 90 ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0	0	1 935	0	0	1 935
Spécificité : 0 Personnel Regime Général	0	0	1 343	0	0	1 343
Spécificité : 9 Autres Catégories	0	0	592	0	0	592
Total Général	15 000		1 518 275	26 000		1 544 275

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XXI : PRESENTATION DES CREDITS PAR SECTION, PROGRAMME ET ACTION
POUR L'EXERCICE 2026**

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE		1 379 066 125 141
	1	Présidence de la République	1 379 066 125 141
	10	Dotation 1 Présidence	1 379 066 125 141
11	PRIMATURE		673 191 485 938
	2	Administration Générale de la Primature	632 419 714 267
	21	Pilotage de la stratégie de la Primature	60 467 083 131
	22	Coordination Administrative de la Primature	571 952 631 136
	3	Coaching du Gouvernement A	28 736 101 172
	31	impulsion, Coordination, Suivi et Evaluation du travail Gouvernemental A	17 151 959 396
	32	Banque de données des actions du gouvernement	11 584 141 776
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	12 035 670 499
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	12 035 670 499
12	VICE-PRIMATURE		1 638 495 342
	21	Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité	273 082 557
	211	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Intérieur et Sécurité	273 082 557
	26	Administration Générale de la Défense	273 082 557
	261	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Défense	273 082 557
	33	Administration Générale de l'Economie Nationale	273 082 557
	331	Pilotage de la Stratégie Ministérielle de l'Economie Nationale	273 082 557
	39	Administration Générale du Budget	273 082 557
	391	Pilotage de la stratégie ministérielle du Budget	273 082 557
	101	Administration Générale des Transports et Voies de communication	273 082 557
	1011	Pilotage de la stratégie du ministère des Transports et Voies de communication	273 082 557
	129	Administration Générale de la Fonction Publique	273 082 557
	1291	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Fonction Publique	273 082 557
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX		24 346 113 333
	8	Recherche et décoration des requérants	24 346 113 333
	81	Pilotage de la stratégie de la Chancellerie	9 328 708 294
	82	Coordination Administrative de la Chancellerie	7 490 538 877
	83	Décoration	7 191 939 719
	85	Suivi et interventions judiciaires	334 926 443
16	ASSEMBLEE NATIONALE		943 627 838 427
	9	Assemblée Nationale	943 627 838 427
	90	Dotation 7 Assemblée Nationale	943 627 838 427
17	SÉNAT		364 593 595 788
	10	Sénat	364 593 595 788
	100	Dotation 8 Sénat	364 593 595 788
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL		923 344 914 358
	154	Coordination des Organes exécutifs provinciaux ou locaux	923 344 914 358
	1540	Dotation 9 Organe Exécutif Provincial et Local	923 344 914 358
20	POUVOIR JUDICIAIRE		647 236 909 939
	11	Pouvoir Judiciaire	647 236 909 939
	110	Dotation 10 Pouvoir Judiciaire	647 236 909 939
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT		116 545 377 983
	2	Administration Générale de la Primature	116 545 377 983
	22	Coordination Administrative de la Primature	116 545 377 983
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPERATION INTERNATIONALE ET		394 355 217 809
	12	Administration Générale des Affaires Etrangères	192 046 536 263
	121	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Etrangères	27 640 204 095
	122	Coordination Administrative des Affaires Etrangères	164 406 332 168
	13	Redynamisation de la diplomatie	124 434 173 672
	131	Animation, mise en œuvre et suivi de la politique étrangère de la RDC	1 784 953 921
	132	Gestion du réseau diplomatique et consulaire	122 301 404 507
	134	Gestion du protocole d'Etat	347 815 244
	14	Promotion des relations avec les Organisations Internationales	75 866 814 221
	141	Régularisation des contributions et Participations aux rencontres internationales	68 887 026 287
	142	Suivi des programmes d'activités de la MONUSCO	6 979 787 934
	15	Congolais de l'étranger	815 569 326
	151	Protection Consulaire aux Congolais de l'Etranger	815 569 326
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 192 124 327
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 192 124 327

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
23	COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE		18 762 983 005
	16	Administration Générale de la Coopération Internationale	16 576 407 136
		162 Coordination Administrative de la coopération internationale	16 576 407 136
	17	Redynamisation de la coopération internationale	2 186 575 869
		171 Gestion des relations de la coopération bilatérale	850 425 977
		172 Gestion des relations de la coopération multilatérale	841 245 634
		173 Gestion de la coopération décentralisée	216 844 132
		174 Préparation et suivi des accords des ressources extérieures	278 060 126
24	DECENTRALISATION		18 417 981 601
	18	Administration Générale de la Décentralisation	15 889 137 723
		182 Coordination Administrative de la Décentralisation	15 889 137 723
	20	Décentralisation	2 205 070 691
		201 Suivi de l'effectivité et du progrès de découpage territorial	645 723 217
		202 Coordination de la décentralisation sectorielle, des rapports avec les provinces et ETD et suivi de la préparation et de l'organisation des élections provinciales, urbaines, municipales et locales	364 499 705
		204 Promotion de la coopération décentralisée	408 996 163
		205 Suivi des investissements, finances locales, et mise en place et en œuvre de la caisse nationale de péréquation	397 967 649
		206 Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation	387 883 957
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	323 773 187
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	323 773 187
25	INTÉRIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET AFFAIRES		3 291 287 072 801
	21	Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité	1 294 683 757 222
		211 Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Intérieur et Sécurité	39 613 399 211
		212 Coordination Administrative de l'intérieur et Sécurité	1 255 070 358 011
	22	Mise en œuvre de la Politique de la Sécurité intérieure et Extérieure	1 906 191 286 745
		221 Elaboration des Rapports sur l'état de la nation	391 833 255 572
		222 Maintien de l'ordre public, de la Sécurité publique et Protection des personnes et de leurs biens	1 202 165 235 064
		223 Migration et Surveillance des frontières et Police des étrangers	296 860 162 583
		224 Contrôle des armes à feu, munitions, armes légères et de petit calibre	6 319 562 460
		226 Protection juridique et administrative et prise en charge holistique des réfugiés; Protection des déplacés internes	7 274 156 698
		227 Poursuite des travaux de démarcation avec les 9 pays voisins, la coopération transfrontalière et implantation des antennes provinciales	1 038 097 954
		228 Etude sur le plateau continental	700 816 414
	23	Administration du Territoire	39 037 701 619
		231 Coordination des Rapports entre les membres du Gouvernement et les Gouvernements de province	397 798 411
		233 Coordination de la gestion des catastrophes	231 612 911
		235 Recensement et enregistrement des naissances	38 408 290 297
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	51 374 327 215
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	51 374 327 215
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES		6 482 154 983
	24	Gouvernance Démocratique	83 269 836
		241 Renforcement des capacités institutionnelles	42 469 744
		242 Accompagnement des partis et regroupements politiques	40 800 092
	25	Administration Générale des Relations avec les partis politiques	6 340 887 489
		252 Coordination Administrative des relations avec les partis politiques	6 340 887 489
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	57 997 658
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	57 997 658
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS		7 926 737 734 929
	26	Administration Générale de la Défense	7 612 763 852 177
		261 Pilotage de la stratégie ministérielle de la Défense	38 113 847 190
		262 Coordination administrative de la Défense	7 563 123 958 072
		263 Rationalisation de la Gestion des Ressources Humaines	11 526 046 915
	27	Formation et entraînement	17 455 995 134
		271 Instruction	12 955 524 153
		272 Entraînement	3 762 915 626
		273 Spécialisation des FARDC	737 555 355
	28	Equipeement et matériels militaires	169 380 580 185
		281 Acquisition des équipements FARDC	166 060 664 422
		282 Maintenance des équipements des FARDC	3 319 915 763
	29	Infrastructures	5 197 577 455
		291 Construction	5 197 577 455
	30	Opérations militaires	41 503 332 208
		301 Mise en œuvre des opérations	29 856 608 034
		302 Appui aux renseignements et opérations d'influence	5 924 187 848

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	303	Commandement et Contrôle de la mise en œuvre des opérations militaires	5 722 536 326
	212	Production Militaire	80 436 397 770
	2121	Industrie Militaire	78 367 541 061
	2122	Gestion des Parcs Agro-Pastoraux	2 068 856 709
28	ANCIENS COMBATTANTS		27 674 192 658
	32	Anciens Combattants	556 673 182
	321	Protection sociale des invalides de guerres, retraités militaires et des anciens combattants	236 555 301
	322	Gestion des infrastructures et équipements des Anciens Combattants	320 117 881
	177	Administration Générale des Anciens Combattants	27 117 519 476
	1771	Pilotage de la Stratégie Ministérielle des Anciens Combattants	1 379 733 071
	1772	Coordination Administrative des Anciens Combattants	25 737 786 405
29	ÉCONOMIE NATIONALE		52 696 418 037
	33	Administration Générale de l'Economie Nationale	35 595 178 470
	331	Pilotage de la Stratégie Ministérielle de l'Economie Nationale	3 536 334 187
	332	Coordination Administrative de l'Economie Nationale	32 058 844 283
	34	Régulation de l'Economie	17 101 239 567
	341	Protection du Consommateur	438 320 673
	342	Amélioration de la compétitivité et du climat des affaires	421 031 388
	343	Diversification de l'Economie	448 742 587
	344	Promotion de l'entrepreneuriat national	6 287 418 727
	345	Transformation des produits locaux	8 564 416 400
	346	Renforcement du système d'information économique	941 309 792
30	FINANCES		6 050 866 838 867
	35	Administration Générale des Finances	753 192 682 910
	351	Pilotage de la Stratégie Ministérielle des Finances	40 843 744 895
	352	Coordination Administrative des Finances	712 348 938 015
	36	Appui à la Stabilisation du Cadre Macroéconomique	22 901 971 577
	361	Coordination de la politique monétaire	1 311 867 755
	362	Suivi de la conjoncture et de la mise en œuvre des réformes	21 590 103 822
	37	Mobilisation des Recettes Publiques	2 053 362 854 259
	371	Mobilisation des recettes intérieures	2 053 362 854 259
	38	Comptabilité Publique, Gestion de la Trésorerie et de la Dette publique	2 545 363 653 059
	381	Production des comptes de qualité (budgétaire et de la comptabilité générale)	12 158 844 424
	382	Reddition des comptes de l'exercice clos du pouvoir central	6 340 477 077
	383	Gestion de la Trésorerie	15 153 259 193
	384	Gestion de la Dette Publique	2 327 093 225 358
	385	Encadrement et dynamisation du secteur financier	184 617 847 007
	197	Pilotage des Réformes des Finances Publiques	21 665 319 393
	1971	Pilotage de la Réforme des Finances Publique	21 665 319 393
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	654 380 357 669
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	654 380 357 669
31	BUDGET		975 175 037 411
	39	Administration Générale du Budget	475 422 255 684
	391	Pilotage de la stratégie ministérielle du Budget	96 796 413 990
	392	Coordination Administrative du Budget	378 625 841 694
	40	Programmation et Budgétisation des Politiques publiques	49 936 289 416
	401	Programmation et budgétisation des politiques publiques	46 289 747 366
	402	Suivi et analyses budgétaires	3 646 542 050
	41	Contrôle et suivi l'exécution du Budget	402 648 392 509
	411	Contrôle budgétaire	1 725 880 769
	412	Contrôle des marchés publics	20 842 729 953
	413	Contrôle de la solde	1 356 291 081
	414	Gestion des charges communes et de la comptabilité des matières	375 944 614 185
	415	Gestion et développement de la chaîne de la dépense et de la recette publiques	2 778 876 521
	42	Développement et Suivi des Performances	3 420 480 904
	421	Standardisation des normes, développement, Suivi et évaluation des performances	3 420 480 904
	153	Gestion des Approvisionnements et Impression	28 216 336 427
	1531	Approvisionnement et Impressions	28 216 336 427
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	15 531 282 471
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	15 531 282 471
32	PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT		469 122 064 183
	43	Administration Générale du Plan	292 486 195 557
	431	Pilotage de la Stratégie Ministérielle du Plan	220 964 183 983
	432	Coordination Administrative du Plan	71 522 011 574

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	44	Etudes et Planification du développement	105 642 042 821
	441	Etudes économiques et statistiques	71 959 125 581
	442	Elaboration et suivi-évaluation du Plan National Stratégique de Développement	5 682 242 498
	443	Coordination des stratégies sectorielles	10 513 197 680
	444	Appui à la coordination de la planification provinciale et locale	14 443 805
	445	Renforcement des capacités gouverne-mentales	17 473 033 257
	45	Investissements et Promotion du partenariat	70 993 825 805
	451	Programmation des investissements publics	40 693 821 818
	452	Promotion des investissements privés	12 244 586 932
	453	Suivi-évaluation des projets d'investissements publics	5 510 895 219
	454	Coordination de mobilisation et suivi des financements extérieurs	12 152 379 361
	455	Appui à la coordination des PIP central (sectoriel) et provincial	392 142 475
33	RECONSTRUCTION		11 004 566 994
	46	Administration Générale de la Reconstruction	10 696 694 983
	462	Coordination Administrative de la Reconstruction	10 696 694 983
	47	Reconstruction	307 872 011
	471	Schéma directeur de la reconstruction	104 270 496
	472	Participation à la recherché des ressources internes et externs à la realisation	137 033 559
	473	Reconstruction et Développement des Centres de Production	66 567 956
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX		134 233 766 845
	48	Administration Générale de la Justice	116 409 138 959
	481	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Justice	12 941 187 141
	482	Coordination Administrative de la Justice	103 467 951 818
	49	Affaires Juridiques et Judiciaires	751 001 061
	491	Formulation de la Politique judiciaire	114 439 571
	492	Administration de la Justice	636 561 490
	50	Affaires pénitentiaires et assistance aux victimes	7 100 631 437
	501	Gestion des affaires pénitentiaires	6 052 082 108
	502	Prévention de la délinquance juvénile	195 894 374
	503	Assistance aux Victimes	852 654 955
	51	Contentieux de l'Etat	334 654 102
	511	Appui juridique à la gestion des contentieux	334 654 102
	52	Modernisation du droit des affaires	9 638 341 286
	521	Simplification de la création des entreprises	8 329 093 367
	522	Harmonisation du droit des affaires africaines	1 309 247 919
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES		14 051 101 505
	53	Administration Générale des Réformes Institutionnelles	12 169 009 442
	532	Coordination Administrative des réformes institutionnelles	12 169 009 442
	193	Réformes institutionnelles	1 882 092 063
	1931	Suivi et Evaluation de la mise en œuvre des différentes lois et textes réglementaires sur la réforme institutionnelle	1 882 092 063
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT		84 556 002 588
	54	Administration Générale des Relations avec le Parlement	84 255 781 828
	541	Pilotage de la stratégie ministérielle des Relations avec le Parlement	57 023 339 938
	542	Coordination Administrative des Relations avec le Parlement	27 232 441 890
	56	Coopération parlementaire et gestion des Divisions provinciales	131 693 162
	561	Echange d'Expériences avec les Etats et les Organisations Parlementaires	131 693 162
	57	Gouvernance harmonieuse et connaissance des lois	168 527 598
	571	Couverture, suivi et évaluation des sessions parlementaires	168 527 598
37	SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE		4 986 893 187 901
	58	Administration Générale de la Santé	4 480 792 339 975
	581	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Santé	142 064 830 862
	582	Coordination Administrative de la Santé	4 318 010 046 136
	584	Développement des Ressources Humaines pour la Santé	776 283 054
	585	Renforcement du système d'information sanitaire	816 999 488
	586	Planification stratégique, Equité, Evaluation et Suivi	4 037 912 761
	587	Gouvernance Financière	15 086 267 674
	59	Prestations de services de santé et continuité des soins	309 848 689 678
	591	Offre de soins	11 008 637 408
	592	Infrastructures sanitaires	44 520 411 826
	593	Médicaments et intrants spécifiques	189 721 632 732
	594	Renforcement de la SRMNEA-NUT	64 598 007 712
	60	Lutte contre la maladie	196 252 158 248
	601	Epidémies et Endemies	43 394 035 921
	602	Urgences Sanitaires et catastrophes	194 900 562
	603	Maladies transmissibles et non transmissibles	13 083 076 776

12/11/15

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	604	Hygiène aux frontières	137 459 637 592
	605	Appui à l'action sanitaire communautaire	2 120 507 397
38	EDUCATION ET NOUVELLE CITOYENNETE		5 213 472 363 203
	61	Administration Générale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et	1 550 724 135 128
	611	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique	359 193 694 704
	612	Coordination Administrative de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique	1 191 530 440 424
	62	Enseignement Secondaire Général et Technique	9 984 372 405
	621	Encadrement pédagogique et Gestion administrative des structures	9 984 372 405
	63	Enseignement Pré-Scolaire et Primaire	3 080 312 670 189
	631	Administration scolaire/Pré-Scolaire et Primaire	3 021 121 267 300
	632	Enseignement et Vie de l'élève /Pré-Scolaire et Primaire	18 111 962 523
	633	Infrastructures et Equipement/Pré-Scolaire et Primaire	41 079 440 366
	64	Evaluation pédagogique et Formation continue	570 618 283 564
	641	Evaluation/Enseignement Pré-Scolaire et Primaire	57 967 516 151
	644	Evaluation Certificative	510 892 426 223
	645	Formation continue des enseignants	1 758 341 190
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 832 901 917
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	1 832 901 917
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFI		1 004 043 986 444
	67	Administration Générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	127 047 428 107
	671	Pilotage de la stratégie ministérielle l'Enseignement Supérieur et Universitaire	2 261 041 284
	672	Coordination Administrative l'Enseignement Supérieur et Universitaire	124 786 386 823
	68	Enseignement Supérieur et Universitaire	497 979 124 217
	681	Consolidation du système LMD	490 406 437 747
	682	Promotion de l'assurance qualité	7 273 653 413
	684	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	299 033 057
	69	Recherche scientifique et universitaire	198 171 048 365
	691	Revitalisation de la recherche: promotion de la recherche fondamentale, appliquée et recherche-développement	172 058 065 949
	692	Renouvellement des ressources professorales	26 112 982 416
	70	Enseignement Supérieur Pédagogique	180 846 385 755
	701	Enseignement supérieur pédagogique reconceptualisé	180 846 385 755
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE		295 405 173 179
	71	Administration Générale de la Recherche Scientifique et Innovation	105 217 252 049
	712	Coordination Administrative de la Recherche Scientifique	105 217 252 049
	72	Promotion de la recherche et application de la Science, la Technologie	9 813 470 663
	721	Assurer la promotion de la science, technologie et de l'innovation	2 819 559 752
	722	Recherche et développement expérimental	2 803 411 433
	723	Coordination de la recherche	4 190 499 478
	73	Valorisation des résultats de recherche	167 106 032 453
	731	Publication et Promotion des résultats de recherche	167 106 032 453
	183	Protection contre les dangers des rayonnements ionisants (Nucléaires)	13 268 418 014
	1831	Inspection des matières nucléaires et des sources radioactives	12 933 673 248
	1832	Contrôle de la radioactivité dans les zones minières	334 744 766
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		3 774 583 614 290
	74	Administration Générale des Infrastructures et Travaux publics	2 877 823 905 596
	741	Pilotage de la stratégie ministérielle des Infrastructures et Travaux publics	285 250 186 299
	742	Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics	2 592 573 719 297
	75	Routes et voiries urbaines	883 106 180 499
	751	Entretien et réhabilitation des voiries	883 106 180 499
	76	Parc immobilier et automobiles de l'Etat	13 653 528 195
	761	Gestion des édifices publics	10 065 728 456
	762	Gestion du parc automobile de l'Etat	3 587 799 739
43	URBANISME ET HABITAT		64 360 682 122
	77	Administration Générale de l'Urbanisme et Habitat	53 886 703 294
	771	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Urbanisme et Habitat	3 447 879 814
	772	Coordination Administrative de l'Urbanisme et Habitat	50 438 823 480
	79	Amélioration de l'habitat	9 344 221 335
	791	Promotion de l'habitat et accès aux Logements décentés	5 623 316 882
	792	Immeubles du domaine privé de l'Etat	1 754 191 214
	793	Financement de l'habitat	1 966 713 239
	185	Viabilisation de zones urbaines, peri-urbaines et rurales	1 129 757 493
	1851	Plan de développement urbain (PDU)	368 464 287
	1852	Civisme urbain	761 293 206

12/11/2025

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
44	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE		1 238 995 279 717
	80	Administration Générale de l'Agriculture	1 204 272 333 659
	801	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Agriculture	142 772 122 002
	802	Coordination Administrative de l'Agriculture	1 061 500 211 657
	81	Développement des Filières végétales	29 596 676 336
	811	Filières des cultures vivrières et maraîchères	7 442 565 774
	812	Filières de cultures industrielles ou pérennes	12 598 496 505
	814	Accompagnement des producteurs	6 096 990 278
	815	Adaptation aux changements climatiques pour le développement des filières végétales	3 458 623 779
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	5 126 269 722
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	5 126 269 722
45	DÉVELOPPEMENT RURAL		1 296 807 155 500
	84	Administration Générale du Développement Rural	1 265 162 539 617
	841	Pilotage de la stratégie ministérielle du Développement Rural	169 957 488 097
	842	Coordination Administrative du Développement Rural	1 095 205 051 520
	85	Développement des infrastructures rurales	21 368 220 883
	851	Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables	5 447 137 443
	852	Desserte en eau potable en milieu rural	14 298 575 580
	853	Couverture en énergie électrique	1 512 071 248
	854	Habitat rural	110 436 612
	180	Accompagnement des populations paysannes	10 276 395 000
	1801	Organisation et accompagnement du monde rural	7 404 068 832
	1802	Financement du secteur rural (Coopérative et crédit bancaire, subventions)	1 672 790 343
	1805	Promotion des Technologies Alternatives/Innovations; information-animation et diversification des chaînes des valeurs rurales	1 199 535 825
46	INDUSTRIE		108 608 056 564
	86	Administration Générale de l'Industrie	82 011 380 171
	861	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Industrie	1 967 619 185
	862	Coordination Administrative de l'Industrie	80 043 760 986
	87	Développement du secteur de l'industrie	26 596 676 393
	871	Amélioration des conditions d'implantation, de fonctionnement et de relance des industries	2 881 856 990
	872	Production des normes et audit de qualité dans les industries locales	5 231 459 681
	873	Implantation des espaces industriels (ZES, corridors de développement, parcs industriels)	18 299 656 610
	874	Amélioration de la gestion de la propriété industrielle	183 703 112
47	COMMERCE EXTERIEUR		63 209 352 159
	89	Administration Générale du Commerce Extérieur	41 442 626 726
	891	Pilotage de la stratégie ministérielle du Commerce Extérieur	1 659 247 715
	892	Coordination Administrative du Commerce Extérieur	39 783 379 011
	90	Commerce extérieur	21 766 725 433
	901	Promotion et facilitation des échanges extérieurs	749 923 617
	902	Contrôle de qualité	283 783 859
	903	Mise en œuvre de la stratégie nationale des exportations	272 039 200
	904	Mise en œuvre de la matrice d'actions de l'EDIC	111 616 574
	905	Suivi et mise en œuvre des politiques commerciales nationales sectorielles	19 722 118 053
	906	Mise en place du Comité National de Négociation de la Zone de Libre Echange du Continent Africain.	627 244 130
48	MINES		26 604 317 244
	91	Administration Générale des Mines	20 467 701 251
	911	Pilotage de la stratégie ministérielle des Mines	1 030 042 953
	912	Coordination Administrative des Mines	19 437 658 298
	92	Recherches Géologiques et Minières	1 272 266 752
	921	Informations géologiques et minières	1 086 466 824
	922	Missions de recherches géologiques et minières	185 799 928
	93	Gestion et Contrôle des Activités minières	4 864 349 241
	931	Contrôle technique des activités minières et des carrières	4 309 808 194
	932	Environnement minier	198 750 288
	933	Lutte contre la fraude et la contrebande minières	355 790 759
49	HYDROCARBURES		30 127 145 657
	94	Administration Générale des Hydrocarbures	24 006 389 935
	941	Pilotage de la stratégie ministérielle des Hydrocarbures	439 921 593
	942	Coordination Administrative des Hydrocarbures	23 566 468 342
	95	Amont Pétrolier	5 925 482 976
	951	La Certification des réserves pétrolières et gazières des bassins sédimentaires	269 410 354
	952	Renforcement des capacités de transformation du brut et de ses dérivés	5 511 734 221

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	953	Elaboration d'un cadre réglementaire sur le biocarburant	144 338 401
	96	Aval Pétrolier	195 272 746
	961	Planification et suivi des stocks, du transport et de la distribution des produits pétroliers	195 272 746
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE		1 825 835 160 239
	97	Administration Générale des Ressources Hydraulique et de l'Electricité	1 734 165 961 344
	971	Pilotage de la stratégie ministérielle des Ressources Hydraulique et de l'Electricité	44 244 632 697
	972	Coordination Administrative des Ressources Hydraulique et de l'Electricité	1 689 921 328 647
	98	Développement de Ressources Energetiques et Gestion de	90 201 302 548
	981	Développement des infrastructures énergétiques	669 813 879
	982	Développement de l'électrification et contrôle du service public de l'électricité en milieu urbain et péri-urbain	19 996 024 401
	983	Promouvoir l'utilisation des matières énergétiques autres que les hydrocarbures dans l'industrie et le commerce	69 535 464 268
	99	Eau potable	1 192 659 453
	991	Développement des infrastructures d'eau potable	776 573 961
	992	Desserte en eau potable (adopté)	151 514 105
	993	Contrôle technique des entreprises de production, de distribution et de transport d'eau potable	264 571 387
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		275 236 894
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		275 236 894
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT		457 349 804 949
	101	Administration Générale des Transports et Voies de communication	272 293 022 287
	1011	Pilotage de la stratégie du ministère des Transports et Voies de communication	14 525 312 119
	1012	Coordination administrative des Transports et Voies de communication	257 767 710 168
	102	Réglementation et développement des plateformes de transports multi-	185 056 782 662
	1021	Normalisation des activités de transports	409 185 629
	1022	Construction, entretien, réhabilitation et utilisation des plates-formes routières, ferroviaires, fluviales, maritimes, lacustres et aéronautiques	168 677 898 885
	1023	Surveillance météorologique (stations d'observations climatiques)	3 613 600 638
	1024	Surveillance d'exploitation de transports	37 542 672
	1025	Délivrance des titres d'exploitations, de sécurité, de qualification professionnelle et statistique de transports	11 874 598 535
	1026	Plates-formes des emballages et étiquetage	443 956 303
52	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS		54 495 958 006
	104	Administration Générale des Postes, télécommunications et nouvelles	39 354 182 153
	1041	Pilotage de la stratégie ministérielle des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication	2 460 913 987
	1042	Coordination Administrative des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication	36 893 268 166
	105	Développement du secteur postal	1 500 669 363
	1051	Politiques et Réglementation postales	244 864 053
	1052	Taxation et tarification postale	1 236 696 628
	1053	Police du secteur postale	19 108 682
	106	Développement des télécommunications et NTIC	13 641 106 490
	1061	Politiques et Réglementation des télécommunications	361 869 195
	1063	Police du secteur des télécommunications	2 640 381 433
	1064	Relations avec les organisations internationales du secteur des télécommunications	7 148 029 212
	1065	Promotion des NTIC	3 490 826 650
53	COMMUNICATION ET MEDIAS		165 440 388 774
	107	Administration Générale de la Communication et Médias	30 166 879 222
	1071	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Communication et Médias	3 699 084 157
	1072	Coordination Administrative de la Communication et Médias	26 467 795 065
	108	Médias	1 159 276 309
	1081	Développement et promotion des médias audiovisuels	441 868 113
	1082	Développement et promotion de la presse	717 408 196
	109	Communication	134 114 233 243
	1091	Développement de la communication	36 647 664 621
	1092	Promotion de l'image de la RDC	29 192 633 554
	1093	Communication pour le développement	68 273 935 068
54	DROITS HUMAINS		22 959 797 660
	110	Administration Générale des Droits Humains	14 405 488 597
	1101	Pilotage de la stratégie ministérielle des Droits Humains	1 811 350 890
	1102	Coordination Administrative des Droits Humains	12 594 137 707
	111	Promotion et protection des Droits Humains	8 554 309 063
	1111	Vulgarisation des droits humains	433 441 759
	1112	Suivi du respect des droits humains	8 120 867 304
55	AFFAIRES FONCIERES		31 590 526 258

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	112	Administration Générale des Affaires Foncières	29 272 145 382
	1121	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Foncières	676 464 921
	1122	Coordination Administrative des Affaires Foncières	28 595 680 461
	113	Accès au Foncier	487 781 367
	1131	Gestion, Sécurisation et Octroi des titres immobiliers	300 147 942
	1132	Numérisation du cadastre foncier et création des banques de données	78 079 027
	1134	Réforme institutionnelle foncière	109 554 398
	114	Domaine foncier privé de l'Etat	1 830 599 509
	1141	Identification et immatriculation du domaine privé de l'Etat	64 001 089
	1142	Expertise et évaluation des biens fonciers et immobiliers	1 766 598 420
56	ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE		449 277 516 306
	115	Administration Générale de l'Environnement et Conservation de la	3 976 459 933
	1151	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Environnement et Conservation de la nature	3 976 459 933
	116	Environnement et cadre de vie	11 829 815 567
	1161	Surveillance de l'environnement	373 024 724
	1162	Assainissement du milieu	10 996 685 769
	1164	Consolidation des action d'atténuation et d'adaption aux changements climatiques	184 641 610
	1166	Gestion durable des terres	275 463 464
	117	Gestion des Ressources Forestières	1 371 494 122
	1171	Encadrement de l'exploitaion artisanale et industrielle des forets	73 065 780
	1172	Restauration des paysages forestiers dégradés	634 315 281
	1173	Statistiques forestières	479 553 037
	1174	Valorisation des produits forestiers non ligneux	184 560 024
	118	Gestion des Ressources en eau	292 928 644
	1181	Valorisation des ressources en eau	292 928 644
	119	Conservation de la diversité biologique	16 116 219 256
	1191	Aires protégées nationales et transfrontalières	15 799 578 239
	1192	Cogestion de la diversité biologique	309 099 396
	1193	Valorisation de la diversité biologique	7 541 621
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		5 685 204 373
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		5 685 204 373
	(vide)	(vide)	410 005 394 411
	1152	Coordination administrative de	410 005 394 411
57	TOURISME		70 461 319 116
	120	Administration Générale du Tourisme	53 915 898 245
	1201	Pilotage de la stratégie ministérielle du Tourisme	27 709 530 485
	1202	Coordination Administrative du Tourisme	26 206 367 760
	121	Développement des Ressources touristiques	1 891 465 752
	1211	Valorisation des produits touristique	594 953 003
	1212	Incitation des partenaires publics privés	580 199 891
	1213	Facilitation de l'accès aux sites	716 312 858
	188	Promotion de la destination RDC	14 653 955 119
	1881	Facilitation de la coopération	7 472 987 963
	1882	Organisation des evenementielles	7 180 967 156
58	CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE		134 039 673 307
	103	Coopération culturelle	16 688 647 277
	1031	Contribution aux organismes internationaux	15 333 669 139
	1032	Participation aux rencontres culturelles nationales et internationales	1 354 978 138
	122	Administration Générale de la Culture et Arts	18 904 639 675
	1221	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Culture et Arts	1 679 992 359
	1222	Coordination administrative de la Culture et Arts	17 224 647 316
	123	Développement de la Culture et des Arts	4 864 571 910
	1231	Promotion de la culture et des Arts	191 672 117
	1232	Production artistique	363 093 436
	1233	Organisation des manifestations culturelles et artistiques	1 319 534 947
	1234	Encadrement des activités culturelles et artistiques	2 990 271 410
	124	Protection du Patrimoine culturel	93 581 814 445
	1241	Protection des biens et oeuvres culturels	88 386 543 147
	1242	Protection des auteurs	5 195 271 298
59	JEUNESSE		43 886 706 648
	55	Initiation à la Nouvelle citoyenneté	375 967 084
	551	Volontariat des jeunes	44 566 911
	552	Education civique	163 530 665
	553	Education à la vie	167 869 508
	125	Administration Générale de la Jeunesse	37 751 751 060
	1251	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Jeunesse	2 321 984 321

2/28
11/11

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	1252	Coordination Administrative de la Jeunesse	35 429 766 739
	126	Insertion sociale des adolescents et Jeunes	5 758 988 504
	1261	Formation et Employabilité des jeunes	4 369 836 504
	1262	Promotion de l'entrepreneuriat	797 456 443
	1263	Promotion de la vie associative	320 456 679
	1264	Partenariat bilatéral et multilatéral	271 238 878
60	SPORTS ET LOISIRS		42 240 653 085
	127	Administration Générale des Sports et Loisirs	28 869 916 099
	1271	Pilotage de la stratégie ministérielle des Sports et Loisirs	4 223 973 766
	1272	Coordination Administrative des Sports et Loisirs	24 645 942 333
	128	Création et gestion des infrastructures des Sport et Loisirs	9 327 898 314
	1281	Identification et études de sites nécessaires à la pratique du sport	1 530 624 976
	1282	Homologation des installations sportives et des loisirs	7 797 273 338
	200	Développement des Sport et des Loisirs	4 042 838 672
	2001	Promotion du Sport des masses	538 644 612
	2002	Promotion du Sport d'élite	924 932 427
	2003	Formation des cadres sportifs	2 040 617 016
	2004	Promotion des loisirs	538 644 617
61	FNCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNO		703 443 152 010
	31	Réforme de l'Administration publique	5 957 184 750
	311	Amélioration de l'organisation des methodes de travail	5 957 184 750
	129	Administration Générale de la Fonction Publique	679 526 679 088
	1291	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Fonction Publique	760 035 177
	1292	Coordination Administrative de la Fonction Publique	678 766 643 911
	130	Amelioration de la Gestion des ressources humaines des services	17 109 386 759
	1301	Rationnalisation de gestion des effectifs du Personnel de l'Etat	254 106 374
	1302	Renouvellement et renforcement des capacités des ressources humaines des Administrations	573 958 084
	1303	Amélioration de la gestion des carrières	5 364 189 279
	1304	Maîtrise des effectifs	210 873 565
	1305	Réforme de l'Inspection.	10 706 259 457
	131	Gestion des Retraités et Rentiers de l'Etat	849 901 413
	1311	Mise à la retraite	73 692 145
	1312	Gestion de la pension de retraite et de la rente de survie	38 630 751
	1313	Sécurité sociale des agents et fonctionnaires (CNSSAP)	407 452 569
	1315	Identification des retraités et rentiers de l'Etat	194 875 474
	1316	Assistance sociale aux retraités et rentiers de l'Etat	135 250 474
62	EMPLOI ET TRAVAIL		99 405 763 429
	132	Administration Générale de l'Emploi et Travail	35 398 788 130
	1321	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Emploi et Travail	1 021 030 082
	1322	Coordination Administrative de l'Emploi et Travail	34 377 793 048
	133	Formation Professionnelle	3 342 661 308
	1331	Formation, insertion et réinsertion	3 270 064 221
	1332	Contrôle et évaluation des formations professionnelles	72 597 087
	134	Promotion de l'Emploi et du Travail	60 664 313 991
	1341	Promotion de l'Emploi	13 485 714 133
	1342	Promotion du Travail	47 045 807 970
	1343	Hygiène, santé et sécurité au travail	132 791 888
63	PREVOYANCE SOCIALE		80 563 007 347
	135	Administration Générale de la Prévoyance Sociale	49 237 278 648
	1352	Coordination Administrative de la Prévoyance Sociale	49 237 278 648
	136	Protection Sociale	31 325 728 699
	1361	Couverture sociale	31 043 277 418
	1362	Promotion des mutuelles	282 451 281
64	AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONA		268 143 839 041
	156	Assistance sociale	24 876 438 484
	1561	Infrastructures sociales et équipements	10 683 739 856
	1562	Aide et secours aux personnes vulnérables	13 127 793 205
	1563	Prise en charge holistique des personnes vulnérables	1 064 905 423
	169	Administration Générale des Affaires Sociales	131 631 418 466
	1691	Pilotage de la stratégie ministérielle des Affaires Sociales	1 350 237 702
	1692	Coordination Administrative des Affaires Sociales	130 281 180 764
	179	Promotion sociale des personnes vulnérables	4 017 933 607
	1791	Infrastructures sociales et équipements	1 142 032 723
	1792	Offre et accessibilité à l'éducation non formelle	269 938 553
	1793	Alphabétisation de masse	141 282 726
	1794	Réhabilitation sociale (et/ou relèvement communautaire)	185 537 780
	1795	Réduction de la vulnérabilité aux risques sociaux	2 279 141 825

12/15

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	181	Promotion de la Solidarité nationale	107 618 048 484
	1811	Campagne de Solidarité Nationale	778 826 882
	1812	Mise en place des mécanismes de mobilisation des fonds de solidarité	106 839 221 602
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT		171 086 104 753
	137	Administration Générale du Genre, Famille et Enfant	157 593 726 334
	1371	Pilotage de la stratégie ministérielle du Genre, Famille et Enfant	1 503 101 364
	1372	Coordination Administrative du Genre, Famille et Enfant	156 090 624 970
	138	Statut de la Femme et Egalité de genre	6 149 105 336
	1381	Lutte contre les violences basées sur le genre	4 075 167 620
	1382	Autonomisation de la femme	2 073 937 716
	139	Promotion et Protection des droits de la famille et de l'enfant	6 889 533 970
	1391	vulgarisation des textes juridiques favorables aux droits de la femme, de l'enfant et de la Famille	6 889 533 970
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	453 739 113
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	453 739 113
68	PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP		28 753 189 099
	189	Administration Générale des Personnes vivant avec handicap	28 753 189 099
	1891	Pilotage de la stratégie ministérielle des personnes vivant avec handicap	28 753 189 099
69	INTEGRATION REGIONALE		29 657 205 799
	157	Redynamisation de l'Intégration Régionale	497 100 146
	1571	Gestion de la coopération bilatérale Africaine	140 127 896
	1572	Gestion de la coopération multilatérale Africaine	202 749 474
	1574	Renforcement des structures de coopération	154 222 776
	170	Administration Générale de l'Intégration Régionale	29 160 105 653
	1702	Coordination Administrative de l'Intégration régionale	29 160 105 653
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE		132 686 630 441
	158	Prevention et Reduction des risques des catastrophes et de	5 145 812 001
	1581	Mitigation des risques de catastrophes	634 395 912
	1582	Mise en place des mécanismes de veille humanitaire et analyse de suivi des risques catastrophes	3 985 849 942
	1583	Gestion holistique des personnes déplacées internes et des rapatriés	525 566 147
	171	Administration Générale des Actions Humanitaires et Solidarité	122 983 689 196
	1711	Pilotage de la stratégie ministérielle des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale	1 909 468 837
	1712	Coordination Administrative des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale	121 074 220 359
	199	Préparation et organisation de la réponse humanitaire d'Urgence	4 557 129 244
	1991	Préparation de la réponse humanitaire d'urgence	363 618 613
	1992	Organisation de la réponse humanitaire d'urgence	120 260 844
	1993	Mise en place des mécanismes de solidarité nationale et de mobilisation des ressources	4 073 249 787
71	ECONOMIE NUMERIQUE		226 713 223 741
	190	Administration Générale du Numérique	224 928 725 857
	1901	Pilotage de la stratégie Ministérielle du numérique	23 881 069 690
	1902	Coordination Administrative du Numérique	201 047 656 167
	211	Développement du Numérique	1 784 497 884
	2111	Infrastructures numériques	1 007 205 142
	2112	Protections des données	777 292 742
74	PORTEFEUILLE		273 448 253 686
	140	Administration Générale du Portefeuille	181 016 689 052
	1401	Pilotage de la stratégie ministérielle du Portefeuille	3 493 192 553
	1402	Coordination Administrative du Portefeuille	177 523 496 499
	141	Gouvernance des entreprises du Portefeuille	86 952 905 958
	1411	Gestion et rentabilisation du Portefeuille de l'Etat	807 124 052
	1412	Acquisition et gestion des Participations de l'Etat dans les entreprises d'économie mixte	73 401 027 062
	1413	Contrôle de gestion des Entreprises publiques	12 744 754 841
	142	Restructuration du Portefeuille et Désengagement de l'Etat	5 478 658 676
	1421	Création des nouvelles entreprises	498 546 440
	1422	Restructuration des entreprises du portefeuille de l'Etat	4 963 760 510
	1423	Gestion du processus de désengagement de l'Etat des entreprises du portefeuille	16 351 726
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE		2 857 882 709
	160	Accord de la Ste Sylvestre	2 857 882 709
	1601	Dotation 12 Accord de la Saint Sylvestre	2 857 882 709

12/11/2023

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE		313 480 927 051
	143	Organisation des processus électoraux et référendaires	313 480 927 051
	1431	Supervision, pilotage et coordination administrative	311 067 951 111
	1432	Constitution et entretien du fichier électoral	2 291 736 254
	1433	Planification, programmation et organisation matérielle des scrutins électoraux et référendaires	121 239 686
78	FORMATION PROFESSIONNELLE		87 469 138 302
	161	Enseignement et Formation professionnelle	18 806 092 891
	1611	Enseignement et formation professionnelle	18 168 648 253
	1612	Enseignement et vie de l'élève de la formation professionnelle	637 444 638
	173	Administration Générale de la Formation professionnelle	65 751 246 914
	1731	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement et Formation Professionnelle	12 522 047 766
	1732	Coordination Administrative de la Formation Professionnelle, Arts et Métiers	53 229 199 148
	194	Apprentissage, réinsertion scolaire et insertion professionnelle	702 511 952
	1941	Gestion des centres d'accueil des apprentis	702 511 952
	195	Arts et Métiers	687 599 989
	1952	Encadrement des acteurs des métiers et artisanats	687 599 989
	196	Evaluation pédagogique et professionnelle	1 521 686 556
	1961	Enseignement professionnel	633 300 718
	1962	Examens, concours et certification	888 385 838
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE		60 397 944 413
	100	Administration Générale du Conseil Economique et Social	43 061 481 000
	1001	Coordination administrative du Conseil Economique et Social	43 061 481 000
	144	Conseil Economique et Social	16 862 912 959
	1441	Conseil économique et Social	16 862 912 959
	Comptes Spéciaux et Budgets Annexes		473 550 454
		Comptes Spéciaux et Budgets Annexes	473 550 454
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION		27 689 796 525
	145	Régulation des médias	27 689 796 525
	1451	Administration générale du Conseil Supérieur de l'Audio-Visuel et de la Communication	12 794 252 334
	1452	Enregistrement et examen des plaintes de la réglementation et des avis	10 770 393 542
	1453	Contrôle des médias et de la conformité de la publicité	321 268 992
	1454	Etudes, promotion et développement des médias	2 052 164 640
	1455	Appui aux coordinations provinciales du CSAC	1 409 011 925
	1456	Mise en place d'une loi de régulation des médias en ligne	342 705 092
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME		23 704 796 952
	149	Administration Générale de la Commission nationale des droits de	20 908 346 676
	1491	Pilotage de la stratégie de la CNDH	17 306 603 466
	1492	Coordination Administrative et financière de la CNDH	3 601 743 210
	162	Promotion et protection des droits de l'homme	2 796 450 276
	1621	Investigation sur les cas de violation des droits de l'homme	908 876 146
	1622	Appui au respect des droits de l'homme	1 887 574 130
82	PECHE ET ELEVAGE		159 841 623 772
	82	Développement des Filières animales	7 392 007 663
	821	Relance de l'élevage des bovins	807 718 953
	822	Développement de l'élevage des animaux à cycle court	4 274 797 249
	823	Réhabilitation et construction des infrastructures d'élevage	2 309 491 461
	83	Développement des Filières Halieutiques et aquacoles	3 591 119 158
	831	Pêche industrielle	2 810 132 533
	832	Aquaculture	780 986 625
	163	Administration Générale de la Pêche et élevage	145 256 186 054
	1631	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Pêche et élevage	39 267 118 675
	1632	Coordination Administrative de la Pêche et élevage	105 989 067 379
	187	Lutte contre les maladies animales	3 602 310 897
	1871	Prévention et surveillance des maladies	1 854 584 761
	1872	Contrôle et éradication des maladies	1 747 726 136
83	AFFAIRES COUTUMIERES		34 876 332 315
	19	Gestion des affaires administratives et Coutumières	18 384 219 045
	191	Gestion des conflits coutumiers en RDC	164 890 504
	193	Monographie des affaires coutumières	169 402 005
	194	Gestion du pouvoir coutumier	134 513 808
	195	Reconstitution du patrimoine coutumier des entités coutumières dans les 26 provinces	17 915 412 728
	174	Administration Générale des Affaires Coutumières	16 365 736 086
	1742	Coordination Administrative des Affaires Coutumières	16 365 736 086

Section	Programme	Action	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026
	198	Intégration et Promotion des Peuples Autochtones / Pygmées	126 377 184
	1981	Intégration et Promotion des peuples autochtones pygmées	126 377 184
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		48 967 674 934
	78	Aménagement du territoire	21 192 306 202
	781	Schéma national d'Aménagement du territoire	19 862 231 948
	782	Gestion de l'espace physique national	970 660 601
	783	Inventaire et valorisation des ressources naturelles	359 413 653
	175	Administration Générale de l'Aménagement du Territoire	27 352 324 780
	1751	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville	1 330 168 488
	1752	Coordination Administrative de l'Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville	26 022 156 292
	186	Rénovation de la Ville	423 043 952
	1861	Modernisation des villes	144 871 974
	1862	Création des nouvelles villes	278 171 978
85	COUR DES COMPTES		105 319 168 743
	152	Contrôle juridictionnel et de gestion des finances publiques	105 319 168 743
	1521	Coordination et Pilotage de la Cour des Comptes	89 424 878 124
	1522	Déclaration de conformité de l'exécution de la loi de finances	5 811 457 253
	1523	Jugement des fautes de gestion et surveillance de la discipline budgétaire	10 082 833 366
90	ENTREPRENEURIAT ET DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES		140 771 728 069
	146	Administration Générale de la Classe moyenne, Petites et Moyennes	92 335 080 094
	1461	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Classe Moyenne, des Petites et Moyennes Entreprises, Artisanat	3 056 351 747
	1462	Coordination Administrative de la Classe Moyenne, des Petites et Moyennes Entreprises, Artisanat	89 278 728 347
	147	Développement des mesures d'appui et de soutien aux PME	45 979 994 554
	1471	Appui pour l'accès au financement public et privé	3 620 488 128
	1473	Développement des programmes d'incubation des prestataires locaux orientés vers les marchés et besoins d'approvisionnement locaux	27 997 917 584
	1475	Relance et formalisation des PME	14 361 588 842
	148	Mise à niveau des PME	2 456 653 421
	1481	Encadrement et formation des PME	1 204 830 848
	1482	Promotion de l'usage des normes de la culture de l'innovation, certification et contrôle de qualité	790 215 455
	1483	Appui aux PME pour le développement de leurs compétences techniques, technologiques et managériales	461 607 118
93	OPPOSITION POLITIQUE		300 381 178
	165	Opposition politique	300 381 178
	1651	Dotation 11 Opposition Politique	300 381 178
Total			48 969 279 573 100

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 2025

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**DEVELOPPEMENT PAR ACTES
GENERATEURS DES RECETTES
DE LA LOI DE FINANCES DE
L'EXERCICE 2026**

III

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

1. DGDA
2. DGI
3. DGRAD
4. AUTRES RECETTES
5. RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS
6. RECETTES EXCEPTIONNELLES
7. FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE
8. RECETTES EXTERIEURES
9. BUDGETS ANNEXES
10. COMPTES SPECIAUX

III.1

TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

III.1.1. TABLEAU SYNTHESE GENERALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	40 790 297 244 971	32 115 454 822 977	78,7	45 749 605 315 914	24 087 683 458 249	19 040 580 146 523	79,0	48 969 279 573 100	90,1	7,0
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	27 195 586 651 285	25 967 901 210 218	95,5	30 647 873 133 038	16 536 817 366 811	15 183 503 308 388	91,8	34 578 939 070 145	63,6	12,8
I.1.1.	RECETTES COURANTES	25 473 331 956 907	25 967 901 210 218	101,9	29 898 785 133 037	16 162 273 366 811	13 389 716 016 933	82,8	33 025 003 213 987	60,8	10,5
I.1.1.1.	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/ Hors Miniers	4 834 396 404 902	4 444 908 565 644	91,9	3 970 408 370 885	1 985 204 185 442	2 370 490 374 290	119,4	5 479 327 205 486	10,1	38,0
I.1.1.2.	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	6 270 830 350 606	10 566 485 738 728	168,5	8 524 188 974 937	4 262 094 487 469	4 056 629 156 652	95,2	9 551 665 819 208	17,6	12,1
I.1.1.3.	Recettes Non Fiscales	3 229 739 235 624	2 471 619 144 826	76,5	4 058 042 471 354	3 241 902 035 969	1 753 205 922 029	54,1	4 157 692 429 157	7,7	2,5
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	2 163 632 704 777	1 879 489 034 826	86,9	2 509 591 535 229	2 467 676 567 907	1 346 454 430 029	54,6	3 162 967 202 766	5,8	26,0
2°	Autres Recettes	1 066 106 530 847	592 130 110 000	55,5	1 548 450 936 125	774 225 468 063	406 751 492 000	52,5	994 725 226 391	1,8	-35,8
a.	Royalties (contrat chinois)	908 106 688 523	0	0,0	957 215 257 205	478 607 628 603	0	0,0	799 319 349 208	1,5	-16,5
b.	Autres recettes	157 999 842 324	592 130 110 000	374,8	591 235 678 920	295 617 839 460	406 751 492 000	137,6	195 405 877 183	0,4	-66,9
I.1.1.4.	Recettes des Pétroliers Producteurs	624 146 699 215	563 602 938 357	90,3	583 141 400 322	291 570 700 161	143 669 724 019	49,3	628 363 675 470	1,2	7,8
1°	DGI	204 042 705 363	192 731 884 894	94,5	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4	248 707 919 588	0,5	-7,5
2°	DGRAD	420 103 993 852	370 871 053 463	88,3	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5	379 655 755 882	0,7	20,8
I.1.1.5.	Recettes minières	10 514 219 266 561	7 921 284 822 662	75,3	12 763 003 915 540	6 381 501 957 770	5 065 720 839 944	79,4	13 207 954 084 665	24,3	3,5
1°	DGDA	1 291 666 206 906	1 332 225 400 473	103,1	2 722 719 781 829	1 361 359 890 915	715 197 236 348	52,5	2 042 677 633 672	3,8	-25,0
2°	DGI	7 541 613 627 745	4 404 607 630 447	58,4	7 614 522 533 126	3 807 261 266 563	3 427 358 601 594	90,0	9 233 253 073 090	17,0	21,3
3°	DGRAD	1 680 939 431 910	2 184 451 791 742	130,0	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1	1 932 023 377 903	3,6	-20,4
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 722 254 694 378	0	0,0	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	2,9	125,2
I.1.3.	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE				59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0	0,0	-100,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	13 594 710 593 686	6 147 553 612 758	45,2	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1	14 390 340 502 955	26,5	-4,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 148 344 989 979	561 553 165 864	26,1	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0	2 900 577 622 089	5,3	-2,2
I.2.1.1.	Emprunt programme	2 102 098 816 026	561 553 165 864	26,7	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0	2 828 547 916 234	5,2	2,6
I.2.1.2.	Dons budgétaires	46 246 173 953	0	0,0	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0	72 029 705 855	0,1	-65,5
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	11 446 365 603 707	5 586 000 446 894	48,8	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6	11 489 762 880 866	21,1	-5,3
I.2.2.1.	Dons projets	7 519 436 140 572	3 509 982 140 187	46,7	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6	3 825 504 383 981	7,0	-56,4
I.2.2.2.	Emprunts projets	3 926 929 463 136	2 076 018 306 707	52,9	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7	7 664 258 496 885	14,1	128,5
II.	BUDGETS ANNEXES	720 420 000 000	919 425 429 729	127,6	903 004 745 024	451 502 372 512	244 565 639 175	54,2	962 258 869 270	1,8	6,6
III.	COMPTES SPECIAUX	2 899 338 676 940	2 489 208 873 566	85,9	4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2	4 404 212 750 090	8,1	9,0
TOTAL RECETTE DU BUDGET		44 410 055 921 911	35 524 089 126 272	80,0	50 691 794 155 622	26 558 777 878 103	19 833 513 830 715	74,7	54 335 751 192 461	100,0	7,2

III.1.2

RECETTES DU BUDGET GENERAL

III.1.2.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	40 790 297 244 971	32 115 454 822 977	78,7	45 749 605 315 914	24 087 683 458 249	19 040 580 146 523	79,0	48 969 279 573 100	100,0	7,0
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	27 195 586 651 285	25 967 901 210 218	95,5	30 647 873 133 038	16 536 817 366 811	15 183 503 308 388	91,8	34 578 939 070 145	70,6	12,8
I.1.1.	RECETTES COURANTES	25 473 331 956 907	25 967 901 210 218	101,9	29 898 785 133 037	16 162 273 366 811	13 389 716 016 933	82,8	33 025 003 213 987	67,4	10,5
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	4 834 396 404 902	4 444 908 565 644	91,9	3 970 408 370 885	1 985 204 185 442	2 370 490 374 290	119,4	5 479 327 205 486	11,2	38,0
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	6 270 830 350 606	10 566 485 738 728	168,5	8 524 188 974 937	4 262 094 487 469	4 056 629 156 652	95,2	9 551 665 819 208	19,5	12,1
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	3 229 739 235 624	2 471 619 144 826	76,5	4 058 042 471 354	3 241 902 035 969	1 753 205 922 029	54,1	4 157 692 429 157	8,5	2,5
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	2 163 632 704 777	1 879 489 034 826	86,9	2 509 591 535 229	2 467 676 567 907	1 346 454 430 029	54,6	3 162 967 202 766	6,5	26,0
2°	Autres Recettes	1 066 106 530 847	592 130 110 000	55,5	1 548 450 936 125	774 225 468 063	406 751 492 000	52,5	994 725 226 391	2,0	-35,8
a.	Royalties (contrat chinois)	908 106 688 523		0,0	957 215 257 205	478 607 628 603	0	0,0	799 319 349 208	1,6	-16,5
b.	Autres recettes	157 999 842 324	592 130 110 000	374,8	591 235 678 920	295 617 839 460	406 751 492 000	137,6	195 405 877 183	0,4	-66,9
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	624 146 699 215	563 602 938 357	90,3	583 141 400 322	291 570 700 161	143 669 724 019	49,3	628 363 675 470	1,3	7,8
1°	0	204 042 705 363	192 731 884 894	94,5	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4	248 707 919 588	0,5	-7,5
2°	DGRAD	420 103 993 852	370 871 053 463	88,3	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5	379 655 755 882	0,8	20,8
I.1.1.5	Recettes minières	10 514 219 266 561	7 921 284 822 662	75,3	12 763 003 915 540	6 381 501 957 770	5 065 720 839 944	79,4	13 207 954 084 665	27,0	3,5
1°	DGDA	1 291 666 206 906	1 332 225 400 473	103,1	2 722 719 781 829	1 361 359 890 915	715 197 236 348	52,5	2 042 677 633 672	4,2	-25,0
2°	DGI	7 541 613 627 745	4 404 607 630 447	58,4	7 614 522 533 126	3 807 261 266 563	3 427 358 601 594	90,0	9 233 253 073 090	18,9	21,3
3°	DGRAD	1 680 939 431 910	2 184 451 791 742	130,0	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1	1 932 023 377 903	3,9	-20,4
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 722 254 694 378	0	0,0	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	3,2	125,2
I.1.3.	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE				59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0	0,0	-100,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	13 594 710 593 686	6 147 553 612 758	45,2	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1	14 390 340 502 955	29,4	-4,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 148 344 989 979	561 553 165 864	26,1	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0	2 900 577 622 089	5,9	-2,2
I.2.1.1	Emprunt programme	2 102 098 816 026	561 553 165 864	26,7	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0	2 828 547 916 234	5,8	2,6
I.2.1.2	Dons budgétaires	46 246 173 953	0	0,0	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0	72 029 705 855	0,1	-65,5
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	11 446 365 603 707	5 586 000 446 894	48,8	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6	11 489 762 880 866	23,5	-5,3
I.2.2.1	Dons projets	7 519 436 140 572	3 509 982 140 187	46,7	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6	3 825 504 383 981	7,8	-56,4
I.2.2.2	Emprunts projets	3 926 929 463 136	2 076 018 306 707	52,9	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7	7 664 258 496 885	15,7	128,5
TOTAL RECETTE DU BUDGET GENERAL		40 790 297 244 971	32 115 454 822 977	78,7	45 749 605 315 914	24 087 683 458 249	19 040 580 146 523	79,0	48 969 279 573 100	100,0	7,0

III.1.3

RECETTES DE DOUANES ET ACCISES

III.1.3.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TAUX D'ACCR.
I	Impôts généraux sur les biens et services	2 013 646 504 884	1 987 581 350 339	98,7	2 016 183 141 226	1 008 091 570 613	1 089 851 673 123	108,1	2 385 644 240 102	31,7	18,3
II.	Droits d'accises	1 870 553 184 537	1 453 871 653 274	77,7	2 183 846 141 934	1 091 923 070 967	892 699 269 040	81,8	2 345 051 562 503	31,2	7,4
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 804 745 503 836	2 199 994 185 543	121,9	1 846 171 644 584	923 085 822 292	1 081 934 077 425	117,2	2 468 129 429 581	32,8	33,7
IV.	Taxes à l'exportation	66 696 975 892	19 834 275 552	29,7	111 817 721 369	55 908 860 685	9 266 647 129	16,6	95 537 161 910	1,3	-14,6
V.	Amendes et Pénalités	370 420 442 659	115 852 501 409	31,3	535 109 503 600	267 554 751 800	11 935 943 921	4,5	227 642 445 063	3,0	-57,5
	TOTAL DGDA	6 126 062 611 808	5 777 133 966 117	94,3	6 693 128 152 714	3 346 564 076 357	3 085 687 610 638	92,2	7 522 004 839 159	100,0	12,4

III.1.3.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX. ACCR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	2 013 646 504 884	1 987 581 350 339	98,7	2 016 183 141 226	1 008 091 570 613	1 089 851 673 123	108,11	2 385 644 240 102	31,7	18,3
II.	Droits d'accises	1 870 553 184 537	1 453 871 653 274	77,7	2 183 846 141 934	1 091 923 070 967	892 699 269 040	81,75	2 345 051 562 503	31,2	7,4
17132100	Accises perçues en régime intérieur	1 424 415 375 403	1 000 254 216 669	70,2	1 610 310 914 190	805 155 457 095	677 196 706 700	84,11	1 718 990 402 352	22,9	6,7
17132200	Accises perçues à l'importation	446 137 809 134	453 617 436 605	101,7	573 535 227 744	286 767 613 872	215 502 562 340	75,15	626 061 160 151	8,3	9,2
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 804 745 503 836	2 199 994 185 543	121,9	1 846 171 644 584	923 085 822 292	1 081 934 077 425	117,21	2 468 129 429 581	32,8	33,7
17151110	Droits de douane	1 804 724 203 662	2 193 213 591 261	121,5	1 846 159 067 914	923 079 533 957	1 081 930 052 791	117,21	2 468 116 852 911	32,8	33,7
17151120	Autres droits à l'importation	21 300 174	6 780 594 282	31 833,5	12 576 670	6 288 335	4 024 634	64,00	12 576 670	0,0	0,0
IV.	Taxes à l'exportation	66 696 975 892	19 834 275 552	29,7	111 817 721 369	55 908 860 685	9 266 647 129	16,57	95 537 161 910	1,3	-14,6
17152100	Droits de sortie des minerais	43 968 395 877	4 140 185 520	9,4	78 229 667 319	39 114 833 659	1 063 730 226	2,72	59 234 634 993	0,8	-24,3
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	22 728 580 015	15 694 090 032	69,1	33 588 054 050	16 794 027 025	8 202 916 904	48,84	36 302 526 917	0,5	8,1
V.	Amendes et Pénalités	370 420 442 659	115 852 501 409	31,3	535 109 503 600	267 554 751 800	11 935 943 921	4,46	227 642 445 063	3,0	-57,5
TOTAL DGDA		6 126 062 611 808	5 777 133 966 117	94,3	6 693 128 152 714	3 346 564 076 357	3 085 687 610 638	92,20	7 522 004 839 159	100,0	12,4

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES PAR ORGANISME GENERATEUR

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	BUDGET GENERAL		40 790 297 244 971	32 115 454 822 977	78,7	45 749 605 315 914	22 874 802 657 957	19 040 580 146 523	83,2	48 969 279 573 100	90,1	7,0
I.1	RECETTES DU POUVOIR CENTRAL		27 195 586 651 285	25 967 901 210 218	95,5	30 647 873 133 038	15 323 936 566 519	15 183 503 308 388	99,1	34 578 939 070 145	63,6	12,8
I.1.1	RECETTES COURANTES		25 473 331 956 907	25 967 901 210 218	101,9	29 898 785 133 037	14 949 392 566 519	13 389 716 016 933	89,6	33 025 003 213 987	60,8	10,5
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)		6 126 062 611 808	5 777 133 966 117	94,3	6 693 128 152 714	3 346 564 076 357	3 085 687 610 638	92,2	7 522 004 839 159	13,8	12,4
	17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	2 013 646 504 884	1 987 581 350 339	98,7	2 016 183 141 226	1 008 091 570 613	1 089 851 673 123	108,1	2 385 644 240 102	4,4	18,3
	17 131 120	Taxe sur la Valeur Ajoutée	2 013 646 504 884	1 987 581 350 339	98,7	2 016 183 141 226	1 008 091 570 613	1 089 851 673 123	108,1	2 385 644 240 102	4,4	18,3
	17 132 000	Droits d'accises	1 870 553 184 537	1 453 871 653 274	77,7	2 183 846 141 934	1 091 923 070 967	892 699 269 040	81,8	2 345 051 562 503	4,3	7,4
	17 132 100	Accises perçues en régime intérieur	1 424 415 375 403	1 000 254 216 669	70,2	1 610 310 914 190	805 155 457 095	677 196 706 700	84,1	1 718 990 402 352	3,2	6,7
	17 132 110	Alcools et boissons	696 543 078 881	499 081 748 892	71,7	690 549 378 164	345 274 689 082	247 364 333 311	71,6	705 988 030 062	1,3	2,2
	17 132 111	Alcools	10 043 306 674	11 329 927 597	112,8	11 652 068 782	5 826 034 391	8 499 942 228	145,9	12 211 944 190	0,0	4,8
	17 132 112	Bières	555 510 098 263	388 602 798 203	70,0	521 810 791 795	260 905 395 898	174 495 922 559	66,9	526 904 227 786	1,0	1,0
		Bières de malt titrant-6°	453 259 117 933	312 553 394 123	69,0	435 625 628 232	217 812 814 116	158 475 487 370	72,8	438 673 468 159	0,8	0,7
		Bières de malt titrant+6°	102 250 980 331	76 049 404 081	74,4	86 185 163 563	43 092 581 782	16 020 435 190	37,2	88 230 759 627	0,2	2,4
	17 132 113	Autres boissons fermentées	2 469 724 578	3 274 311 116	132,6	4 485 622 976	2 242 811 488	6 713 465 170	299,3	7 747 649 742	0,0	72,7
		Autres boissons fermentées	2 469 724 578	3 271 970 718	132,5	2 475 094 537	1 237 547 268	6 696 577 170	541,1	7 704 795 758	0,0	211,3
		Autres boissons dont le titre alcoométrique vol n'excede pas 0,5%(Bières sans alcools)	0	2 340 398		2 010 528 439	1 005 264 220	16 888 000	1,7	42 853 984	0,0	-97,9
	17 132 115	Eaux minérales	8 636 832 004	20 480 401 885	237,1	19 251 086 175	9 625 543 088	10 044 739 397	104,4	20 547 647 835	0,0	6,7
	17 132 116	Limonades et Jus	105 474 534 969	71 841 940 628	68,1	118 880 900 271	59 440 450 135	47 301 532 725	79,6	122 869 753 065	0,2	3,4
	17 132 120	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	85 701 543 895	19 180 356 513	22,4	22 398 843 252	11 199 421 626	2 493 071 737	22,3	23 996 440 633	0,0	7,1
	17 132 130	Cosmetiques et autres produits d'entretien	17 816 896 881	21 681 175 452	121,7	20 513 897 447	10 256 948 723	10 714 763 816	104,5	21 809 088 714	0,0	6,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)											
	17 132 140	Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc	3 127 317 617	1 005 245 075	32,1	3 200 425 505	1 600 212 753	1 430 769 318	89,4	3 713 408 745	0,0	16,0
	17 132 141	Articles et ouvrages en matières plastiques	3 127 317 617	965 313 061	30,9	3 200 425 505	1 600 212 753	1 283 958 302	80,2	3 713 408 745	0,0	16,0
	17 132 142	Articles et ouvrages en caoutchouc	0	39 932 014			0	146 811 017		0	0,0	
	17 132 150	Services des télécommunication	621 226 538 129	459 297 936 372	73,9	662 698 843 928	331 349 421 964	251 188 721 551	75,8	700 980 180 927	1,3	5,8
	17 132 161	Lubrifiants et Huiles de graissage	0	7 754 366		0	0	61 599 067		0	0,0	
	17 132 183	Acide sulfurique				210 949 525 895	105 474 762 948	163 943 447 900	155,4	262 503 253 272	0,5	24,4
	17 132 200	Accises perçues à l'importation	446 137 809 134	453 617 436 605	101,7	573 535 227 744	286 767 613 872	215 502 562 340	75,1	626 061 160 151	1,2	9,2
	17 132 210	Alcools et boissons	24 323 296 472	21 544 912 798	88,6	27 142 344 249	13 571 172 125	12 371 017 963	91,2	28 500 725 059	0,1	5,0
	17 132 211	Alcools	8 636 916 477	9 174 245 944	106,2	9 457 600 443	4 728 800 222	6 369 467 776	134,7	10 935 933 464	0,0	15,6
	17 132 212	Bières	3 078 467 438	1 051 824 026	34,2	1 913 379 275	956 689 638	648 806 088	67,8	2 254 484 745	0,0	17,8
		Bières de malt titrant-6°	2 496 054 680	462 689 719	18,5	1 828 729 700	914 364 850	555 603 105	60,8	2 018 941 563	0,0	10,4
		Bières de malt titrant+6°	582 412 759	589 134 307	101,2	84 649 575	42 324 788	93 202 983	220,2	235 543 182	0,0	178,3
	17 132 213	Autres boissons fermentées	4 914 107 650	5 635 443 422	114,7	8 500 500 954	4 250 250 477	2 425 858 937	57,1	7 760 306 631	0,0	-8,7
		Autres boissons fermentées	2 680 422 355	5 485 759 523	204,7	6 138 324 508	3 069 162 254	2 111 369 604	68,8	6 624 652 002	0,0	7,9
		Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excede pas 0,5%(Bières sans l' acools)	2 233 685 296	149 683 899	6,7	2 362 176 446	1 181 088 223	314 489 333	26,6	1 135 654 629	0,0	-51,9
	17 132 214	Boissons distillées	1 985 498 041	1 719 344 132	86,6	1 465 933 117	732 966 559	1 212 704 153	165,5	3 028 412 344	0,0	106,6
	17 132 215	Eaux Minérales	297 824 706	978 035 792	328,4	663 823 481	331 911 741	322 479 495	97,2	736 072 445	0,0	10,9
	17 132 216	Limonades et Jus	5 410 482 161	2 986 019 482	55,2	5 141 106 978	2 570 553 489	1 391 701 513	54,1	3 785 515 430	0,0	-26,4
	17 132 220	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	118 902 968 374	141 431 665 494	118,9	166 165 156 111	83 082 578 056	85 776 178 927	103,2	181 704 740 626	0,3	9,4
	17 132 230	Cosmetiques et autres produits d'entretien	19 807 215 282	29 792 258 393	150,4	29 492 496 360	14 746 248 180	10 580 180 109	71,7	32 492 340 772	0,1	10,2
	17 132 240	Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc	79 144 042 787	57 573 040 973	72,7	104 586 985 587	52 293 492 794	22 480 795 376	43,0	107 003 902 813	0,2	2,3
	17 132 241	Articles et ouvrages en matières plastiques	43 688 720 631	19 792 341 229	45,3	52 631 390 926	26 315 695 463	5 813 940 016	22,1	53 165 461 146	0,1	1,0
	17 132 242	Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	35 455 322 155	37 780 699 744	106,6	51 955 594 662	25 977 797 331	16 666 855 360	64,2	53 838 441 667	0,1	3,6
	17 132 250	Huiles Minérales	41 149 446 891	27 006 016 585	65,6	42 774 375 379	21 387 187 689	15 108 087 561	70,6	35 205 293 496	0,1	-17,7
	17 132 251	Huiles de graissage et lubrifiants	41 149 446 891	27 006 016 585	65,6	42 774 375 379	21 387 187 689	15 108 087 561	70,6	35 205 293 496	0,1	-17,7
	17 132 260	Véhicules	162 810 839 328	176 269 542 361	108,3	190 232 074 083	95 116 037 041	58 373 685 303	61,4	202 962 512 828	0,4	6,7
	17 132 283	Acide sulfurique				13 141 795 975	6 570 897 988	10 812 617 101	164,6	38 191 644 558	0,1	190,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)											
	17 151 100	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 804 745 503 836	2 199 994 185 543	121,9	1 846 171 644 584	923 085 822 292	1 081 934 077 425	117,2	2 468 129 429 581	4,5	33,7
	17 151 110	Droits de douane	1 804 724 203 662	2 193 213 591 261	121,5	1 846 159 067 914	923 079 533 957	1 081 930 052 791	117,2	2 468 116 852 911	4,5	33,7
	17 151 120	Autres droits à l'importation	21 300 174	6 780 594 282	31 833,5	12 576 670	6 288 335	4 024 634	64,0	12 576 670	0,0	0,0
	17 151 121	Produits partiels des ventes publiques	12 576 670	43 970 812	349,6	12 576 670	6 288 335	9 434	0,2	12 576 670	0,0	0,0
		Retenues sur restitutions douanières		6 614 278 910							0,0	
	17 151 123	Taxes sur ventes publiques	8 723 504	122 344 560	1 402,5			4 015 200			0,0	
	17 152 000	Taxes à l'exportation	66 696 975 892	19 834 275 552	29,7	111 817 721 369	55 908 860 685	9 266 647 129	16,6	95 537 161 910	0,2	-14,6
	17 152 100	Droits de sortie des minerais	43 968 395 877	4 140 185 520	9,4	78 229 667 319	39 114 833 659	1 063 730 226	2,7	59 234 634 993	0,1	-24,3
	17 152 120	Diamant artisanal	4 329 593 341	764 980 870	17,7	5 815 850 096	2 907 925 048	246 800 931	8,5	5 283 090 203	0,0	-9,2
	17 152 140	Or artisanal	243 615 324	325 131 601	133,5	403 983 679	201 991 840	82 631 493	40,9	181 340 550	0,0	-55,1
	17 152 300	Autres produits	39 395 187 212	3 050 073 049	7,7	72 009 833 543	36 004 916 772	734 297 802	2,0	53 770 204 240	0,1	-25,3
	17 152 200	Droits de sortie des produits agricoles	22 728 580 015	15 694 090 032	69,1	33 588 054 050	16 794 027 025	8 202 916 904	48,8	36 302 526 917	0,1	8,1
	17 152 230	Bois en grumes	20 566 860 101	14 865 060 090	72,3	30 410 182 477	15 205 091 239	7 826 727 780	51,5	32 896 586 735	0,1	8,2
	17 152 240	Bois scié	2 161 719 914	829 029 942	38,4	3 177 871 573	1 588 935 787	376 189 124	23,7	3 405 940 182	0,0	7,2
	37 137 000	Amendes et pénalités sur impôts et taxes sur les biens et services	127 895 961 870	82 333 291 747	64,4	149 132 693 497	74 566 346 748	465 801 719	0,6	67 569 422 519	0,1	-54,7
	37 137 100	Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur	98 052 665 804	3 631 907 859	3,7	116 324 967 824	58 162 483 912	122 301 803	0,2	52 704 814 190	0,1	-54,7
	37 137 200	Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation	29 843 296 066	78 701 383 888	263,7	32 807 725 673	16 403 862 836	343 499 916	2,1	14 864 608 329	0,0	-54,7
	37 156 000	Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales	242 524 480 789	33 519 209 662	13,8	385 976 810 103	192 988 405 052	11 470 142 202	5,9	160 073 022 544	0,3	-58,5
	37 156 100	Amendes et pénalités à l'importation	184 981 693 565	25 883 010 723	14,0	323 916 332 018	161 958 166 009	10 136 161 232	6,3	131 954 507 085	0,2	-59,3
	37 156 200	Amendes et pénalités à l'exportation	57 542 787 224	7 636 198 939	13,3	62 060 478 085	31 030 239 043	1 333 980 970	4,3	28 118 515 459	0,1	-54,7

III.1.4

RECETTES DES IMPOTS

III.1.4.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES IMPOTS DU PROJET DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TAUX ACRR
I	Impôts sur les rémunérations	2 743 878 403 600	2 934 758 466 800	107,0	3 117 225 117 753	1 558 612 558 876	1 806 133 927 726	115,9	4 052 876 237 144	21,6	30,0
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	7 517 387 391 819	7 994 409 562 882	106,3	8 075 826 786 518	4 037 913 393 259	3 680 182 928 568	91,1	8 345 731 785 130	44,4	3,3
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	3 295 368 060 869	3 780 805 993 109	114,7	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9	5 822 073 091 322	31,0	28,0
IV.	Autres recettes	255 810 122 062	261 119 346 384	102,1	396 352 612 308	198 176 306 154	135 135 359 461	68,2	564 237 778 702	3,0	42,4
TOTAL DGI HORS PETROLIERS		13 812 443 978 350	14 971 093 369 175	108,4	16 138 711 508 063	8 069 355 754 032	7 483 987 758 246	92,7	18 784 918 892 298	100,0	16,4

III.1.4.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	2 743 878 403 600	2 934 758 466 800	107,0	3 117 225 117 753	1 558 612 558 876	1 806 133 927 726	115,9	4 052 876 237 144	21,6	30,0
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	1 263 438 172 387	1 601 614 349 950	126,8	1 678 418 101 825	839 209 050 913	870 699 005 070	103,8	2 087 146 529 879	11,1	24,4
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	412 568 011 027	119 917 154 810	29,1	325 303 545 526	162 651 772 763	114 752 709 830	70,6	284 693 061 436	1,5	-12,5
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	199 570 928 188	188 394 630 513	94,4	197 021 751 373	98 510 875 686	123 245 422 664	125,1	301 458 860 274	1,6	53,0
17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	167 854 561 634	147 525 774 808	87,9	156 734 508 210	78 367 254 105	98 639 568 231	125,9	246 065 875 975	1,3	57,0
17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	31 716 366 554	40 868 855 705	128,9	40 287 243 162	20 143 621 581	24 605 854 433	122,2	55 392 984 298	0,3	37,5
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	437 573 357 857	472 592 277 555	108,0	445 131 344 672	222 565 672 336	382 166 800 918	171,7	717 454 332 088	3,8	61,2
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	430 727 934 141	552 240 053 972	128,2	471 350 374 357	235 675 187 178	315 269 989 244	133,8	662 123 453 468	3,5	40,5
II	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	7 517 387 391 819	7 994 409 562 882	106,3	8 075 826 786 518	4 037 913 393 259	3 680 182 928 568	91,1	8 345 731 785 130	44,4	3,34
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	5 802 179 957 128	6 509 200 643 123	112,2	6 416 041 738 168	3 208 020 869 084	2 747 500 454 790	85,6	6 692 807 922 671	35,6	4,3
17 112 112	Impôt spécial sur les profits excédentaires	910 613 976 227	52 960 195 894	5,8	471 693 392 366	235 846 696 183	248 013 956 723	105,2	470 353 291 337	2,5	-0,3
	Impôts sur les plus-values de cessions d'actions ou de parts sociales	0	15 542 000 100		0	0	0		0		
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	18 576 332 624	20 940 265 404	112,7	19 709 522 728	9 854 761 364	17 721 892 244	179,8	24 998 478 940	0,1	26,8
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	298 536 582 718	438 873 412 472	147,0	386 330 133 947	193 165 066 974	182 673 874 552	94,6	345 830 187 767	1,8	-10,5
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	487 480 543 122	956 893 045 889	196,3	782 051 999 309	391 025 999 654	484 272 750 259	123,8	811 741 904 417	4,3	3,8
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	3 295 368 060 869	3 780 805 993 109	114,7	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9	5 822 073 091 322	31,0	28,0
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	3 295 368 060 869	3 780 805 993 109	114,7	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9	5 822 073 091 322	31,0	28,0
IV.	AUTRES RECETTES	255 810 122 062	261 119 346 384	102,1	396 352 612 308	198 176 306 154	135 135 359 461	68,2	564 237 778 702	3,0	42,4
17 134 111	Immatriculations automobiles	6 776 480 681	4 736 161 467	69,9	5 415 214 000	2 707 607 000	2 421 499 576	89,4	5 151 657 875	0,0	-4,9
27 012 229	Vente des imprimés	1 838 466 218	577 284 409	31,4	2 105 010 000	1 052 505 000	411 275 471	39,1	862 839 250	0,0	-59,0
37 114 300	Amendes et pénalités	247 195 175 163	255 805 900 507	103,5	388 832 388 308	194 416 194 154	132 302 584 414	68,1	558 223 281 577	3,0	43,6
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	13 812 443 978 350	14 971 093 369 175	108,4	16 138 711 508 063	8 069 355 754 032	7 483 987 758 246	92,7	18 784 918 892 298	100,0	16,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)		14 016 486 683 713	15 163 825 254 070	108,2	16 407 637 079 203	8 203 818 539 601	7 543 670 612 334	92,0	19 033 626 811 886	35,0	16,0
	17 111 000	Impôts sur les revenus locatifs et professionnels des personnes physiques	2 743 878 403 600	2 934 758 466 800	107,0	3 117 225 117 753	1 558 612 558 876	1 806 133 927 726	115,9	4 052 876 237 144	7,5	30,0
	17 111 110	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions Politiques et Fonctionnaires et Agents publics	1 263 438 172 387	1 601 614 349 950	126,8	1 678 418 101 825	839 209 050 913	870 699 005 070	103,8	2 087 146 529 879	3,8	24,4
	17 111 120	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions Politiques	412 568 011 027	119 917 154 810	29,1	325 303 545 526	162 651 772 763	114 752 709 830	70,6	284 693 061 436	0,5	-12,5
	17 111 130	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	<u>199 570 928 188</u>	<u>188 394 630 513</u>	<u>94,4</u>	<u>197 021 751 373</u>	<u>98 510 875 686</u>	<u>123 245 422 664</u>	<u>125,1</u>	<u>301 458 860 274</u>	<u>0,6</u>	<u>53,0</u>
	17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	167 854 561 634	147 525 774 808	87,9	156 734 508 210	78 367 254 105	98 639 568 231	125,9	246 065 875 975	0,5	57,0
	17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des Régies Financières	31 716 366 554	40 868 855 705	128,9	40 287 243 162	20 143 621 581	24 605 854 433	122,2	55 392 984 298	0,1	37,5
	17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	437 573 357 857	472 592 277 555	108,0	445 131 344 672	222 565 672 336	382 166 800 918	171,7	717 454 332 088	1,3	61,2
	171 114 300	Impôts exceptionnels sur les rémunérations versées aux expatriés	430 727 934 141	552 240 053 972	128,2	471 350 374 357	235 675 187 178	315 269 989 244	133,8	662 123 453 468	1,2	40,5
	17 112 000	Impôts sur revenus professionnels et locatifs des sociétés et autres entreprises	7 233 949 554 059	7 230 248 401 887	99,9	7 562 700 358 349	3 781 350 179 174	3 255 593 032 398	86,1	7 782 697 800 302	14,3	2,9
	17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	5 802 179 957 128	6 509 200 643 123	112,2	6 416 041 738 168	3 208 020 869 084	2 747 500 454 790	85,6	6 692 807 922 671	12,3	4,3
	17 112 112	Impôts spécial sur les profits excédentaires	910 613 976 227	52 960 195 894	5,8	471 693 392 366	235 846 696 183	248 013 956 723	105,2	470 353 291 337	0,9	-0,3
		Impôt spécial sur les plus-values de cessions d'actions ou de parts sociales	0	15 542 000 100		0	0	0		0	0,0	
	17 112 200	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises pétrolières de production	204 042 705 363	192 731 884 894	94,5	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4	248 707 919 588	0,5	-7,5
	17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	<u>18 576 332 624</u>	<u>20 940 265 404</u>	<u>112,7</u>	<u>19 709 522 728</u>	<u>9 854 761 364</u>	<u>17 721 892 244</u>	<u>179,8</u>	<u>24 998 478 940</u>	<u>0,0</u>	<u>26,8</u>
	17 112 310	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	15 443 345 607	19 880 487 475	128,7	13 709 522 728	6 854 761 364	17 259 284 716	251,8	18 998 478 940	0,0	38,6
	17 112 320	Impôt sur les bénéfices et profits des micro - entreprises	3 132 987 017	1 059 777 929	33,8	6 000 000 000	3 000 000 000	462 607 529	15,4	6 000 000 000	0,0	0,0
	17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	298 536 582 718	438 873 412 472	147,0	386 330 133 947	193 165 066 974	182 673 874 552	94,6	345 830 187 767	0,6	-10,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) (Suite)											
	17 113 000	Impôts mobiliers	487 480 543 122	956 893 045 889	196,3	782 051 999 309	391 025 999 654	484 272 750 259	123,8	811 741 904 417	1,5	3,8
	17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	487 480 543 122	956 893 045 889	196,3	782 051 999 309	391 025 999 654	484 272 750 259	123,8	811 741 904 417	1,5	3,8
	17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	3 295 368 060 869	3 780 805 993 109	114,7	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9	5 822 073 091 322	10,7	28,0
	17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	3 295 368 060 869	3 780 805 993 109	114,7	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9	5 822 073 091 322	10,7	28,0
	17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	6 776 480 681	4 736 161 467	69,9	5 415 214 000	2 707 607 000	2 421 499 576	89,4	5 151 657 875	0,0	-4,9
	17 134 111	Immatriculations des véhicules	6 776 480 681	4 736 161 467	69,9	5 415 214 000	2 707 607 000	2 421 499 576	89,4	5 151 657 875	0,0	-4,9
	27 000 000	VENTES DE BIENS ET SERVICES	1 838 466 218	577 284 409	31,4	2 105 010 000	1 052 505 000	411 275 471	39,1	862 839 250	0,0	-59,0
	27 012 200	Vente des documents	1 838 466 218	577 284 409	31,4	2 105 010 000	1 052 505 000	411 275 471	39,1	862 839 250	0,0	-59,0
	27 012 270	Vente des imprimés	1 838 466 218	577 284 409	31,4	2 105 010 000	1 052 505 000	411 275 471	39,1	862 839 250	0,0	-59,0
	37 114 000	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus locatifs professionnels et mobiliers	247 195 175 163	255 805 900 507	103,5	388 832 388 308	194 416 194 154	132 302 584 414	68,1	558 223 281 577	1,0	43,6
	37 114 100	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus	247 195 175 163	255 805 900 507	103,5	388 832 388 308	194 416 194 154	132 302 584 414	68,1	558 223 281 577	1,0	43,6
		SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS	13 812 443 978 350	14 971 093 369 175	108,4	16 138 711 508 063	8 069 355 754 032	7 483 987 758 246	92,7	18 784 918 892 298	34,6	16,4
		PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI	204 042 705 363	192 731 884 894	94,5	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4	248 707 919 588	0,5	-7,5
		TOTAL GENERAL DGI	14 016 486 683 713	15 163 825 254 070	108,2	16 407 637 079 203	8 203 818 539 601	7 543 670 612 334	92,0	19 033 626 811 886	35,0	16,0

L'IMPOT DES SOCIETES (IS) ET L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)

PREVISIONS BUDGETAIRES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/ EXERCICE 2026

N°	NATURE	CUMUL	PART
	IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	2 895 131 567 184,37	15,21%
	IRPP revenus salariaux, assimilés, cotisations et contributions	2 890 226 925 507,79	15,18%
	<i>IRPP des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics</i>	1 767 720 538 026,88	9,29%
	<i>IRPP des Nationaux/Membres des Institutions Politiques</i>	247 920 207 667,37	1,30%
	<i>IRPP des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics</i>	262 520 424 155,10	1,38%
	<i>IRPP des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics</i>	214 282 366 995,24	1,13%
	<i>IRPP des Nationaux/Agents des Régies financières</i>	48 238 057 159,86	0,25%
	<i>IRPP des Expatriés</i>	612 065 755 658,44	3,22%
	IRPP au titre de revenu des capitaux mobiliers	0,00	0,00%
	IRPP au titre de plus-values réalisées par les personnes physiques	1 885 688 089,74	0,01%
	IRPP personnel domestique et des microentreprises	444 060 000,00	0,00%
	IRPP sur les bénéfices/régime réel	2 574 893 586,84	0,01%
	<i>Bénéfices des activités industrielles</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités immobilières</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités artisanales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des professions non commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices de l'exploitation agricole</i>		0,00%
	IRPP sur les bénéfices des entreprises de petite taille	0,00	0,00%
	IRPP sur les bénéfices/régime des petites entreprises	0,00	0,00%
	<i>Bénéfices des activités industrielles</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités immobilières</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités artisanales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des professions non commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices de l'exploitation agricole</i>		0,00%
	IRPP forfait à charge des microentreprises	0,00	0,00%
	<i>Bénéfices des activités industrielles</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités immobilières</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des activités artisanales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices des professions non commerciales</i>		0,00%
	<i>Bénéfices de l'exploitation agricole</i>		0,00%
	PRELEVEMENT	867 095 413 252,73	4,56%
	PEEEPE (Prélèvement Exceptionnel à charge des Entreprises Employant un Personnel Expatrié)	565 934 958 072,36	2,97%
	PSPPNR (Prélèvement sur les Sommes payées aux Prestataires de Services Non-Résidents)	301 160 455 180,36	1,58%

	IMPOT SUR LES SOCIETES ET AUTRES REVENUS DES SOCIETES	4 556 029 145 474,26	23,94%
	IS des Grandes et Moyennes entreprises non pétrolières de production	3 899 524 621 470,88	20,49%
	IS des entreprises pétrolières de production	186 151 232 666,79	0,98%
	Impôt Spécial sur les profits Excédentaires (ISPE)	470 353 291 336,60	2,47%
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de Cession d'Actions et des Parts Sociales (ISPVCAPS)		0,00%
	IMPOTS GENERAUX SUR LES BIENS ET SERVICES	5 822 073 091 321,62	30,59%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	5 822 073 091 321,62	30,59%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	5 547 339 564 492,06	29,14%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	274 733 526 829,57	1,44%
	AUTRES RECETTES	564 237 778 701,90	2,96%
	Immatriculation des véhicules	5 151 657 875,00	0,03%
	Vente des imprimés	862 839 250,00	0,00%
	Amendes et pénalités	558 223 281 576,90	2,93%
	TOTAL IS+IRPP	14 704 566 995 934,90	77,26%
	RECETTES DES IMPOTS CEDULAIRES/REVENU 2025 ET RESIDUELLES	4 329 059 815 951,46	22,74%
	IPR des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	318 981 931 851,75	1,68%
	IPR des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	36 772 853 768,84	0,19%
	IPR des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	38 938 436 118,70	0,20%
	<i>IPR des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics</i>	<i>31 783 508 980,16</i>	<i>0,17%</i>
	<i>IPR des Nationaux/Agents des Régies financières</i>	<i>7 154 927 138,54</i>	<i>0,04%</i>
	IPR des Expatriés	105 388 576 429,37	0,55%
	IERE	96 188 495 395,23	0,51%
	IBP des grandes et moyennes entreprises non PP	2 790 708 407 612,88	14,66%
	IBP des Pétroliers Producteurs	62 556 686 921,58	0,33%
	IBP des entreprises de petite taille	23 112 790 849,78	0,12%
	<i>IBP des petites entreprises</i>	<i>18 652 197 842,07</i>	<i>0,10%</i>
	<i>IBP des micro-entreprises</i>	<i>4 460 593 007,71</i>	<i>0,02%</i>
	Impôts mobiliers (IM)	811 741 904 417,00	4,26%
	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents (IPPNR)	44 669 732 586,32	0,23%
	TOTAL GENERAL RECETTES	19 033 626 811 886,30	100%

III.1.5

RECETTES NON FISCALES

II.1.5.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 335 146 146 237	1 080 686 118 079	80,9	1 484 131 448 737	742 065 724 368	698 936 285 938	94,2	1 788 120 026 578	35,1	20,5
II.	RECETTES JUDICIAIRES	155 471 059 447	88 379 871 158	56,8	185 112 721 965	92 556 360 983	40 970 622 954	44,3	207 365 377 196	4,1	12,0
III.	RECETTES DOMANIALES	2 217 320 956 798	2 728 305 777 825	123,0	3 032 831 676 745	1 516 415 838 372	1 363 696 632 341	89,9	2 676 226 427 148	52,5	-11,8
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	136 633 974 205	166 569 059 506	121,9	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3	423 278 749 747	8,3	81,4
TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS		3 844 572 136 687	4 063 940 826 569	105,7	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0	5 094 990 580 669	100,0	3,2

II.1.5.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 PAR SERVICE D'ASSIETTE

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 335 146 146 237	1 080 686 118 079	80,9	1 484 131 448 737	742 065 724 368	698 936 285 938	94,2	1 788 120 026 578	35,1	20,5
22	AFFAIRES ETRANGERES	65 898 226 770	42 892 770 537	65,1	43 183 947 692	21 591 973 846	20 974 569 126	97,1	54 330 159 780	1,1	25,8
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	5 656 160 000	1 994 723 265	35,3	5 564 919 616	2 782 459 808	787 839 642	28,3	5 234 756 015	0,1	-5,9
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	22 327 168 600	3 723 622 436	16,7	4 099 402 188	2 049 701 094	153 071 799	7,5	995 950 800	0,0	-75,7
29	ÉCONOMIE NATIONALE	16 596 386 477	2 527 805 184	15,2	10 098 261 686	5 049 130 843	5 567 728 125	110,3	12 195 880 157	0,2	20,8
30	FINANCES	27 565 241 914	20 058 395 963	72,8	47 370 423 760	23 685 211 880	7 590 205 476	32,0	26 857 720 498	0,5	-43,3
31	BUDGET	1 129 753 655	1 683 936 135	149,1	1 777 963 920	888 981 960	972 996 941	109,5	1 872 196 008	0,0	5,3
32	PLAN	110 089 314	103 458 535	94,0	118 739 314	59 369 657	44 773 840	75,4	118 739 314	0,0	0,0
37	SANTE PUBLIQUE	212 315 934 943	318 372 747 239	150,0	346 916 980 747	173 458 490 373	171 866 108 580	99,1	519 173 085 183	10,2	49,7
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	13 335 757 720	2 708 245 778	20,3	15 392 585 038	7 696 292 519	1 272 635 724	16,5	16 208 392 046	0,3	5,3
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	24 418 168	11 452 348	46,9	12 795 196	6 397 598	7 349 150	114,9	12 795 196	0,0	0,0
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 809 323 994	2 980 198 785	164,7	4 296 771 741	2 148 385 871	1 506 971 077	70,1	3 471 461 526	0,1	-19,2
44	AGRICULTURE	61 706 044 877	14 046 468 052	22,8	60 553 346 736	30 276 673 368	5 605 966 537	18,5	60 553 346 736	1,2	0,0
46	INDUSTRIE	33 963 567 790	23 892 357 621	70,3	39 112 144 024	19 556 072 012	14 877 792 901	76,1	45 161 940 861	0,9	15,5
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	65 307 073 900	88 426 277 664	135,4	89 902 875 375	44 951 437 688	51 588 043 676	114,8	112 294 530 904	2,2	24,9
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	40 255 005 075	33 820 906 591	84,0	41 873 109 600	20 936 554 800	23 579 862 994	112,6	44 815 306 993	0,9	7,0
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS ET DESENCLAVEMENT	96 284 556 323	15 107 070 095	15,7	80 446 653 349	40 223 326 675	8 484 324 390	21,1	167 982 872 387	3,3	108,8
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	141 232 199 140	111 491 955 052	78,9	152 687 741 138	76 343 870 569	109 959 441 208	144,0	152 719 728 158	3,0	0,0
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	360 000 000 000	266 460 146 461	74,0	378 214 572 715	189 107 286 358	205 045 810 870	108,4	401 247 063 772	7,9	6,1
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	3 357 969 297	698 522 813	20,8	3 458 724 026	1 729 362 013	252 973 351	14,6	1 974 396 648	0,0	-42,9
57	TOURISME	4 108 655 700	1 683 359 304	41,0	4 742 406 617	2 371 203 308	619 012 850	26,1	5 282 823 943	0,1	11,4
58	CULTURE ET ARTS	4 059 636 459	2 050 943 336	50,5	4 924 282 715	2 462 141 358	1 817 047 330	73,8	5 160 959 050	0,1	4,8
60	SPORTS ET LOISIRS	3 010 153 337	1 606 375 083	53,4	2 961 596 093	1 480 798 047	754 025 783	50,9	2 961 596 093	0,1	0,0
62	EMPLOI ET TRAVAIL	87 383 035 243	74 197 344 487	84,9	75 499 433 602	37 749 716 801	40 524 943 977	107,4	88 295 022 934	1,7	16,9
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	12 113 202 900	129 524 774	1,1	1 113 202 900	556 601 450	33 956 732	6,1	1 172 202 654	0,0	5,3
64	AFFAIRES SOCIALES		35 264 964				15 440 819			0,0	
82	PECHE ET ELEVAGE	18 607 090 500	2 094 658 559	11,3	21 477 193 752	10 738 596 876	1 597 543 976	14,9	7 151 433 523	0,1	-66,7
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	35 542 713 556	47 887 587 019	134,7	47 884 594 610	23 942 297 305	23 435 849 065	97,9	50 422 478 125	1,0	5,3
90	ENTREPREUNARIAT,PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1 446 780 585	0	0,0	446 780 587	223 390 294	0	0,0	453 187 276	0,0	1,4

II.1.5.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 PAR SERVICE D'ASSIETTE

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
II.	RECETTES JUDICIAIRES	155 471 059 447	88 379 871 158	56,8	185 112 721 965	92 556 360 983	40 970 622 954	44,3	207 365 377 196	4,1	12,0
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	3 411 707 568	533 655 570	15,6	15 200 683 440	7 600 341 720	129 131 341	1,7	558 262 682	0,0	-96,3
34	JUSTICE ET GARDE DES SCAUX	9 387 969 407	5 198 713 494	55,4	20 240 394 680	10 120 197 340	6 249 466 516	61,8	25 734 402 410	0,5	27,1
85	POLICE NATIONALE	104 101 082 472	51 580 202 504	49,5	111 923 527 265	55 961 763 633	25 330 601 673	45,3	142 502 412 104	2,8	27,3
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	38 570 300 000	31 067 299 590	80,5	37 748 116 580	18 874 058 290	9 261 423 424	49,1	38 570 300 000	0,8	2,2
III.	RECETTES DOMANIALES	2 217 320 956 798	2 728 305 777 825	123,0	3 032 831 676 745	1 516 415 838 372	1 363 696 632 341	89,9	2 676 226 427 148	52,5	-11,8
27	DEFENSE NATIONALE	5 678 197 149	2 513 154 667	44,3	6 665 924 211	3 332 962 105	22 375 047 396	671,3	7 308 756 000	0,1	9,64
43	URBANISME ET HABITAT	29 909 222 844	25 685 969 719	85,9	28 162 653 263	14 081 326 631	12 684 493 482	90,1	38 196 349 745	0,7	35,6
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)	1 680 939 431 910	2 184 451 791 742	130,0	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1	1 932 023 377 903	37,9	-20,4
49	HYDROCARBURES	54 088 366 828	29 857 803 597	55,2	36 582 015 666	18 291 007 833	25 302 703 614	138,3	40 273 527 545	0,8	10,1
55	AFFAIRES FONCIÈRES	132 071 555 170	66 448 832 136	50,3	140 998 329 057	70 499 164 529	42 079 558 046	59,7	148 530 876 885	2,9	5,3
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	314 634 182 897	419 348 225 964	133,3	394 661 153 964	197 330 576 982	338 089 827 800	171,3	509 893 539 070	10,0	29,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	136 633 974 205	166 569 059 506	121,9	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3	423 278 749 747	8,3	81,4
74	PORTEFEUILLE	136 633 974 205	166 569 059 506	121,9	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3	423 278 749 747	8,3	81,4
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	3 844 572 136 687	4 063 940 826 569	105,7	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0	5 094 990 580 669	100,0	3,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.3	RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS										
I.1.1.3.	DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)										
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	3 411 707 568	533 655 570	0,16	15 200 683 440	7 600 341 720	129 131 341	1,7	558 262 682	0,0	-96,3
	27 420 000 Droits administratifs	3 411 707 568	533 655 570	0,16	15 200 683 440	7 600 341 720	129 131 341	1,7	558 262 682	0,0	-96,3
	Droits sur la vente des attributs de souveraineté	592 933 735	58 213 922	0,1		0	129 131 341		97 022 611	0,0	
	Droits sur la vente des symboles de souveraineté	363 894 350	56 806 009	0,2	13 294 800 000	6 647 400 000	0	0,0	59 544 563	0,0	-99,6
	Droits sur l'octroi de diplôme pour dignitaire	94 436 250	0	0,0	11 079 000	5 539 500	0	0,0	15 452 741	0,0	39,5
	Droits sur l'octroi de diplôme pour la médaille de la paix	25 183 000	372 443 232	14,8		0	0		4 120 731	0,0	
	Carte pour dignitaire	31 478 750	42 000 786	1,3	3 693 000	1 846 500	0	0,0	5 150 914	0,0	39,5
	Droits sur l'octroi de brevet (pour divers métiers y compris la médaille du combattant) pour personne physique	188 872 500	0	0,0	208 285 200	104 142 600	0	0,0	30 905 482	0,0	-85,2
	Droits sur l'octroi de médaille de l'ordre national "héros nationaux"	108 538 730	0	0,0	100 449 600	50 224 800	0	0,0	17 760 351	0,0	-82,3
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite civique	604 392 000	4 191 621	0,0	283 622 400	141 811 200	0	0,0	98 897 544	0,0	-65,1
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite sportif	110 805 200	0	0,0	28 362 240	14 181 120	0	0,0	18 131 216	0,0	-36,1
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite conjugal	120 878 400	0	0,0	70 905 600	35 452 800	0	0,0	19 779 509	0,0	-72,1
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite maternel	60 439 200	0	0,0	70 905 600	35 452 800	0	0,0	9 889 754	0,0	-86,1
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite agricole	58 424 560	0	0,0	70 905 600	35 452 800	0	0,0	9 560 096	0,0	-86,5
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite des arts , sciences et lettres	48 351 360	0	0,0	141 811 200	70 905 600	0	0,0	7 911 804	0,0	-94,4
	Amendes transactionnelles pour la violation à la législation et à la réglementation en vigueur	1 003 079 533	0	0,0	915 864 000	457 932 000	0	0,0	164 135 366	0,0	-82,1

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES		65 898 226 770	42 892 770 537	65,1	43 183 947 692	21 591 973 846	20 974 569 126	97,1	54 330 159 780	0,1	25,8
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	938 929 922	0	0,0	1 192 243 020	596 121 510	0	0,0	863 129 280	0,0	-27,6
	27 012 220	Droits d'octroi de la Carte consulaire	582 913 770	0	0,0	740 224 620	370 112 310	0	0,0	725 655 060	0,0	-2,0
	27 012 284	Droits sur les actes d'état civil délivrés à l'étranger par les ambassades et consulats de la RDC	356 016 152	0	0,0	452 018 400	226 009 200	0	0,0	137 474 220	0,0	-69,6
	27 420 000	Droits administratifs	64 959 296 848	42 892 770 537	66,0	41 991 704 672	20 995 852 336	20 974 569 126	99,9	53 467 030 500	0,1	27,3
	27 421 100	Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport	342 978 941	0	0,0	435 112 200	217 556 100	0	0,0	426 344 100	0,0	-2,0
	27 421 200	Droits de légalisation par la représentation diplomatique ou consulaire (Droits de légalisation simple)	70 483 604	149 191 731	211,7	99 000 000	49 500 000	68 974 701	139,3	36 253 750	0,0	-63,4
	27 421 500	Taxe de délivrance de la Note verbale	2 883 229	14 897 720	516,7	34 109 000	17 054 500	11 872 688	69,6	17 401 800	0,0	-49,0
	27 421 600	Droits de délivrance du Passeport ordinaire	61 353 347 112	42 728 681 086	69,6	37 373 343 737	18 686 671 869	20 891 761 057	111,8	49 281 897 600	0,1	31,9
	27 421 710	Droits de délivrance des Visas d'entrée	3 189 603 962	0	0,0	4 050 139 735	2 025 069 868	1 960 680	0,1	3 705 133 250	0,0	-8,5
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE		5 656 160 000	1 994 723 265	35,3	5 564 919 616	2 782 459 808	787 839 642	28,3	5 234 756 015	0,0	-5,9
	17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	378 400 258	72 874 216	19,3	378 400 258	189 200 129	67 878 370	35,9	491 920 335	0,0	30,0
	17 134 700	Droits de délivrance ou de renouvellement de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport	378 400 258	72 874 216	19,3	378 400 258	189 200 129	67 878 370	35,9	491 920 335	0,0	30,0
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	609 948 986	2 952 232	0,5	609 948 986	304 974 493	76 697 754	25,1	792 933 682	0,0	30,0
	17 136 121	Taxe sur l'autorisation spéciale de fabrication artisanale, d'importation et/ou de vente d'armes de chasse ou d'autodéfense	135 099 774	2 952 232	2,2	135 099 774	67 549 887	0	0,0	175 629 706	0,0	30,0
	17 136 122	Taxe sur l'autorisation spéciale de vente des dispositifs anti-incendie	339 424 606	0	0,0	339 424 606	169 712 303	0	0,0	441 251 988	0,0	30,0
	17 136 123	Taxe sur l'autorisation spéciale de service de maintenance, d'entretien et de recharge des dispositifs anti-incendie	135 424 606	0	0,0	135 424 606	67 712 303	76 697 754	113,3	176 051 988	0,0	30,0
	17 181 000	Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises	2 802 903 822	362 748 296	12,9	2 711 663 438	1 355 831 719	83 882 250	6,2	1 194 535 418	0,0	-55,9
	17 182 500	Droits de vente de la carte d'identité	2 011 333 333	0	0,0	1 920 092 949	960 046 475	0	0,0		0,0	-100,0
	17 182 600	Produits de vente de carte de résidence pour étranger	791 570 489	362 748 296	45,8	791 570 489	395 785 245	83 882 250	21,2	1 194 535 418	0,0	50,9

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE (Suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	1 864 906 934	1 556 148 521	83,4	1 864 906 934	932 453 467	559 381 268	60,0	2 755 366 579	0,0	47,7
	27 426 111	Redevance annuelle d'exploitation d'une société de gardiennage	856 757 939	499 197 080	58,3	856 757 939	428 378 970	447 410 035	104,4	1 279 279 103	0,0	49,3
	27 426 112	Redevance annuelle d'exploitation de vente, de recharge et de maintenance des dispositifs anti-incendie	110 424 606	50 000	0,0	110 424 606	55 212 303	0	0,0	143 551 988	0,0	30,0
	27 426 113	Redevance annuelle de vente des dispositifs anti-incendie	202 424 606	0	0,0	202 424 606	101 212 303	0	0,0	263 151 988	0,0	30,0
	27 426 820	Droits de délivrance du permis d'exploitation d'une société de gardiennage	695 299 783	1 056 901 441	152,0	695 299 783	347 649 892	111 971 233	32,2	1 069 383 500	0,0	53,8
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES		22 327 168 600	3 723 622 436	16,7	4 099 402 188	2 049 701 094	153 071 799	7,5	995 950 800	0,0	-75,7
	27 022 300	Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours	22 327 168 600	3 721 414 896	16,7	3 803 962 188	1 901 981 094	152 255 755	8,0	966 947 800	0,0	-74,6
	27 022 321	Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique	554 032 600	56 508 854	10,2	3 303 962 188	1 651 981 094	76 690 501	4,6	466 948 300	0,0	-85,9
	27 022 360	Droits de dépôt des candidatures aux élections	21 773 136 000	3 664 906 042	16,8	500 000 000	250 000 000	75 565 254	30,2	499 999 500	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	2 207 540		295 440 000	147 720 000	816 045	0,6	29 003 000	0,0	-90,2
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	0	2 207 540		295 440 000	147 720 000	816 045	0,6	29 003 000	0,0	-90,2
27	DEFENSE NATIONALE		5 678 197 149	2 513 154 667	44,3	6 665 924 211	3 332 962 105	22 375 047 396	671,3	7 308 756 000	0,0	9,6
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	1 273 030 762	981 664 300	77,1	1 477 208 386	738 604 193	503 576 135	68,2	1 740 180 000	0,0	17,8
	17 135 300	Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de l'importation, fabrication, achat, vente, transport ou emmagasinage des produits explosifs	1 273 030 762	981 664 300	77,1	1 477 208 386	738 604 193	503 576 135	68,2	1 740 180 000	0,0	17,8
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	4 405 166 387	1 530 434 367	34,7	5 188 715 825	2 594 357 912	21 871 471 261	843,0	5 568 576 000	0,0	7,3
	17 136 322	Taxe d'agrément de boutefeu	302 196 000	318 670 461	105,5	372 256 513	186 128 257	664 495 426	357,0	400 241 400	0,0	7,5
	17 136 326	Taxe d'agrément des dépôts d'explosifs (mine ou carrière)	190 922 375	669 080 642	350,4	449 460 093	224 730 047	2 137 500	1,0	56 555 850	0,0	-87,4
	17 136 228	Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de minage	3 912 048 012	542 683 264	13,9	4 366 999 218	2 183 499 609	21 204 838 335	971,1	5 111 778 750	0,0	17,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles		1 056 000		0	0	0		0	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives		1 056 000		0	0	0		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
29	ÉCONOMIE NATIONALE		16 596 386 477	2 527 805 184	15,2	10 098 261 686	5 049 130 843	5 567 728 125	110,3	12 195 880 157	0,0	20,8
	17 136 200	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle	726 467 752	130 869 612	18,0	799 723 122	399 861 561	378 281 214	94,6	832 618 124	0,0	4,1
	17 136 223	Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	726 467 752	130 869 612	18,0	799 723 122	399 861 561	378 281 214	94,6	832 618 124	0,0	4,1
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	45 167 161	1 212 900 436	2 685,4	50 569 845	25 284 923	136 234 561	538,8	51 625 340	0,0	2,1
	27 012 233	Droits de vente d'une revue économique	45 167 161	1 212 900 436	2 685,4	50 569 845	25 284 923	136 234 561	538,8	51 625 340	0,0	2,1
	27 482 000	Restitution au Trésor Public	0	0		5 727 484 367	2 863 742 184	0	0,0	6 842 921 705	0,0	19,5
	27 482 200	Sommes indûment perçues dans le cadre de la législation sur les prix	0	0		5 727 484 367	2 863 742 184	0	0,0	6 842 921 705	0,0	19,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	15 824 751 565	1 184 035 135	7,5	3 520 484 352	1 760 242 176	5 053 212 350	287,1	4 468 714 988	0,0	26,9
	37 444 000	Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	15 824 751 565	1 184 035 135	7,5	3 520 484 352	1 760 242 176	5 053 212 350	287,1	4 468 714 988	0,0	26,9
30	FINANCES		27 565 241 914	20 058 395 963	72,8	47 370 423 760	23 685 211 880	7 590 205 476	32,0	26 857 720 498	0,0	-43,3
	17 111 000	Impôts professionnels des personnes physiques	1 720 406 350	3 314 271 988	192,6	1 990 411 085	995 205 543	3 178 064 816	319,3	2 926 244 879	0,0	47,0
	17 113 810	Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)	1 720 406 350	3 314 271 988	192,6	1 990 411 085	995 205 543	3 178 064 816	319,3	2 926 244 879	0,0	47,0
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	1 724 564 090	1 529 263 084	88,7	2 549 457 625	1 274 728 813	740 214 993	58,1	3 059 349 150	0,0	20,0
	17 136 215	Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie	1 724 564 090	1 529 263 084	88,7	2 549 457 625	1 274 728 813	740 214 993	58,1	3 059 349 150	0,0	20,0
	27 482 000	Restitution au Trésor Public	1 757 135 938	1 088 943 684	62,0	2 206 012 000	1 103 006 000	746 208 855	67,7	1 936 796 537	0,0	-12,2
	27 482 100	Droits sur le recouvrement de débet comptable	2 714 744	11 372 560	418,9	3 408 250	1 704 125	1 973 500	115,8	3 947 000	0,0	15,8
	27 482 300	Droits su la récupération des sommes indûment payées par le Trésor public	1 754 421 194	1 071 069 647	61,0	2 202 603 750	1 101 301 875	744 235 355	67,6	1 932 849 537	0,0	-12,2
	27 482 400	Droits sur le remboursement des créances des biens nationalisés	0	6 501 477		0	0	0		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	22 363 135 536	14 125 917 207	63,2	40 624 543 050	20 312 271 525	2 925 716 812	14,4	18 935 329 932	0,0	-53,4
	37 442 000	Astreintes pour défaut ou retard de transmission des tableaux de synthèse exigés par le système comptable	10 891 647 500	323 026 888	3,0	10 891 647 500	5 445 823 750	266 352 272	4,9	8 610 990 700	0,0	-20,9
	37 443 000	Amendes pour non respect de la législation de change	11 471 488 036	13 802 890 319	120,3	29 732 895 550	14 866 447 775	2 659 364 540	17,9	10 324 339 232	0,0	-65,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
31	BUDGET		1 129 753 655	1 683 936 135	149,1	1 777 963 920	888 981 960	972 996 941	109,5	1 872 196 008	0,0	5,3
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 129 753 655	1 683 936 135	149,1	1 777 963 920	888 981 960	972 996 941	109,5	1 872 196 008	0,0	5,3
	27 012 281	Droits de vente de Dossier d'Appel d'Offres(DAO)	1 096 375 983	1 622 727 628	148,0	1 265 539 276	632 769 638	955 353 877	151,0	1 830 473 918	0,0	44,6
	27 012 282	Droits sur dossier de marché passé par la procédure de gré à gré	33 377 672	61 208 507	183,4	512 424 644	256 212 322	17 643 064	6,9	41 722 090	0,0	-91,9
32	PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT		110 089 314	103 458 535	94,0	118 739 314	59 369 657	44 773 840	75,4	118 739 314	0,0	0,0
	17 136 300	Taxes d'agrément	6 200 000	3 610 600	58,2	0	0	8 009 425		0	0,0	
	17 136 381	Taxe d'agrément pour la distribution de l'aide alimentaire	6 200 000	3 610 600	58,2	0	0	8 009 425		0	0,0	
	27 420 000	Droits administratifs	103 739 314	99 431 738	95,8	103 739 314	51 869 657	36 554 948	70,5	103 739 314	0,0	0,0
	27 427 220	Droits d'enregistrement d'une association sans but lucratif	103 739 314	99 431 738	95,8	103 739 314	51 869 657	36 554 948	70,5	103 739 314	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	150 000	416 197	277,5	15 000 000	7 500 000	209 466	2,8	15 000 000	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	150 000	416 197	277,5	15 000 000	7 500 000	209 466	2,8	15 000 000	0,0	0,0
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX		9 387 969 407	5 198 713 494	55,4	20 240 394 680	10 120 197 340	6 249 466 516	61,8	25 734 402 410	0,0	27,1
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	24 002 000	17 167 200	71,5	1 029 324 396	514 662 198	190 647 893	37,0	3 029 324 396	0,0	194,3
	27 012 111	Droits de vente d'un bien saisi et confisqué	24 002 000	17 167 200	71,5	1 029 324 396	514 662 198	190 647 893	37,0	3 029 324 396	0,0	194,3
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	1 369 902 382	3 939 397 314	287,6	12 955 336 325	6 477 668 163	3 205 790 726	49,5	16 453 200 557	0,0	27,0
	27 022 220	Droits d'authentification de document	314 686 768	692 725 778	220,1	642 543 960	321 271 980	441 326 388	137,4	642 543 960	0,0	0,0
	27 022 270	Droits d'octroi du casier judiciaire	0	0		7 277 040 851	3 638 520 426	1 239 623 033	34,1	8 277 040 851	0,0	13,7
	27 022 331	Droits relatifs au fonctionnement d'une Association Sans But Lucratif	841 716 592	3 033 454 306	360,4	4 630 547 001	2 315 273 501	902 356 208	39,0	6 328 094 250	0,0	36,7
	27 022 540	Quotité du Trésor Public sur la vente du journal officiel	39 601 845	56 377 330	142,4	64 558 667	32 279 334	532 925 122	1 651,0	764 875 650	0,0	1 084,8
	27 022 570	Droits d'insertion payante dans le journal officiel d'un document dactylographié ou manuscrit	173 897 177	156 839 900	90,2	340 645 846	170 322 923	89 559 975	52,6	440 645 846	0,0	29,4
	27 425 000	Droits administratifs de vérification, de contrôle et de surveillance	2 196 713 090	687 095 029	31,3	1 262 709 987	631 354 994	207 837 760	32,9	985 172 027	0,0	-22,0
	27 425 710	Droits sur l'acte relatif à la nationalité congolaise	987 929 090	687 095 029	69,5	1 258 259 300	629 129 650	204 349 460	32,5	979 721 340	0,0	-22,1
		Garantie financière notaire	1 208 784 000	0	0,0	4 450 687	2 225 344	3 488 300	156,8	5 450 687	0,0	22,5
	27 484 000	Recettes diverses	5 096 548 752	513 499 594	10,1	1 452 572 612	726 286 306	2 259 313 436	311,1	1 726 254 070	0,0	18,8
	27 484 300	Droits pour la censure d'une chanson ou d'un spectacle	1 968 303 280	230 224 188	11,7	836 360 612	418 180 306	276 340 040	66,1	910 042 070	0,0	8,8
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	3 128 245 472	283 275 406	9,1	616 212 000	308 106 000	1 982 973 396	643,6	816 212 000	0,0	32,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	700 803 183	41 554 357	5,9	3 540 451 360	1 770 225 680	385 876 701	21,8	3 540 451 360	0,0	0,0
	37 448 100	Amendes judiciaires	203 438 933	35 229 389	17,3	3 000 000 000	1 500 000 000	144 270 996	9,6	3 000 000 000	0,0	0,0
	37 448 300	Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude	497 364 250	6 324 968	1,3	540 451 360	270 225 680	241 605 705	89,4	540 451 360	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACR
37	SANTE PUBLIQUE		212 315 934 943	318 372 747 239	150,0	346 916 980 747	173 458 490 373	171 866 108 580	99,1	519 173 085 183	1,0	49,7
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	2 853 838 292	7 733 181 983	271,0	9 888 138 781	4 944 069 391	3 935 812 922	79,6	9 739 814 143	0,0	-1,5
	17 135 120	Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques	2 302 582 422	7 440 280 632	323,1	9 463 008 526	4 731 504 263	3 508 801 590	74,2	9 151 053 243	0,0	-3,3
	17 135 250	Taxe sur autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique, d'analyse clinique et bio médical, d'imagerie médicale et radiodiagnostic	286 834 370	259 144 066	90,3	286 852 594	143 426 297	409 602 285	285,6	435 045 000	0,0	51,7
	17 135 261	Autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros des produits pharmaceutiques	60 439 200	27 555 500	45,6	70 609 869	35 304 935	17 409 047	49,3	92 809 600	0,0	31,4
	17 135 262	Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de réactifs de laboratoire	203 982 300	6 201 786	3,0	67 667 791	33 833 896	0	0,0	60 906 300	0,0	-10,0
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	5 223 672 727	10 494 244 877	200,9	10 409 191 816	5 204 595 908	7 766 344 835	149,2	13 607 672 150	0,0	30,7
	17 153 140	Taxe sur l'autorisation d'importation de médicament ou de tabac	5 223 672 727	10 494 244 877	200,9	10 409 191 816	5 204 595 908	7 766 344 835	149,2	13 607 672 150	0,0	30,7
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	0	398 784 661		379 656 145	189 828 073	27 322 461	14,4	31 149 222	0,0	-91,8
	27 022 222	Droits d'Authentification des titres scolaires des Instituts Techniques Médicaux	0	398 784 661		379 656 145	189 828 073	27 322 461	14,4	31 149 222	0,0	-91,8
	27 420 000	Droits administratifs	200 824 851 023	299 420 574 569	149,1	322 016 211 558	161 008 105 779	159 957 932 738	99,3	495 449 582 774	0,9	53,9
	27 423 300	Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés	128 516 472	4 517 570	3,5	276 092 973	138 046 486	6 252 260 804	4 529,1	326 109 732	0,0	18,1
	27 423 400	Taxe de contrôle sanitaires aux postes frontaliers des produits d'origine, toxiques, soporifiques et stupéfiants	165 632 501 255	257 579 764 717	155,5	269 792 703 985	134 896 351 993	125 732 941 776	93,2	450 413 096 444	0,8	66,9
	27 425 720	Taxe pour la délivrance du certificat international de vaccination	3 610 260 063	3 813 222 532	105,6	5 455 122 336	2 727 561 168	7 335 384 183	268,9	5 501 144 025	0,0	0,8
	27 425 831	Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef et train	469 537 035	5 329 665 799	1 135,1	1 513 535 298	756 767 649	9 377 241 225	1 239,1	777 164 388	0,0	-48,7
	27 425 832	Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de véhicules d'occasion à l'importation et véhicule routier transfrontalier	20 101 763 133	28 310 708 808	140,8	29 020 909 068	14 510 454 534	11 082 880 200	76,4	31 702 961 778	0,1	9,2
	27 425 833	Taxe sur la désinfection et le contrôle sanitaire de friperie	0	0		0	0	0		6 729 106 407	0,0	
		Redevance sur la désinfection et le contrôle sanitaire des friperies	10 882 273 065	4 382 695 143	40,3	15 957 847 898	7 978 923 949	177 224 550	2,2	0	0,0	-100,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	3 413 572 901	325 961 149	9,5	4 223 782 446	2 111 891 223	178 695 624	8,5	344 866 895	0,0	-91,8
	37 441 000	Amendes transactionnelles	3 413 572 901	325 961 149	9,5	4 223 782 446	2 111 891 223	178 695 624	8,5	344 866 895	0,0	-91,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACR
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE		13 335 757 720	2 708 245 778	20,3	15 392 585 038	7 696 292 519	1 272 635 724	16,5	16 208 392 046	0,0	5,3
	17 136 300	Taxes d'agrément	692 540 750	455 816 517	65,8	812 460 000	406 230 000	6 117 500	1,5	855 520 380	0,0	5,3
	17 136 334	Taxe d'agrément d'un établissement privé d'enseignement supérieur et universitaire	692 540 750	455 816 517	65,8	812 460 000	406 230 000	6 117 500	1,5	855 520 380	0,0	5,3
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	12 643 216 970	2 242 054 598	17,7	14 580 125 038	7 290 062 519	1 266 518 224	17,4	15 352 871 666	0,0	5,3
	27 022 223	Droits d'authentification d'un titre académique d'une université ou d'un institut supérieur	497 118 342	716 627 610	144,2	583 198 560	291 599 280	824 299 610	282,7	614 108 084	0,0	5,3
	27 022 232	Droits pour l'octroi d'équivalence de diplôme	8 814 155	92 306 211	1 047,2	65 093 225	32 546 612	29 889 923	91,8	68 543 166	0,0	5,3
	27 022 233	Droits d'enterinement ou d'homologation de titre académique	12 119 051 764	1 430 335 455	11,8	13 910 443 398	6 955 221 699	412 328 691	5,9	14 647 696 898	0,0	5,3
	27 022 411	Taxe de délivrance d'une attestation en vue d'une exonération pour frais d'études	17 628 310	2 785 322	15,8	20 680 800	10 340 400	0	0,0	21 776 882	0,0	5,3
	27 022 483	Taxe de délivrance d'une attestation d'exonération pour rapatriement de l'étranger des effets personnels d'un diplômé	604 399	0	0,0	709 056	354 528	0	0,0	746 636	0,0	5,3
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	10 374 663		0	0	0		0	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratifs	0	10 374 663		0	0	0		0	0,0	
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE		24 418 168	11 452 348	46,9	12 795 196	6 397 598	7 349 150	114,9	12 795 196	0,0	0,0
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	21 224 140	9 781 000	46,1	10 743 472	5 371 736	3 920 000	73,0	10 743 472	0,0	0,0
	17 136 171	Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique	10 601 308	4 666 000	44,0	3 860 000	1 930 000	2 210 000	114,5	3 860 000	0,0	0,0
	17 136 172	Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche	10 622 832	5 115 000	48,2	6 883 472	3 441 736	1 710 000	49,7	6 883 472	0,0	0,0
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	2 990 548	1 671 348	55,9	1 877 019	938 509	3 429 150	365,4	1 877 019	0,0	0,0
	27 416 210	Taxe d'enregistrement des résultats en matière de recherche scientifique	2 990 548	1 671 348	55,9	1 877 019	938 509	3 429 150	365,4	1 877 019	0,0	0,0
	27 420 000	Droits administratifs	203 480	0	0,0	174 706	87 353	0	0,0	174 706	0,0	0,0
	27 428 160	Droits d'octroi ou de renouvellement de la carte de chercheur indépendant	203 480	0	0,0	174 706	87 353	0	0,0	174 706	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	0		0	0	0		0	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratifs	0	0		0	0	0		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		1 809 323 994	2 980 198 785	164,7	4 296 771 741	2 148 385 871	1 506 971 077	70,1	3 471 461 526	0,0	-19,2
	17 136 300	Taxes d'agrément	425 188 393	1 633 737 995	384,2	924 263 857	462 131 928	787 168 463	170,3	667 939 090	0,0	-27,7
	17 136 314	Taxe d'agrément des entreprises de construction	377 446 089	1 375 741 906	364,5	729 107 846	364 553 923	622 327 541	170,7	574 259 400	0,0	-21,2
	17 136 315	Taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures	47 742 304	257 996 089	540,4	194 269 691	97 134 845	141 058 422	145,2	92 809 600	0,0	-52,2
		Agrément des entreprises d'aménagement intérieur	0	0		886 320	443 160	7 250 000	1 636,0	870 090	0,0	-1,8
		Enregistrement des indépendants dans le secteur de construction et d'aménagement intérieur	0	0		0	0	16 532 500		0	0,0	
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 380 865 580	624 819 830	45,2	1 584 170 461	792 085 231	352 128 706	44,5	2 789 041 567	0,0	76,1
	27 012 112	Droits de Vente de matériel ou mobilier déclassé	1 380 865 580	624 819 830	45,2	1 584 170 461	792 085 231	352 128 706	44,5	2 789 041 567	0,0	76,1
	27 021 000	Ventes de services des établissements marchands	3 270 021	589 824 861	18 037,3	271 486 563	135 743 282	356 033 536	262,3	2 900 300	0,0	-98,9
	27 021 100	Droits relatifs aux prestations diverses	3 270 021	589 824 861	18 037,3	271 486 563	135 743 282	356 033 536	262,3	2 900 300	0,0	-98,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	131 816 100		1 516 850 860	758 425 430	11 640 372	1,5	11 580 569	0,0	-99,2
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	0	131 816 100		1 516 850 860	758 425 430	11 640 372	1,5	11 580 569	0,0	-99,2
43	URBANISME ET HABITAT		29 909 222 844	25 685 969 719	85,9	28 162 653 263	14 081 326 631	12 684 493 482	90,1	38 196 349 745	0,1	35,6
	17 136 100	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	9 512 790 803	15 501 085 884	162,9	12 197 359 228	6 098 679 614	8 390 366 828	137,6	19 055 475 352	0,0	56,2
	17 136 141	Taxe sur permis de demolir un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	4 532 940	482 723 045	10 649,2	2 024 544 852	1 012 272 426	909 071 845	89,8	53 179 200	0,0	-97,4
	17 136 142	Taxe sur permis de construire (autorisation de bâtir) un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	62 690 560	11 235 081 248	17 921,5	6 197 132 907	3 098 566 454	7 059 029 631	227,8	12 251 854 304	0,0	97,7
	17 136 143	Autorisation de transformation d'immeuble à étage	73 676 262	3 754 443 101	5 095,9	86 433 926	43 216 963	3 820 709	8,8	86 433 926	0,0	0,0
	17 136 146	Taxe sur permis de construire une station service de plus de trois pompes	1 265 987 000	27 513 489	2,2	700 000	350 000	297 598 946	85 028,3	0	0,0	-100,0
		Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un bureau d'études d'architecture et d'urbanisme	8 105 904 040	1 325 000	0,0	3 888 547 542	1 944 273 771	120 845 696	6,2	6 664 007 922	0,0	71,4
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	523 672 100	10 744 640	2,1	4 535 500	2 267 750	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 012 212	Droits du livret de bail (Baux à loyer)	523 672 100	10 744 640	2,1	4 535 500	2 267 750	0	0,0		0,0	-100,0
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	8 433 735 040	329 660 678	3,9	3 047 014 400	1 523 507 200	838 043 407	55,0	5 711 723 302	0,0	87,5
	27 022 322	Taxe d'agrément et d'enregistrement d'une agence immobilière	4 660 869 640	328 590 878	7,0	1 841 619 200	920 809 600	555 271 111	60,3	5 711 723 302	0,0	210,1
	27 022 325	Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un courtier immobilier	1 455 768 000	0	0,0	1 205 395 200	602 697 600	282 772 296	46,9	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
43	URBANISME ET HABITAT (Suite)											
		Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un agent immobilier	2 317 097 400	1 069 800	0,0	0	0	0		0	0,0	
	27 415 100	Loyers	8 392 039 985	8 616 733 092	102,7	10 502 463 354	5 251 231 677	3 247 165 171	61,8	9 768 092 162	0,0	-7,0
	27 415 221	Droits de location de maison du domaine privé de l'État relevant du Pouvoir Central	7 712 098 985	8 616 167 992	111,7	10 369 515 354	5 184 757 677	3 246 355 971	62,6	8 083 490 412	0,0	-22,0
	27 415 222	Préavis bail non professionnel à usage commercial, industriel et socio-culturel	679 941 000	565 100	0,1	132 948 000	66 474 000	809 200	1,2	1 684 601 750	0,0	1 167,1
	27 428 000	Autres droits administratifs	1 702 919 517	166 570 302	9,8	655 285 920	327 642 960	31 000 750	9,5	839 492 158	0,0	28,1
		Taxe d'agrément et d'enregistrement d'une organisation non gouvernementale/habitat en République Démocratique du Congo	1 432 009 897	418 514	0,0	565 908 280	282 954 140	171 000	0,1	780 995 038	0,0	38,0
	27 428 223	Taxe sur établissement d'avis urbanistique sur la concession foncière de 50 ares et plus pour la terre urbaine ou de 10 ha et plus pour la terre rurale	40 033 620	148 456 410	370,8	58 497 120	29 248 560	30 829 750	105,4	58 497 120	0,0	0,0
	27 428 231	Taxe sur morcellement d'une parcelle ou d'une concession foncière de 50 ares et plus pour les terres urbaines ou de 10 ha et plus pour les terres rurales	230 876 000	17 695 378	7,7	30 880 520	15 440 260	0	0,0	0	0,0	-100,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 344 065 399	1 061 175 124	79,0	1 755 994 862	877 997 431	177 917 326	20,3	2 821 566 771	0,0	60,7
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 344 065 399	1 061 175 124	79,0	1 755 994 862	877 997 431	177 917 326	20,3	2 821 566 771	0,0	60,7
44	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE		61 706 044 877	14 046 468 052	22,8	60 553 346 736	30 276 673 368	5 605 966 537	18,5	60 553 346 736	0,1	0,0
	17 135 000	Taxe sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	5 295 375 452	37 014 743	0,7	7 324 481 127	3 662 240 564	28 672 048	0,8	7 324 481 127	0,0	0,0
	17 135 231	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente d'intrants agricoles	5 295 375 452	37 014 743	0,7	7 324 481 127	3 662 240 564	28 672 048	0,8	7 324 481 127	0,0	0,0
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	187 162 300	651 296 188	348,0	522 289 006	261 144 503	1 820 259 628	697,0	522 289 006	0,0	0,0
	27 022 432	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers de végétaux , produits végétaux et produits d'origine végétale	20 008 000	327 733 449	1 638,0	217 202 006	108 601 003	1 040 994 646	958,5	217 202 006	0,0	0,0
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	167 154 300	323 562 739	193,6	305 087 000	152 543 500	779 264 982	510,8	305 087 000	0,0	0,0
	27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	13 694 675 919	1 869 045 036	13,6	18 930 236 603	9 465 118 302	2 685 539 146	28,4	18 930 236 603	0,0	0,0
	27 423 121	Taxe sur l'autorisation d'importation des végétaux, produits végétaux et produits d'origine végétale	959 665 960	1 089 704 656	113,6	1 317 779 566	658 889 783	376 358 324	57,1	1 317 779 566	0,0	0,0
	27 423 122	Taxe sur l'autorisation d'importation des produits phytosanitaires ou intrants agricoles	5 498 064 193	349 805 590	6,4	7 606 313 099	3 803 156 550	550 191 256	14,5	7 606 313 099	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
44	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE (Suite)											
	27 423 123	Taxe sur l'Autorisation d'exportation des végétaux, des produits végétaux et produits d'origine végétale	6 500 744 839	60 349 896	0,9	8 998 033 837	4 499 016 919	131 013 759	2,9	8 998 033 837	0,0	0,0
	27 423 220	Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation de denrées alimentaires d'origine minérale	736 200 927	369 184 893	50,1	1 008 110 101	504 055 051	1 627 975 807	323,0	1 008 110 101	0,0	0,0
	27 425 000	Droits administratifs	38 961 513 111	11 481 245 905	29,5	29 446 222 671	14 723 111 336	1 067 208 414	7,2	29 446 222 671	0,1	0,0
	27 425 110	Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire de végétaux	67 994 910	524 214 529	771,0	99 274 476	49 637 238	14 334 793	28,9	99 274 476	0,0	0,0
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur la délivrance d'un certificat phytosanitaire ou d'origine	4 354 920 752	1 296 481 556	29,8	5 019 630 004	2 509 815 002	844 420 308	33,6	5 019 630 004	0,0	0,0
	27 425 140	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers des végétaux, produits végétaux, produits d'origine végétale, produits phytosanitaires ou intrants agricoles	34 538 597 449	9 660 549 820	28,0	24 327 318 191	12 163 659 096	208 453 313	1,7	24 327 318 191	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	3 567 318 095	7 866 180	0,2	4 330 117 329	2 165 058 665	4 287 300	0,2	4 330 117 329	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	3 567 318 095	7 866 180	0,2	4 330 117 329	2 165 058 665	4 287 300	0,2	4 330 117 329	0,0	0,0
46	INDUSTRIE		33 963 567 790	23 892 357 621	70,3	39 112 144 024	19 556 072 012	14 877 792 901	76,1	45 161 940 861	0,1	15,5
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	15 879 529 661	8 025 900 453	50,5	18 890 402 248	9 445 201 124	4 314 868 469	45,7	15 571 846 743	0,0	-17,6
	17 134 500	Taxes relatives à la métrologie légale	15 879 529 661	8 025 900 453	50,5	18 890 402 248	9 445 201 124	4 314 868 469	45,7	15 571 846 743	0,0	-17,6
	17 134 510	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	4 779 664 054	6 742 112 369	141,1	7 048 237 146	3 524 118 573	2 648 959 229	75,2	1 403 962 723	0,0	-80,1
	17 134 520	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	282 069 925	188 838 257	66,9	486 110 628	243 055 314	223 531 509	92,0	474 199 050	0,0	-2,5
	17 134 530	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	440 536 175	83 360	0,0	516 818 715	258 409 358	19 084 450	7,4	503 927 125	0,0	-2,5
	17 134 540	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le môle comme unité de masse	57 047 850	1 948 240	3,4	66 926 165	33 463 082	183 491 602	548,3	65 256 750	0,0	-2,5
	17 134 550	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	2 301 056 723	32 280 540	1,4	2 699 504 029	1 349 752 015	134 898 800	10,0	2 632 167 265	0,0	-2,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
46	INDUSTRIE (suite)											
	17 134 560	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant unité de température	98 122 302	220 213 082	224,4	115 113 003	57 556 502	37 476 675	65,1	112 241 610	0,0	-2,5
	17 134 570	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	7 606 380	129 462 416	1 702,0	2 504 054 672	1 252 027 336	723 438 828	57,8	1 217 255 910	0,0	-51,4
	17 134 580	Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	7 827 687 376	103 941 184	1,3	4 923 959 858	2 461 979 929	54 531 751	2,2	8 681 386 510	0,0	76,3
	17 134 610	Taxe relative à la normalisation	85 738 876	607 021 005	708,0	529 678 032	264 839 016	289 455 625	109,3	481 449 800	0,0	-9,1
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	143 227 500	455 283 635	317,9	282 845 942	141 422 971	27 656 861	19,6	343 907 111	0,0	21,6
	27 012 236	Droits sur la vente du recueil des normes	143 227 500	455 283 635	317,9	282 845 942	141 422 971	27 656 861	19,6	343 907 111	0,0	21,6
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	16 040 810 629	14 954 533 443	93,2	18 709 894 869	9 354 947 435	9 699 810 753	103,7	27 017 186 023	0,0	44,4
	27 416 310	Taxe relative à la protection de la propriété industrielle	2 920 282 952	4 979 113 411	170,5	5 772 578 968	2 886 289 484	2 118 606 828	73,4	11 782 932 798	0,0	104,1
	27 416 330	Taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle	13 120 527 677	9 975 420 032	76,0	12 937 315 901	6 468 657 951	7 581 203 925	117,2	15 234 253 225	0,0	17,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 900 000 000	456 640 090	24,0	1 229 000 965	614 500 482	835 456 817	136,0	2 229 000 985	0,0	81,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 900 000 000	456 640 090	24,0	1 229 000 965	614 500 482	835 456 817	136,0	2 229 000 985	0,0	81,4
47	COMMERCE EXTÉRIEUR		65 307 073 900	88 426 277 664	135,4	89 902 875 375	44 951 437 688	51 588 043 676	114,8	112 294 530 904	0,2	24,9
	17 136 200	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	8 650 360 500	13 539 775 199	156,5	12 320 547 277	6 160 273 639	10 430 829 890	169,3	15 094 611 350	0,0	22,5
	17 136 224	Taxe sur l'octroi du numéro import / export (personne physique/personne morale)	8 650 360 500	13 539 775 199	156,5	12 320 547 277	6 160 273 639	10 430 829 890	169,3	15 094 611 350	0,0	22,5
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	309 750 900	258 233 080	83,4	4 998 946 320	2 499 473 160	3 156 142 921	126,3	5 076 105 060	0,0	1,5
	17 153 240	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des mitrailles (personne physique/personne morale)	309 750 900	258 233 080	83,4	4 998 946 320	2 499 473 160	3 156 142 921	126,3	5 076 105 060	0,0	1,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	56 346 962 500	74 628 269 385	132,4	72 583 381 778	36 291 690 889	38 001 070 865	104,7	92 123 814 494	0,2	26,9
	37 445 000	Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce	56 346 962 500	74 628 269 385	132,4	72 583 381 778	36 291 690 889	38 001 070 865	104,7	92 123 814 494	0,2	26,9

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI)		1 680 939 431 910	2 184 451 791 742	130,0	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1	1 932 023 377 903	3,6	-20,4
	17 136 000	Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	3 338 258 480	6 770 364 971	202,8	5 182 184 774	2 591 092 387	3 360 888 874	129,7	5 347 794 252	0,0	3,2
	17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autre que des produits d'exploitation artisanale	755 490	14 715 500	1 947,8	886 309	443 155	286 697	64,7	920 555	0,0	3,9
	17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 505 708 500	2 914 164 803	116,3	2 690 835 125	1 345 417 563	1 386 395 507	103,0	2 729 514 939	0,0	1,4
	17 136 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant (cassiterite)	17 124 440	955 089 961	5 577,4	9 242 844	4 621 422	1 134 136 315	24 540,9	13 373 188	0,0	44,7
	17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	251 830 000	654 877 330	260,0	322 515 405	161 257 703	314 879 840	195,3	414 249 849	0,0	28,4
	17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	18 887 250	638 844 920	3 382,4	1 409 045 410	704 522 705	45 899 163	6,5	1 429 299 945	0,0	1,4
	17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	226 647 000	788 267 537	347,8	452 485 600	226 242 800	297 524 079	131,5	458 989 922	0,0	1,4
	17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	317 305 800	804 404 920	253,5	297 174 080	148 587 040	181 767 274	122,3	301 445 853	0,0	1,4
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	427 607 340	756 972 416	177,0	796 839 239	398 419 619	157 026 119	39,4	808 293 524	0,0	1,4
	17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	287 086 200	273 449 577	95,2	450 476 134	225 238 067	95 624 519	42,5	456 951 571	0,0	1,4
	17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	140 521 140	483 522 839	344,1	346 363 105	173 181 552	61 401 601	35,5	351 341 953	0,0	1,4
	27 011 000	Ventes de biens des établissements marchands	275 333 294	383 810 707	139,4	403 777 511	201 888 755	53 970 628	26,7	409 581 672	0,0	1,4
	27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	275 333 294	383 810 707	139,4	403 777 511	201 888 755	53 970 628	26,7	409 581 672	0,0	1,4
	27 415 000	Loyers	1 672 654 015 892	2 099 833 248 355	125,5	2 406 712 952 888	1 203 356 476 444	908 234 145 868	75,5	1 905 273 509 544	3,5	-20,8
	27 415 410	Redevance minière	1 512 342 471 593	1 963 097 402 854	129,8	2 247 922 260 352	1 123 961 130 176	824 343 933 749	73,3	1 750 439 371 967	3,2	-22,1
	27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 387 312 396	7 046 265 831	208,0	11 077 413 253	5 538 706 627	7 928 127 683	143,1	11 263 542 434	0,0	1,7
	27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	35 661 223 528	76 286 695 217	213,9	138 638 543 050	69 319 271 525	71 790 468 648	103,6	136 212 144 420	0,3	-1,8
	27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 964 044 382	8 102 259 983	412,5	3 745 129 298	1 872 564 649	1 188 451 563	63,5	2 455 598 741	0,0	-34,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)											
	27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	413 812 546	284 229 807	68,7	1 773 540 708	886 770 354	569 628 519	64,2	1 233 224 730	0,0	-30,5
	27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	1 703 629 950	672 906 777	39,5	1 706 532 000	853 266 000	1 294 317 849	151,7	1 783 575 739	0,0	4,5
	27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèque, de cession, d'amodiation, de contrat d'option et/ou de transmission	2 810 972 796	748 594 279	26,6	1 825 200 791	912 600 395	1 084 012 858	118,8	1 851 841 550	0,0	1,5
	27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	7 554 900	230 456 538	3 050,4	9 413 895	4 706 947	35 205 000	747,9	18 713 951	0,0	98,8
		Taxe sur l'autorisation de traitement exceptionnel des substances minérales brutes à l'extérieur du pays	12 591 500	448 274 450	3 560,1	14 771 824	7 385 912	0	0,0	15 342 587	0,0	3,9
	27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	39 159 565 000	3 429 821 993	8,8	0	0	0		0	0,0	
	27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	75 190 711 386	39 486 340 626	52,5	0	0	0		0	0,0	
	27 415 488	Taxe sur l'autorisation de la vente des substances minérales précieuses trouvées occasionnellement	125 915	0	0,0	147 718	73 859	0	0,0	153 426	0,0	3,9
	27 418 000	Autres revenus de la propriété	1 342 253 900	38 950 397 620	2 901,9	1 752 333 315	876 166 658	624 889 081	71,3	1 777 522 493	0,0	1,4
	27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	50 366 000	85 254 312	169,3	44 316 000	22 158 000	0	0,0	44 953 027	0,0	1,4
	27 418 140	Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries	26 442 150	163 684 163	619,0	343 449 000	171 724 500	619 194 615	360,6	348 385 959	0,0	1,4
		Frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés	6 295 750	0	0,0	7 385 912	3 692 956	0	0,0	7 492 082	0,0	1,4
		Droits sur le bonus de signature	1 259 150 000	38 701 459 146	3 073,6	1 357 182 403	678 591 202	5 694 466	0,8	1 376 691 425	0,0	1,4
	27 420 000	Droits administratifs	1 727 553 800	18 352 633 858	1 062,3	9 722 686 109	4 861 343 054	5 522 277 027	113,6	12 849 216 099	0,0	32,2
	27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	503 660 000	4 295 138 181	852,8	8 284 620 522	4 142 310 261	4 176 697 775	100,8	8 403 709 044	0,0	1,4
	27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	566 617 500	7 276 416 369	1 284,2	918 091 574	459 045 787	1 317 305 874	287,0	3 866 331 924	0,0	321,1
	27 426 189	Redevance annuelle anticipative pour le bureau d'études géologiques	25 183 000	722 812 965	2 870,2	29 543 648	14 771 824	0	0,0	30 685 174	0,0	3,9
		Redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière	629 575 000	6 056 541 543	962,0	44 316 000	22 158 000	4 987 500	22,5	95 891 169	0,0	116,4
	27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	1 259 150	1 372 000	109,0	1 477 182	738 591	21 543 170	2 916,8	1 534 259	0,0	3,9
	27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études Géologique	1 259 150	352 800	28,0	1 477 182	738 591	0	0,0	1 534 259	0,0	3,9
	27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	0	0		443 160 000	221 580 000	1 742 709	0,8	449 530 270	0,0	1,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)											
	27 483 000	Caution	206 752 430	320 492 418	155,0	278 244 736	139 122 368	136 257 169	97,9	318 148 637	0,0	14,3
	27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	131 203 430	278 127 459	212,0	189 613 792	94 806 896	94 314 161	99,5	192 339 424	0,0	1,4
	27 483 200	Caution pour agrément au titre d'entité de traitement et / ou de transformation de toutes catégories et taillerie	62 957 500	560 000	0,9	73 859 120	36 929 560	41 943 009	113,6	110 466 626	0,0	49,6
	27 483 400	Caution pour bureau d'études Géologiques	12 591 500	41 804 959	332,0	14 771 824	7 385 912	0	0,0	15 342 587	0,0	3,9
	37 156 000	Amendes et pénalités sur le commerce et les transactions internationales	3 147 875	25 941 804	824,1	26 809 403	13 404 702	18 059 178	134,7	143 668 169	0,0	435,9
	37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	3 147 875	25 941 804	824,1	26 809 403	13 404 702	18 059 178	134,7	143 668 169	0,0	435,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	964 508 899	19 057 929 594	1 975,9	885 772 610	442 886 305	5 057 488 056	1 141,9	5 095 643 513	0,0	475,3
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	964 508 899	19 057 929 594	1 975,9	885 772 610	442 886 305	5 057 488 056	1 141,9	5 095 643 513	0,0	475,3
49	HYDROCARBURES		54 088 366 828	29 857 803 597	55,2	36 582 015 666	18 291 007 833	25 302 703 614	138,3	40 273 527 545	0,1	10,1
	17 136 000	Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 467 963 400	263 680 068	10,7	1 063 584 000	531 792 000	323 598 050	60,9	1 276 132 000	0,0	20,0
	17 136 186	Taxe sur l'autorisation de construction de la canalisation	1 888 747 500	42 238 111	2,2	738 600 000	369 300 000	55 826 956	15,1	725 075 000	0,0	-1,8
	17 136 351	Agrément pour installation ou construction des installations de stockage et/ou d'entrepasage des produits pétroliers	88 141 550	38 928 530	44,2	73 860 000	36 930 000	121 775 198	329,7	43 504 500	0,0	-41,1
	17 136 353	Agrément pour laboratoire d'analyse de certification des produits pétroliers	402 932 800	138 826 427	34,5	177 264 000	88 632 000	110 660 712	124,9	290 030 000	0,0	63,6
	17 136 430	Agrément de prestataire de services dans le secteur des hydrocarbures	88 141 550	43 687 000	49,6	73 860 000	36 930 000	2 970 839	8,0	217 522 500	0,0	194,5
	17 136 600	Autorisation d'importation et/ou de transformation de dérivés d'hydrocarbures	0	0		0	0	32 364 345		0	0,0	
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	19 106 569 710	6 049 769 081	31,7	11 398 075 200	5 699 037 600	5 405 366 022	94,8	15 462 949 450	0,0	35,7
	17 153 110	Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers et des Bitumes	9 703 117 285	3 072 721 697	31,7	5 973 796 800	2 986 898 400	2 415 623 071	80,9	7 490 024 750	0,0	25,4
	17 153 120	Taxe sur l'autorisation de Transport et stockage des produits pétroliers et bitumes	9 403 452 425	2 977 047 384	31,7	5 424 278 400	2 712 139 200	2 989 742 951	110,2	7 972 924 700	0,0	47,0
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	2 014 664 000	1 130 879	0,1	590 880 000	295 440 000	0	0,0	435 045 000	0,0	-26,4
	27 012 250	Droits de vente des rapports, cartes géologiques résultats de recherches géologiques, pétrolières et gazières	2 014 664 000	1 130 879	0,1	590 880 000	295 440 000	0	0,0	435 045 000	0,0	-26,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
49	HYDROCARBURES (Suite)											
	27 415 000	Loyers	30 119 068 271	21 216 907 715	70,4	23 127 678 066	11 563 839 033	19 393 803 590	167,7	22 642 603 845	0,0	-2,1
	27 415 131	Redevances superficielles sur permis d'exploration	2 085 177	27 767 600	1 331,7	2 446 243	1 223 122	5 013 850	409,9	2 401 448	0,0	-1,8
	27 415 133	Redevances superficielles sur la canalisation des produits pétroliers (Transfrontalier, National, Local et Gazoduc)	0	0		0	0	17 426 523 205		0	0,0	
	27 415 141	Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers	4 029 328 000	4 635 479 675	115,0	1 422 218 315	711 109 158	1 960 266 535	275,7	4 640 480 000	0,0	226,3
	27 415 151	Bonus de signature des conventions de canalisation (Transfrontalier, National, Local ou provincial, signature de l'avenant, cession d'intérêt)	0	0		0	0	2 000 000		0	0,0	
	27 415 172	Bonus de signature du droit d'exploration zone fiscale (A, B, C et D)	11 332 485 000	140 820 749	1,2	3 831 814 670	1 915 907 335	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Redevance annuelle sur l'exploitation de la canalisation	14 755 170 094	16 412 839 690	111,2	17 871 198 837	8 935 599 419	0	0,0	17 999 722 397	0,0	0,7
	37 440 000	Amendes transactionnelles	380 101 447	2 326 315 854	612,0	401 798 400	200 899 200	179 935 953	89,6	456 797 250	0,0	13,7
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	380 101 447	2 326 315 854	612,0	401 798 400	200 899 200	17 975 433	8,9	456 797 250	0,0	13,7
	37 446 000	Amendes pour non-exécution de programme en matière d'hydrocarbures	0	0		0	0	161 960 520		0	0,0	
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE		40 255 005 075	33 820 906 591	84,0	41 873 109 600	20 936 554 800	23 579 862 994	112,6	44 815 306 993	0,1	7,0
	17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	5 636 307 443	1 612 146 134	28,6	6 550 342 246	3 275 171 123	1 094 636 410	33,4	2 888 698 800	0,0	-55,9
	17 136 411	Taxe d'agrément d'un organisme de contrôle de la qualité de l'eau de consommation	10 576 084	8 990 940	85,0	1 052 531 946	526 265 973	82 392 442	15,7	104 410 800	0,0	-90,1
	17 136 412	Taxe d'agrément d'un fournisseur des équipements et appareillages des installations de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie ou de l'eau de consommation	4 218 746 312	170 199 983	4,0	4 010 273 904	2 005 136 952	274 225 877	13,7	1 218 126 000	0,0	-69,6
	17 136 413	Taxe d'agrément d'un prestataire de service pour les études, la conception, le conseil, la surveillance et le contrôle, la maintenance, l'extension, la mise en normes, la rénovation sur l'installation de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ou de l'eau de consommation	1 406 985 046	1 432 955 212	101,8	1 487 536 396	743 768 198	738 018 091	99,2	1 566 162 000	0,0	5,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Suite)											
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 641 359 469	2 125 652 646	37,7	5 584 333 135	2 792 166 568	1 338 380 724	47,9	2 871 297 000	0,0	-48,6
	17 153 130	Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage de carburé de calcium	3 489 000 000	1 751 141 369	50,2	3 558 748 860	1 779 374 430	1 212 780 317	68,2	1 740 180 000	0,0	-51,1
	17 153 140	Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage des gaz autres que les hydrocarbures (gaz comprimés, liquéfiés ou dissous; gaz naturels; gaz rares et gaz frigorigènes non polluants)	2 152 359 469	374 511 278	17,4	2 025 584 275	1 012 792 138	125 600 407	12,4	1 131 117 000	0,0	-44,2
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	154 442 340	0	0,0	163 284 324	81 642 162	343 200	0,4	5 800 600	0,0	-96,4
	27 012 241	Droit de vente des publications du ministère de l'Energie et ressources hydrauliques	154 442 340	0	0,0	163 284 324	81 642 162	343 200	0,4	5 800 600	0,0	-96,4
	27 418 000	Autres revenus de la propriété	32 446 673	1 379 372 245	4 251,2	155 979 442	77 989 721	1 677 252	2,2	8 700 900	0,0	-94,4
	27 418 210	Frais d'instruction des dossiers des requérants, d'arbitrage, de rémunération des services de l'Autorité de Régulation du secteur de l'eau	32 446 673	1 379 372 245	4 251,2	155 979 442	77 989 721	1 677 252	2,2	8 700 900	0,0	-94,4
	27 422 000	Droits administratifs sur la détention ou l'utilisation de certains biens	1 183 359 498	1 460 901 064	123,5	1 462 697 949	731 348 975	1 037 288 015	141,8	1 244 228 700	0,0	-14,9
	27 422 220	Taxe sur l'approbation d'une étude, d'un schéma et d'un plan des infrastructures de production et de transport d'eau et d'électricité	651 230 801	226 268 585	34,7	900 104 334	450 052 167	575 157 256	127,8	652 567 500	0,0	-27,5
	27 422 230	Taxe sur l'accès ou le raccordement aux réseaux de transport de l'électricité, des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermiques, des fleuves, des lacs et de leurs affluents, pour immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	532 128 697	1 234 632 479	232,0	562 593 615	281 296 808	462 130 758	164,3	591 661 200	0,0	5,2
	27 420 000	Droits administratifs	25 279 949 892	27 045 361 015	107,0	25 496 101 583	12 748 050 792	20 061 376 947	157,4	37 205 877 912	0,1	45,9
	27 426 510	Taxe sur octroi ou la modification des concessions et /ou des licences de production de l'énergie électrique pour les projets d'intérêt national.	6 940 609 067	4 606 014 947	66,4	6 390 622 127	3 195 311 064	6 293 420 143	197,0	7 452 247 685	0,0	16,6
	27 426 530	Taxe sur l'octroi ou la modification des concessions et/ou des licences d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermiques, des fleuves, des lacs et de leurs affluents	303 750 000	136 724 116	45,0	321 140 002	160 570 001	224 830 484	140,0	338 160 422	0,0	5,3
	27 426 560	Taxe sur l'octroi ou la modification des contrats de délégation de gestion d'un ouvrage ou d'une installation de production et/ou de transport appartenant à l'Etat	438 750 000	23 615 050	5,4	780 061 284	390 030 642	14 002 170	3,6	821 404 532	0,0	5,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Suite)											
	27 426 610	Redevance sur l'exercice d'une activité ou le service public de production, de transport, d'importation, d'exportation ou de commercialisation de l'énergie électrique et d'eau	11 917 703 953	13 773 782 877	115,6	12 000 004 836	6 000 002 418	5 674 623 139	94,6	12 636 005 091	0,0	5,3
	27 426 621	Redevance sur l'utilisation de la ressource énergétique par les infrastructures de production de l'électricité d'intérêt national	1 302 737 172	859 818 736	66,0	1 377 320 224	688 660 112	460 043 990	66,8	1 450 318 196	0,0	5,3
	27 426 622	Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents	520 200 000	1 620 710 999	311,6	549 981 988	274 990 994	906 839 153	329,8	579 131 033	0,0	5,3
	27 426 623	Redevance sur la consommation de l'électricité par les usagers finaux	3 000 936 000	6 022 007 754	200,7	3 172 742 691	1 586 371 346	6 485 602 078	408,8	13 696 586 953	0,0	331,7
	27 426 860	Taxe d'homologation d'un permis des personnes physiques et morales, prestataires des services ou des travaux, non établies en République Démocratique du Congo	855 263 700	2 686 536	0,3	904 228 432	452 114 216	2 015 791	0,4	232 024 000	0,0	-74,3
	37 440 000	Amendes transactionnelles	2 327 139 761	197 473 487	8,5	2 460 370 921	1 230 185 460	46 160 445	3,8	590 703 080	0,0	-76,0
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	2 327 139 761	197 473 487	8,5	2 460 370 921	1 230 185 460	46 160 445	3,8	590 703 080	0,0	-76,0
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLEVEMENT		96 284 556 323	15 107 070 095	15,7	80 446 653 349	40 223 326 675	8 484 324 390	21,1	167 982 872 387	0,3	108,8
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	2 165 925 714	770 849 078	35,6	2 681 706 992	1 340 853 496	1 186 561 412	88,5	3 876 837 463	0,0	44,6
	17 134 860	Taxe d'agrément et d'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation	143 596 327	109 201 987	76,0	170 159 302	85 079 651	171 359 733	201,4	179 177 745	0,0	5,3
	17 134 870	Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation	0	0		0	0	1 257 500		0		
	17 134 880	Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille	73 380 705	2 755 800	3,8	86 954 937	43 477 468	30 796 500	70,8	91 563 549	0,0	5,3
	17 136 150	Taxe sur autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur ou majeur d'une voie navigable et ses abords	354 213 072	3 041 387	0,9	419 736 704	209 868 352	13 248 326	6,3	441 982 749	0,0	5,3
	17 136 216	Taxe de délivrance d'une licence d'exploitation des services aériens de transport public	519 170 898	101 493 390	19,5	615 209 033	307 604 517	29 476 953	9,6	647 815 112	0,0	5,3
	17 136 226	Droits sur la délivrance de la patente de pilote et du rôle d'équipage	76 522 655	9 887 074	12,9	90 678 096	45 339 048	589 439 012	1 300,1	95 484 035	0,0	5,3
	17 136 261	Taxe d'homologation d'un port ou beach	453 433 567	80 644 643	17,8	537 311 370	268 655 685	31 526 630	11,7	565 788 873	0,0	5,3
	17 136 333	Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre (transporteur public routier, transporteur public ferroviaire)	432 444 860	369 373 639	85,4	627 560 496	313 780 248	214 209 382	68,3	1 713 821 202	0,0	173,1
	17 136 382	Taxe d'agrément d'un service ou d'une profession lié(e) à l'aéronautique	113 163 631	94 451 157	83,5	134 097 054	67 048 527	105 247 376	157,0	141 204 198	0,0	5,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)											
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	729 801 534	337 882 466	46,3	864 802 896	432 401 448	226 553 222	52,4	910 637 449	0,0	5,3
	17 151 130	Taxe sur l'autorisation d'importation d'un aéronef	729 801 534	337 882 466	46,3	864 802 896	432 401 448	226 553 222	52,4	910 637 449	0,0	5,3
	17 180 000	Autres recettes à caractère fiscal	622 728 450	375 575 596	60,3	841 874 543	420 937 271	295 075 342	70,1	2 992 493 894	0,0	255,5
	17 182 210	Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger	485 063 486	236 348 979	48,7	574 792 307	287 396 154	240 138 939	83,6	605 256 299	0,0	5,3
	17 182 300	Taxe sur l'autorisation de sortie d'aéronefs, immatriculés à l'étranger, basés sur le territoire national	137 664 964	139 226 617	101,1	267 082 236	133 541 118	54 936 403	41,1	2 387 237 595	0,0	793,8
	27 022 000	Ventes résiduelles de service des établissements non marchands	218 196 846	15 820 363	7,3	389 504 683	194 752 341	3 796 855	1,9	410 148 431	0,0	5,3
	27 022 323	Droit d'enregistrement d'un aéronef étranger basé en R.D.C.	0	0		130 944 985	65 472 492	0	0,0	137 885 069	0,0	5,3
	27 022 350	Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou d'un certificat pour certains métiers de l'aéronautique.	218 196 846	15 820 363	7,3	258 559 698	129 279 849	3 796 855	2,9	272 263 362	0,0	5,3
	27 420 000	Droits administratifs	91 362 355 045	13 501 981 085	14,8	73 180 941 778	36 590 470 889	6 657 369 512	18,2	157 152 018 101	0,3	114,7
	27 422 110	Taxe sur permis de sortie des bateaux et ou son renouvellement	1 024 600 662	1 218 069 457	118,9	1 230 739 274	615 369 637	1 096 108 642	178,1	1 295 968 456	0,0	5,3
	27 422 120	Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata	64 366 665 535	23 853 310	0,0	53 444 259 343	26 722 129 672	0	0,0	121 170 374 875	0,2	126,7
	27 422 130	Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata	112 136 541	75 228 253	67,1	132 879 969	66 439 985	654 376 349	984,9	139 922 607	0,0	5,3
	27 422 240	Taxe sur délivrance d'une lettre de mer ou son renouvellement	96 474 577	46 683 068	48,4	949 486 554	474 743 277	0	0,0	2 052 809 341	0,0	116,2
	27 424 410	Droits du livret matricule et du carnet de paie ou de son duplicata	85 327 611	27 730 828	32,5	101 111 825	50 555 913	115 809 959	229,1	0	0,0	-100,0
	27 424 420	Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach	0	0		0	0	207 692 166		106 470 752	0,0	
	27 425 210	Redevance de surveillance des véhicules de transport routier	5 894 486 665	5 271 867 874	89,4	6 984 870 411	3 492 435 206	2 218 685 751	63,5	7 355 068 543	0,0	5,3
	27 425 220	Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire	1 078 662 827	1 186 056 032	110,0	1 278 197 830	639 098 915	123 208 088	19,3	1 345 942 315	0,0	5,3
	27 425 231	Droit de contrôle technique des aéronefs	5 112 114 230	72 942 241	1,4	1 057 771 856	528 885 928	348 342 590	65,9	6 378 833 764	0,0	503,0
	27 425 241	Droits de jaugeage d'un bateau	8 394 010	26 532 150	316,1	9 946 764	4 973 382	70 334 035	1 414,2	10 473 942	0,0	5,3
	27 426 310	Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata	135 252 512	419 219 798	310,0	262 246 318	131 123 159	195 159 261	148,8	276 145 373	0,0	5,3
	27 426 320	Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef	237 752 794	806 413 818	339,2	281 733 177	140 866 589	20 124 381	14,3	275 605 035	0,0	-2,2
	27 426 410	Droits sur la délivrance des titres de sécurité des navires et bateaux	1 004 241 252	288 921 203	28,8	890 009 479	445 004 740	121 379 846	27,3	1 253 079 981	0,0	40,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)											
	27 426 840	Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation	251 650 940	250 413 725	99,5	392 496 791	196 248 396	112 810 337	57,5	413 299 121	0,0	5,3
		Délivrance d'une autorisation de transport d'inflammables ou d'explosifs par bateaux	11 584 389	116 158 582	1 002,7	143 864 816	71 932 408	66 538 000	92,5	151 489 651	0,0	5,3
	27 428 131	Droits de délivrance ou validation d'une licence ou autres documents liés à l'aéronautique civile	253 810 069	129 569 447	51,0	300 760 786	150 380 393	131 054 791	87,1	478 777 731	0,0	59,2
	27 428 132	Droits d'inscription d'un aéronef au matricule aéronautique de la RDC	110 503 620	24 590 513	22,3	0	0	0		0	0,0	
	27 428 211	Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes	4 365 758 149	1 165 751 816	26,7	2 173 352 092	1 086 676 046	122 117 910	11,2	5 447 539 753	0,0	150,7
	27 428 212	Droit fixe de police maritime	7 212 938 662	2 351 978 972	32,6	3 547 214 491	1 773 607 245	1 053 627 407	59,4	9 000 216 859	0,0	153,7
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 185 548 734	104 961 507	8,9	2 487 822 456	1 243 911 228	114 968 047	9,2	2 640 737 049	0,0	6,1
	37 441 000	Amendes transactionnelles	1 185 548 734	104 961 507	8,9	2 487 822 456	1 243 911 228	114 968 047	9,2	2 640 737 049	0,0	6,1
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT / ARPTC		141 232 199 140	111 491 955 052	78,9	152 687 741 138	76 343 870 569	109 959 441 208	144,0	152 719 728 158	0,3	0,0
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	129 099 500 000	111 490 843 850	86,4	138 454 163 196	69 227 081 598	109 959 441 208	158,8	152 719 728 158	0,3	10,3
	17 133 100	Taxe de numérotation	113 252 000 000	102 049 260 125	90,1	119 862 535 411	59 931 267 705	106 371 066 523	177,5	140 422 920 206	0,3	17,2
	17 133 200	Taxe de régulation des télécommunications	15 847 500 000	9 441 583 725	59,6	18 591 627 785	9 295 813 893	3 588 374 685	38,6	12 296 807 952	0,0	-33,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	12 132 699 140	1 111 202	0,0	14 233 577 942	7 116 788 971	0	0,0	0	0,0	-100,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	12 132 699 140	1 111 202	0,0	14 233 577 942	7 116 788 971	0	0,0	0	0,0	-100,0
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC)		360 000 000 000	266 460 146 461	74,0	378 214 572 715	189 107 286 358	205 045 810 870	108,4	401 247 063 772	0,7	6,1
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	74 099 915 478	15 779 738 997	21,3	5 705 252 847	2 852 626 424	6 208 112 213	217,6	10 985 485 162	0,0	92,6
	17 133 300	Droits sur la déclaration d'autorisation d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)	663 572 050	2 306 454 636	347,6	820 591 662	410 295 831	832 666 551	202,9	1 431 298 050	0,0	74,4
	17 134 610	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques ou télé centre	36 299 690	34 033 711	93,8	0	0	0		0	0,0	
	17 134 620	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale	1 297 964 152	7 229 553 718	557,0	311 419 986	155 709 993	2 197 400 954	1 411,2	290 030 000	0,0	-6,9
	17 134 640	Taxe sur l'autorisation d'exploitation de service support	453 294 000	502 507 944	110,9	560 555 974	280 277 987	569 950	0,2	1 044 108 000	0,0	86,3
	17 134 651	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations radio électriques privées de toute catégorie	8 403 218 019	4 059 426 942	48,3	2 034 692 903	1 017 346 451	793 943 148	78,0	3 697 157 425	0,0	81,7
	17 134 652	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des faisceaux hertziens	9 871 736 000	199 974 467	2,0	171 280 992	85 640 496	74 663 426	87,2	290 030 000	0,0	69,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	17 134 653	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminale satellitaire	2 656 302 840	827 446 646	31,2	269 533 998	134 766 999	793 423 590	588,7	461 147 700	0,0	71,1
	17 134 660	Autorisation d'installation et d'exploitation d'un reseau VSAT	71 376 781	57 108 213	80,0	94 983 096	47 491 548	12 620 575	26,6	159 516 500	0,0	67,9
	17 136 132	Taxe sur l'autorisation d'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds	649 721 400	0	0,0	803 463 563	401 731 782	8 294 398	2,1	72 507 500	0,0	-91,0
	17 136 160	Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou commercialiser sur le territoire national	46 253 016	164 272 183	355,2	315 644 398	157 822 199	11 859 214	7,5	293 964 257	0,0	-6,9
	17 136 231	Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	245 231 280	348 152 888	142,0	245 231 280	122 615 640	6 273 678	5,1	265 667 480	0,0	8,3
	17 181 220	Taxe sur l'autorisation d'installation, d'établissement , de fourniture et/ou d'exploitation d'un reseau à fibre optique ou d'une autre infrastructure à haut débit	49 704 946 250	50 807 650	0,1	77 854 996	38 927 498	1 476 396 730	3 792,7	2 980 058 250	0,0	3 727,7
	27 021 000	Ventes de services des établissements marchands	176 697 151 707	175 151 462 075	99,1	219 074 209 235	109 537 104 617	110 140 189 736	100,6	253 973 916 214	0,5	15,9
	27 021 210	Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de Téléphonie (chiffre d'affaires et fréquences)	116 324 419 113	104 943 512 425	90,2	121 814 117 348	60 907 058 674	68 249 598 589	112,1	151 548 972 275	0,3	24,4
	27 021 220	Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation d'Internet (chiffre d'affaires et fréquences)	54 657 911 260	68 833 640 046	125,9	88 059 999 658	44 029 999 829	41 500 463 647	94,3	92 647 993 171	0,2	5,2
	27 021 230	Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de télédistribution (chiffre d'affaires et fréquences)	5 714 821 334	1 374 309 604	24,0	9 200 092 229	4 600 046 115	390 127 500	8,5	9 776 950 768	0,0	6,3
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	162 940 365	1 683 287	1,0	0	0	2 326 616		0	0,0	
	27 022 280	Droit de délivrance du duplicata de titre obtenu de télécommunication ou de service postal	162 940 365	1 683 287	1,0	0	0	2 326 616		0	0,0	
	27 415 000	Loyers	24 022 209 616	1 776 967 108	7,4	3 581 329 836	1 790 664 918	1 487 155 260	83,1	2 175 225 000	0,0	-39,3
	27 415 510	Taxe sur la concession ou le contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licence) ou son renouvellement	17 726 459 616	1 654 802 540	9,3	0	0	918 018 155		0	0,0	
	27 415 540	Taxe sur l'autorisation de fourniture des services publics ou accès Internet	5 288 430 000	33 029 671	0,6	2 335 649 893	1 167 824 946	566 627 105	48,5	1 885 195 000	0,0	-19,3
	27 415 550	Taxe sur l'autorisation de télédistribution des signaux de radio et/ou de télévision par câble, onde radio ou satellite	1 007 320 000	89 134 897	8,8	1 245 679 943	622 839 971	2 510 000	0,4	290 030 000	0,0	-76,7

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	79 090 595 452	72 288 364 794	91,4	132 196 888 406	66 098 444 203	85 391 819 609	129,2	115 749 800 604	0,2	-12,4
	27 422 700	Droits sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	756 749 150	48 396 325	6,4	622 839 971	311 419 986	13 498 881	4,3	290 030 000	0,0	-53,4
	27 422 810	Droits sur la déclaration semestrielle d'équipements de télécommunications établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales	1 198 710 800	435 422 350	36,3	1 028 131 200	514 065 600	217 389 066	42,3	394 440 800	0,0	-61,6
	27 422 850	Droits sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveurs), service des contenus et application mobiles, agrégation et intégration des applications	1 719 495 240	1 613 329 783	93,8	1 501 355 751	750 677 876	1 546 468 881	206,0	1 575 152 930	0,0	4,9
	27 425 600	Taxe de renouvellement ou de modification d'un titre obtenu de télécommunications ou de service postal	17 251 747 634	904 418 914	5,2	20 636 245 354	10 318 122 677	11 057 401 900	107,2	13 889 536 700	0,0	-32,7
	27 426 121	Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	583 649 395	516 437 094	88,5	818 293 948	409 146 974	43 611 422	10,7	731 211 610	0,0	-10,6
	27 426 122	Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING	29 233 686	81 411 977	278,5	187 436 371	93 718 186	1 823 595	1,9	78 852 341	0,0	-57,9
	27 426 123	Redevance annuelle sur l'exploitation de service support	0	0		168 166 792	84 083 396	987 000	1,2	156 616 200	0,0	-6,9
	27 426 124	Redevance annuelle sur l'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds	375 492	16 902 121	4 501,3	93 093 851	46 546 925	108 513 217	233,1	1 719 376	0,0	-98,2
	27 426 126	Redevance annuelle sur l'exploitation de commercialisation de matériels spécifiques à la poste	208 725 127	55 274 227	26,5	0	0	0		0	0,0	
	27 426 131	Redevance annuelle sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	503 660 000	73 785 078	14,6	70 441 871	35 220 935	37 982 149	107,8	116 012 000	0,0	64,7
	27 426 132	Redevance annuelle sur la déclaration d'exploitation d'un réseau indépendant (intranet, téléphonie et multimédia interne)	113 863 937	284 633 367	250,0	754 739 602	377 369 801	139 622 589	37,0	449 546 500	0,0	-40,4
	27 426 133	Redevance annuelle sur la déclaration de détention, installation et exploitation d'un commutateur (PABX, serveur), service des contenus et applications mobiles, agrégation et intégration des applications	255 355 620	1 326 045 764	519,3	2 553 699 322	1 276 849 661	227 834 357	17,8	490 150 700	0,0	-80,8
	27 426 152	Redevance annuelle sur l'installation, établissement, fourniture et/ou exploitation d'un réseau à fibre optique ou autre infrastructure à haut débit	1 090 055 222	38 850 448	3,6	1 149 014 966	574 507 483	186 061 693	32,4	109 005 522	0,0	-90,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	27 426 153	Redevance annuelle sur l'installation et exploitation d'un réseau VSAT	161 150 298	277 506 408	172,2	532 766 007	266 383 004	84 002 444	31,5	496 172 796	0,0	-6,9
	27 426 181	Redevance annuelle d'exploitation de concession des cabines publiques ou télécentres	2 882 550	348 925 321	12 104,7	3 114 200	1 557 100	19 953 594	1 281,5	0	0,0	-100,0
	27 426 182	Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des radios électriques privées de toute catégorie	687 336 470	3 909 373 729	568,8	8 764 502 912	4 382 251 456	2 456 635 695	56,1	3 460 057 900	0,0	-60,5
	27 426 183	Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminal satellitaire	678 506 161	2 251 319 859	331,8	886 515 592	443 257 796	119 511 949	27,0	909 863 352	0,0	2,6
	27 426 184	Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des faisceaux hertziens	37 230 547 200	42 612 080 818	114,5	68 187 897 235	34 093 948 618	59 021 962 815	173,1	70 303 272 000	0,1	3,1
	27 426 186	Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale	0	0		205 537 191	102 768 595	419 108 961	407,8	469 848 600	0,0	128,6
	27 428 111	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	111 938 435	122 972 467	109,9	34 256 198	17 128 099	45 864 502	267,8	51 625 340	0,0	50,7
	27 428 112	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	173 259 040	70 999 785	41,0	1 461 338 283	730 669 142	76 780 786	10,5	71 057 350	0,0	-95,1
	27 428 113	Redevance annuelle sur la déclaration d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures des télécommunications	13 348 773 263	16 976 295 368	127,2	19 003 927 404	9 501 963 702	9 341 371 724	98,3	18 028 773 263	0,0	-5,1
	27 428 114	Droit sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	1 928 491 822	227 758 494	11,8	264 706 988	132 353 494	100 410 012	75,9	543 806 250	0,0	105,4
	27 428 115	Droit sur la déclaration d'agrément des vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	980 959 577	77 471 382	7,9	60 119 959	30 059 980	105 897 041	352,3	121 450 063	0,0	102,0
	27 428 116	Droits sur la déclaration d'agrément d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures de télécommunications	18 312 144	2 385 171	13,0	3 114 199 857	1 557 099 929	2 062 941	0,1	2 900 300 000	0,0	-6,9
	27 428 117	Déclaration d'agrément d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications	11 707 534	100 765	0,9	49 437 923	24 718 961	16 767 344	67,8	65 256 750	0,0	32,0
	27 428 118	Redevance sur la déclaration d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications	45 109 657	16 267 779	36,1	45 109 657	22 554 828	295 050	1,3	46 042 263	0,0	2,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles	5 927 187 382	1 461 930 200	24,7	17 656 892 391	8 828 446 196	1 816 207 436	20,6	18 362 636 791	0,0	4,0
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	5 927 187 382	1 461 930 200	24,7	17 656 892 391	8 828 446 196	1 816 207 436	20,6	18 362 636 791	0,0	4,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
53	COMMUNICATION ET MEDIAS		3 357 969 297	698 522 813	20,8	3 458 724 026	1 729 362 013	252 973 351	14,6	1 974 396 648	0,0	-42,9
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	2 995 089 496	579 117 376	19,3	2 851 151 666	1 425 575 833	142 049 660	10,0	1 576 597 238	0,0	-44,7
	17 133 810	Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse	26 004 545	342 542 557	1 317,2	16 979 238	8 489 619	7 184 605	84,6	16 979 238	0,0	0,0
	17 135 282	Droit sur la déclaration préalable d'ouverture d'une maison de presse écrite (journal, texte périodique ou agence)	271 082 242	3 812 047	1,4	828 709 200	414 354 600	2 805 358	0,7	5 564 000	0,0	-99,3
	17 136 271	Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère non commercial (confessionnel, associatif ou communautaire)	917 513 405	80 583 665	8,8	443 160 000	221 580 000	26 511 286	12,0	443 160 000	0,0	0,0
	17 136 272	Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère commercial	1 234 319 251	36 717 516	3,0	1 390 948 028	695 474 014	46 630 411	6,7	1 032 000 000	0,0	-25,8
	17 136 321	Droit d'accréditation d'un journaliste étranger	546 170 053	115 461 591	21,1	171 355 200	85 677 600	58 918 000	68,8	78 894 000	0,0	-54,0
	27 484 000	Recettes diverses	328 570 374	95 571 472	29,1	289 531 200	144 765 600	110 140 642	76,1	129 758 250	0,0	-55,2
	27 484 420	Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision privée	328 570 374	95 571 472	29,1	289 531 200	144 765 600	110 140 642	76,1	129 758 250	0,0	-55,2
	37 440 000	Amendes transactionnelles	34 309 426	23 833 964	69,5	318 041 160	159 020 580	783 050	0,5	268 041 160	0,0	-15,7
	37 441 000	Amendes transactionnelles	34 309 426	23 833 964	69,5	318 041 160	159 020 580	783 050	0,5	268 041 160	0,0	-15,7
55	AFFAIRES FONCIÈRES		132 071 555 170	66 448 832 136	50,3	140 998 329 057	70 499 164 529	42 079 558 046	59,7	148 530 876 885	0,3	5,3
	17 120 000	Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital	63 796 012 738	39 536 096 518	62,0	68 529 154 121	34 264 577 060	20 207 478 404	59,0	68 635 375 371	0,1	0,2
	17 122 200	Droits fixes d'enregistrement	6 087 209 577	3 768 421 268	61,9	10 389 413 316	5 194 706 658	1 922 242 317	37,0	8 977 840 859	0,0	-13,6
	17 122 211	Nouveau certificat	1 947 905 050	3 093 345 567	158,8	5 256 379 668	2 628 189 834	1 449 532 531	55,2	4 541 995 963	0,0	-13,6
	17 122 212	Remplacement d'un ancien certificat	1 278 289 080	239 853 126	18,8	1 585 094 688	792 547 344	102 994 758	13,0	1 369 787 560	0,0	-13,6
	17 122 213	Annulation d'un certificat d'enregistrement	121 759 805	260 622 555	214,0	226 454 760	113 227 380	16 480 317	14,6	130 455 958	0,0	-42,4
	17 122 220	Page supplémentaire	182 576 750	33 569 173	18,4	1 736 448 600	868 224 300	160 293 299	18,5	195 746 178	0,0	-88,7
	17 122 231	Changement dénomination	1 400 174 800	73 071 527	5,2	1 434 065 760	717 032 880	188 327 813	26,3	1 500 772 561	0,0	4,7
	17 122 240	Insertion d'une mention substantielle	1 156 504 092	67 959 321	5,9	150 969 840	75 484 920	4 613 600	6,1	1 239 082 640	0,0	720,7
	17 122 300	Droits proportionnels d'enregistrement	57 708 803 161	35 767 675 250	62,0	58 139 740 804	29 069 870 402	18 285 236 086	62,9	59 657 534 512	0,1	2,6
	17 122 310	Mutation	32 176 036 270	26 058 760 174	81,0	31 356 452 868	15 678 226 434	12 351 325 043	78,8	32 278 087 204	0,1	2,9
	17 122 320	Inscription hypothécaire sur concession ordinaire	19 787 047 764	7 120 982 109	36,0	18 083 307 691	9 041 653 846	4 465 759 251	49,4	19 849 804 512	0,0	9,8
	17 122 330	Réinscription hypothécaire sur concession ordinaire	2 872 859 563	850 781 137	29,6	3 335 396 470	1 667 698 235	115 178 281	6,9	2 888 155 493	0,0	-13,4
	17 122 340	Radiation hypothécaire sur concession ordinaire	1 723 716 276	1 376 729 208	79,9	4 030 426 960	2 015 213 480	918 783 202	45,6	3 488 701 031	0,0	-13,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
55	AFFAIRES FONCIÈRES (Suite)											
	17 122 350	Contrat de location de plus de 9 ans	1 149 143 287	360 422 622	31,4	1 334 156 815	667 078 408	434 190 309	65,1	1 152 786 272	0,0	-13,6
	27 415 000	Loyers	46 431 518 885	21 127 649 281	45,5	37 575 769 679	18 787 884 840	18 682 377 365	99,4	49 748 722 965	0,1	32,4
	27 415 210	Redevances sur concession ordinaire (par les étrangers, les personnes morales et physiques ainsi que les associations détenteurs d'un titre foncier ou immobilier	46 431 518 885	21 127 649 281	45,5	37 575 769 679	18 787 884 840	18 682 377 365	99,4	49 748 722 965	0,1	32,4
	27 420 000	Droits administratifs	17 368 370 314	4 102 356 038	23,6	26 092 433 568	13 046 216 784	2 200 955 849	16,9	22 547 221 069	0,0	-13,6
	27 428 221	Frais de mesurage et de bornage de parcelle	7 276 094 192	378 313 040	5,2	10 921 057 776	5 460 528 888	267 654 051	4,9	9 436 568 447	0,0	-13,6
	27 428 222	Frais d'enquête et de constat en matières foncières	1 686 165 540	1 370 353 068	81,3	3 885 685 968	1 942 842 984	728 691 867	37,5	3 357 420 387	0,0	-13,6
	27 428 240	Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux	1 748 203 860	643 304 172	36,8	9 030 537 216	4 515 268 608	480 886 168	10,7	7 802 834 750	0,0	-13,6
	27 428 250	Droits d'établissement des contrats en matière foncière (concession ordinaire)	6 657 906 723	1 710 385 759	25,7	2 255 152 608	1 127 576 304	723 723 763	64,2	1 950 397 485	0,0	-13,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	4 475 653 233	1 682 730 300	37,6	8 800 971 690	4 400 485 845	988 746 429	22,5	7 599 557 480	0,0	-13,7
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	4 475 653 233	1 682 730 300	37,6	8 800 971 690	4 400 485 845	988 746 429	22,5	7 599 557 480	0,0	-13,7
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		314 634 182 897	419 348 225 964	133,3	394 661 153 964	197 330 576 982	338 089 827 800	171,3	509 893 539 070	0,9	29,2
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	827 529 430	156 150 834	18,9	872 216 019	436 108 009	473 626 782	108,6	709 831 727	0,0	-18,6
	17 134 410	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement ou partiellement protégés, autres animaux, trophées)	65 598 248	5 871 550	9,0	69 140 553	34 570 277	0	0,0	9 140 553	0,0	-86,8
	17 135 150	Taxe sur la délivrance d'une autorisations d'achat, de vente ou d'exportation de bois d'œuvre	346 080 250	148 191 284	42,8	364 768 584	182 384 292	73 626 773	40,4	182 384 292	0,0	-50,0
	17 136 213	Taxe sur le permis d'exploitation des produits et sous - produits de la faune sauvage (capture, abattage, importation, exportation ou réexportation) et de la flore sauvage (recolte, exportation d'espèces végétales ligneuses et non ligneuses grumes et bois sciés)	415 850 932	2 088 000	0,5	438 306 882	219 153 441	400 000 009	182,5	518 306 882	0,0	18,3
	27 415 000	Loyers	110 444 338 082	29 483 171 165	26,7	111 337 167 317	55 668 583 659	9 784 700 595	17,6	30 647 919 544	0,1	-72,5
	27 415 311	Redevance sur la superficie concédée	519 291 068	869 593 351	167,5	1 739 186 702	869 593 351	231 602 510	26,6	600 000 000	0,0	-65,5
	27 415 313	Taxe d'inventaire et de reconnaissance forestière	10 973 246	0	0,0	3 481 094 626	1 740 547 313	0	0,0	25 000 000	0,0	-99,3
	27 415 330	Quotité du Trésor public sur la taxe de déboisement	9 368 778 983	6 992 971 369	74,6	19 565 843 699	9 782 921 850	8 120 267 159	83,0	20 022 919 544	0,0	2,3
	27 415 340	Permis de coupe de bois industrielle	587 044 784	3 379 676 050	575,7	2 225 651 730	1 112 825 865	1 432 830 926	128,8	2 500 000 000	0,0	12,3
	27 415 360	Quotité du Trésor public sur le droit d'exploitation ou la vente du crédit carbone	99 958 250 000	18 240 930 395	18,2	84 325 390 560	42 162 695 280	0	0,0	7 500 000 000	0,0	-91,1

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE (Suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	197 880 633 465	338 130 875 291	170,9	266 250 673 144	133 125 336 572	316 363 049 994	237,6	454 431 020 200	0,8	70,7
	27 424 110	Taxe d'implantation	14 783 309 082	46 965 516 594	317,7	33 850 082 880	16 925 041 440	43 169 777 679	255,1	46 800 600 000	0,1	38,3
	27 424 120	Taxe rémunératoire annuelle	108 794 790 099	126 324 417 608	116,1	141 821 060 379	70 910 530 190	182 298 105 059	257,1	205 167 378 400	0,4	44,7
	27 424 130	Taxe de pollution	71 336 417 185	140 984 456 689	197,6	87 383 535 717	43 691 767 859	90 658 367 181	207,5	175 566 190 600	0,3	100,9
	27 425 121	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat phytosanitaire	2 867 935 433	23 440 217 453	817,3	3 002 803 946	1 501 401 973	169 463 096	11,3	26 430 650 250	0,0	780,2
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat d'origine	47 773 874	156 627 164	327,9	140 060 409	70 030 205	62 603 638	89,4	185 600 150	0,0	32,5
	27 427 240	Taxe d'homologation d'une O.N.G nationale ou Internationale	50 407 792	259 639 783	515,1	53 129 813	26 564 906	4 733 342	17,8	280 600 800	0,0	428,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles	5 481 681 920	51 578 028 674	940,9	16 201 097 484	8 100 548 742	11 468 450 429	141,6	24 104 767 599	0,0	48,8
	37 448 410	Amendes transactionnelles en matière de chasse	27 815 111	1 568 430 440	5 638,8	256 047 692	128 023 846	277 019 451	216,4	512 095 384	0,0	100,0
	37 448 420	Amendes transactionnelles en matière des installations classées	4 353 577 092	48 788 537 966	1 120,7	14 785 344 430	7 392 672 215	11 019 968 500	149,1	22 392 672 215	0,0	51,5
	37 448 430	Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	1 100 289 717	1 221 060 268	111,0	1 159 705 362	579 852 681	171 462 479	29,6	1 200 000 000	0,0	3,5
57	TOURISME		4 108 655 700	1 683 359 304	41,0	4 742 406 617	2 371 203 308	619 012 850	26,1	5 282 823 943	0,0	11,4
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	1 216 124 845	778 624 313	64,0	1 946 319 616	973 159 808	224 165 244	23,0	2 517 373 391	0,0	29,3
	17 136 241	Taxe sur la licence d'exploitation pour hôtel (à partir de deux étoiles)	432 039 548	253 279 054	58,6	936 308 091	468 154 046	70 671 199	15,1	1 495 423 683	0,0	59,7
	17 136 242	Taxe sur la licence d'exploitation pour restaurant (à partir de deux fourchettes)	350 622 909	365 714 495	104,3	633 783 012	316 891 506	85 674 597	27,0	628 233 983	0,0	-0,9
	17 136 243	Taxe sur la licence d'exploitation pour agence de voyage ou similaire (catégorie A et B)	305 217 960	156 735 732	51,4	195 479 393	97 739 697	66 740 550	68,3	242 465 080	0,0	24,0
	17 136 244	Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	128 244 428	2 895 032	2,3	180 749 120	90 374 560	1 078 899	1,2	151 250 645	0,0	-16,3
	27 420 000	Droits administratifs	2 891 524 652	867 868 271	30,0	2 613 085 016	1 306 542 508	374 543 543	28,7	2 304 592 882	0,0	-11,8
	27 426 210	Taxe d'agrément d'une association touristique	139 261 990	7 121 087	5,1	68 625 744	34 312 872	337 096	1,0	57 425 940	0,0	-16,3
	27 426 221	Taxe d'agrément d'un hôtel	173 611 602	73 257 116	42,2	258 559 623	129 279 811	52 159 573	40,3	264 217 330	0,0	2,2
	27 426 222	Taxe d'agrément d'un restaurant	172 881 295	53 531 717	31,0	143 386 215	71 693 107	47 536 875	66,3	119 985 411	0,0	-16,3
	27 426 223	Taxe d'agrément d'une agence de voyage	185 598 710	123 205 186	66,4	142 450 409	71 225 204	73 458 091	103,1	262 187 120	0,0	84,1
	27 426 230	Taxe d'homologation pour hôtel (à partir de 2 étoiles), restaurant (à partir de 2 fourchettes) et agence de voyage et similaire (catégorie A et B)	2 220 171 055	610 753 166	27,5	2 000 063 025	1 000 031 513	201 051 909	20,1	1 600 777 081	0,0	-20,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 006 204	36 866 720	3 663,9	183 001 985	91 500 993	20 304 063	22,2	460 857 670	0,0	151,8
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	1 006 204	36 866 720	3 663,9	183 001 985	91 500 993	20 304 063	22,2	460 857 670	0,0	151,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
58	CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE		4 059 636 459	2 050 943 336	50,5	4 924 282 715	2 462 141 358	1 817 047 330	73,8	5 160 959 050	0,0	4,8
	17 136 200	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	11 584 180	446 400	3,9	13 596 744	6 798 372	4 168 000	61,3	16 060 550	0,0	18,1
	17 136 211	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer une activité cinématographique	11 584 180	446 400	3,9	13 596 744	6 798 372	4 168 000	61,3	16 060 550	0,0	18,1
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	74 254 000	14 399 728	19,4	79 806 973	39 903 487	221 151 600	554,2	80 927 100	0,0	1,4
	17 153 230	Taxe sur autorisation d'exportation d'oeuvre d'art et d'artisanat	74 254 000	14 399 728	19,4	79 806 973	39 903 487	221 151 600	554,2	80 927 100	0,0	1,4
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	250 445 340	8 543 330	3,4	225 391 013	112 695 507	100 000	0,1	33 800 000	0,0	-85,0
	27 022 512	Droits sur le produit de vente de billet, de reservation ou de frais de participation dans une manifestation culturelle à caractère national ou international	250 445 340	8 543 330	3,4	225 391 013	112 695 507	100 000	0,1	33 800 000	0,0	-85,0
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	3 048 235 071	1 623 036 908	53,2	3 882 035 533	1 941 017 766	1 536 444 083	79,2	4 196 220 000	0,0	8,1
	27 416 111	Taxe sur la propriété intellectuelle	3 048 235 071	1 623 036 908	53,2	3 882 035 533	1 941 017 766	1 536 444 083	79,2	4 196 220 000	0,0	8,1
	27 420 000	Droits administratifs	25 183 000	55 255 970	219,4	53 204 649	26 602 324	7 824 597	29,4	53 951 400	0,0	1,4
	27 422 831	Taxe sur la délivrance de la carte nationale pour artiste, écrivain ou autre professionnel de la culture et des arts	25 183 000	55 255 970	219,4	53 204 649	26 602 324	7 824 597	29,4	53 951 400	0,0	1,4
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	649 934 868	349 261 000	53,7	670 247 804	335 123 902	47 359 050	14,1	780 000 000	0,0	16,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles	649 934 868	349 261 000	53,7	670 247 804	335 123 902	47 359 050	14,1	780 000 000	0,0	16,4
60	SPORTS ET LOISIRS		3 010 153 337	1 606 375 083	53,4	2 961 596 093	1 480 798 047	754 025 783	50,9	2 961 596 093	0,0	0,0
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	1 060 565 297	277 912 616	26,2	970 030 634	485 015 317	531 317 348	109,5	970 030 634	0,0	0,0
	17 133 410	Droits sur le transfert international d'athlète	305 638 406	276 946 616	90,6	215 103 744	107 551 872	56 590 438	52,6	215 103 744	0,0	0,0
	17 133 500	Taxe sur la publicité dans un stade national	754 926 890	966 000	0,1	754 926 890	377 463 445	474 726 910	125,8	754 926 890	0,0	0,0
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	55 014 913	1 086 325	2,0	145 549 576	72 774 788	25 556 650	35,1	145 549 576	0,0	0,0
	17 134 830	Taxe sur le droit de retransmission radio télévisée d'une rencontre sportive à caractère national ou international	55 014 913	1 086 325	2,0	145 549 576	72 774 788	25 556 650	35,1	145 549 576	0,0	0,0
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	723 369 698	683 278 602	94,5	723 369 698	361 684 849	23 837 804	6,6	723 369 698	0,0	0,0
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un établissement de loisir	723 369 698	683 278 602	94,5	723 369 698	361 684 849	23 837 804	6,6	723 369 698	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
60	SPORTS ET LOISIRS (Suite)											
	27 022 500	Quotité revenant au Trésor sur ventes résiduelles des établissements non marchands	671 139 580	530 940 194	79,1	671 139 580	335 569 790	99 744 138	29,7	671 139 580	0,0	0,0
	27 022 511	Quotité du Trésor Public sur la vente de billets d'accès à une manifestation de loisir dans une installation sportive à caractère national	33 231 717	2 522 000	7,6	33 231 717	16 615 858	837 000	5,0	33 231 717	0,0	0,0
	27 022 513	Quotité du trésor public sur le produit d'une rencontre sportive (nationale ou internationale)	637 907 864	528 418 194	82,8	637 907 864	318 953 932	98 907 138	31,0	637 907 864	0,0	0,0
	27 415 000	Loyers	273 714 475	72 829 116	26,6	273 714 475	136 857 237	51 325 496	37,5	273 714 475	0,0	0,0
	27 415 221	Droits de location d'un complexe sportif (aire de jeux, tribune, local et autres espaces)	273 714 475	72 829 116	26,6	273 714 475	136 857 237	51 325 496	37,5	273 714 475	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	226 349 374	40 328 231	17,8	177 792 129	88 896 065	22 244 348	25,0	177 792 129	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	226 349 374	40 328 231	17,8	177 792 129	88 896 065	22 244 348	25,0	177 792 129	0,0	0,0
62	EMPLOI ET TRAVAIL		87 383 035 243	74 197 344 487	84,9	75 499 433 602	37 749 716 801	40 524 943 977	107,4	88 295 022 934	0,2	16,9
	17 182 000	Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	63 108 179 322	66 247 496 083	105,0	71 248 583 352	35 624 291 676	36 844 420 886	103,4	78 846 835 084	0,1	10,7
	17 182 400	Droits d'octroi de la carte de travail pour étrangers	63 108 179 322	66 247 496 083	105,0	71 248 583 352	35 624 291 676	36 844 420 886	103,4	78 846 835 084	0,1	10,7
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	0	0		0	0	0		87 009 000	0,0	
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de travail	0	0		0	0	0		87 009 000	0,0	
	27 021 000	Ventes résiduelles de services des établissements marchands	8 411 780 789	132 524 192	1,6	0	0	0		0	0,0	
	27 021 120	Droits sur diverses prestations	8 411 780 789	132 524 192	1,6	0	0	0		0	0,0	
	27 427 000	Droits administratifs de renouvellement, d'enregistrement et d'agrément	89 738 830	45 791 611	51,0	0	0	0		34 803 600	0,0	
	27 427 221	Droits d'enregistrement d'une organisation syndicale	89 738 830	45 791 611	51,0	0	0	0		34 803 600	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	15 773 336 302	7 771 532 602	49,3	4 250 850 250	2 125 425 125	3 680 523 091	173,2	9 326 375 250	0,0	119,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles	15 773 336 302	7 771 532 602	49,3	4 250 850 250	2 125 425 125	3 680 523 091	173,2	9 326 375 250	0,0	119,4
63	PRÉVOYANCE SOCIALE		12 113 202 900	129 524 774	1,1	1 113 202 900	556 601 450	33 956 732	6,1	1 172 202 654	0,0	5,3
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	740 015 400	66 125 240	8,9	740 015 400	370 007 700	24 093 500	6,5	779 236 216	0,0	5,3
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de la prévoyance sociale	303 285 000	10 472 540	3,5	303 285 000	151 642 500	0	0,0	319 359 105	0,0	5,3
	27 427 000	Droits administratifs de renouvellement, d'enregistrement et d'agrément	436 730 400	55 652 700	12,7	436 730 400	218 365 200	24 093 500	11,0	459 877 111	0,0	5,3
	27 427 222	Doits d'enregistrement d'une mutuelle	187 531 225	51 501 000	27,5	187 531 225	93 765 613	23 666 000	25,2	197 470 380	0,0	5,3
	27 427 332	Droit d'agrément d'une mutuelle	249 199 175	4 151 700	1,7	249 199 175	124 599 588	427 500	0,3	262 406 731	0,0	5,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
63	PRÉVOYANCE SOCIALE (Suite)											
	37 440 000	Amendes transactionnelles	11 373 187 500	63 399 534	0,6	373 187 500	186 593 750	9 863 232	5,3	392 966 438	0,0	5,3
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	11 373 187 500	63 399 534	0,6	373 187 500	186 593 750	9 863 232	5,3	392 966 438	0,0	5,3
64	AFFAIRES SOCIALES			35 264 964				15 440 819			0,0	
	17 136 000	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités		35 264 964				15 440 819			0,0	
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un service d'action sociale ou d'un centre privé à vocation sociale		35 264 964				15 440 819			0,0	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE		18 607 090 500	2 094 658 559	11,3	21 477 193 752	10 738 596 876	1 597 543 976	14,9	7 151 433 523	0,0	-66,7
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	40 922 375	32 103 791	78,5	48 009 000	24 004 500	28 034 701	116,8	47 129 875	0,0	-1,8
	17 134 210	Taxe pour l'octroi de Permis de pêche (industriel, semi-industriel)	31 478 750	22 867 200	72,6	36 930 000	18 465 000	0	0,0	36 253 750	0,0	-1,8
	17 134 220	Taxe sur le permis d'exploitation du matériel de pêche placé dans les engins et embarcations (ligne en main, de traine, palangre, filet, senne, chalut,...)	5 036 600	1 569 386	31,2	5 908 800	2 954 400	26 032 701	881,2	5 800 600	0,0	-1,8
	17 135 232	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente de produits(médicaments) vétérinaires, d'élevage ou de pêche ou de produits vétérinaires	2 518 300	3 497 456	138,9	2 954 400	1 477 200	602 000	40,8	2 900 300	0,0	-1,8
	17 136 325	Taxe sur l'agrément de professionnel privé en santé animale pour exercer une mission de service officiel (nationaux et étrangers)	1 888 725	4 169 749	220,8	2 215 800	1 107 900	1 400 000	126,4	2 175 225	0,0	-1,8
	27 022 400	Ventes de services des établissements non marchands	38 278 160	127 448 740	333,0	44 879 552	22 439 776	5 457 216	24,3	44 057 732	0,0	-1,8
	27 022 433	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers des animaux	18 887 250	114 518 111	606,3	26 924 366	13 462 183	5 457 216	40,5	21 752 250	0,0	-19,2
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	19 390 910	12 930 629	66,7	17 955 186	8 977 593	0	0,0	22 305 482	0,0	24,2
	27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	8 180 445 720	1 761 545 467	21,5	9 288 852 535	4 644 426 267	1 458 176 637	31,4	5 380 041 998	0,0	-42,1
	27 423 131	Taxe sur l'autorisation d'importation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	8 153 373 995	1 636 611 250	20,1	9 174 431 716	4 587 215 858	1 457 179 525	31,8	5 367 150 165	0,0	-41,5
	27 423 132	Taxe sur l'autorisation d'exportation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	8 184 475	6 839 419	83,6	13 570 089	6 785 044	368 350	5,4	12 891 833	0,0	-5,0
	27 423 141	Taxe sur l'autorisation d'importation de produits vétérinaires et d'intrants d'élevage ou de pêche	18 887 250	118 094 798	625,3	100 850 730	50 425 365	628 762	1,2	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE (suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	10 322 261 245	173 560 561	1,7	12 086 952 648	6 043 476 324	105 455 422	1,7	1 671 703 917	0,0	-86,2
	27 425 131	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers d'animaux, produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	8 153 373 995	39 456 179	0,5	9 605 256 648	4 802 628 324	33 851 608	0,7	1 669 267 665	0,0	-82,6
	27 425 132	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de boissons (alcoolique ou non alcoolique)	500 000 000	1 879 424	0,4	590 880 000	295 440 000	34 247 039	11,6	1 450 150	0,0	-99,8
	27 425 133	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de denrées alimentaires d'origine minérale	1 650 000 000	40 755 961	2,5	1 870 585 460	935 292 730	33 999 414	3,6	986 102	0,0	-99,9
	27 425 134	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de produits vétérinaires, d'intrants d'élevage ou de pêche	18 887 250	91 468 997	484,3	20 230 540	10 115 270	3 357 361	33,2	0	0,0	-100,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	25 183 000	0	0,0	8 500 018	4 250 009	420 000	9,9	8 500 000	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	25 183 000	0	0,0	8 500 018	4 250 009	420 000	9,9	8 500 000	0,0	0,0
85	POLICE NATIONALE		104 101 082 472	51 580 202 504	49,5	111 923 527 265	55 961 763 633	25 330 601 673	45,3	142 502 412 104	0,3	27,3
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	59 779 002 472	45 991 734 488	76,9	80 323 754 496	40 161 877 248	22 775 821 321	56,7	67 780 011 000	0,1	-15,6
	27 022 270	Droits d'octroi du casier judiciaire	1 385 065 000	1 523 629 970	110,0							
	27 022 450	Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	57 920 900 000	44 368 887 857	76,6	79 768 800 000	39 884 400 000	21 795 983 245	54,6	66 706 900 000	0,1	-16,4
	27 022 481	Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	473 037 472	99 216 660	21,0	554 954 496	277 477 248	979 838 076	353,1	1 073 111 000	0,0	93,4
	37 447 000	Amendes de police	44 322 080 000	5 588 468 016	12,6	31 599 772 769	15 799 886 385	2 554 780 353	16,2	74 722 401 104	0,1	136,5
	37 447 100	Amendes transactionnelles de police spéciale de roulage	30 219 600 000	2 594 149 314	8,6	17 958 024 960	8 979 012 480	762 430 182	8,5	17 049 123 520	0,0	-5,1
	37 447 200	Amendes transactionnelles de police territoriale	12 591 500 000	937 902 119	7,4	6 551 187 810	3 275 593 905	1 234 306 929	37,7	52 162 707 584	0,1	696,2
	37 447 300	Amendes transactionnelles de police judiciaire	1 510 980 000	2 056 416 584	136,1	7 090 560 000	3 545 280 000	558 043 241	15,7	5 510 570 000	0,0	-22,3
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS /DGM		35 542 713 556	47 887 587 019	134,7	47 884 594 610	23 942 297 305	23 435 849 065	97,9	50 422 478 125	0,1	5,3
	27 420 000	Droits administratifs	34 443 602 582	44 958 303 997	130,5	47 860 646 244	23 930 323 122	21 047 338 897	88,0	47 152 149 304	0,1	-1,5
	27 421 400	Droits de délivrances de laissez - passer individuel	4 696 482 700	3 185 641 799	67,8	4 815 672 000	2 407 836 000	680 225 300	28,3	2 175 225 000	0,0	-54,8
	27 421 721	Droits de délivrance de visa d'établissement spécial, permanent, ordinaire ou de travail	16 279 274 399	30 983 099 133	190,3	29 996 802 710	14 998 401 355	16 498 878 351	110,0	33 724 845 016	0,1	12,4
	27 421 722	Droits de délivrance du visa d'établissement de travail spécifique	2 226 805 961	3 128 780 539	140,5	4 051 368 720	2 025 684 360	901 247 185	44,5	2 272 675 080	0,0	-43,9
	27 421 723	Droits de transposition visa d'établissement	2 009 437 840	1 179 422 702	58,7	531 023 856	265 511 928	526 007 735	198,1	598 621 920	0,0	12,7
	27 421 724	Droits de délivrance de visa pour mineur ou étudiant	355 777 229	1 387 754 010	390,1	357 482 400	178 741 200	135 111 083	75,6	350 936 300	0,0	-1,8
	27 421 731	Droits de délivrance de visa de voyage	3 786 854 160	483 702 474	12,8	4 478 722 680	2 239 361 340	907 833 499	40,5	4 396 709 785	0,0	-1,8
	27 421 732	Droits de délivrance de transit	437 185 332	3 353 866 580	767,1	249 190 760	124 595 380	347 549 878	278,9	48 289 995	0,0	-80,6
	27 421 733	Droits de délivrance de visa de portuaire ou aéroportuaire	2 625 138 795	621 283 464	23,7	1 690 389 504	845 194 752	721 441 556	85,4	1 925 799 200	0,0	13,9

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS/DGM (Suite)											
	27 421 734	Droits de délivrance de visa de sortie ou de retour (<i>un ou plusieurs voyages</i>)	1 896 591 860	632 963 045	33,4	1 689 993 614	844 996 807	329 044 311	38,9	1 659 047 008	0,0	-1,8
	27 421 740	Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	130 054 306	1 790 250	1,4	0	0	0		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 099 110 974	2 929 283 022	266,5	23 948 366	11 974 183	2 388 510 168	19 947,2	3 270 328 821	0,0	13 555,7
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	1 099 110 974	2 929 283 022	266,5	23 948 366	11 974 183	2 388 510 168	19 947,2	3 270 328 821	0,0	13 555,7
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS		38 570 300 000	31 067 299 590	80,5	37 748 116 580	18 874 058 290	9 261 423 424	49,1	38 570 300 000	0,1	2,2
	17 181 000	Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises	7 265 988 933	2 429 424 243	33,4	7 265 988 933	3 632 994 467	3 362 362 631	92,6	7 265 988 933	0,0	0,0
	17 181 100	Droits proportionnels sur société anonyme	7 265 988 933	2 429 424 243	33,4	7 265 988 933	3 632 994 467	3 362 362 631	92,6	7 265 988 933	0,0	0,0
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	1 733 560 738	526 900 375	30,4	1 733 560 738	866 780 369	2 916 840	0,3	1 733 560 738	0,0	0,0
	27 012 116	Droits sur le produit de ventes publiques	1 733 560 738	526 900 375	30,4	1 733 560 738	866 780 369	2 916 840	0,3	1 733 560 738	0,0	0,0
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	6 014 019 296	8 764 990 021	145,7	6 014 019 296	3 007 009 648	2 390 316 108	79,5	6 014 019 296	0,0	0,0
	27 022 310	Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce et crédit mobilier RCCM	6 014 019 296	8 764 990 021	145,7	6 014 019 296	3 007 009 648	2 390 316 108	79,5	6 014 019 296	0,0	0,0
	27 428 000	Autres droits administratifs	5 158 678 409	4 491 917 047	87,1	5 158 678 409	2 579 339 205	1 213 653 936	47,1	5 158 678 409	0,0	0,0
	27 428 260	Frais de justice	5 158 678 409	4 491 917 047	87,1	5 158 678 409	2 579 339 205	1 213 653 936	47,1	5 158 678 409	0,0	0,0
	27 483 000	Cautions	3 057 175 920	988 063 089	32,3	2 234 992 500	1 117 496 250	355 066 163	31,8	3 057 175 920	0,0	36,8
	27 483 300	Caution de mise en liberté provisoire	3 057 175 920	988 063 089	32,3	2 234 992 500	1 117 496 250	355 066 163	31,8	3 057 175 920	0,0	36,8
	27 484 000	Autres recettes diverses non classées ailleurs	11 756 475 454	8 637 591 704	73,5	11 756 475 454	5 878 237 727	1 312 404 311	22,3	11 756 475 455	0,0	0,0
	27 484 100	Droits proportionnels sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	326 352 029	513 663 649	157,4	326 352 029	163 176 014	314 520 440	192,7	326 352 029	0,0	0,0
	27 484 200	Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	5 344 689 114	21 542 784	0,4	5 344 689 114	2 672 344 557	4 395 220	0,2	5 344 689 114	0,0	0,0
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	6 085 434 312	8 102 385 272	133,1	6 085 434 312	3 042 717 156	993 488 651	32,7	6 085 434 312	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	2 446 098 316	586 890 977	24,0	2 446 098 316	1 223 049 158	103 759 311	8,5	2 446 098 316	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	2 446 098 316	586 890 977	24,0	2 446 098 316	1 223 049 158	103 759 311	8,5	2 446 098 316	0,0	0,0
	37 448 000	Amendes judiciaires	1 138 302 934	4 641 522 134	407,8	1 138 302 934	569 151 467	520 944 125	91,5	1 138 302 934	0,0	0,0
	37 448 100	Amendes judiciaires	1 138 302 934	4 641 522 134	407,8	1 138 302 934	569 151 467	520 944 125	91,5	1 138 302 934	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)		136 633 974 205	166 569 059 506	121,9	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3	423 278 749 747	0,8	81,4
	27 426 850	Redevance sur le chiffre d'affaires d'une entreprise placée sous le régime de gestion	761 595 954	1 066 180 568	140,0	887 128 765	443 564 382	338 224 832	76,3	991 809 958	0,0	11,8
	1	HOTEL KARAVIA	354 631 144	744 452 534	209,9	428 937 122	214 468 561	0	0,0	479 551 702	0,0	11,8
	2	CONGO FLEUVE HOTEL	406 964 811	321 728 034	79,1	458 191 642	229 095 821	338 224 832	147,6	512 258 256	0,0	11,8
	47 681 300	Excédent de gestion d'un établissement public	18 190 421 623	16 658 538 805	91,6	17 278 689 830	8 639 344 915	6 195 894 408	71,7	15 562 760 000	0,0	-9,9
	1	CNSS	2 074 680 000	0	0,0							
	2	OGEFREM	2 040 000 000	1 190 000 000	58,3	2 400 000 000	1 200 000 000	970 000 039	80,8	2 436 000 000	0,0	1,5
	3	OCC	2 808 000 000	5 351 362 047	190,6	3 336 000 000	1 668 000 000	1 624 000 073	97,4	3 336 000 000	0,0	0,0
	4	FPI	2 635 192 460	4 219 089 036	160,1	3 144 000 000	1 572 000 000	1 310 000 048	83,3	3 192 000 000	0,0	1,5
	5	FONER	1 196 799 163	1 097 065 882	91,7	714 000 000	357 000 000	390 233 264	109,3	714 000 000	0,0	0,0
	6	INPP	282 500 000	94 166 667	33,3	141 250 000	70 625 000	49 625 024	70,3	159 000 000	0,0	12,6
	7	ONAPAC	84 000 000	42 000 000	50,0	42 000 000	21 000 000	0	0,0	26 000 000	0,0	-38,1
	8	ICCN	90 000 000	75 000 000	83,3	45 000 000	22 500 000	37 500 034	166,7	45 600 000	0,0	1,3
	9	CEEC	816 850 000	855 378 513	104,7	972 000 000	486 000 000	480 522 478	98,9	974 000 000	0,0	0,2
	10	AFRIDEX	0	0		0	0	0		0	0,0	
	11	FPC	252 000 000	21 000 000	8,3	126 000 000	63 000 000	21 000 000	33,3	144 000 000	0,0	14,3
	12	RVF	110 400 000	163 476 650	148,1	92 160 000	46 080 000	39 920 050	86,6	92 160 000	0,0	0,0
	13	FONDS MINIER POUR LES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)	1 000 000 000	916 666 672	91,7	500 000 000	250 000 000	0	0,0	500 000 000	0,0	0,0
	14	AUTORITE DE REGULATION DE LA SOUS-TRAITRANCE DANS LE SECTEUR PRIVE (ARSP)	500 000 000	374 999 991	75,0	297 000 000	148 500 000	41 666 650	28,1	250 000 000	0,0	-15,8
	15	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (ANAPEX)	300 000 000	175 000 000	58,3	300 000 000	150 000 000	150 000 026	100,0	30 000 000	0,0	-90,0
	16	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	1 000 000 000	666 666 680	66,7	240 000 000	120 000 000	200 000 029	166,7	246 000 000	0,0	2,5
	17	OFFICE DES VOIRIES ET DRAINAGE (OVD)	500 000 000	0	0,0	250 000 000	125 000 000	50 000 000	40,0	54 000 000	0,0	-78,4
	18	OFFICE DES ROUTES (OR)	300 000 000	0	0,0	150 000 000	75 000 000	0	0,0	150 000 000	0,0	0,0
	19	CADASTRE MINIER (CAMI)	1 000 000 000	916 666 667	91,7	1 119 279 830	559 639 915	373 093 290	66,7	1 176 000 000	0,0	5,1
	20	AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT CONGOLAISE (ANADEC)	300 000 000	0	0,0	30 000 000	15 000 000	0	0,0	24 000 000	0,0	-20,0
	21	OFFICE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES (OPEC)	300 000 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	22	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	600 000 000	500 000 000	83,3	380 000 000	190 000 000	208 333 373	109,6	380 000 000	0,0	0,0
	23	AUTORITE DE REGULATION ET CONTRÔLE DES ASSURANCES	0	0		1 500 000 000	750 000 000	0	0,0	500 000 000	0,0	-66,7

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
	24	FIKIN	0	0		250 000 000	125 000 000	0	0,0	24 000 000	0,0	-90,4
	25	RADIO TELEVISION NATIONALE CONGOLAISE (RTNC)	0	0		250 000 000	125 000 000	0	0,0	250 000 000	0,0	0,0
	26	AUTORITE D'AVIATION CIVILE (AAC)	0	0		500 000 000	250 000 000	83 333 333	33,3	360 000 000	0,0	-28,0
	27	OFFICE NATIONAL DU TOURISME	0	0		500 000 000	250 000 000	166 666 696	66,7	500 000 000	0,0	0,0
	47 722 000	Dividendes	117 681 956 628	147 902 732 437	125,7	66 299 622 473	33 149 811 237	74 932 607 678	226,0	174 617 143 514	0,3	163,4
	47 722 100	Dividendes d'une entreprise du portefeuille	56 341 319 278	50 473 455 767	89,6	36 778 440 542	18 389 220 271	69 926 627 740	380,3	40 714 576 413	0,1	10,7
	47 722 110	Dividendes des sociétés commerciales	13 577 000 000	9 704 378 840	71,5	11 852 115 357	5 926 057 679	5 848 169 312	98,7	12 846 944 856	0,0	8,4
	1	OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex.SCTP	960 000 000	641 812 472	66,9	570 000 000	285 000 000	555 000 051	194,7	588 000 000	0,0	3,2
	2	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	669 000 000	1 579 569 678	236,1	798 000 000	399 000 000	320 653 893	80,4	628 000 000	0,0	-21,3
	3	REGIDESO	840 000 000	135 000 000	16,1	500 000 000	250 000 000	0	0,0	516 000 000	0,0	3,2
	4	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	48 000 000	40 000 000	83,3	57 600 000	28 800 000	27 200 082	94,4	59 520 000	0,0	3,3
	5	COMMIERE SA	960 000 000	87 000 000	9,1	114 000 000	57 000 000	44 500 038	78,1	117 600 000	0,0	3,2
	6	SOCIETE NATIONALE DE KILO-MOTO (SOKIMO)	420 000 000	175 000 000	41,7	105 000 000	52 500 000	0	0,0	108 360 000	0,0	3,2
	7	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	600 000 000	594 999 997	99,2	720 000 000	360 000 000	410 000 047	113,9	744 000 000	0,0	3,3
	8	COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDC) (LMC)	252 000 000	210 000 016	83,3	300 000 000	150 000 000	167 000 061	111,3	312 000 000	0,0	4,0
	9	GECAMINES	2 940 000 000	2 650 000 000	90,1	3 504 000 000	1 752 000 000	1 413 000 000	80,7	3 504 000 000	0,0	0,0
	10	SONAHYDROC ex COHYDRO	465 000 000	303 868 365	65,3	232 500 000	116 250 000	174 375 086	150,0	239 940 000	0,0	3,2
	11	SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)	192 000 000	169 000 013	88,0	228 720 000	114 360 000	76 240 000	66,7	236 100 000	0,0	3,2
	12	OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOM. (OCPT) SCPT	150 000 000	87 500 000	58,3	90 000 000	45 000 000	42 500 000	94,4	90 000 000	0,0	0,0
	13	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM	714 000 000	910 044 961	127,5	852 000 000	426 000 000	476 153 894	111,8	882 000 000	0,0	3,5
	14	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEL)	2 100 000 000	1 925 000 004	91,7	2 508 000 000	1 254 000 000	1 220 000 039	97,3	2 544 000 000	0,0	1,4
	15	SCMK-Mn	12 000 000	6 000 000	50,0	14 295 357	7 147 679	11 956 876	167,3	15 000 000	0,0	4,9
	16	SAKIMA	90 000 000	65 833 333	73,1	60 000 000	30 000 000	0	0,0	60 824 856	0,0	1,4
	17	SODIMICO	165 000 000	123 750 000	75,0	198 000 000	99 000 000	13 429 938	13,6	201 600 000	0,0	1,8
	18	COBIL	2 000 000 000	0	0,0	1 000 000 000	500 000 000	896 159 307	179,2	2 000 000 000	0,0	100,0
	47 722 120	Dividendes des sociétés d'économie mixte	42 764 319 278	40 769 076 927	95,3	24 926 325 185	12 463 162 593	64 078 458 427	514,1	27 867 631 557	0,1	11,8
		MINIERES	3 170 460 475	0	0,0	1 764 406 815	882 203 408	0	0,0	1 972 606 819	0,0	11,8
	1	SACIM	3 156 362 818	0	0,0	1 764 406 815	882 203 408	0	0,0	1 972 606 819	0,0	11,8
	2	CROWN MINING SARL	14 097 657	0	0,0	0	0	0		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
		PETROLIERES	25 219 682 073	33 062 725 689	131,1	15 126 753 578	7 563 376 789	54 213 122 155	716,8	16 911 710 500	0,0	11,8
	1	FINA-CONGO	5 644 651 081	5 219 675 599	92,5	3 155 359 954	1 577 679 977	0	0,0	3 527 692 429	0,0	11,8
	2	ENGEN	9 826 156 259	13 163 200 000	134,0	5 492 821 349	2 746 410 674	36 851 089 814	1 341,8	6 140 974 268	0,0	11,8
	3	TOTAL RDC	7 692 953 942	9 762 022 264	126,9	4 300 361 254	2 150 180 627	14 786 474 827	687,7	4 807 803 882	0,0	11,8
	4	SOCIR	2 055 920 793	4 917 827 827	239,2	2 178 211 021	1 089 105 511	2 575 557 514	236,5	2 435 239 921	0,0	11,8
		AGRO-INDUSTRIEL	3 797 375 035	3 063 871 070	80,7	2 122 732 645	1 061 366 322	2 939 892 944	277,0	2 373 215 096	0,0	11,8
	1	KWILU- NGONGO	2 778 032 067	2 143 681 280	77,2	1 552 919 925	776 459 963	2 427 782 144	312,7	1 736 164 476	0,0	11,8
	2	SOCOPE	1 019 342 968	920 189 790	90,3	569 812 719	284 906 360	512 110 800	179,7	637 050 620	0,0	11,8
		FINANCIERES ET SERVICES	10 576 801 695	4 642 480 168	43,9	5 912 432 148	2 956 216 074	6 925 443 328	234,3	6 610 099 141	0,0	11,8
	1	SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SONAL)	661 308 536	0	0,0	369 671 472	184 835 736	0	0,0	413 292 706	0,0	11,8
	2	EQUITY-BCDC	4 945 530 452	0	0,0	2 764 551 523	1 382 275 761	0	0,0	3 090 768 603	0,0	11,8
	3	SEGUSE SA	4 969 962 707	4 642 480 168	93,4	2 778 209 153	1 389 104 577	6 925 443 328	498,6	3 106 037 833	0,0	11,8
	47 722 200	Dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital d'une société minière d'exploitation	61 340 637 350	97 429 276 670	158,8	29 521 181 931	14 760 590 966	5 005 979 939	33,9	133 902 567 101	0,2	353,6
	1	FRONTIER SA	17 057 864 246	0	0,0	4 767 673 057	2 383 836 528	0	0,0	5 330 258 478	0,0	11,8
	2	ALPHAMIN	1 630 080 724	14 668 615 260	899,9	0	0	0		11 600 953 846	0,0	
	3	METALKOL	10 465 557 871	0	0,0	1 462 561 712	731 280 856	0	0,0	1 635 143 994	0,0	11,8
	4	SOCIETE DU KATANGA	1 148 000 000	0	0,0	160 433 000	80 216 500	0	0,0	0	0,0	-100,0
	5	MUTANDA MINING	5 000 000 000	0	0,0	698 750 000	349 375 000	0	0,0	781 202 500	0,0	11,8
	6	GOLDEN AFRICAN RESS	500 000 000	0	0,0	69 875 000	34 937 500	0	0,0	77 002 250	0,0	10,2
	7	HUACHIN METAL LEACH SA	0	0		139 750 000	69 875 000	0	0,0	156 240 500	0,0	11,8
	8	LA MIKAL	6 039 134 509	0	0,0	843 969 048	421 984 524	0	0,0	943 557 396	0,0	11,8
	9	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	0	0		0	0	0		179 375 274	0,0	
	10	COMPAGNIE DE TRAITEMENT DES REJETS DE KINGAMYAMBO	0	0		120 716 050	60 358 025	0	0,0	134 960 544	0,0	11,8
	11	CONGO MOON MINING	2 000 000 000	0	0,0	279 500 000	139 750 000	0	0,0	312 481 000	0,0	11,8
	12	SHAMITUMBA	2 000 000 000	0	0,0	279 500 000	139 750 000	0	0,0	312 481 000	0,0	11,8
	13	RUASHI MINING SARL	500 000 000	0	0,0	69 875 000	34 937 500	0	0,0	77 002 250	0,0	10,2
	14	COMIKA	1 500 000 000	0	0,0	209 625 000	104 812 500	692 313 003	660,5	234 360 750	0,0	11,8
	15	SOMIDEZ SA	2 000 000 000	18 537 960 549	926,9	904 500 000	452 250 000	4 313 666 936	953,8	1 011 231 000	0,0	11,8
	16	THUANCHIN METAL LEACH SA	1 000 000 000	446 818 543	44,7	0	0	0		0	0,0	
	17	CROWN MINING SAR	500 000 000	19 388 675	3,9	71 845 148	35 922 574	0	0,0	80 322 875	0,0	11,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
	18	KAMOA COPPER SA	10 000 000 000	49 075 936 190	490,8	19 442 608 917	9 721 304 459	0	0,0	21 736 836 769	0,0	11,8
	19	CHEMICAL OF AFRICA SA	0	705 589 460		0	0	0		0	0,0	
	20	TEKE FUGURUME	0	6 943 492 250		0	0	0		70 843 166 199	0,1	
	21	KAMBOVE MINING	0	0		0	0	0		15 686 712 150	0,0	
	22	KISENDA COPPER COMPANY	0	0		0	0	0		2 769 278 326	0,0	
	23	NEW MINERAL INVESTMENT	0	7 031 475 744		0	0	0		0	0,0	
	27 415 482	Quotité de 25% des Pas de Porte et royalties ou prime de cession et redevance supplémentaire dont bénéficient les Entreprises du Portefeuille de l'Etat		941 607 696		148 811 847 298	74 405 923 649	84 357 260 456	113,4	232 107 036 274	0,4	56,0
	1	CHEMAF SA				713 765 062	356 882 531		0,0	797 989 339	0,0	11,8
	2	COMMUS SA				11 250 000 000	5 625 000 000		0,0	12 577 500 000	0,0	11,8
	3	NEW MINERAL INVESTMENT				2 840 332 326	1 420 166 163		0,0	22 156 815 476	0,0	680,1
	4	SOMIDEZ SA				11 073 768 760	5 536 884 380		0,0	12 380 473 474	0,0	11,8
	5	HUANCHIN METAL LEACH SA				699 361 963	349 680 982		0,0	781 886 675	0,0	11,8
	6	TFM SA				5 207 619 188	2 603 809 594		0,0	5 822 118 252	0,0	11,8
	7	MIKAS SAS				9 375 000 000	4 687 500 000		0,0	10 481 250 000	0,0	11,8
	8	GCK SAS				1 875 000 000	937 500 000		0,0	2 096 250 000	0,0	11,8
	9	KAI PENG MINING SARL				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	10	RUBAMIN SARL				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	11	RUASHI MINING				4 500 000 000	2 250 000 000		0,0	5 031 000 000	0,0	11,8
	12	SICOMINES		898 890 074		8 250 000 000	4 125 000 000		0,0	55 977 567 058	0,1	578,5
	13	CNMC SARL				1 500 000 000	750 000 000		0,0	1 677 000 000	0,0	11,8
	14	DIVINE LAND MINING SARL				3 777 000 000	1 888 500 000		0,0	4 222 686 000	0,0	11,8
	15	CONGO MOON MINING				4 500 000 000	2 250 000 000		0,0	5 031 000 000	0,0	11,8
	16	SHAMITUMBA				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	17	CNMC HUANCHIN MINING SA				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	18	KAMBOVE MINING				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	19	COMIKA SAS				750 000 000	375 000 000		0,0	838 500 000	0,0	11,8
	20	COMPAGNIE MINIERE DE TONDO (CMT)		42 717 622		4 125 000 000	2 062 500 000		0,0	4 611 750 000	0,0	11,8
	21	BETA MINING				3 750 000 000	1 875 000 000		0,0	4 192 500 000	0,0	11,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
	22	CHINA RAILWAYS RESSOURCES UNIVERSAL LIMITED				4 500 000 000	2 250 000 000		0,0	5 031 000 000	0,0	11,8
	23	COMILU				3 375 000 000	1 687 500 000		0,0	3 773 250 000	0,0	11,8
	24	CONGO COBALT COOPORATION SARL				3 750 000 000	1 875 000 000		0,0	4 192 500 000	0,0	11,8
	25	GOLDEN AFRICAN RESS				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	26	GRAND STONE				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	27	IVERLAND MINING				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	28	LUILU RESSOURCES				3 750 000 000	1 875 000 000		0,0	4 192 500 000	0,0	11,8
	29	MKM				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	30	SHITURU MINING COMPAGNIE SA				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	31	SOMIKA				3 750 000 000	1 875 000 000		0,0	4 192 500 000	0,0	11,8
	32	MANONO LITHIUM				7 500 000 000	3 750 000 000		0,0	8 385 000 000	0,0	11,8
	33	HONG KONG EXCELLENT MINING				3 000 000 000	1 500 000 000		0,0	3 354 000 000	0,0	11,8
	34	CDMC SARL				3 750 000 000	1 875 000 000		0,0	4 192 500 000	0,0	11,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives				0	0	191 903 423		0	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles				0	0	191 903 423		0	0,0	
90	ENTREPRENEURIAT, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES		1 446 780 585	0	0,0	446 780 587	223 390 294	0	0,0	453 187 276	0,0	1,4
	17 137 483	Taxe d'enregistrement des Petites et Moyennes Entreprises, des startups et de l'artisanat éligibles à la sous-traitance et son renouvellement.	451 662 486	0	0,0	139 477 979	69 738 990		0,0	141 478 048	0,0	1,4
	17 137 484	Taxe d'enregistrement des Petites et Moyennes Entreprises, des startups et de l'artisanat éligibles aux marchés publics et son renouvellement.	75 046 234	0	0,0	23 175 042	11 587 521		0,0	23 507 364	0,0	1,4
	17 137 540	Taxe d'agrément des organismes privés d'aide à la création et d'encadrement des petites et moyennes entreprises, des startups et de l'artisanat dans le secteur privé/Volet PME et Startups.	94 437 375	0	0,0	29 163 224	14 581 612		0,0	29 581 415	0,0	1,4
	17 137 350	Taxe d'enregistrement d'organisations professionnelles des PME et des Startups.	56 662 425	0	0,0	17 497 934	8 748 967	0	0,0	17 748 849	0,0	1,4
	27 416 330	Taxe de labélisation des Startups.	82 097 558	0	0,0	25 352 562	12 676 281	0	0,0	25 716 110	0,0	1,4
	27 012 287	Taxe de délivrance de la carte de l'artisan et d'entrepreneur.	559 824 759	0	0,0	172 879 589	86 439 795	0	0,0	175 358 627	0,0	1,4
	27 422 320	Taxe de certification des produits artisanaux.	86 000 970	0	0,0	26 557 976	13 278 988	0	0,0	26 938 808	0,0	1,4
	27 427 400	Taxe d'homologation des programmes et/ou modules de formation à l'entrepreneuriat.	22 664 970	0	0,0	6 999 174	3 499 587	0	0,0	7 099 540	0,0	1,4
	27 427 400	Redevance à la conclusion et au développement des contrats de franchise entre les entreprises multinationales étrangères et les PME et les startups de droit congolais.	18 383 809	0	0,0	5 677 108	2 838 554	0	0,0	5 758 515	0,0	1,4
		S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	3 844 572 136 687	4 063 940 826 569	105,7	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0	5 094 990 580 669	9,4	3,2

III.1.6

AUTRES RECETTES

III.1.8.1. TABLEAU RECAPITULATIF AUTRES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	AUTRES RECETTES											
		Royalties (contrat chinois)	908 106 688 523	0	0,00	957 215 257 205	478 607 628 603	0	0,0	799 319 349 208	80,4	-16,5
		Autres recettes	157 999 842 324	592 130 110 000	374,77	591 235 678 920	295 617 839 460	406 751 492 000	137,6	195 405 877 183	19,6	-66,9
		S / TOTAL AUTRES RECETTES	1 066 106 530 847	592 130 110 000	55,54	1 548 450 936 125	774 225 468 063	406 751 492 000	52,5	994 725 226 391	100,0	-35,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS		3 844 572 136 687	4 063 940 826 569	105,7	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0	5 094 990 580 669	9,4	3,2
	AUTRES RECETTES											
		Royalties (contrat chinois)	908 106 688 523	0	0,00	957 215 257 205	478 607 628 603	0	0,0	799 319 349 208	1,5	-16,5
		Autres recettes	157 999 842 324	592 130 110 000	374,77	591 235 678 920	295 617 839 460	406 751 492 000	137,6	195 405 877 183	0,4	-66,9
	S / TOTAL AUTRES RECETTES		1 066 106 530 847	592 130 110 000	55,54	1 548 450 936 125	774 225 468 063	406 751 492 000	52,5	994 725 226 391	1,8	-35,8
	S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS		4 910 678 667 533	4 656 070 936 569	94,8	6 483 804 071 939	3 241 902 035 969	2 676 370 924 030	82,6	6 089 715 807 060	11,2	-6,1

III.1.7

RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS

III.1.7.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

Code Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Pétroliers producteurs	624 146 699 215	563 602 938 357	90,3	583 141 400 322	291 570 700 161	143 669 724 019	49,3	628 363 675 470	100,0	7,8
I.	DGI	204 042 705 363	192 731 884 894	94,5	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4	248 707 919 588	39,6	-7,5
II.	DGRAD	420 103 993 852	370 871 053 463	88,3	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5	379 655 755 882	60,4	20,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS		4 910 678 667 533	4 656 070 933 290	94,8	6 483 804 071 939	3 241 902 035 969	2 676 370 924 030	82,6	6 089 715 807 060	11,2	-6,1
	PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD		420 103 993 852	370 871 053 463	88,3	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5	379 655 755 882	0,7	20,8
	HYDROCARBURES		335 787 668 269	275 674 897 644	82,1	241 170 240 006	120 585 120 003	48 818 785 289	40,5	263 689 644 644	0,5	9,3
	27 415 000	Loyers	335 787 668 269	275 674 897 644	82,1	241 170 240 006	120 585 120 003	48 818 785 289	40,5	263 689 644 644	0,5	9,3
	27 415 110	Marge distribuable	252 666 404 666	205 168 305 101	81,2	189 102 145 106	94 551 072 553	28 953 727 565	30,6	184 793 973 989	0,3	-2,3
	27 415 120	Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	83 121 263 603	70 506 592 544	84,8	52 068 094 900	26 034 047 450	19 865 057 724	76,3	78 895 670 656	0,1	51,5
	PORTEFEUILLE		84 316 325 583	95 196 155 818	112,9	73 045 589 176	36 522 794 588	35 168 084 641	96,3	115 966 111 238	0,2	58,8
	47 722 600	Dividendes des Pétroliers producteurs	84 316 325 583	95 196 155 818	112,9	73 045 589 176	36 522 794 588	35 168 084 641	96,3	115 966 111 238	0,2	58,8
	47 722 610	Dividendes On shore	21 651 276 703	31 927 211 524	147,5	25 817 104 716	12 908 552 358	26 473 223 080	205,1	40 986 858 633	0,1	58,8
	47 722 620	Participations Off shore	62 665 048 880	63 268 944 295	101,0	47 228 484 460	23 614 242 230	8 694 861 561	36,8	74 979 252 605	0,1	58,8
	TOTAL RECETTES NON FISCALES		5 330 782 661 386	5 026 941 986 752	94,3	6 798 019 901 121	3 399 009 950 560	2 760 357 793 961	81,2	6 469 371 562 942	11,9	-4,8

III.1.8

RECETTES EXCEPTIONNELLES

III.1.8.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Produits des emprunts intérieurs (Obligations du Trésor)	881 415 167 967	0	0,0	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	100,0	125,2
	Reliquat Exim Bank	840 839 526 411	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	PPP - BOT - TROC										
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 722 254 694 378	0	0,0	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	100,0	125,2

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES		1 722 254 694 378	2 345 529 656 637	136,2	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	2,9	125,2
	81 610 000	Produits des emprunts intérieurs (Obligations du Trésor)	881 415 167 967	2 345 529 656 637	266,1	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	2,9	125,2
		Reliquat Exim Bank	840 839 526 411	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		1 722 254 694 378	2 345 529 656 637	136,2	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0	1 553 935 856 158	2,9	125,2

III.1.9

FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE

III.1.9.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DU FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE				59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0		-100,0
	TOTAL				59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0		-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE				59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0	0	-100
TOTAL					59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8	0	0,0	-100,0

III.1.10

RECETTES EXTERIEURES

III.1.10.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RETIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.2	RECETTES EXTERIEURES	13 594 710 593 686	6 147 553 612 758	45,2	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1	14 390 340 502 955	100,0	-4,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 148 344 989 979	561 553 165 864	26,1	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0	2 900 577 622 089	20,2	-2,2
	Emprunt programme	2 102 098 816 026	561 553 165 864	26,7	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0	2 828 547 916 234	19,7	2,6
	Dons budgétaires	46 246 173 953	0	0,0	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0	72 029 705 855	0,5	-65,5
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	11 446 365 603 707	5 586 000 446 894	48,8	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6	11 489 762 880 866	79,8	-5,3
	Dons projets	7 519 436 140 572	3 509 982 140 187	46,7	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6	3 825 504 383 981	26,6	-56,4
	Emprunts projets	3 926 929 463 136	2 076 018 306 707	52,9	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7	7 664 258 496 885	53,3	128,5
TOTAL RECETTES EXTERIEURES		13 594 710 593 686	6 147 553 612 758	45,2	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1	14 390 340 502 955	100,0	-4,7

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE		2 148 344 989 979	561 553 165 864	26,1	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0	2 900 577 622 089	5,3	-2,2
	81 622 100 000	Emprunt programme	2 102 098 816 026	561 553 165 864	26,7	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0	2 828 547 916 234	5,2	2,6
	81 622 100 905	Banque Mondiale	2 102 098 816 026	0	0,0	1 968 029 269 417	984 014 634 709	0	0,0	1 658 449 816 234	3,1	-15,7
		FMI (FEC)				525 866 042 205	262 933 021 102	0	0,0	564 943 000 000	1,0	7,4
		FMI (RST)				262 873 837 499	131 436 918 749	0	0,0	605 155 100 000	1,1	130,2
		Fad		561 553 165 864								
	57 512 200 000	Dons budgétaires	46 246 173 953	0	0,0	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0	72 029 705 855	0,1	-65,5
	57 512 200 905	Banque Mondiale	0	0		160 761 089 341	80 380 544 671	0	0,0	72 029 705 855	0,1	-55,2
	81 621 100 250	France	46 246 173 953	0	0,0	47 917 748 801	23 958 874 400	0	0,0	0	0,0	-100,0
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS		11 446 365 603 707	5 586 000 446 894	48,8	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6	11 489 762 880 866	21,1	-5,3
	57 522 100 000	Dons projets	7 519 436 140 572	3 509 982 140 187	46,7	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6	3 825 504 383 981	7,0	-56,4
	57 522 100 905	Banque Mondiale	3 296 079 970 147	1 093 896 424 283	33,2	2 633 141 989 953	1 316 570 994 977	915 803 943 474	69,6	1 940 215 436 788	3,6	-26,3
	57 522 100 913	Banque Africaine de Développement	990 213 255 043	329 787 615 240	33,3	640 355 026 211	320 177 513 105	0	0,0	340 940 556 675	0,6	-46,8
	57 522 100 918	Union Européenne	29 673 912 092	419 540 681 512	1 413,8	237 243 457 903	118 621 728 952	141 706 940 307	119,5	934 187 506 213	1,7	293,8
	57 522 100 124	Canada	314 842 164 671	36 795 325 744	11,7	0	0	0		0	0,0	
	57 522 100 250	France	295 886 470 445	94 711 740 843	32,0	2 199 272 829 428	1 099 636 414 714	0	0,0	285 989 167 284	0,5	-87,0
	57 522 100 056	Belgique	112 133 833 631	34 806 490 490	31,0	62 567 269 711	31 283 634 855	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 276	Allemagne	414 491 071 746	0	0,0	456 014 630 569	228 007 315 284	0	0,0	135 857 219 221	0,3	-70,2
	57 522 100 963	UNICEF	1 445 367 711 661	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	57 522 100 826	Grande Bretagne (Royaume Uni)	149 280 726 938	0	0,0	122 155 127 170	61 077 563 585	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 752	GAVI	471 467 024 195	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	57 522 100 392	Japon	0	61 293 442 224		17 801 745 590	8 900 872 795	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Suède		178 554 737 769				20 561 133 110		0	0,0	
		Systèmes des Nations Unies		1 260 595 682 082								
	57 522 100 840	Etats-Unis (USAID)	0	0		17 610 112 521	8 805 056 261	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 410	Corée du sud	0	0		556 293 824 000	278 146 912 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 756	Suisse (Alliance RSS)	0	0		60 742 449 218	30 371 224 609	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 356	Inde	0	0		421 823 349 608	210 911 674 804	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 522 100 156	Chine	0	0		1 253 551 920 000	626 775 960 000	0	0,0	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE (Suite)											
	57 522 100 988	Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	0	0		103 404 000 000	51 702 000 000	0	0,0	13 009 477 800	0,0	-87,4
		KFW								175 305 020 000	0,3	
	81 621 100 000	Emprunts projets	3 926 929 463 136	2 076 018 306 707	52,9	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7	7 664 258 496 885	14,1	128,5
	81 621 100 905	Banque Mondiale	2 458 016 277 898	1 516 481 845 115	61,7	2 669 836 703 605	1 334 918 351 803	2 668 303 146 384	199,9	5 860 468 819 946	10,8	119,5
	81 621 100 913	Banque Africaine de Développement	1 468 913 185 238	288 550 720 818	19,6	660 328 514 737	330 164 257 368	97 001 483 018	29,4	1 292 796 055 875	2,4	95,8
		Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)		7 572 473 130		0	0	0		26 345 554 230	0,0	
	81 621 100 356	Inde	0	4 151 673 130		0	0	3 698 572 342		144 250 915 550	0,3	
		Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole	0	17 813 662 585		0	0	0		51 396 858 290	0,1	
	81 621 100 250	France	0	0		24 141 245 389	12 070 622 695	631 825 358	5,2	64 139 444 465	0,1	165,7
		Pays bas/RUFIJI BV		57 338 089 323		0	0	0		0		
		OFID				0	0	9 369 794 141		79 930 800 000	0,1	
		BADEA				0	0	0		108 112 915 809	0,2	
	81 621 100 156	Chine	0	184 109 842 607		0	0	0		36 817 132 720	0,1	
		TOTAL RECETTES EXTERIEURES	13 594 710 593 686	6 147 553 612 758	45,2	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1	14 390 340 502 955	26,5	-4,7

III.2

RECETTES DES BUDGETS ANNEXES

III.2.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	RECETTES DES UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS	348 314 000 000	580 571 238 489	166,7	425 758 861 844	212 879 430 922	121 645 389 098	57,1	448 324 081 521	46,6	5,3
2	RECETTES DES HOPITAUX GENERAUX DE REFERENCE	322 345 000 000	245 761 906 127	76,2	322 345 000 000	161 172 500 000	82 652 564 103	51,3	339 429 285 000	35,3	5,3
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	<u>49 761 000 000</u>	<u>93 092 285 114</u>	<u>187,1</u>	<u>154 900 883 180</u>	<u>77 450 441 590</u>	<u>40 267 685 974</u>	<u>52,0</u>	<u>174 505 502 749</u>	<u>18,1</u>	<u>12,7</u>
3.1	Cellule Technique des Coordination et de Planification / CTCPM	25 691 000 000	48 668 132 514	189,4	47 781 264 347	23 890 632 173	0	0,0	46 864 761 658	4,9	-1,9
3.2	Commission Nationale de l'Energie / CNE	4 098 000 000	225 985 000	5,5	0	0	0		0	0,0	
3.3	Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et Petite Echelle / SAEMAPE	17 514 000 000	44 154 038 600	252,1	63 326 387 066	31 663 193 533	0	0,0	67 314 799 091	7,0	6,3
3.4	Centre Culturel Congolais LE ZOO	161 000 000	44 129 000	27,4	9 544 395 767	4 772 197 884	0	0,0	163 865 010	0,0	-98,3
3.5	Conseil Supérieur du Portefeuille	2 297 000 000	0	0,0	2 297 000 000	1 148 500 000	0	0,0	2 418 741 000	0,3	5,3
3.6	Inspection Générale des Mines	0	0		31 951 836 000	15 975 918 000	0	0,0	33 382 453 000	3,5	4,5
3.7	Service Géologique National du Congo								24 360 882 990	2,5	
TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES		720 420 000 000	919 425 429 729	127,6	903 004 745 024	451 502 372 512	244 565 639 175	54,2	962 258 869 270	100,0	6,6

III.3

RECETTES DES COMPTES SPECIAUX

III.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	FONER	554 367 529 380	515 177 401 253	92,9	433 875 816 495	216 937 908 247	231 181 215 180	106,6	483 240 681 704	11,0	11,4
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION / FPEF	17 948 229 300	7 436 710 512	41,4	10 210 731 776	5 105 365 888	2 869 012 341	56,2	16 401 976 207	0,4	60,6
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE / FPC	15 315 968 250	12 988 335 391	84,8	24 474 732 475	12 237 366 238	8 770 299 881	71,7	25 655 065 154	0,6	4,8
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	1 426 727 369 724	1 230 191 605 037	86,2	1 767 703 820 460	883 851 910 230	0	0,0	1 833 826 771 099	41,6	3,7
5	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA (Go-Pass)	80 029 542 939	146 358 544 044	182,9	108 115 873 919	54 057 936 959	21 919 524 106	40,5	112 997 910 697	2,6	4,5
6	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME / FPT	67 937 113 176	33 689 129 970	49,6	90 832 556 773	45 416 278 386	0	0,0	96 421 658 280	2,2	6,2
7	FONDS FORESTIER NATIONAL / FFN	20 870 630 658	26 269 398 019	125,9	30 696 764 165	15 348 382 083	0	0,0	33 336 569 651	0,8	8,6
8	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN	379 000 000 000	516 735 440 508	136,3	272 370 707 541	136 185 353 770	77 367 193 289	56,8	268 159 026 606	6,1	-1,5
9	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE / FSD-FARDC	296 974 084 921	0	0,0	296 974 084 921	148 487 042 460	0	0,0	574 331 165 469	13,0	93,4
10	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	0	0		605 013 889 812	302 506 944 906	206 085 983 437	68,1	632 333 652 898	14,4	4,5
11	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT	40 168 208 592	362 308 831	0,9	61 005 973 993	30 502 986 997	174 816 782	0,6	75 167 604 290	1,7	23,2
12	FONDS D'INVESTISSEMENT STRATEGIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (FIS-RDC)				337 909 142 355	168 954 571 177	0	0,0	217 809 941 680	4,9	-35,5
13	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)								34 530 726 355	0,8	
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		2 899 338 676 940	2 489 208 873 566	85,9	4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2	4 404 212 750 090	100,0	9,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		2 899 338 676 940	2 489 208 873 566	85,9	4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2	4 404 212 750 090	8,1	9,0
1		FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	554 367 529 380	515 177 401 253	92,9	433 875 816 495	216 937 908 247	231 181 215 180	106,6	483 240 681 704	0,9	11,4
		Report de trésorerie		84 833 241 380								
		Rédevances pétrolières	453 762 524 340	400 989 099 974	88,4	415 811 710 667	207 905 855 333	214 489 234 112	103,2	448 349 246 843	0,8	7,8
		Péages et autres	100 605 005 041	29 355 059 899	29,2	16 370 147 869	8 185 073 934	12 684 245 333	155,0	26 514 019 994	0,0	62,0
		Rédevances sur la charge à l'ESSIEU	0	0		706 961 202	353 480 601	2 672 230 365	756,0	5 585 793 041	0,0	690,1
		Ressources de pesage	0	0		986 996 758	493 498 379	1 335 505 371	270,6	2 791 621 825	0,0	182,8
2		FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION	17 948 229 300	7 436 710 512	41,4	10 210 731 776	5 105 365 888	2 869 012 341	56,2	16 401 976 207	0,0	60,6
		Report de trésorerie		692 207 044				53 129 274		0	0,0	
		Quotité minerval (EPST)	3 351 266 100	1 317 272 805	39,3	6 150 505 676	3 075 252 838	636 082 436	20,7	6 220 770 056	0,0	1,1
		Quotité minerval (ESU)	5 236 963 200	4 588 204 378	87,6	3 351 266 100	1 675 633 050	1 948 700 631	116,3	6 045 547 878	0,0	80,4
		Contribution FPI	9 360 000 000	736 458 617	7,9	708 960 000	354 480 000	231 100 000	65,2	1 727 037 738	0,0	143,6
		Autres productions	0	1 045 268		0	0	0		0	0,0	
		Subvention reçue des tiers	0	101 522 400		0	0	0		2 408 620 536	0,0	
3		FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)	15 315 968 250	12 988 335 391	84,8	24 474 732 475	12 237 366 238	8 770 299 881	71,7	25 655 065 154	0,0	4,8
		Report de trésorerie		-297 462 780								
		Recettes brutes des librairies et papateries installées en RDC	770 393 203	8 318 759	1,1	1 231 079 036	615 539 518	441 146 084	71,7	1 290 449 777	0,0	4,8
		Recettes brutes des spectacles présentés en RDC (Show, Concert, Billets, Théâtres, Cirques	9 189 581	0	0,0	14 684 889	7 342 445	5 262 180	71,7	15 393 039	0,0	4,8
		Valeur de chaque œuvre d'art lors de son exportation	12 252 775	0	0,0	0	0	7 016 240		20 524 052	0,0	
		Valeur de chaque œuvre d'art lors de son exposition	0	0		19 579 836	9 789 918	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Recettes provenant des expositions (vente d'œuvre d'art en différentes matières...)	18 379 132	5 859 204	31,9	29 369 729	14 684 864	10 524 360	71,7	30 786 078	0,0	4,8
		Recettes provenant des expositions des concours de beauté et autres manifestations	22 973 952	0	0,0	36 712 098	18 356 049	13 155 450	71,7	38 482 598	0,0	4,8
		Préstation publicitaire	10 231 066 791	12 695 134 777	124,1	15 859 626 547	7 929 813 273	5 683 154 323	71,7	17 137 583 523	0,0	8,1
		Recettes brutes (maison de couture, de production, coiffure, briquetterie,...)	3 308 249 142	389 232 759	11,8	3 744 634 046	1 872 317 023	1 806 681 775	96,5	5 541 494 073	0,0	48,0
		Revenus des artistes musiciens et écrivains distribués par la SOCODA	15 315 968	0	0,0	24 474 732	12 237 366	8 770 300	71,7	25 655 065	0,0	4,8
		Recettes des architectes installés en RDC	765 798 447	185 060 022	24,2	1 957 978 586	978 989 293	701 623 990	71,7	1 282 753 258	0,0	-34,5
		Recettes brutes des salles de cinema et spectacles, vidéo club	3 063 189	0	0,0	1 302 055 760	651 027 880	1 754 060	0,3	5 131 013	0,0	-99,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)											
		Produit de vente de chaque disque étranger en RDC	1 531 597	0	0,0	2 447 473	1 223 737	877 030	71,7	2 565 507	0,0	4,8
		Produit de vente ou location des cassettes video	1 531 597	0	0,0	2 447 473	1 223 737	877 030	71,7	2 565 507	0,0	4,8
		Produit de vente de chaque disque Congolais en RDC	1 531 597	0	0,0	2 447 473	1 223 737	877 030	71,7	2 565 507	0,0	4,8
		Recettes des sculpteurs installés en RDC	1 531 597	0	0,0	2 447 473	1 223 737	877 030	71,7	2 565 507	0,0	4,8
		Cachet d'un décorateur d'immeubles publics ou privé, des standards d'exposition ou des foires et autres lieux analogues	153 159 683	0	0,0	244 747 323	122 373 662	87 702 999	71,7	256 550 652	0,0	4,8
		Autres ressources (à préciser)		2 192 650								
4		FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	1 426 727 369 724	1 230 191 605 037	86,2	1 767 703 820 460	883 851 910 230	0	0,0	1 833 826 771 099	3,4	3,7
	1	Report de trésorerie	235 860 647 791	460 237 778 208	195,1	539 048 199 203	269 524 099 602			556 539 852 049	1,0	3,2
	2	Frais d'expertise immo	120 879 840	0	0,0	354 528 000	177 264 000			370 536 923	0,0	4,5
	3	Pénalités TPI/Locale	1 704 924 439	2 144 260	0,1	0	0			0	0,0	
	4	Intérêts prêts perso	0	0		709 056 000	354 528 000			741 073 847	0,0	4,5
	5	Intérêts contrat/impayé	0	0		33 466 752 898	16 733 376 449			34 977 964 088	0,1	4,5
	6	Intérêts financiers sur prêts	0	0		16 733 376 449	8 366 688 225			17 488 982 044	0,0	4,5
	7	Intérêts contrat/prêts	35 929 470 256	19 694 822 784	54,8	0	0			0	0,0	
	8	Garanties/cautions	40 567 360	100 510 220	247,8	592 061 760	296 030 880			618 796 662	0,0	4,5
	9	Frais d'ouverture dossier	251 833 000	218 199 721	86,6	295 440 000	147 720 000			308 780 769	0,0	4,5
	10	Frais de port et lettres	30 219 960	1 200 400	4,0	35 452 800	17 726 400			37 053 692	0,0	4,5
	11	Divers/Autres produits...	3 010 155 680	0	0,0	3 411 327 504	1 705 663 752			3 565 368 032	0,0	4,5
	12	Commission d'études	1 082 641 420	277 206 030	25,6	3 048 940 800	1 524 470 400			3 186 617 541	0,0	4,5
	13	Commission de supervision	1 082 641 420	277 206 030	25,6	3 048 940 800	1 524 470 400			3 186 617 541	0,0	4,5
	14	Commission /prorogat	75 549 900	82 489 134	109,2	141 811 200	70 905 600			148 214 769	0,0	4,5
	15	Arriérés TPI à l'import	2 198 667 753	0	0,0	0	0			0	0,0	
	16	Remboursement prêts	35 321 128 660	0	0,0	107 056 952 969	53 528 476 485			111 891 183 992	0,2	4,5
	17	Rétrocession sur TPI	169 243 231 735	133 079 628 242	78,6	0	0			0	0,0	
	18	Revenu locatif	458 923 211	1 614 194 945	351,7	3 899 808 000	1 949 904 000			4 075 906 156	0,0	4,5
	19	Taxe à l'import	437 037 692 164	461 516 995 926	105,6	656 979 503 801	328 489 751 901			679 796 415 053	1,3	3,5
	20	Taxe locale	65 340 000 000	70 792 339 540	108,3	105 964 789 867	52 982 394 934			110 749 693 162	0,2	4,5
	21	TPI locale arriérés	0	0		4 431 600 000	2 215 800 000			4 631 711 541	0,0	4,5
	22	Intérêts sur DAT	3 729 803 471	0	0,0	1 418 112 000	709 056 000			1 482 147 693	0,0	4,5
	23	Plus value sur cession d'ation	0	0	0,0	5 317 920 000	2 658 960 000			5 558 053 850	0,0	4,5
	24	TPI/L Eludée	3 153 335 287	9 177 503	0,3	2 954 400 000	1 477 200 000			3 087 807 694	0,0	4,5
	25	Retenues/prêt perso	5 992 959 417	9 951 294 502	166,0	14 500 748 323	7 250 374 162			15 155 538 263	0,0	4,5
	26	Cession d'ation	7 421 212 314	0	0,0	24 462 432 000	12 231 216 000			25 567 047 709	0,0	4,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)											
	27	Emprunt Bancaire	251 833 000 000	0	0,0	0	0			0	0,0	
	28	Remboursement principal impayé	165 807 884 646	0	0,0	214 113 905 938	107 056 952 969			0	0,0	-100,0
	29	Boni de change	0	0		25 717 760 148	12 858 880 074			0	0,0	-100,0
	30	Rétribution sur rétrocession aux allocataires	0	0		0	0			0	0,0	
	31	Appels d'échéances/ppal prêt	0	0		0	0			223 782 347 080	0,4	
	32	Charges imputables à des tiers	0	0		0	0			26 879 060 948	0,0	
	33	Rétribution BNEPI	0	585 477 827		0	0			0	0,0	
	34	Autres ressources (à préciser)		71 750 939 765		0	0			0	0,0	
5		REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	80 029 542 939	146 358 544 044	182,9	108 115 873 919	54 057 936 959	21 919 524 106	40,5	112 997 910 697	0,2	4,5
		Report de trésorerie		32 837 887 424								
		Idef Go-pass	80 029 542 939	97 603 420 985	122,0	108 115 873 919	54 057 936 959	21 919 524 106	40,5	112 997 910 697	0,2	4,5
		Autres productions		15 917 235 635								
6		FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	67 937 113 176	33 689 129 970	49,6	90 832 556 773	45 416 278 386	0	0,0	96 421 658 280	0,2	6,2
		Report de trésorerie		13 298 589								
		Redevance sur le prix de nuitées	12 118 731 092	5 402 718 332	44,6	3 480 946 312	1 740 473 156			15 499 441 177	0,0	345,3
		Redevance sur le prix des repas et Boissons	1 425 020 496	2 425 455 091	170,2	2 664 046 761	1 332 023 381			6 685 881 951	0,0	151,0
		Redevance sur les billets d'avion de réseau domestique	4 016 507 983	3 196 623 636	79,6	6 102 756 000	3 051 378 000			15 523 428 010	0,0	154,4
		Redevance sur les billets d'avion de réseau international	20 300 029 763	22 643 754 321	111,5	37 600 410 720	18 800 205 360			48 534 564 850	0,1	29,1
		Agences et voyages	3 523 607 843	0	0,0	3 463 516 980	1 731 758 490			0	0,0	-100,0
		Redevance sur les billets d'un voyage fluvial et lacustre	25 472 050 000	0	0,0	36 930 000 000	18 465 000 000			10 178 342 292	0,0	-72,4
		FPT des aires protégées	540 583 000	0	0,0	295 440 000	147 720 000			0	0,0	-100,0
		Rétrocessions tourisme transfrontalier	540 583 000	0	0,0	295 440 000	147 720 000			0	0,0	-100,0
		Autres ressources (à préciser)		7 280 000		0	0			0	0,0	
7		FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	20 870 630 658	26 269 398 019	125,9	30 696 764 165	15 348 382 083	0	0,0	33 336 569 651	0,1	8,6
		Report de trésorerie		894 384 383								
		Taxe de Reboisement	3 613 784 186	5 599 829 265	155,0	4 665 159 252	2 332 579 626		0,0	6 156 329 095	0,0	32,0
		Taxe de Déboisement Quotité FFN 50%	12 013 590 443	17 936 389 924	149,3	19 565 843 699	9 782 921 850		0,0	19 873 757 284	0,0	1,6
		Taxe d'abattage Quotité FFN 50%	2 124 276 507	1 248 373 623	58,8	2 510 869 013	1 255 434 507		0,0	2 799 136 970	0,0	11,5
		Crédit carbone	2 518 300 000	0	0,0	2 976 600 000	1 488 300 000		0,0	3 756 257 055	0,0	26,2
		Rétrocession DGRAD	600 679 522	360 854 188	60,1	978 292 201	489 146 100		0,0	751 089 247	0,0	-23,2
		Recettes additionnelles		229 566 636						0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
			VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)											
8		FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)	379 000 000 000	516 735 440 508	136,3	272 370 707 541	136 185 353 770	77 367 193 289	56,8	268 159 026 606	0,5	-1,5
		Report de trésorerie		234 268 617 240								
		Quotité de 8% de la redevance minière	379 000 000 000	282 466 823 268	74,5	272 370 707 541	136 185 353 770	77 367 193 289	56,8	268 159 026 606	0,5	-1,5
9		FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC (FSDFARDC)	296 974 084 921	0	0,0	296 974 084 921	148 487 042 460	0	0,0	574 331 165 469	1,1	93,4
10		FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)				605 013 889 812	302 506 944 906	206 085 983 437	68,1	632 333 652 898	1,2	4,5
11		FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT	40 168 208 592	362 308 831	0,9	61 005 973 993	30 502 986 997	174 816 782	0,6	75 167 604 290	0,1	23,2
12		FONDS D'INVESTISSEMENT STRATEGIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (FIS-RDC)				337 909 142 355	168 954 571 177	0	0,0	217 809 941 680	0,4	-35,5
13		FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)								34 530 726 355	0,1	
	TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		2 899 338 676 940	2 489 208 873 566	85,9	4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2	4 404 212 750 090	8,1	9,0
	TOTAL GENERAL RECETTES		44 410 055 921 911	35 524 089 126 272	80,0	50 691 794 155 622	25 345 897 077 811	19 833 513 830 715	78,3	54 335 751 192 461	100,0	7,2

IV

ANNEXE **RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI** **DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026** **(DGI, DGDA, DGRAD)**

IV.1. LES RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
I.	DGI	7 541 613 627 745	4 404 607 630 447	58,4	7 614 522 533 126	3 807 261 266 563	3 427 358 601 594	90,0	9 233 253 073 090	28,0	21,3
17 112 110	Impôt sur les Bénéfices et Profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	4 823 663 613 317	2 125 643 630 345	44,1	4 959 474 570 438	2 479 737 285 219	2 232 488 317 778	90,0	5 977 283 050 064	18,1	20,5
17 112 112	Impôt spécial sur les profits Excédentaires	910 613 976 227	567 452 342 249	62,3	471 693 392 366	235 846 696 183	248 986 946 614	105,6	470 353 291 337	1,4	373,6
17 112 400	Impôt Professionnel sur les Prestations de service des Non Résidents	91 501 279 619	87 957 608 759	96,1	99 320 155 612	49 660 077 806	38 487 103 253	77,5	107 807 162 390	0,3	8,5
17 113 000	Impôt sur les revenus des capitaux Mobiliers	326 353 328 325	307 509 071 602	94,2	382 152 317 335	191 076 158 668	126 733 681 092	66,3	543 380 030 817	1,6	42,2
17 111 100	Impôt sur les Revenus salariaux des Nationaux /Hors membres des Institutions Politiques et fonctionnaires et agents publics	357 698 588 115	422 719 619 833	118,2	498 527 418 821	249 263 709 411	284 010 805 809	113,9	619 427 277 640	1,9	24,3
17 111 200	Impôt sur les revenus salariaux des expatriés	177 512 470 058	184 598 596 071	104,0	178 257 948 095	89 128 974 048	124 379 040 451	139,5	170 287 276 402	0,5	-4,5
17 111 400	Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations versées aux Expatriés	347 896 500 445	159 704 033 590	45,9	392 238 858 771	196 119 429 386	109 684 124 271	55,9	558 071 972 657	1,7	42,3
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	405 496 180 113	451 760 220 305	111,4	521 641 312 221	260 820 656 111	254 150 343 107	97,4	626 945 114 218	1,9	20,2
27 012 270	Vente des imprimés	0	1 234 050			0	71 300			0,0	
37 114 000	Amendes et pénalités	100 877 691 527	97 261 273 643	96,4	111 216 559 466	55 608 279 733	8 438 167 920	15,2	159 697 897 565	0,5	43,6
II.	DGDA	1 291 666 206 906	1 332 225 400 473	103,1	2 722 719 781 829	1 361 359 890 915	715 197 236 348	52,5	2 042 677 633 672	6,2	-25,0
	Droits de douane à l'importation	927 361 232 338	951 950 170 570	102,7	2 287 849 519 255	1 143 924 759 628	391 562 043 830	34,2	1 085 053 155 367	3,3	-52,6
	Droits de douane à l'exportation	43 968 395 877	4 140 185 520	9,4	78 229 667 319	39 114 833 659	1 074 894 867	2,7	59 234 634 993	0,2	-24,3
17 131 120	Taxe sur la valeur ajoutée	202 417 991 787	216 213 096 868	106,8	207 043 179 213	103 521 589 607	84 277 570 880	81,4	233 540 624 407	0,7	12,8
17 132 100	Droits d'accises en régime intérieur	353 807	438 317	123,9	537 714	268 857	177 655 577 419	66 078 127,5	500 553 741 556	1,52	93 089 164,2
17 132 200	Droits d'accises à l'importation	116 927 288 495	121 702 558 111	104,1	149 064 773 685	74 532 386 843	50 805 268 279	68,2	140 785 904 875	0,43	-5,6
37 156 100	Amendes à l'importation	948 857 060	13 684 807 987	1 442,2	177 542 733	88 771 367	8 446 444 853	9 514,8	23 405 847 895	0,07	13 083,2
37 156 200	Amendes à l'exportation		24 394 143 100		19 732 500	9 866 250	1 355 436 220	13 738,1	47 373 550	0,00	140,1
37 137 200	Amendes aux Accises en régime intérieur	42 087 542	140 000 000	332,6	334 829 410	167 414 705	20 000 000	11,9	56 351 030	0,0	-83,2

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
III.	DGRAD	1 680 939 431 910	2 184 451 791 742	130,0	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1	1 932 023 377 903	5,9	-20,4
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autres que les produits d'exploitation artisanale	755 490	14 715 500	1 947,8	886 309	443 155	286 697	64,7	920 555	0,0	3,9
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 505 708 500	2 914 164 803	116,3	2 690 835 125	1 345 417 563	1 386 395 507	103,0	2 729 514 939	0,0	1,4
17 136 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	17 124 440	955 089 961	5 577,4	9 242 844	4 621 422	1 134 136 315	24 540,9	13 373 188	0,0	44,7
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	251 830 000	654 877 330	260,0	322 515 405	161 257 703	314 879 840	195,3	414 249 849	0,0	28,4
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	18 887 250	638 844 920	3 382,4	1 409 045 410	704 522 705	45 899 163	6,5	1 429 299 945	0,0	1,4
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	226 647 000	788 267 537	347,8	452 485 600	226 242 800	297 524 079	131,5	458 989 922	0,0	1,4
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	317 305 800	804 404 920	253,5	297 174 080	148 587 040	181 767 274	122,3	301 445 853	0,0	1,4
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	287 086 200	273 449 577	95,2	450 476 134	225 238 067	95 624 519	42,5	456 951 571	0,0	1,4
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	140 521 140	483 522 839	344,1	346 363 105	173 181 552	61 401 601	35,5	351 341 953	0,0	1,4
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	275 333 294	383 810 707	139,4	403 777 511	201 888 755	53 970 628	26,7	409 581 672	0,0	1,4
27 415 410	Redevance minière	1 512 342 471 593	1 963 097 402 854	129,8	2 247 922 260 352	1 123 961 130 176	824 343 933 749	73,3	1 750 439 371 967	5,3	-22,1
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 387 312 396	7 046 265 831	208,0	11 077 413 253	5 538 706 627	7 928 127 683	143,1	11 263 542 434	0,0	1,7
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	35 661 223 528	76 286 695 217	213,9	138 638 543 050	69 319 271 525	71 790 468 648	103,6	136 212 144 420	0,4	-1,8

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 964 044 382	8 102 259 983	412,5	3 745 129 298	1 872 564 649	1 188 451 563	63,5	2 455 598 741	0,0	-34,4
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	413 812 546	284 229 807	68,7	1 773 540 708	886 770 354	569 628 519	64,2	1 233 224 730	0,0	-30,5
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	1 703 629 950	672 906 777	39,5	1 706 532 000	853 266 000	1 294 317 849	151,7	1 783 575 739	0,0	4,5
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèques, de cessions, d'amodiation, contrat d'option et transmission	2 810 972 796	748 594 279	26,6	1 825 200 791	912 600 395	1 084 012 858	118,8	1 851 841 550	0,0	1,5
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	7 554 900	230 456 538	3 050,4	9 413 895	4 706 947	35 205 000	747,9	18 713 951	0,0	98,8
	Taxe sur l'autorisation de traitement exceptionnel des substances minérales brutes à l'extérieur du pays	12 591 500	448 274 450	3 560,1	14 771 824	7 385 912	0	0,0	15 342 587	0,0	3,9
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	39 159 565 000	3 429 821 993	8,8	0	0	0		0	0,0	
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	75 190 711 386	39 486 340 626	52,5	0	0	0		0	0,0	
27 415 488	Taxe sur l'autorisation de la vente des substances minérales précieuses trouvées occasionnellement	125 915	0	0,0	147 718	73 859	0	0,0	153 426	0,0	3,9
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	50 366 000	85 254 312	169,3	44 316 000	22 158 000	0	0,0	44 953 027	0,0	1,4
27 418 140	Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries	26 442 150	163 684 163	619,0	343 449 000	171 724 500	619 194 615	360,6	348 385 959	0,0	1,4
	Droits sur le bonus de signature	1 259 150 000	38 701 459 146	3 073,6	1 357 182 403	678 591 202	5 694 466	0,8	1 376 691 425	0,0	1,4
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	503 660 000	4 295 138 181	852,8	8 284 620 522	4 142 310 261	4 176 697 775	100,8	8 403 709 044	0,0	1,4
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	566 617 500	7 276 416 369	1 284,2	918 091 574	459 045 787	1 317 305 874	287,0	3 866 331 924	0,0	321,1
27 426 189	Redevance annuelle anticipative pour le bureau d'études géologiques	25 183 000	722 812 965	2 870,2	29 543 648	14 771 824	0	0,0	30 685 174	0,0	3,9
	Redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière	629 575 000	6 056 541 543	962,0	44 316 000	22 158 000	4 987 500	22,5	95 891 169	0,0	116,4
27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	1 259 150	1 372 000	109,0	1 477 182	738 591	21 543 170	2 916,8	1 534 259	0,0	3,9

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2024			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025				LOI DE FINANCES 2026		
		VOTE	REALISATIONS A FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études géologiques	1 259 150	352 800	28,0	1 477 182	738 591	0	0,0	1 534 259	0,0	3,9
	Frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés	6 295 750	0	0,0	7 385 912	3 692 956	0	0,0	7 492 082	0,0	1,4
27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	0	0		443 160 000	221 580 000	1 742 709	0,8	449 530 270	0,0	1,4
27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	131 203 430	278 127 459	212,0	189 613 792	94 806 896	94 314 161	99,5	192 339 424	0,0	1,4
27 483 200	Caution pour agrément au titre d'entité de traitement et / ou de transformation de toutes catégories et taillerie	62 957 500	560 000	0,9	73 859 120	36 929 560	41 943 009	113,6	110 466 626	0,0	49,6
27 483 400	Caution pour bureau d'études Géologique	12 591 500	41 804 959	332,0	14 771 824	7 385 912	0	0,0	15 342 587	0,0	3,9
37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	3 147 875	25 941 804	824,1	26 809 403	13 404 702	18 059 178	134,7	143 668 169	0,0	435,9
37 440 000	Pénalités et amendes transactionnelles	964 508 899	19 057 929 594	1 975,9	885 772 610	442 886 305	5 057 488 056	1 141,9	5 095 643 513	0,0	475,3
	Total Recettes Minières	10 514 219 266 561	7 921 284 822 662	75,3	12 763 003 915 540	6 381 501 957 770	5 065 720 839 944	79,4	13 207 954 084 665	40,0	3,5
	RECETTES COURANTES	25 473 331 956 907	25 967 901 210 218	101,9	29 898 785 133 037	16 162 273 366 811	13 389 716 016 933	82,8	33 025 003 213 987	100,0	10,5

V

DEPENSES FISCALES 2024

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les paramètres de la norme de référence en RDC en 2024

Tableau 2. Dépenses fiscales par provenance et type de régime en 2024

Tableau 3 Dépenses fiscales par source et par impôt en 2024

Tableau 4. Dépenses fiscales par objectif en 2024

Tableau 5. Dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

Tableau 6 : les dépenses fiscales recensées et estimées

Tableau 7 : Manque à gagner par sources des dépenses fiscales

Tableau 8 : Manques à gagner des dépenses fiscales reliées aux carburants

Tableau 9 : Manque à gagner par nature d'impôt

Tableau 10 : Manques à gagner dans le cadre des marchés publics à financement extérieur & Code minier

Tableau 11 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales

Tableau 13 : Dépenses fiscales par objectif en 2024

Tableau 14 : Tableau dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

Tableau 15 : Tableau dépenses fiscales par régie financière en 2024

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I : Tableau récapitulatif des dépenses fiscales

SIGLES

ANAPI	Agence Nationale de Promotion des Investissements
ASBL	Association Sans But Lucratif
BCC	Banque Centrale du Congo
CDF	Francs Congolais
CPCC	Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
DA	Droit d'accises
DD	Droit de douanes
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGRAD	Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales
EUP	Etablissement d'Utilité Public
IBP	Impôt sur les bénéfices et Profits
IERE	Impôts Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés
IM	Impôt Mobilier
IPR	Impôt Professionnel sur la Rémunération
ONG	Organisation Non gouvernementale
SFR	Système Fiscal de Référence
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

SYNTHESE

Le rapport sur les dépenses fiscales 2025, au titre de l'exercice 2024, présente un inventaire détaillé, une catégorisation ainsi qu'une analyse budgétaire de l'ensemble des mesures recensées.

Au total, 154 dépenses fiscales ont été identifiées. Parmi elles, la majorité — soit 84 mesures représentant 55 % du total — découle du régime dérogatoire. Les dispositions de droit commun, quant à elles, sont à l'origine de 70 dépenses fiscales, soit 45 % du volume global.

Au regard de l'objectif, une plus grande proportion de ces dépenses fiscales ont été accordées pour alléger la charge fiscale (61 dépenses fiscales), encourager l'investissement (54 dépenses fiscales) et améliorer le social (13 dépenses fiscales).

Sur l'ensemble des dépenses fiscales recensées (154), 119 (77%) dépenses fiscales ont été évaluées à raison de 44 dépenses fiscales émanant du droit commun et 75 provenant des Régimes dérogatoires.

Le montant total des manques à gagner est estimé à **CDF 7.018,4 milliards pour l'exercice 2024**. Ces dépenses fiscales représentent **26,5 %** du total de recettes de l'administration centrale mobilisées en 2024. La répartition de ce manque à gagner par régies financières se présente de la manière suivante :

- DGDA : **CDF 4137,4 milliards** ;
- DGRAD : **CDF 243 milliards**
- DGI : **CDF 2638 milliards**

Le manque à gagner de la DGI n'intègre pas celui communiqué au titre de la TVA en régime intérieur dont le montant se situe à **CDF 1 130,9 milliards en 2024**. En effet, le formulaire de la déclaration à la TVA de la DGI ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produits. De ce fait, celle-ci a procédé à la modification dudit formulaire de déclaration de la TVA pour une meilleure exploitation des données. Quatre mois après l'utilisation du nouveau formulaire, l'examen des données issues de l'annexe sur les biens et services exonérés révèle malheureusement que celles-ci demeurent inutilisables à ce stade.

Toutefois, une mise à jour du nouveau formulaire des exonérations de la TVA a été effectuée afin d'en assurer une prise en charge optimale.

Par rapport aux sources de dépenses fiscales, le manque à gagner relatif au droit commun s'établit à **CDF 1 179,3 milliards en 2024**. Il est reparti entre le Code des Impôts (**CDF 234,7 milliards**), le Code des accises (**CDF 809,7 milliard**) et le Code des douanes (**CDF 134,9 milliards**).

le manque à gagner émanant des régimes dérogatoires en 2024 s'élève à **CDF 5832, 2 milliards** dont le Code minier (**CDF 2243,7 milliards**), la fiscalité pétrolière négative (**CDF 809,3milliards**), les marchés publics à financement extérieur (**CDF 1668 ,7 milliards**), le Code des investissements (**CDF 543,08 milliards**) et la convention de collaboration d'avril 2008 entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises (contrat chinois) (**CDF 836 milliards**).

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'analyse des dépenses fiscales suscite un vif intérêt, car la mobilisation des recettes intérieures est considérée comme la principale source de financement du développement. Cette analyse doit contribuer à l'élargissement de l'assiette fiscale, renforçant ainsi l'efficacité des politiques économiques.

L'Etat intervient à l'Economie en utilisant ce qu'on appelle la politique budgétaire, celle-ci consiste à agir soit sur les dépenses publiques, ou bien sur les impôts et taxes (pour accroître ou diminuer les revenus disponibles des ménages et des entreprises).

Les activités économiques du Gouvernement consistent notamment à trouver des ressources par le biais de la fiscalité, produire des biens non marchands, redistribuer les revenus par le truchement des transferts et subvention.

Les recettes fiscales sont érodées par des exonérations coûteuses. La rationalisation des incitations et exonérations fiscales – qui représentent dans l'ensemble environ **5 % du PIB, soit 37,8% de toutes les recettes fiscales pour l'année 2023 en RDC**– est également cruciale pour simplifier le système fiscal et réduire l'évasion fiscale

Une telle démarche est essentielle pour l'aide publique au développement. Elle représente un enjeu crucial, notamment face à la tendance de l'aide à s'orienter vers des actions humanitaires. De plus, dans un contexte de crise, les budgets des bailleurs de fonds peuvent être amenés à se réduire, rendant indispensable une meilleure gestion des ressources fiscales.

Selon l'OCDE, une dépense fiscale se définit comme un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales par rapport à une norme ou à une dépense directe. Elle présente deux caractéristiques fondamentales : (i) une perte de recettes pour l'État, (ii) un écart par rapport à la norme fiscale de référence, qui doit être précisément défini.

La dépense fiscale constitue une alternative à la dépense publique. Elle implique la même exigence de redevabilité et doit faire l'objet d'un suivi et d'un contrôle rigoureux, au même titre que les dépenses budgétaires classiques.

Afin de garantir une gestion efficace des dépenses fiscales, il est primordial de définir un objectif clair : éclairer et optimiser la politique fiscale.

Cette démarche repose sur deux étapes fondamentales : **(i) Évaluation du coût budgétaire des mesures fiscales dérogatoires**. Cette première étape vise à renforcer la transparence budgétaire en identifiant et en évaluant les mesures fiscales qui s'écartent de la norme.

Pour assurer cette transparence, les évaluations doivent être rendues publiques et intégrées en annexe à la loi de finances et l'approche doit être progressive, en tenant compte des capacités institutionnelles limitées et des données parfois incomplètes.

L'évaluation des dépenses fiscales suit trois étapes essentielles : (i) Définition du SFR (Système Fiscal de Référence) ; (ii) Analyse de l'ensemble des mesures dérogatoires et identification de celles constituant des dépenses fiscales ; (iii) Estimation du coût des mesures identifiées, en comparant les recettes fiscales potentielles avec celles réellement perçues. **(ii) Appréciation de la pertinence des dépenses fiscales par rapport aux objectifs visés**. Cette étape permet d'analyser l'impact et l'efficacité des dépenses fiscales par rapport aux objectifs qui leur sont attribués. Il est important de noter que l'évaluation des dépenses fiscales ne conduit pas nécessairement à leur suppression systématique, mais plutôt à une meilleure compréhension de leurs effets et à une optimisation des choix budgétaires.

Afin d'optimiser la mobilisation des recettes et d'assainir le climat des affaires dans le domaine fiscal, le Gouvernement a pris, depuis 2019, l'option de publier chaque année un rapport détaillé recensant l'ensemble des exemptions et avantages fiscaux accordés, quels que soient les régimes en vigueur. Cette initiative vise également à évaluer la mise en place d'un plan de rationalisation des dépenses fiscales.

En octobre 2022, un plan de rationalisation des dépenses fiscales a été adopté. Celui-ci a notamment conduit au retrait, dans la loi de finances 2025, du régime CKD-MKD ainsi que du partenariat stratégique relatif aux chaînes de valeur. Toutefois, six mois après l'entrée en vigueur de la loi de finances rectificative pour 2025, elle a rétabli le régime CKD-MKD, témoignant d'un revirement de la part de l'autorité législative.

Malgré ces ajustements, certaines dépenses fiscales demeurent complexes et nécessitent encore des études approfondies avant toute mesure de rationalisation. Parmi les axes d'analyse figurent notamment l'identification des bénéficiaires des exonérations de TVA ainsi que l'évaluation du code des investissements

CHAPITRE PREMIER : IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES

1. La dépense fiscale est une disposition législative ou réglementaire dont la mise en œuvre engendre la renonciation volontaire de recettes par l'Etat, et pour les contribuables, un allègement de leur charge fiscale par rapport à ce qui résulterait de l'application des principes généraux du Système fiscal de Référence (SFR). Ainsi la dépense fiscale est définie par rapport par rapport à un système fiscal de référence. Le système fiscal de référence indique pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système fiscal de référence est considérée comme dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. La dépense fiscale est avant tout une mesure de politique fiscale.

Le cadre fiscal

2. En vue d'identifier les dépenses fiscales, il convient dans un premier temps de cerner le cadre fiscal afin de bien délimiter les limites légales de l'exercice. Les textes concernés sont évidemment des textes de nature nationale, de même que certains textes régionaux ou internationaux ayant une portée nationale.

3. Il est à noter que ce rapport sur les dépenses fiscales inclut des taxes et droits qui relèvent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD). En effet, les recettes de cette régie sont tout autant destinées au Trésor public au même titre que les impôts et taxes qui relèvent de la DGDA et de la DGI.

4. De manière succincte, les principales sources de dépenses fiscales sont portées par les textes suivants :

Code des impôts

- Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.;
- Ordonnance-loi n° 69/007 du 10 février 1969 relative à l'impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des douanes

- Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des accises

- Ordonnance-loi No 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Tarifs douaniers

- Ordonnance-loi n°012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation telle que modifiée et complétée à ce jour ;
- Ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation elle que modifiée et complétée à ce jour ;

Code des investissements

- Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements elle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application ;

Code minier révisé et annoté

- Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.

Loi cadre sur l'enseignement national

- Loi n°14/004 du 11 février 2014 sur l'enseignement national

Loi cadre des entreprises en difficulté

- Loi 14/023 du 07 juillet 2014 fixant les règles relatives aux conditions et modalités de sauvetage des entreprises en difficultés

Régime des hydrocarbures

- La Loi n°15/012 du 1^{er} août 2015 portant régime général des hydrocarbures.

Régime des ASBL

- Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et ses mesures d'application.

Code forestier

- Loi n° 02/011 du 29 août 2002 relative au Code forestier.

Principes fondamentaux relatifs à l'agriculture

- Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture et ses mesures d'application.

Régimes fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicable aux conventions de collaboration et de projet de collaboration

- Loi n° 14/005 du 11 février 2014 portant régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicable aux conventions de collaboration et de projet de collaboration.

Marchés publics à financement extérieur

- Arrêté ministériel n° 076 du 13 janvier 2012 portant dispositions particulières applicables aux marchés publics à financement extérieur.

Partenariat stratégique sur les chaînes de valeur

- Décret n° 13/049 du 06 octobre 2013 sur le partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.

Zone économique spéciale

- Décret no 20/004 du 5 mars 2020 fixant les avantages fiscaux à accorder aux investisseurs opérant dans les zones économiques spéciales en RDC
- Ordonnance-loi n°23/020 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant la loi n°14/022 du 07 juillet 2014 fixant le régime des zones économiques spéciales en République Démocratique du Congo

Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et ses mesures d'application

Circulaires interministérielles n° 01 et 05 du 7 mai 2014 portant modalités de retenue et de reversement de l'impôt professionnel sur les rémunérations, les primes, collations et autres avantages payés aux fonctionnaires et agents publics et aux membres des institutions nationales et provinciales et des cabinets politiques.

Conventions particulières

- Diverses conventions particulières accordant des avantages fiscaux à certaines entreprises sur la base de contrats-programmes signés ou des engagements particuliers pris avec le gouvernement.
- Convention de collaboration d'avril 2008 entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises (contrat chinois)

Conventions fiscales

- Convention entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'Impôts sur le Revenu et sur la Fortune Signée à Bruxelles, le 23 mai 2007-Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n°11/021 du 24 décembre 2011 ;
- Convention entre le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu Signée à Pretoria, le 29 avril 2005 -Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n° 11/019 du 15 septembre 2011
- Accords multilatéraux
- Organisation des Nations Unies (ONU): Convention de Vienne (1961) sur les relations diplomatiques et Convention de Vienne (1963) sur les relations consulaires ;
- Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) : Accord de Florence (1950) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et Protocole de Nairobi (1976) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel ;
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) : Convention de Chicago (1944) relative à l'aviation civile internationale ;
- Union européenne et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique : Accord de Cotonou relative aux entraves aux échanges commerciaux ;
- Organisation Mondiale des Douanes (OMD) : Convention de Kyoto révisée (1999) sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers.

Différents arrêtés ministériels du ministère de l'Économie Nationale portant fixation du prix des différents types de carburants dans les zones du pays

- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone ouest
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone sud

- Arrêté ministériel n°028/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols nationaux dans les zones ouest, Est & Sud
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols internationaux dans les zones ouest, Est & Sud

Loi de Finances n°21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 modifiant et complétant l'article 35 de l'ordonnance-loi n°10/001 du 20 août 2010 portant l'institution de la TVA.

- Décret n°24/07 du 19 septembre 2024 portant suspension de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée et rabatement des taux des droits, taxes et redevances sur les produits alimentaires de première nécessité.
- Décret modifiant et complétant le Décret n°23/124 du 30 décembre 2023 portant suspension, pour une durée de douze (12) mois, de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les dix (10) produits de 14 première nécessité, à savoir : la viande, la volaille, le poisson, le poisson salé, le lait en poudre, le spaghettis, le riz, le maïs, l'huile végétale et le sucre.
- Le décret n°22/30 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité
- Le décret n°22/31 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier

Tableau 1 : Les paramètres de la norme de référence en RDC en 2024

		2024
Impôts	Assiette	Taux
Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)	Activités professionnelles réalisées en RDC Bénéfices, profits, y compris professions libérales (art. 27 CI) Déduction des pertes antérieures Amortissement comptable Dispositions contre la double imposition O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus.Art.83)	Taux : 30 %
(IBP) petites entreprise	Applicable sur les ventes des entreprises de petites tailles en matière d'impôt sur les bénéfices et profits (O-L13/06 du 23 février 2013. Art.6)	1% sur les ventes 2% sur les prestations de service
(IBP)Micro-entreprises	Impôt forfaitaire (art. 11 O-L 13/006 23 février 2013) telle que modifiée par l'A.M n°14 du 26 juin 2020 en vertu de l'article14 de l'O-L précité.	Forfait 30.000Fc
Impôt sur les prestations des services	Sommes payées en rémunération des prestations de services fournies par des personnes morales ou physiques non établies en RDC (art. 83 O-L69/009 du 10 février 1969.relatives aux impôts cédulaires sur les revenus I	14%
Impôt minimum	Chiffre d'affaires (art. 92.1 CI) Forfait (art. 92.2 CI)	Impôt minimum fixé à 1 % du CA; minimum 2 500 000 pour les GE, minimum 750 000 pour les ME et minimum 30 000 pour les PE
Impôt sur Les revenus des capitaux mobiliers (IM)	Revenus d'actions, de part, intérêts, tantièmes, montant net de redevance, revenu des bons et obligations (art. 26) (O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires.	Taux: 20 %

Impôt Professionnel sur les rémunérations (IPR)	Rémunérations des personnes rétribuées par des tiers comme les salaires, les traitements, indemnités, jetons de présence, avantages, pensions (art. 84 CI)	Barème marginal (tranches) : 0 % : de 0 à 524 160 15 % : de 524 161 à 1 428 000 20 % : de 1 428 001 à 2 700 000 22,5 % : de 2 700 001 à 4 620 000 25 % : de 4 620 001 à 7 260 000 30 % : de 7 260 001 à 10 260 000 32,5 % : de 10 260 001 à 13 908 000 35 % : de 13 908 001 à 16 824 000 37,5 % : de 16 824 001 à 22 956 000 40 % : plus de 22 956 001
	Revenu du personnel diplomatique	Convention de Vienne, exonération pour le personnel diplomatique (taux 0 %)
Impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié (IERE)	Rémunérations versées par les employeurs à leur personnel expatrié (art. 2 O-L 69/007 du 10 février 1969)	Taux : 25 %
Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	Valeur en douanes à l'importation des marchandises (CIF) majorée des droits de douane et, le cas échéant, des droits d'accises ou du droit d'accises spécial pour les produits importés ; La valeur des produits au moment de leur sortie d'une zone franche ou d'un régime de suspension des droits à l'importation	Taux : 16 %
Taxe sur la valeur ajoutée		Taux : 8%
Taxe sur la valeur ajoutée à l'exportation	Valeur en douane à l'export (valeur FOB suivant l'article 27 du code de la TVA)	Taux : 0 %
TVA entreprises éligible au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur Art.6 du Décret 013/049 2013 du 06 octobre 2013	Suspension de la TVA À l'M et à l'intérieur

Droit de douane (DD) à l'importation	Valeur en douane (O-L 10/002 du 20 août 2010, art.60) des marchandises (sur les intrants industriels n'ayant pas de similaires locaux, ayant des similaires locaux, les produits alimentaires et autres produits de grande consommation et sur les produits de luxe et les produits superflus)	Taux : 5 %, 10 %, 20 %
Droits douane à l'exportation	Valeur des marchandises au point de sortie majorée, le cas échéant, des frais de transport jusqu'à la frontière mais non compris : -le montant des droits et taxes à l'export ; -les taxes intérieures. (Sur l'or et le diamant d'exploitation artisanale et industrielle, sur l'eau douce, les huiles brutes de pétrole, l'énergie électrique, les bois sciés ainsi que les déchets et débris des métaux et sur tous les autres produits miniers marchands exportés)	Taux : 1,5 %, 3 %, 5 %, 10 %,
Droit accise (DA) Marchandises d'accises à l'importation et à la fabrication locale.	- à l'importation, (O-L 10/002 du 20 août 2010), la valeur en douane des marchandises (CIF) majorée des droits de douane (- à la production locale, le PVHT des marchandises svt les quantités ayant fait l'objet de cession - le prix moyen frontières fiscal (Arrêté interministériel Finances et de l'Economie pour les carburants terrestres et d'aviation). Sur les eaux minérales et eaux de table, l'alcool éthylique à usage médical, les dentifrices, les alcools acycliques et leurs dérivés, les limonades, les jus et les eaux additionnées de sucre, les savons, les articles et ouvrages en matières plastiques, les articles et ouvrages en caoutchouc, les huiles de graissage et lubrifiants, les véhicules automobiles ;(avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant), les combustibles, les autres produits cosmétiques (les parfums), les bières (titrant moins de 6°, les autres carburants (essences, gasoils et autres produits), les bières brunes (titrant plus de 6 °) ; les vins et les autres boissons fermentées (cidres, poirés, hydromels), les cigares, cigarettes et autres tabacs fabriqués ainsi que les instruments servant à fumer, es alcools et liqueurs, les produits du tabac, des pipes à eau.	Taux : 5 %,10 %,20 %,24%, 25 %, 28%,45%,60%, 80% Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 %

Droits d'accises spécial sur les produits importés ou de fabrication locale	-	Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 %
Services d'accises fournis sur le territoire national	- Le temps de la communication, exprimé en secondes (voix), le volume des messages (messagerie), le volume de données exprimé en bytes (data), le volume du Traffic échangé, exprimé en bytes (accès internet).	Taux : 10 %
Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante	Entreprises agréées au code minier, partenariat stratégique sur la chaîne de valeur et le code des investissements (loi 007/002 du 11 juillet 2002, loi 004/2001 portant code des investissements, et décret 13/046 du 6 octobre 2013) et ONG et Établissements publics (loi 004/2001 du 20 juillet 2001)	
Carte de travail, visa d'établissement	Entreprises minières (convention de Beijing du 22 avril 2008, cas du groupement des entreprises chinoises)	
Différents droits, taxes et redevances	Entreprises exécutant les marchés les marchés publics à financement extérieur	

CHAPITRE DEUXIEME : DIFFERENTES FORMES DES DEPENSES FISCALES

5. Les dépenses fiscales peuvent provenir de textes législatifs eux-mêmes, de la réglementation afférente ou de toute autre source reliée à ces textes. À cet égard, des mesures conventionnelles peuvent également en faire partie. Les dépenses fiscales peuvent prendre différentes formes :

- Abattement ;
- Crédit d'impôt ;
- Charge forfaitaire ;
- Déduction ;
- Exonération ;
- Exemption ;
- Non-imposition, non assujettissement ;
- Prise en charge de la fiscalité indirecte par l'État ;
- Réduction de taux (taux réduits) ;
- Report d'imposition ;
- Suspension de la perception

6. Pour l'exercice 2024, **154 dépenses fiscales** ont été recensées, réparties entre **71 dépenses fiscales** issues du **droit commun** (soit **46 %** du total) et **85 dépenses fiscales** relevant du **régime dérogatoire** (soit **56 %**). Concernant le **droit commun**, on dénombre **37 dépenses fiscales** liées au **Code des impôts** (soit **24 %** du total), **29 dépenses fiscales** relevant du **Code des douanes** (soit **19 %**), et **5 dépenses fiscales** associées au **Code des Accises** (soit **3 %**).

7. Les principaux régimes dérogatoires en termes de nombre de dépenses fiscales générées sont :

- Code minier : 16 dépenses fiscales soit 10 % ;
- Zones économiques : 12 dépenses fiscales soit 8 % ;
- Code des investissements : 9 dépenses fiscales soit 6 % ;
- ONG, ASBL et EUP : 9 dépenses fiscales soit 6 % ;
- Marchés à financement extérieur : 7 dépenses fiscales soit 5 %
- Projets de coopérations : 6 dépenses fiscales soit 4 % du total ;
- Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 : 6 dépenses fiscales soit 4 % ;
- SICOMINES : 4 dépenses fiscales, soit 4 % ;
- Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité
- Autres : 3 dépenses fiscales.

Tableau 2. Dépenses fiscales par provenance et type de régime en 2024

	2024	
Source des dépenses fiscales	Nombre	total
<i>Droit commun</i>	70	45%
Code des impôts	37	24%
Code des accises	5	3%
Code des douanes	28	18%
<i>Régimes dérogatoires</i>	84	55%
ASBL, ONG et EUP	9	6%
Code des investissements	9	6%
Code minier	16	10%
Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février	6	4%
Exonérations dérogatoires	3	2%
Importation et l'exportation de l'énergie élect	3	2%
Marchés publics à financement extérieur	7	5%
Régime MKD&CDK	2	1%
Principes d'agriculture	3	2%
Projets de coopération	6	4%
Sicomines	4	3%
Suspension de la TVA sur les produits de prem	4	3%
Zones économiques spéciales	12	8%
Total	154	100%
Source : Ministère des Finances		

Les essentiels de comparaison avec le rapport sur les dépenses de l'édition 2023 se présente au niveau de l'accroissement du nombre des dépenses fiscales qui est passé de 149 à 154.

8. Le tableau 3 présente en détail les dépenses fiscales issues du droit commun, réparties selon les différentes sources d'imposition, taxes et autres prélèvements. On y recense **37 dépenses fiscales relevant du code des impôts**, **28 du droit de douane** et **16 du code minier**. Par ailleurs, **39 dépenses fiscales proviennent des droits de douane**, **33 sont liées à la TVA**, **32 concernent la DGRAD**, et **14 au droit d'accises**. En ce qui concerne les **impôts directs**, l'IPR et l'IBP comptent chacun **13 dépenses fiscales**, tandis que l'IM en dénombre **7** et l'IERE seulement **2**.

Tableau 3 Dépenses fiscales par source et par impôt en 2024

									2024	
	IM	IBP	IPR	IERE	TVA	DA	DD	DGRAD	Total	%
Code des accises	0	0	0	0	2	2	1	0	5	3%
Code des douanes	0	0	0	0	2	2	25	0	28	18%
Code des impôts	5	8	12	0	11	0	1	0	37	24%
Code des investissements	0	1	0	0	0	1	1	6	9	6%
Code minier	1	1	0	1	5	4	4	0	16	10%
ASBL, ONG et EUP	0	0	0	0	0	1	0	8	9	6%
Contrat entre la RDC et la Turquie	0	0	0	0	0	0	0	6	6	4%
Exonérations dérogatoires	0	0	0	0	1	1	1	0	3	2%
Importation et l'exportation de l'é	0	0	0	0	1	1	1	0	3	2%
Marchés publics à financement ext	0	0	0	0	2	1	1	3	7	5%
Regime MKD&CDK	0	0	0	0	1	0	1	0	2	1%
Principes d'agriculture	0	1	1	0	0	0	1	0	3	2%
Projets de coopération	1	1	0	1	1	1	1	0	6	4%
Sicomines	0	1	0	0	0	0	0	3	4	3%
Suspension de la TVA sur les prod	0	0	0	0	4	0	0	0	4	3%
Zones économiques spéciales	0	0	0	0	1	1	1	9	12	8%
DGRAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Total	7	13	13	2	31	15	39	35	154	100%
Source : Ministère des Finances										

9. Les dépenses fiscales résultent d'un **choix délibéré de politique publique**, visant généralement des **ménages, des industries ou des catégories spécifiques de contribuables**. Les **Tableaux 4 et 5** illustrent cette répartition en présentant les dépenses fiscales **selon leur objectif** et **par type de bénéficiaires**.

Tableau 4. Dépenses fiscales par objectif en 2024

Objectif	Nombre de dépenses fiscales 2024	% du total 2024
Encourager l'épargne	3	1,9%
Encourager l'investissement	52	33,8%
Encourager la production agricole	13	8,4%
Encourager la production locale	3	1,9%
sécuriser le territoire national	1	0,6%
alléger la charge fiscale	61	39,6%
Simplifier les contrôles	7	4,5%
Social	13	8,4%
Réciprocité	1	0,6%
Total	154	100,0%
Source : Ministère des Finances		

10. Le recensement des dépenses fiscales par objectif révèle une prédominance des mesures visant à alléger la charge fiscale des contribuables, représentant **61 dépenses fiscales**, soit **39,6 %** du total. L’encouragement à l’investissement occupe la deuxième place avec **52 dépenses fiscales** (**33,8 %**). En ce qui concerne l’amélioration du cadre social, **13 dépenses fiscales** ont été recensées, correspondant à **8,3 %** du total. Un soutien similaire a été accordé au secteur agricole, avec également **13 dépenses fiscales**, soit **8,7 %**. Cependant, l’incitation à la production locale demeure marginale, ne bénéficiant que de **3 dépenses fiscales**, représentant **1,9 %** des mesures accordées.

Tableau 5. Dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

Type de bénéficiaire	Nombre de dépenses fiscales 2024	% du total
Administration	5	3%
BCC	1	1%
Entreprises	89	58%
Exploitants agricoles	14	9%
Industrie	3	2%
Institutions publiques, entreprises	1	1%
Ménages	25	16%
Missions diplomatiques et consulaires	2	1%
ONG et ASBL	14	9%
Total	154	100%
Source : Ministère des Finances		

11. Les principaux bénéficiaires des dépenses fiscales sont les **entreprises**, qui en ont reçu **89**, soit **58 %** du total. Elles sont suivies par les **ménages**, avec **25 dépenses fiscales** (**16 %**).En troisième position figurent les **ONG, ASBL et exploitants agricoles**, qui ont bénéficié de **14 mesures fiscales**, représentant **9 %** du total. Les **administrations publiques**, quant à elles, ont obtenu **5 dépenses fiscales** (**3 %**), tandis que **l’industrie** a bénéficié de **3 mesures**, soit **2 %**.

CHAPITRE TROISIEME : ESTIMATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

3.1. Périmètre d'évaluation

12. Le périmètre d'évaluation concerne quatre aspects : (i) période de référence ; (ii) champs couverts ; (iii) sources de données et (iv) méthode d'évaluation.

La **période de référence** pour l'analyse des dépenses fiscales est l'année budgétaire 2024.

La **couverture** des impôts et taxes pour l'évaluation des dépenses fiscales est circonscrite aux prélèvements fiscaux et douaniers dont le produit est inscrit au budget de l'État faisant l'objet d'une adoption en loi de finances par l'Assemblée nationale. À cet égard, les impôts des entités territoriales décentralisées tout comme les prélèvements sociaux effectués au profit des institutions de retraite et des institutions de Sécurité sociale entre autres, n'entrent pas dans le champ du présent rapport.

13. La **méthode d'évaluation** utilisée est celle de la méthode de la perte de recettes du fait de l'existence de chacune des dépenses fiscales. Il s'agit dans la pratique usuelle d'un calcul ex-post qui suppose que le comportement des contribuables demeurerait inchangé si on éliminait la mesure dérogatoire. En ce sens, la méthode de la perte de recettes constitue une approximation de l'effet budgétaire de la dépense fiscale et non pas une estimation précise du fait qu'elle n'intègre pas les changements comportementaux, ni l'impact indirect sur les autres recettes ou sur le niveau de l'activité économique. Au regard de la définition, les mesures dérogatoires exclues de la norme de référence constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles génèrent une perte de recettes fiscales définitives pour l'État.

14. Les **sources de données** utilisées pour évaluer les dépenses fiscales sont des informations sur les contribuables détenues par la DGI et la DGRAD, y compris l'information sur les importations détenues par la DGDA.

15. Pour l'année 2024, au total, 119 de 154 dépenses fiscales recensées ont été estimées, soit 77% (Tableau 6). Sur les 70 dépenses fiscales émanant du droit commun, 44 ont été estimées (62%). Pour ce qui est des Régimes dérogatoires, sur les 84 dépenses fiscales recensées, 75 soit 89% ont été évaluées dans le cadre de ce rapport.

Tableau 6 : les dépenses fiscales recensées et estimées

	2024		
Source des dépenses fiscales	Nombre	Estimés	% du total
Droit commun	70	44	63%
Code des impôts	37	10	2%
Code des accises	5	5	0%
Code des douanes	28	29	2%
Régimes dérogatoires	84	75	89%
ASBL, ONG et EUP	9	9	100%
Code des investissements	9	9	100%
Code minier	16	13	81%
Contrat entre la RDC et la Turquie du	6	6	100%
Exonérations dérogatoires	3	3	100%
Importation et l'exportation de l'éne	3	3	100%
Marchés publics à financement extéri	7	7	100%
Régime MKD &CKD	2	3	150%
Principes d'agriculture	3	1	33%
Projets de coopération	6	3	50%
Sicomines	4	4	100%
Suspension de la TVA sur les produits	4	2	50%
Zones économiques spéciales	12	12	100%
Total	154	119	77%
Source : Ministère des Finances			

4.2. Synthèse des dépenses fiscales

16. Dans le cadre de l'exercice 2024, le manque à gagner pour l'État Congolais découlant de l'ensemble des dépenses fiscales estimées s'élève à CDF **7 018,4** milliards, soit 3,4 % du PIB. Ce manque à gagner représente 26,5 % du total des recettes fiscales et non fiscales mobilisées durant l'année 2024.

17. La présentation de ce manque à gagner par sources des dépenses fiscales telle que présenté dans le tableau 7 révèle que les manques à gagner des dépenses fiscales provenant du droit commun sont inférieurs à ceux des régimes dérogatoires. En effet, les manques à gagner découlant du droit commun sont de l'ordre de CDF 1179,3 milliards représentant 17 % du total des dépenses fiscales estimées de ce fait, ceux provenant des dérogations dérogatoires représentent 83 % soit CDF 5832,2 milliards.

Tableau 7 : les manques à gagner des dépenses fiscales par sources en CFD

	2024	2024
Source des dépenses fiscales	Manque à g	% du total
Droit commun	1179,3	17%
Code des impôts	234,7	3%
Code des accises	809,7	12%
Code des douanes	134,9	2%
Régimes dérogatoires	5832,2	83%
ASBL, ONG et EUP	28,1	0%
Code des investissements	1662,7	24%
Code minier	2243,7	32%
Contrat entre la RDC et la Tur	40,15	1%
Exonérations dérogatoires	33,6	0%
Importation et l'exportation c	108,73	2%
Marchés publics à financemer	531,08	8%
Partenariats stratégiques	0	0%
Principes d'agriculture	3,55	0%
Projets de coopération	2,4	0%
Sicomines	838,15	12%
Suspension de la TVA sur les p	290,2	4%
Zones économiques spéciales	49,91	1%
Total	7 018,4	100%

Tableau 8 : Manque à gagner par sources des dépenses fiscales

18. Le manque à gagner total lié à la fiscalité pétrolière pour l'exercice considéré s'élève à **809,2 milliards de CDF**. Ce montant est principalement constitué des droits de consommation, qui représentent **70 %** du total, soit **566,5 milliards de CDF**. Viennent ensuite :

- La TVA à l'importation (**14 %**, soit **113,3 milliards de CDF**)
- Les droits de douane (**10 %**, soit **80,9 milliards de CDF**)
- La TVA intérieure (**6 %**, soit **48,5 milliards de CDF**)

Ce niveau de manque à gagner est **nettement inférieur** à celui enregistré en 2023, qui s'élevait à **3.043,2 milliards de CDF**. Cette baisse s'explique principalement par les réformes engagées, notamment celle relative à la **vérité des prix des produits pétroliers**, ayant permis une meilleure maîtrise des exonérations et des avantages fiscaux dans le secteur.

.

	2024	
	Montant	% du total
Fiscalité carburant	809,2	100%
TVA à l'importation sur le carburant	113,3	14%
TVA à l'intérieur sur le carburant	48,5	6%
Droit d'Accises sur le carburant	566,5	70%
Droit de douane sur le carburant	80,9	10%
<i>Total en% des recettes fiscales</i>	3%	
<i>Total en% du PIB</i>	0,4%	
Source : Ministère des Finances		

Tableau 9 : Manque à gagner par nature d'impôt

	2024	% du tota
Impôt		
IM	309,93	4%
IBP	2294,71	33%
IERE	8,4	0%
IPR	0,0	0%
TVA	3005,86	43%
DA	607,6	9%
DD	543,1	8%
DGRAD	243,04	3%
Total	7 018,4	100%
Source : Ministère des Finances		

19. L'estimation des dépenses fiscales révèle un manque à gagner significatif dans les principales catégories d'impôts et taxes. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) représente la plus grande part, avec un déficit estimé à **3 005,86 milliards CDF** (43 %). En seconde position, l'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP) engendre un manque à gagner de **2 294,71 milliards CDF** (37 %). Les pertes liées aux droits de douane atteignent **543,1 milliards CDF** (8 %), tandis que les dépenses fiscales associées à l'impôt mobilier entraînent un déficit de **309,93 milliards CDF**. Les autres grandes catégories d'impôts enregistrent des pertes fiscales relativement moindres :

- Droits, taxes et redevances sous la supervision de la DGRAD : **243,04 milliards CDF**.

- Impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés : **8,4 milliards CDF**.

Tableau 10 : Manques à gagner dans le cadre des marchés publics à financement extérieur & Code minier

	2024
Marchés public à financement extérieur	530,9
DA	22
DD	153,7
TVA	348,2
DGRAD	7
Source : Ministère des Finances	
Code minier	2243,6
IM	309,9
IBP	0
IERE	8,4
TVA	1878,1
DA	0,0074
DD	47,2
Source : Ministère des Finances	

20. L'analyse des dépenses fiscales met en évidence des manques à gagner conséquents. Ceux liés au **Code minier** s'élèvent à **2 243,6 milliards CDF** pour l'année 2024, tandis que ceux associés au **régime des marchés publics à financement extérieur** atteignent **530,9 milliards CDF**.

Dans le détail, les pertes fiscales issues du **Code minier** sont réparties comme suit :

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : 1 878,1 milliards CDF ;**
- **Impôt mobilier : 309,9 milliards CDF ;**
- **Droits de douane : 47,2 milliards CDF ;**
- **Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés : 8,4 milliards CDF.**

Concernant les **marchés publics à financement extérieur**, les principales pertes fiscales sont observées au niveau de :

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : 348,2 milliards CDF ;**
- **Droits de douane : 153,7 milliards CDF ;**

- **Droits d'accises : 22 milliards CDF ;**
- **Droits, taxes et redevances sous la supervision de la DGRAD : 7 milliards CDF.**

21. Notons que les exonérations de TVA accordées aux entreprises agréées au Code minier peuvent cependant être considérées comme des dépenses fiscales « temporaires ». Les bénéficiaires de ces dépenses fiscales exportent en effet la quasi-totalité de leur production laquelle est taxée au taux zéro. L'exonération de TVA accordée au cordon douanier n'est pas définitive. En effet, en l'absence de cette exonération, les entreprises minières auraient droit à un remboursement de leur TVA.

Tableau 11 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales

	2024
	Manque à gagner (Mds de CDF)
Code des investissements	1662,4
IBP10	1529,0
DA2	3,5
DD19	47,6
DGRAD	82,3
Partenariats stratégiques	0,0
TVA2	0,0
TVA4	0,000
DD30	0,0000
Source : Ministère des Finances	

22. Il convient de noter que la plus grande perte de recettes liée au **Code des investissements** résulte principalement de l'exonération de l'**Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP)**, estimée à **1 529 milliards CDF**. À cela s'ajoutent les pertes dues aux **diverses taxes encadrées par la DGRAD (82,3 milliards CDF)**, aux **droits de douane (47,6 milliards CDF)** et aux **droits d'accises (3,5 milliards CDF)**.

Concernant le **partenariat stratégique**, les dépenses fiscales sont nulles en raison de l'expiration des avantages accordés aux entreprises bénéficiaires de cette facilité.

Globalement, les dépenses fiscales liées à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (**TVA**) engendrent un manque à gagner estimé à **3 005,8 milliards CDF**, soit **1,4 % du PIB** ou environ **11,3 % des recettes mobilisées en 2024**.

Tableau 12 : Tableau dépenses liées à la TVA fiscales

		2024	
	Dépenses fiscales liées à la TVA	Manque à gagner (Mds de CDF)	% du total
1	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	24,857	0,8%
2	Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	0,000	0,0%
3	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	323,391	10,8%
4	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du parten	0,000	0,0%
5	Les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opération	140,957	4,7%
6	Les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	0,0000	0,0%
7	Les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d'une li	11,9070	0,4%
8	L'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diag	8,4308	0,3%
9	L'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits c	0,0000	0,0%
10	Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marchandises	0,0046	0,0%
11	Les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents	0,7815	0,0%
12	L'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes funéraire	0,0673	n.d.
13	Les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les org	0,5700	0,0%
14	Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ;	45,9184	n,d
15	Les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	1,8041	n,d
16	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétrolièr	1 676,4576	55,8%
17	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investisseme	32,9329	1,1%
18	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux e	43,7157	1,5%
19	Code minier - 10% sur les carburants et consommables	66,5075	2,2%
20	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équi	58,4983	1,9%
21	Importation énergie électrique	69,3000	2,3%
22	Exonérations dérogatoires	21,3633	0,7%
23	Exonération pour les projets de coopération	2,2567	0,1%
24	Boutiques hors taxes	3,1182	0,1%
25	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées sur le m	n.d.	n.d.
26	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées)	279,7706	n.d
27	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (régime in	n.d.	n.d.
28	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchand	10,4362	n.d
29	Taux réduit de TVA sur les pièces d'avions	0,0888	0,0%
30	TVA à l'importation sur le carburant	113,3000	3,8%
31	TVA à l'intérieur sur le carburant	48,5000	1,6%
32	TVA Zones économiques spéciales	20,9289	0,7%
	Total	3 005,863	100,0%
	Source : Ministère des Finances		

23. Les exonérations liées secteur minier (de CDF 2.287,4 milliards en 2023) représentent la plus grande partie des manques à gagner. Il s'agit, notamment :

- De l'importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire (de CDF 1676,5 milliards) ;
- De l'importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées (CDF 32,9 milliards)
- Du taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables (de CDF 43,7 milliards) ;
- Du taux réduit par les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipements (de CDF 66,5 milliards) et

- Du taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement (de CDF 58,4 milliards).

24. **Quant au manque à gagner émanant de la TVA sur les Carburants**, il se situe à CDF 161,8 milliards. Il s'agit de la TVA sur les importations de carburant.

25. *L'autre groupe des exonérations de TVA concerne les biens importés dans le cadre de l'exécution de marchés publics.* Celles-ci représentent un montant de (CDF 348,3 milliards). Par ailleurs, la suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées) renseigne une perte d'environ CDF 279,7 milliards.

Tableau 13 : Dépenses fiscales par objectif en 2024

Objectif	Manque à gagner 2024	% du total 2024
Encourager l'épargne	0	0,0%
Encourager l'investissement	4782,3	68,1%
Encourager la production agricole	141,03	2,0%
Encourager la production locale	0,037	0,0%
Sécuriser le territoire national	1,3	0,0%
Alléger la charge fiscale	2093,9	29,8%
Simplifier les contrôles	0	0,0%
Social	0	0,0%
Réciprocité	0	0,0%
Total	7 018,4	100,0%
Source : Ministère des Finances		

Le **Tableau 13** met en évidence que les mesures visant à **encourager les investissements** représentent la plus grande part des pertes fiscales, avec un manque à gagner estimé à **4782,3 milliards CDF** (68,1 %). Elles sont suivies par les mesures destinées à **alléger la charge fiscale** pour certains contribuables, notamment les **opérateurs économiques et les ménages**, qui engendrent un manque à gagner de **2093,9 milliards CDF** (29,8 %).

L'analyse des pertes fiscales par catégorie de bénéficiaires montre une prédominance des **entreprises**, avec un manque à gagner estimé à **5864,8 milliards CDF**, suivies des **ménages**, qui enregistrent une perte de **877 milliards CDF**. Cette répartition explique la forte proportion des

dépenses fiscales destinées à **stimuler l’investissement** et à **réduire la charge fiscale** des opérateurs économiques et des ménages (voir Tableau 14).

Tableau 14 : Tableau dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2024

Type de bénéficiaire	Nombre de dépenses fiscales 2024	% du total
Administration	1,03	0%
BCC	0	0%
Entreprises	5864,8	84%
Exploitants agricoles	15,54	0%
Industrie	0,03	0%
Institutions publiques, entreprises	21,3	0%
Ménages	877	12%
Missions diplomatiques et consulaires	5,15	0%
ONG et ASBL	231,9	3%
Total	7 018,4	100%
Source : Ministère des Finances		

26. L’analyse des manques à gagner par régie financière renseigne que ceux-ci sont plus importants au niveau de la DGDA (Tableau 15). Cette régie financière, étant responsable des exonérations de droits d’importation qui représentent une part importante des dépenses fiscales importantes, elle génère les plus grands manques à gagner (soit près de CDF 3322,5 milliards ou 54 % du total).

Toutefois, il convient de préciser que pour la Direction Générale des Impôts, ces chiffres n’intègrent pas celui communiqué au titre de la TVA intérieur de l’ordre de CDF **1.130,9** milliards parce que la déclaration à la TVA ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produits, un format des données non compatible avec les données exploitées dans le présent rapport. Pour pallier à cette difficulté, un nouveau formulaire prenant en charge les détails sur la répartition des exonérations a été mis en place par la DGI depuis janvier 2024. Lors de l’évaluation de l’exploitation des données fournies par ce formulaire, l’état actuel des données de la nouvelle annexe relève ne permet pas une exploitation de celui-ci. Une mise à jour de ce formulaire s’avère indispensable afin d’en assurer une prise en charge optimale.

L’analyse des pertes fiscales par régie financière met en évidence une prédominance de la **DGDA** (voir Tableau 14). En tant que responsable des exonérations de **droits d’importation**, qui constituent une part significative des dépenses fiscales, cette régie génère les plus grands manques à gagner, estimés à **4 137,3 milliards CDF**, soit **59 % du total**.

Toutefois, il est important de préciser que, pour la **Direction Générale des Impôts (DGI)**, ces chiffres n'intègrent pas les **933,3 milliards CDF** liés à la **TVA intérieure**, car la déclaration à la TVA ne fournit pas de détails sur la répartition des exonérations par produit. Ce format de données est incompatible avec les informations exploitées dans le présent rapport.

Pour remédier à cette difficulté, la DGI a mis en place, depuis janvier 2024, un **nouveau formulaire** permettant de détailler la répartition des exonérations. Cependant, l'évaluation de l'exploitation des données issues de ce formulaire révèle que l'état actuel de la nouvelle annexe ne permet pas son utilisation efficace. Une **mise à jour** de ce formulaire est donc indispensable afin d'optimiser son intégration.

Tableau 15 : Tableau dépenses fiscales par régie financière en 2024

		2024
Régies Financières	Manque à gagner (Mds de CDF)	% du total
DGDA	4137,3	59%
DGI	2638,0	38%
DGRAD	243,0	3,5%
Total	7 018,4	100%
Source : Ministère des Finances		

ANNEXE I : Tableau récapitulatif des dépenses fiscales 2024

	Description	Type de régime	Sources	Catégorie	Art	Regies	Forme	Objectif	Bénéficiaire	Secteur	Évaluatic	Évaluation (Mds CDF)202	Évaluation CDF
IM1	A défaut d'éléments probants, les dépenses ou charges sont fixées forfaitairement à 30% du montant brut des redevances	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	13.8	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM2	Les revenus d'actions ou parts quelconques, visés à l'article 13.5, sont fixés forfaitairement à 40 % des revenus réalisés et im	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	14	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM3	Les revenus des parts des associés non actifs visés à l'article 13.6, sont fixés forfaitairement à 50 % des revenus réalisés et im	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	15	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM4	Les tantièmes visés à l'article 13.7, sont fixés forfaitairement à 10% des revenus réalisés et imposés tant à l'impôt profession	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	16	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM5	Sont exonérés de l'impôt mobilier, les revenus des bons et obligations du Trésor.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	22 bis	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Public	NON	n.d.	n.d.
IM6	Code minier - Taux de 10% sur les dividendes (plutôt que 20%)	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	246	DGI	Exonération	Encourager l'investisseme nt	Entreprises	Minier	OUI	309,9339	309 933 888 101
IM7	Exonération pour les projets de coopération, à l'exception des revenus empruntés à des fins professionnelles en faveur de t	Dérogatoire	Projets de coopération	Projets de coopération	15	DGI	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	ismes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP1	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfices pour autant qu'elles soient affectées à un compte indispon	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	31	DGI	Exonération	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP2	Par dérogation aux dispositions de l'article 30, sont immunisés, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent d	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	34	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP3	Sont exonérés, sous réserve de réciprocité, les bénéfices qu'une entreprise établie dans un pays étranger retire de l'exploita	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	38	DGI	Exonération	Réciprocité	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP4	Sont exonérés, les revenus qu'une personne physique ou morale non résidente ou non établie en RDC retire à la suite de sa	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	38 bis	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP5	2a) les institutions religieuses, scientifiques ou philanthropiques créées par application de l'article 1 du décret du 28 décem	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	ismes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP6	2b) les associations privées ayant pour but de s'occuper d'œuvres religieuses, scientifiques ou philanthropiques qui ont rep	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	ismes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP7	2c) les établissements d'utilité publique créés par application du décret du 19 juillet 1926 ;	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	ismes sans but	NON	n.d.	n.d.

IBP8	2d) les associations sans but lucratif ayant pour fin de s'occuper d'œuvres religieuses, sociales, scientifiques ou philanthrop	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	ismes sans but l	NON	n.d.	n.d.
IBP9	Code minier - Taux de 30% plutôt que de 35%	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	247	DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0000	0,0
IBP10	Code des investissements - Les bénéfices réalisés par les investissements nouveaux agréés sont totalement exonérés de l'im	Dérogatoire	Code des investissements	Code des investissements	13	DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	1 529,0103	1 529 010 274 150
IBP11	convention de collaboration du 22 avril 2008 signée entre le Gouvernement de la RDC et le Gouvernement Chinois	Dérogatoire	SICOMINES	e la rdc et le groupement d'entrep		DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	765,7891	765 789 112 872
IBP12	Les bénéfices et profits réalisés par l'exploitant agricole de type familial sont soumis à l'impôt sur le revenu professionnel a	Dérogatoire	Principes d'agriculture	Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011	76	DGI	Taux réduit	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	Agricole	NON	n.d.	n.d.
IBP13	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGI	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	ismes sans but l	NON	n.d.	n.d.
IPR1	1° les indemnités ou allocations familiales réellement accordées aux employés et salariés dans la mesure où elles ne dépass	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR2	2° les pensions, rentes et indemnités accordées en vertu des lois qui régissent les pensions de vieillesse, l'octroi de secours	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR3	3° les indemnités et avantages en nature concernant le logement, le transport et les frais médicaux pour autant que : - l'ind	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR4	Les primes versées à des nationaux dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés sur fond de l'Union Européenne	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	-COFED-FINAN	DGI	Exonération	Social	Ménages	veloppement nat	NON	n.d.	n.d.
IPR5	Sont seuls admis comme dépenses professionnelles, les versements réellement effectués à titre définitif, soit à des caisses d	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	50	DGI	Déduction	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR6	En aucun cas, l'impôt total ne peut excéder 30 % du revenu imposable	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	84 (2)	DGI	Taux réduit	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR7	Les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des micro-entreprises sont imposés suivant les	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	84 (3)	DGI	Taux forfaitaire	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR8	L'impôt professionnel est fixé à 20 % sur les bénéfices, profits ou rémunérations réalisés ou perçus par des personnes physi	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	85	DGI	Taux réduit	Simplifier les contrôles	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR9	L'impôt professionnel est fixé à 10% sur le capital-pension payé au travailleur en partance à la retraite par son employeur à	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	85	DGI	Taux réduit	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.

IPR10	L'impôt professionnel est fixé à 10% sur les indemnités dites de fin de carrière et sur les indemnités payées par l'employeur	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	86	DGI	Taux réduit	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR11	Lorsqu'un employeur a recours occasionnellement aux services d'une personne, l'impôt à percevoir à la source est fixé à 15	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	87	DGI	Taux réduit	Simplifier les contrôles	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR12	L'impôt établi par application de l'article 84 de la présente ordonnance-loi est réduit d'une quotité de 2 % pour chacun de	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	89	DGI	Abattement	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR13	IPR Sans préjudice des dispositions de l'article 202, point 10, de la Constitution relatives à l'impôt personnel, l'exploitant ag	Dérogatoire	Principes d'agriculture	Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011	76	DGI	Exonération	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	Agricole	NON	n.d.	n.d.
IERE1	Code minier - Réduction du taux (10% plutôt que 25%)	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	244	DGI	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	8,4622	8 462 165 125
IERE2	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGI	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	ismes sans but	NON	n.d.	n.d.
TVA1	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGI	Exonération	er la charge fi	Entreprises		OUI	24,8566	24 856 587 299,40
TVA2	Collection d'assemblage CKD&MKD	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier à l'importation	paragraphe 7	DGDA	Taux réduit	Encourager l'investissement	Entreprises	Manufacturier	OUI	5,3667	5 366 744 447,00
TVA3	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	Dérogatoire	Marchés publics à financement	Arrêté ministériel	art. 6	DGDA	Exonération	Alléger la cha	Entreprises		OUI	323,391	323 390 504 217,00
TVA5	les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère soci	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	er la productio	ONG et ASBL	Social	OUI	140,96	140 957 471 927
TVA6	les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	ager l'investiss	Administration	Public	OUI	0,0000	0
TVA7	les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie régle	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Exploitants agricoles	Agricole	OUI	11,91	11 906 952 851
TVA8	l'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des ma	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Pharmaceutiqu e	OUI	8,43	8 430 773 748
TVA9	l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits chimiques destinés exclusiveme	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Minier	OUI	0,0000	0
TVA10	Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marchandises	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Manufacturier et recherche	OUI	0,0046	4 568 581,00

TVA11	les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Encourager l'investissement	Ménages	Social	OUI	0,78	781 476 558,00
TVA12	l'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes funéraires ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Public	OUI	0,07	67 276 594,00
TVA13	les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes de droit public	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Administration	Public	OUI	0,5700	569 974 832
TVA14	Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Public	NON	45,9184	45 918 421 931
TVA15	les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	OUI	1,80	1 804 112 242
TVA16	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées p	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	1 676,4576	1 676 457 626 841
TVA17	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les cond	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	32,933	32 932 853 948
TVA18	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de l	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	43,716	43 715 701 119
TVA19	Code minier - 10% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	66,507	66 507 473 425
TVA20	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	58,498	58 498 317 433
TVA21	Importation énergie électrique	Dérogatoire	l'importation et l'exportation d	Loi 14/011 du 17 juin 2014		DGDA	Réduction de taux et Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Energie	OUI	69,300	69 299 982 009
TVA22	Exonerations dérogatoires	Dérogatoire	Exonérations dérogatoires			DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Institutions publiques, entreprises et Ménages	Public	OUI	21,363	21 363 344 982
TVA23	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Organisations internationales	Public	OUI	2,257	2 256 701 487,00
TVA24	Boutiques hors taxes	Droit commun	code des douanes	Circulaire N°CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Missions diplomatiques et consulaires	Diplomatique et voyage en transit international	OUI	3,118	3 118 242 944,00
TVA25	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées sur le marché domestique)	Dérogatoire	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGI	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.

TVA26	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées)	Dérogatoire	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	OUI	279,771	279 770 554 845,00
TVA27	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (régime intérieur)	Dérogatoire	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGI	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
TVA28	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchandises importées)	Dérogatoire	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	OUI	10,436	10 436 243 753,00
TVA29	Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs	Dérogatoire	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	17alinéa9	DGDA	Réduction du taux	Alléger la charge fiscale	Entreprises		OUI	0,089	88 801 200,00
TVA30	TVA à l'importation sur le carburant	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	25	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Social	OUI	113,314	113 314 309 717,85
TVA31	TVA à l'intérieur sur le carburant	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	25	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Social	OUI	48,563	48 563 275 593,37
TVA32	TVA Zones économiques spéciales	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le régime		DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Social	OUI	20,93	20 928 850 112,00
DA1	Exonérations sur les marchandises soumises aux droits d'accises de la production locale	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	55	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	OUI	0,29	292 754 772,94
DA2	Code des investissements – Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGDA	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	3,60	3 599 949 821,00
DA3	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la surface)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0033	3 306 712,00
DA4	Code minier - 3% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	-	-
DA5	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la surface)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	-	-
DA6	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Développement national	OUI	22,070	22 069 772 108
DA7	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Dérogatoire	ONG et ASBL	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001		DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	Organismes sans but lucratif	OUI	4,038	4 037 522 215
DA8	Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux entités territoriales	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Organismes sans but lucratif	OUI	0,130	130 389 948

DA9	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	Organismes sans but lucratif	OUI	0,133	133 364 305
DA10	Boutiques hors taxes	Droit commun	Code des douanes	AB/MIN/FIN/2012 du 10 janvier 2		DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Autre	OUI	7,175	7 174 589 059
DA11	Droit d'Accises sur le carburant	Droit commun	Code d'accises O-L18/002 du 13 mars 2018	ONOMAT/JKY/ABT	1	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Pétrolier	OUI	566,572	566 571 548 589
DA12	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées p	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0041	4 083 431,0000
DA13	Exonerations dérogatoires	Dérogatoire	Exonérations dérogatoires	Lettres du Ministre des finances		DGDA		Alléger la charge fiscale	Entreprises		OUI	2,3315	2 331 476 830
DA14	Droits d'accises zone économique spéciale	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Social	OUI	0,7323	732 265 347
DA15	Importation énergie électrique	Dérogatoire	l'importation et l'exportation d	Loi 14/011 du 17 juin 2014		DGDA	Réduction de taux et Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Energie	OUI	0,64	641 716 200,00
DD1	Les échantillons sans valeur commerciale	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Manufacturier et recherche	OUI	0,00	2 250 990,00
DD2	Les objets de déménagement	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	OUI	0,68	678 672 785,00
DD3	Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des perso	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	Social	OUI	83,23	83 233 574 659,00
DD4	les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Ménages	Social	OUI	1,734	1 733 578 241,00
DD5	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	ONG et ASBL	Social	OUI	0,0000	0
DD6	Les produits importés en vue de subir des essais	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	NON	n.d.	n.d.
DD7	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Administration	Public	OUI	0,390	390 206 437,00
DD8	les marchandises importées dans le cadre de projet de coopération bilatérale ou multilatérale	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Organisations internationales	Public	OUI	1,310	1 310 189 933,00

DD9	Importation des billets de banque et pièces de monnaie ainsi que les papiers fiduciaires ayant cours légale par la BCC	Droit commun	Code des douanes	Fonctionnement et	339	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Banque centrale du Congo	Financier	NON	n.d.	n.d.
DD10	les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exemption	Alléger la charge fiscale	Administration	Public	NON	n.d.	n.d.
DD11	Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Public	OUI	25,9933	25 993 297 681,00
DD12	Autres armes de guerre	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'importation	4	DGDA	Exonération	Sécuriser le territoire national	Administration	défense et sécuritaire	OUI	1,0308	1 030 807 049,00
DD13	autres eaux, y compris l'eau douce	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	Encourager la production locale	Industrie	Industriel	OUI	0,0372	37 239 045
DD14	Bois d'acajou d'Afrique bruts	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0002	179 437
DD15	Bois afromosia (Periscopsis elata) bruts	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0665	66 481 266
DD16	Bois bossé (Guara cedrata) bruts	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0007	660 911
DD17	Bois doussié (Afzelia bipindesis) bruts	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0000	13 399
DD18	Bois iroko (Chlorophora excelsa) bruts, écorcés LM	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0010	987 213
DD19	Bois sapelli (Entandrophragma cylindricum) bruts LM	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0021	2 073 450
DD20	Bois bruts sipo(entandrophagma utile)BC	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0009	850 575
DD21	Bois mukulungu (Atranelia Congolensis), bruts BC	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0015	1 466 664
DD22	Bois bruts padouk (pterocarpus soyauxii)	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0015	1 457 993
DD23	Autres bois d'essences B&Mieux	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	Encourager la production agricole	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0054	5 441 201

DD24	Boutiques hors taxes	Droit commun	Code des douanes	/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 201		DGDA	Exemption	Alléger la charge fiscale	Missions diplomatiques et consulaires	Diplomatique et voyage en transit international	OUI	2,039	2 039 347 977
DD25	Code des investissements – Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le mat	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	OUI	47,658	47 658 100 574
DD26	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les cond	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	11,763	11 762 520 317
DD27	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de l	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de ta	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Minier	OUI	8,226	8 225 616 803,00
DD28	Code minier - 3% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de ta	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Minier	OUI	3,926	3 925 998 122,00
DD29	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de ta	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Minier	OUI	23,327	23 326 978 326,00
DD30	À l'exclusion des redevances administratives, les intrants agricoles importés destinés exclusivement aux activités agricoles s	Dérogatoire	Principes d'agriculture	loi n°11/22 du 24 décembre 2011	71 et 72	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Exploitants agricoles	Agricole	OUI	3,557	3 557 433 204,00
DD31	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Développement national	OUI	153,76	153 762 586 934,00
DD32	Collection d'assemblage CKD&MKD	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier à l'importation	paragraphe 7	DGDA	Taux réduit	Encourager l'investissement	Entreprises	Manufacturier	OUI	33,54	33 542 148 610,00
DD33	Droit de douane sur le carburant	Droit commun	Code des accises O-L18/002 du 13 mars 2018	ONOMAT/JKY/ABT	150	DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Pétrolier	OUI	80,94	80 938 792 655,61
DD34	Semences	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	Encourager la production locale	Industrie	Industriel	OUI	0	0
DD35	Fuel-oil	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	Encourager la production locale	Industrie	Industriel	OUI	0	0
DD36	Droit de douane zones économiques spéciales	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGDA	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Social	OUI	11,2140	11 214 003 827,00
DD37	Importation énergie électrique	Dérogatoire	l'importation et l'exportation d	Loi 14/011 du 17 juin 2014		DGDA	Réduction de taux et Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Energie	OUI	38,8	38 793 523 411,0000
DD38	Exonerations dérogatoires	Dérogatoire	Exonérations dérogatoires	Lettres du Ministre des finances		DGDA		Alléger la charge fiscale	Entreprises		OUI	9,9	9 909 193 746,0000

DD39	Taxe du contrôle sanitaire aux postes frontaliers des produits d'origines toxique, soporifique et stupéfiante	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	6,5414	6 541 446 784,78
DGRAD1	Taxe sur la désinfection, désinsectisation et/ou dératisation des navires, des véhicules d'occasions, friperies à l'Importation	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	6,7335	6 733 510 464,95
DGRAD2	Droits et taxes à l'importation des produits pharmaceutiques	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	4,2457	4 245 678 989,77
DGRAD3	Taxe Rémunératoire Annuelle(TRA)	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,3569	1 356 944 963,24
DGRAD4	Taxe d'implantation des installations classées(T.I)	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	2,0251	2 025 115 050,70
DGRAD5	Taxe de pollution sur les installations classées(TAPO)	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,1211	1 121 117 684,38
DGRAD6	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,3550	1 354 973 932,16
DGRAD7	Droits de délivrance de visa d'établissements spécial, permanent ordinaire et de travail	Dérogatoire	ASBLONG et EUP	positions générales	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	0,7077	707 677 316,23
DGRAD8	Taxe du contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	13,9428	13 942 797 500,00
DGRAD9	Taxe sur la désinfection, désintoxication et des véhicules d'occasions à l'Importation	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	14,8974	14 897 390 222,60
DGRAD10	Taxe Rémunératoire Annuelle(TRA)	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	17,1262	17 126 240 037,70
DGRAD11	Taxe d'implantation des installations classées	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	17,6923	17 692 308 054,80
DGRAD12	Taxe de pollution sur les installations classées	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	18,0464	18 046 390 228,60
DGRAD13	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,6743	674 268 389,60
DGRAD14	Exploitation routière, autorisation de transport des biens et 20T et plus	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	9,3032	9 303 183 975,44

DGRAD15	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	0,0191	19 131 121,32
DGRAD16	Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	14,3015	14 301 534 051,10
DGRAD17	Taxe de pollution sur les installations classées	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	7,9634	7 963 448 137,80
DGRAD18	Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	15	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	5,7858	5 785 805 134,98
DGRAD19	Taxe sur la désinfestation, desintrinsication et véhicules d'occasion impactée	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	2,7858	2 785 805 134,98
DGRAD20	Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	SICOMINES	e la rdc et le groupement d'entrep		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	28,4385	28 438 493 758,70
DGRAD21	Taxe d'implantation des installations classées	Dérogatoire	SICOMINES	e la rdc et le groupement d'entrep		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	26,6738	26 673 839 410,70
DGRAD22	Taxe de pollution sur les installations classées	Dérogatoire	SICOMINES	e la rdc et le groupement d'entrep		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	17,2532	17 253 224 140,70
DGRAD23	Droits et Taxes à l'importation des produits pharmaceutiques et équipements médicaux	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	OUI	3,8953	3 895 280 643,49
DGRAD24	Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	OUI	1,8739	1 873 945 822,30
DGRAD25	Taxe sur la déinfection, la désinctisation et la dératisation des navires, aéronefs, trains, conteneurs, véhicules d'occasion à l'i	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Industriel	OUI	1,2493	1 249 297 215,39
DGRAD26	Taxe sur le contrôle des produits d'origines toxiques, soporifique et stupéfiantes aux postes frontaliers	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	1,6294	1 629 394 949,10
DGRAD27	Droits et taxes à l'importation des produits pharmaceutiques et équipements médicaux	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,4992	499 193 993,05
DGRAD28	Taxe sur la désinfection, désinsectisation des véhicules d'occasion à l'importation	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	1,6949	1 694 939 754,90
DGRAD29	Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	du 07 juillet 2014 fixant le regim		DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	2,6260	2 625 996 047,09

DGRAD30	Taxe d'implantation des installations classées	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	2,7475	2 747 495 452,37
DGRAD31	Taxe de pollution sur les installations classées(TAPO)	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	2,4993	2 499 303 972,45
DGRAD32	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,3939	393 876 993,07
DGRAD33	Droits de délivrance de visa d'établissements spécial, permanent ordinaire et de travail	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,0159	15 945 000,00
DGRAD34	Autorisation de transport des biens de 20 tonnes et plus	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	2 du 07 juillet 2014 fixant le regim	DGRAD	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	4,9273	4 927 294 892,35
Total											7 018	7 018 413 286 878